



# POPULATION ET DÉVELOPPEMENT : Les principaux enjeux cinq ans après la Conférence du Caire

Coordonné par

Alain LERY  
et Patrice VIMARD

POPULATION ET DÉVELOPPEMENT :  
LES PRINCIPAUX ENJEUX CINQ ANS APRÈS  
LA CONFÉRENCE DU CAIRE

**Déjà parus dans la collection "Les Documents et Manuels du CEPED" :**

- n°1 : *La démographie de 30 États d'Afrique et de l'Océan indien*, par Valérie GUÉRIN (éd.) (1994), 352 p.
- n°2 : *Clins d'œil de démographes à l'Afrique et à Michel François*, par Jacques VALLIN (éd.) (1995), 244 p.
- n°3 : *Manuel de sondages. Applications aux pays en développement*, par Rémy CLAIRIN et Philippe BRION (1997), 108 p. (2<sup>ème</sup> édition).
- n°4 : *L'analyse des enquêtes biographiques à l'aide du logiciel STATA*, par Philippe BOCQUIER (1996), 208 p. + disquette.
- n°5 : *Genre et développement : des pistes à suivre*, par Thérèse LOCOH, Annie LABOURIE-RACAPÉ et Christine TICHIT (éds) (1996), 154 p.
- n°6 : *Les migrations internes au Kenya 1979-1989*, par Valérie GOLAZ (1997), 126 p.
- n°7 : *La mortalité à Antananarivo de 1984 à 1995*, par Dominique WALTISPERGER, Pierre CANTRELLE et Osée RALJAONA (1998), 117 p.
- n°8 : *La société algérienne entre population et développement. Textes d'une rencontre scientifique (Paris, 23 mai 1996)*, par Christophe LEFRANC (éd.) (1998), 103 p.
- n°9 : *Guide d'exploitation et d'analyse des données de recensements et d'enquêtes en matière de scolarisation*, édité par le 7<sup>e</sup> Réseau thématique de recherche de l'UEPA (1999), 112 p. + disquette.
- n°10 : *État civil et recensements en Afrique francophone. Pour une collecte administrative de données démographiques*, par Louis LOHLÉ-TART et Michel FRANÇOIS (1999), 564 p.
- n°11 : *Biographies de trois générations dans l'agglomération d'Antananarivo. Premiers résultats de l'enquête BIOMAD98*, sous la direction de Philippe ANTOINE, Philippe BOCQUIER, Nicolas RAZAFINDRATSIMA et François ROUBAUD (2000), 141 p.

**Les Documents et Manuels du CEPED n° 12**

**Coordonné par  
Alain LERY et Patrice VIMARD**

**POPULATION ET  
DÉVELOPPEMENT :  
LES PRINCIPAUX ENJEUX  
CINQ ANS APRÈS  
LA CONFÉRENCE DU CAIRE**

**Centre français sur la population et le développement  
Laboratoire Population-Environnement**

**Juin 2001**



## **Éléments de catalogage :**

*Population et développement : les enjeux cinq ans après la Conférence du Caire*, coordonné par Alain LERY et Patrice VIMARD. – Paris, Centre français sur la population et le développement/Laboratoire Population-Environnement, 2001, 220 p. ; 24 cm. (Les Documents et Manuels du CEPED, n° 12).

## **Comité éditorial :**

Philippe BOCQUIER	Maria COSIO
Benoît FERRY	Michel GARENNE
Christophe LEFRANC	André QUESNEL
Laurent TOULEMON	Jacques VÉRON

**Directeur de la publication : Alain LERY**  
**Responsables scientifiques : Benoît FERRY et Michel GARENNE**  
**Réalisation technique : Séverine FANON et Valérie MARY**

**Couverture : personnage sur les épaules d'un autre**  
**(Arou sur les épaules de Dyon ?), Dogon, Mali.**

**ISBN : 2-87762-133-2**

**ISSN : 1264-2487**

© Copyright CEPED, LPE - 2001  
Centre français sur la population et le développement  
15, rue de l'École de médecine - 75270 Paris Cedex 06 - FRANCE  
Téléphone : 01 44 41 82 30 – Fax : 01 44 41 82 31  
Téléphone international : 33 1 44 41 82 30 – Fax international : 33 1 44 41 82 31  
Web CEPED : <http://www.cephed.ined.fr>

Le CEPED, *Centre français sur la population et le développement*, est un "groupement d'intérêt scientifique" (GIS) créé en 1988 par l'Institut national d'études démographiques (INED), l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), l'Institut de recherche pour le développement (IRD), l'Université Paris VI et l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), pour conjuguer leurs efforts en matière de recherche, de formation et de coopération avec les pays du Sud dans le domaine de la population et de ses relations avec le développement. Ses activités de recherche portent essentiellement sur les facteurs de la dynamique des populations (santé, famille, fécondité, migrations), leurs relations avec les divers aspects du développement économique et social (éducation, emploi, activité économique, structures sociales...), ainsi que les méthodes d'observation et d'analyse appropriées. Ses travaux sont définis et conduits en étroite relation avec les organismes partenaires des pays du Sud (offices statistiques, centres de recherche, universités). Le CEPED accueille régulièrement à Paris des chercheurs de ces pays et met à la disposition du public un important centre de documentation sur les thèmes de sa compétence. Pour toutes ces tâches, le CEPED reçoit un large concours du ministère des Affaires étrangères (DGCID).

\*   \*

\*

Le Laboratoire Population-Environnement (LPE), fondé en 1984, est commun à l'Université de Provence (Aix-Marseille I) et à l'Institut de recherche pour le développement (IRD). Réunissant une quinzaine de chercheurs et enseignants-chercheurs, le LPE a pour mission de développer des recherches interdisciplinaires sur les relations entre les dynamiques des populations humaines, l'environnement et le développement durable. Les programmes de recherche actuels concernent les pays du Sud ou les régions méditerranéennes. Menés en partenariat avec des institutions de recherche françaises et étrangères, ils portent principalement sur la mobilité, les interactions population-environnement en milieu rural, les transitions démographiques et sanitaires, le développement local et les services urbains.

Ces recherches fournissent les éléments d'une réflexion générale sur les questions théoriques et méthodologiques posées par l'analyse des interrelations entre l'homme et la nature. Elles sont prolongées par des activités de formation à la recherche, de valorisation et d'expertise, en liaison avec des réseaux scientifiques, souvent animés par des membres du laboratoire, en France et à l'étranger.

---

## AVERTISSEMENT

Les opinions exprimées dans les chapitres de cet ouvrage sont celles de leurs auteurs respectifs et ne représentent pas nécessairement l'opinion du CEPED ou de leurs organismes d'appartenance.



## SOMMAIRE

Préface, par <i>Jean GAEREMYNCK</i> .....	IX
Introduction, par <i>Patrice VIMARD</i> .....	1
Chapitre 1 – Population, environnement et développement, par <i>Michel PICOUËT</i> .....	13
Chapitre 2 – Peuplement rural, dynamique agricole et régimes fonciers, par <i>André QUESNEL</i> .....	25
Chapitre 3 – Croissance urbaine et gestion des villes, par <i>Émile LE BRIS</i> .....	39
Chapitre 4 – Les migrations internationales, par <i>Hervé DOMENACH</i> .....	51
Chapitre 5 – Baisse de la fécondité, développement humain et politiques de population, par <i>Maria-Eugenia COSIO-ZAVALA</i> .....	59
Chapitre 6 – La mortalité des jeunes enfants, par <i>Michel GARENNE</i> .....	69
Chapitre 7 – Santé de la reproduction et effets du sida, par <i>Annabel DESGRÉES DU LOÛ</i> .....	77
Chapitre 8 – La diffusion du sida et son impact sur la croissance démographique, par <i>Benoît FERRY</i> .....	91
Chapitre 9 – Les politiques d'éducation dans les pays du Sud, par <i>Marie-France LANGE</i> .....	103
Chapitre 10 – Tendances récentes et perspectives de l'emploi, par <i>Jacques CHARMES</i> .....	113
Chapitre 11 – Pauvreté et inégalités : situation et politiques de réduction, par <i>Jean-Luc DUBOIS</i> .....	123
Chapitre 12 – Genre, population et développement, par <i>Thérèse LOCOH</i> .....	137
Chapitre 13 – Les représentations de l'environnement : le point de vue des Français, par <i>Philippe COLLOMB</i> .....	151
Chapitre 14 – Le vieillissement démographique de la France : enjeux et politiques, par <i>Alain PARANT</i> .....	167
Chapitre 15 – L'évolution des migrations internationales en France, par <i>Jean-Pierre GARSON</i> .....	179

Chapitre 16 – Pauvreté et exclusion dans la société contemporaine, par <i>Serge PAUGAM</i> .....	195
Développement des sigles utilisés.....	211
Liste des tableaux .....	213
Table des matières détaillée .....	215
Les publications du CEPED.....	221

## PRÉFACE

Cinq ans après la Conférence internationale sur la population et le développement du Caire (5-13 septembre 1994), les Nations unies ont procédé à une évaluation du "programme d'action" adopté lors de cette manifestation.

Un groupe interministériel, mis en place et piloté par la direction de la Population et des migrations (ministère de l'Emploi et de la solidarité) en liaison avec la direction des Nations unies et des organisations internationales (ministère des Affaires étrangères), a rassemblé dans ce contexte les principaux éléments scientifiques permettant de porter un diagnostic sur ce qui s'était produit, ou avait été réalisé, dans le domaine de la population et du développement au cours des cinq dernières années.

L'originalité de la démarche a été de traiter parallèlement deux volets de la question, l'un concernant la France et l'autre le monde dans son ensemble ou plus spécifiquement les pays en développement. Il n'est pas sans intérêt, en effet, de préciser la perception française des grands enjeux auxquels sera confrontée la population de la planète dans les décennies à venir. De cette perception, étayée par des analyses rigoureuses, peut logiquement s'inspirer une politique de la France en direction du monde en développement.

En plein accord avec les ministères concernés, le directeur du Centre français sur la population et le développement (CEPED) a décidé de réunir dans une publication de la collection *Documents et Manuels du CEPED* la plupart des textes écrits dans le cadre du présent exercice. Patrice Vimard, directeur de recherche à l'Institut de recherche pour le développement (IRD), après avoir largement contribué à la collecte de l'information thématique de base puis à sa synthèse, a bien voulu rédiger l'introduction de cet ouvrage. Qu'il en soit remercié, ainsi que tous les chercheurs qui ont apporté leur pierre à l'édifice d'une meilleure connaissance des interactions entre les phénomènes démographiques et les processus de développement.

Jean GAEREMYNCK  
Directeur de la Population et des migrations

## INTRODUCTION

L'Assemblée générale des Nations unies a évalué, lors de sa 21<sup>e</sup> session des 30 juin au 2 juillet 1999, le programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement adopté au Caire cinq ans auparavant<sup>1</sup>. La préparation de la contribution de la France à cette Assemblée générale a été réalisée dans le cadre d'un groupe de travail interministériel sous la direction du ministère de l'Emploi et de la solidarité et du ministère des Affaires étrangères. La rédaction de la contribution française s'est appuyée sur des documents scientifiques chargés d'éclairer les principaux enjeux relatifs aux deux volets de la contribution : la relation entre population et développement dans le monde d'une part, les questions de population sur le territoire français d'autre part.

Cet ouvrage rassemble certains des documents rédigés dans le cadre de cette expertise. Le lecteur y trouvera tout d'abord les douze contributions concernant le volet sur la relation entre population et développement dans le monde, coordonné par Alain Lery et moi-même. Sans vouloir traiter de manière exhaustive l'ensemble des problèmes soulevés par cette relation, les contributions en abordent les aspects aujourd'hui les plus cruciaux dans les pays en développement : maîtrise des mouvements démographiques, diffusion et impact de l'épidémie de VIH/sida, éducation et emploi des jeunes, inégalités économiques et sociales, gestion des dynamiques rurales et urbaines. Le lecteur y trouvera ensuite quatre contributions qui, en explorant le cas de la France, éclairent des dimensions fondamentales des interrelations population-développement : la relation de l'homme à son environnement, le vieillissement démographique, l'insertion des migrants étrangers et l'exclusion.

Dans la présente introduction, je mettrai en exergue les principales lignes directrices qui se dégagent des analyses des auteurs. Seront présentés successivement, d'une part, un diagnostic sur la situation actuelle des relations population-développement dans le monde, et, d'autre part, les questions majeures qui se poseront dans les années à venir et les orientations politiques susceptibles d'y

---

<sup>1</sup> UNITED NATIONS, 1995. – *Population and Development. Programme of Action adopted at the International Conference on Population and Development, Le Caire, septembre 1994*. – New York, 100 p.

répondre ; ces éléments sont par ailleurs largement développés dans la contribution française à la 21<sup>e</sup> session<sup>2</sup>, à la rédaction de laquelle j'ai pu participer.

## **La situation actuelle des relations population-développement dans le monde**

Les évolutions démographiques récentes à l'échelle mondiale confirment ce qui avait pu souvent être démontré à l'échelle locale : l'endogénéité des dynamiques des populations à l'ensemble des phénomènes socio-économiques composant ce que l'on appelle le développement. Les évolutions démographiques, comme la baisse de la fécondité et de la mortalité, la croissance urbaine, l'accroissement des migrations internationales, interagissent en permanence avec les autres mutations de nature économique, sociale et environnementale : progrès de l'éducation, évolution des formes d'activité, montée des inégalités, dégradation des milieux... Chaque évolution est à la fois déterminante d'autres transformations et déterminée par elles. Une conception systémique de cette problématique population-développement succède ainsi à la conception dualiste antérieure qui appréhendait la population comme une variable exogène au développement.

### ***Croissance démographique et politiques de développement***

Le constat de cette intrication de phénomènes de différentes natures a un impact direct sur la manière dont les progrès en matière de démographie (baisse de la mortalité, régulation individuelle de l'espacement des naissances, santé reproductive et familiale...) sont perçus. Longtemps appréhendés, d'une part comme des facteurs déterminants de progrès dans d'autres domaines, d'autre part comme des variables déterminées par une amélioration générale du niveau de vie ou par des politiques démographiques et sanitaires, ces progrès apparaissent aujourd'hui comme des dimensions à part entière du développement humain et social.

Cette manière nouvelle de considérer les relations entre les phénomènes démographiques et les faits économiques et sociaux a contribué, avec la diminution de l'accroissement démographique et de la fécondité, à modifier la perception de ce que représente la croissance de la population. Et la crainte d'une croissance démographique, souvent considérée comme exponentielle et incontrôlée dans les

---

<sup>2</sup> Ministère de l'Emploi et de la solidarité/Ministère des Affaires étrangères, 1999. – *Examen et évaluation de l'application du programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement (1994)*. – New-York, 40 p. (Contribution de la France à la 21<sup>e</sup> session extraordinaire de l'assemblée générale de l'Organisation des Nations unies).



années 1970 et 1980, laisse peu à peu la place à une interrogation sur la meilleure manière de gérer des politiques de développement dans le cadre d'une augmentation de la population. La prise en compte du caractère endogène des questions de population par rapport à celles de développement permet de contextualiser les politiques économiques et sociales.

En effet, si la question n'est plus aujourd'hui d'endiguer une croissance démographique, elle est de tenir compte de l'augmentation des effectifs, qui demeure de par l'élan accumulé par la constitution de classes en âge reproductif très importantes même si la baisse de la fécondité et de la croissance naturelle s'accélère comme le prévoient les dernières projections des Nations unies<sup>3</sup>. Aussi, plus qu'un problème de développement *stricto sensu*, la croissance démographique devient-elle un paramètre prégnant pour les différentes politiques à mener en matière de planification familiale et de santé, d'éducation et d'emploi, de gestion des villes et d'aménagement du territoire, d'environnement et de préservation de la biodiversité... Politiques qui se doivent d'assurer *"aux populations une amélioration substantielle de leurs conditions de vie et un développement humain et social de qualité"*, comme le recommande la contribution française<sup>4</sup>.

Les analyses produites selon cette problématique permettent de relativiser le rôle de la croissance démographique et de ses composantes. La baisse de la fécondité et de la mortalité ne sont que des paramètres du développement parmi d'autres, de même que la croissance démographique, qui est certes l'une des plus fortes contraintes de l'essor des activités humaines, n'est que l'une des causes de l'exploitation accrue des ressources disponibles, sans être d'ailleurs le facteur le plus déterminant de la dégradation des milieux naturels, comme le souligne Michel Picouët au chapitre 1.

En outre, comme l'affirme la contribution française (p. 7), contrairement aux positions néo-malthusiennes de beaucoup d'institutions internationales, *"l'accroissement démographique ne comporte pas que les aspects négatifs, souvent mis en exergue, et l'agglomération et la densification de la population peuvent devenir vecteurs ou conditions du développement. Ainsi, en Afrique subsaharienne, la densification démographique et la concentration d'une demande urbaine solvable pour les produits vivriers sont une condition nécessaire de l'intensification agricole. Cette intensification peut concilier, sous certaines conditions, croissance démographique, augmentation des revenus des agriculteurs et meilleure gestion des ressources naturelles. Dans ce cadre, une liaison apparaît entre croissance de la population, intensification agricole et développement durable. De même, la croissance et la densification de la population peuvent être de puissants vecteurs*

<sup>3</sup> UNITED NATIONS, 1999. – *World Population Prospects, The 1998 Revision*, vol. 1 : Comprehensive Table. – New York, 627 p.

<sup>4</sup> Ministère de l'Emploi et de la solidarité/Ministère des Affaires étrangères, *op. cit.*, p. 6.

*pour le développement des industries manufacturières et d'une industrie de services.*"<sup>5</sup>

### ***Des progrès marqués à l'accroissement des disparités***

L'articulation entre des progrès d'ensemble importants et un accroissement des inégalités voire de la pauvreté (conçue dans toutes les acceptions actuelles du terme) est le trait le plus saillant qui s'impose à la lecture des différentes contributions. Que l'on se trouve en période de crise, comme durant la décennie 1980, ou en phase de croissance économique soutenue, comme depuis le début des années 1990, l'aggravation des inégalités entre les pays, mais aussi à l'intérieur d'un même pays, entre les groupes sociaux, les zones de résidence, les sexes, est attestée par différents rapports sur le développement<sup>6</sup>. Les disparités ne sont plus seulement liées à des dynamiques socio-économiques strictement endogènes à une nation, mais se trouvent également déterminées par le degré d'intégration des individus et des communautés de chaque pays à la mondialisation, même si l'expérience de certains pays montre qu'il est possible de réduire les inégalités par des politiques de développement humain adaptées.

La mortalité des enfants est un bon exemple de cette orientation, mais on pourrait en trouver d'autres dans l'accès à la planification familiale, à l'instruction, à l'emploi... Si la baisse de la mortalité des enfants se poursuit à l'échelle mondiale, cette baisse est moins rapide dans les pays qui se sont engagés le plus tardivement dans ce mouvement. Les inégalités entre les grandes régions se trouvent ainsi accrues, au détriment des plus défavorisées. Bien plus, comme l'indique Michel Garenne, au chapitre 6, certains pays d'Afrique subsaharienne se caractérisent par une remontée de la mortalité avant cinq ans (phénomène extrêmement rare dans l'histoire contemporaine), de manière conjoncturelle durant les périodes de conflits internes, de guerres, de désorganisation des États, mais aussi sur de plus longues périodes sous l'effet du sida pédiatrique et du paludisme résistant.

---

<sup>5</sup> L'effet positif de la pression démographique sur le développement en milieu rural, par l'intermédiaire des progrès techniques, a été mis en évidence par BOSERUP E., 1970. – *Évolution agraire et pression démographique*. – Paris, Flammarion, 218 p. Pour des études récentes, on pourra notamment consulter sur le développement agricole les éléments rassemblés par MATHIEU P., 1988. – "Population, pauvreté et dégradation de l'environnement en Afrique : fatale attraction ou liaisons hasardeuses ?", *Natures Sciences Sociétés*, vol. 6, n° 3, p. 27-34 ; et sur l'industrialisation, l'analyse concernant le Nigeria de OLUKOSHI A.O. et AHONSI B., 1993. – *Population Dynamics in Eastern Nigeria and their Socio-Economic and Political Consequences*. – WALTPS, OCDE/BAD/CILLS.

<sup>6</sup> Voir notamment PNUD, 1997. – *Rapport mondial sur le développement humain*. – Paris, Economica, 268 p ; et PNUD, 1998. – *Rapport mondial sur le développement humain*. – Paris, Economica, 254 p.

## Les principaux enjeux dans les années à venir

L'évolution de la connaissance en matière d'interrelations population-développement modifie la manière d'appréhender les principaux enjeux et de concevoir les politiques pour y répondre. Les analystes montrent, d'une part, que les évolutions démographiques sont tout autant le fait de transformations culturelles et socio-économiques que de politiques de population explicites, et, d'autre part, que les programmes spécifiques, dédiés à une question démographique précise, doivent être replacés, pour être véritablement efficaces, dans un ensemble de mesures concernant les facteurs du phénomène sur lequel le politique souhaite agir. Ainsi par exemple, des programmes de santé et de planification familiale gagnent à s'insérer dans des politiques de développement favorisant l'éducation, notamment des filles, la réduction de la pauvreté, l'égalité entre homme et femme<sup>7</sup>.

En ce sens, les contributions de cet ouvrage permettent de mieux comprendre quelles sont les grandes questions à résoudre dans les prochaines années et de discerner les principales orientations des programmes et politiques qu'il serait nécessaire de mener pour y répondre.

## Répondre aux nouveaux défis en matière de santé

Dispenser à tous les moyens de maîtriser sa fécondité, diminuer l'ensemble des risques liés à la maternité, et notamment réduire la mortalité maternelle, souvent consécutive à des avortements effectués dans des conditions sanitaires déplorables, poursuivre les progrès en matière de mortalité des enfants, en endiguant là où elles se manifestent les maladies émergentes ou ré-émergentes, sont autant d'objectifs essentiels au regard du programme d'action de la Conférence du Caire. Ils plaident en faveur d'une politique d'offre de services intégrés de santé reproductive et familiale pour tous, quel que soit le sexe, l'âge ou le statut matrimonial, comme le montrent Maria-Eugenia Cosio-Zavala (chapitre 5) et Annabel Desgrées du Lou (chapitre 7).

La progression de la pandémie du sida est un autre défi à relever, analysé dans ses principales dimensions par Benoît Ferry (chapitre 8). Ses conséquences sur la

---

<sup>7</sup> Pour ce qui concerne la manière dont sont actuellement perçues les politiques en matière de fécondité, on pourra consulter VIMARD P., 2000. – "Vers une nouvelle conception des relations population-développement sur le continent africain", in : VIMARD P. et ZANOU B., (dir.), *Politiques démographiques et transition de la fécondité en Afrique*, p. 297-302. – Paris, L'Harmattan, 312 p. (Collection Populations).

mortalité, notamment des jeunes adultes et des enfants, sont importantes, et le recul de l'espérance de vie dans les pays les plus touchés, situés le plus souvent en Afrique subsaharienne, sera très net, même si l'effet sur la croissance démographique serait moindre qu'escompté. Par contre son impact sur la fécondité, en termes de physiologie – les femmes séropositives seraient moins fécondes, voire moins fertiles, que les femmes séronégatives – comme en termes de comportement de reproduction, se révèle d'ores et déjà plus important qu'envisagé dans les premières études sur le phénomène. Et au-delà de l'impact proprement démographique, les effets de la pandémie sur les structures sociales et familiales comme sur les économies des pays concernés s'avèrent dramatiques. Ceci exige une prévention de la transmission par voie sexuelle, reposant sur le triptyque : a) information sur les modes de transmission de la maladie, afin que les individus modifient leurs comportements lorsque ceux-ci sont à risque, b) prévention et guérison des MST, c) promotion du préservatif ; ceci exige également une prévention de la transmission mère-enfant, à partir des avancées récentes de la recherche concernant l'efficacité des traitements basés sur l'administration de régimes simplifiés d'antirétroviraux<sup>8</sup>.

### ***Réduire les inégalités pour assurer à tous la participation au développement***

Comme l'indique Marie-France Lange (chapitre 9), si les progrès de l'éducation, et plus généralement de la formation, sont indéniables, ils demeurent cependant marqués par de profondes inégalités entre les pays, mais aussi, à l'intérieur de ceux-ci, par les disparités selon le groupe social ou ethnique, la région, le milieu de résidence et également le sexe, sans compter le cas des enfants déscolarisés, souvent définitivement exclus du système scolaire, dans les zones de conflits armés. La formation étant le premier levier de l'accès à l'emploi, il ne faut pas s'étonner que ces inégalités se répercutent sur les capacités de développement des différents pays, certains se caractérisant par une pénurie de main-d'œuvre qualifiée, mais aussi sur la participation de chaque individu à la vie professionnelle et, en corollaire, aux bénéfices économiques et sociaux du développement. Mais ces inégalités de formation, auxquelles s'ajoute le manque d'adéquation des formations dispensées dans les systèmes éducatifs à celles exigées par les marchés du travail, ne sont pas les seuls fondements de la progression indéniable du chômage, ainsi que le met en évidence Jacques Charmes (chapitre 10). Les crises économiques et les ajustements structurels sont autant de facteurs – d'autant plus prégnants que la croissance des effectifs de la population active est forte – de la trop faible augmentation du nombre d'emplois dans les secteurs public et moderne, de la croissance des chiffres du chômage, qui expriment surtout l'insatisfaction des demandeurs d'emploi devant le type et la qualité des emplois proposés, de la précarité des emplois modernes, auquel répond la

<sup>8</sup> En ce qui concerne la question de la réduction de la transmission périnatale du VIH, on pourra notamment consulter DABIS F. et MSELATTI P., 1998. – "Transmission mère-enfant dans les pays en développement", *Le Journal du Sida-Transcriptase*, Numéro Spécial, Genève, ANRS, p. 57-58.

pluri-activité, et du sous-emploi. Dans ce cadre, le salariat ne se généralise pas et l'emploi informel accueille un nombre toujours plus grand d'actifs, dans le secteur des micro-entreprises ou dans celui des activités de subsistance.

Face aux disparités dans l'éducation, la mise en œuvre de politiques de réduction des inégalités par des stratégies ciblées de développement de l'offre d'éducation – en direction de certaines régions, des jeunes filles... – apporte des résultats, même si ces politiques comportent des effets pervers à terme, surtout lorsqu'elles reposent essentiellement sur l'aide internationale. Face à la montée du sous-emploi ou du "mal-emploi"<sup>9</sup>, les politiques de promotion du secteur informel ont montré certaines limites, qu'elles aient été orientées dans une direction proprement économique, avec la promotion de micro-entreprises jugées efficaces dans leur exploration de nouveaux marchés, ou dans une direction plus directement sociale de création d'activités génératrices de revenus. En conséquence, les politiques se dirigent aujourd'hui davantage vers un développement de l'initiative privée par la consolidation du cadre macro-économique, avec notamment l'aide à la constitution d'ensembles économiques régionaux (Alena, Mercosur, UEMOA).

Liées aux différentes formes de pauvreté, qui ont eu tendance à se disséminer et à se diversifier mais aussi à se réduire durant les dernières années en termes absolu et relatif, sauf pour quelques pays atteints par des crises financières, on distingue aujourd'hui trois types différents d'inégalités : monétaires, des conditions de vie et des potentialités. Ces inégalités, analysées par Jean-Luc Dubois (chapitre 11), ont tendance à s'accroître surtout lorsqu'elles concernent la satisfaction des besoins fondamentaux (alimentation, santé, éducation, logement, etc.) et les potentialités individuelles (capacités à se créer un capital minimum pour vivre correctement). Cette montée des inégalités est un frein à la réduction de la pauvreté, à la croissance économique et porte atteinte à la cohésion sociale et politique. Pour répondre à cette évolution, les politiques évoluent entre des interventions spécifiques, orientées vers l'intégration des pauvres à la croissance économique, le renforcement du capital humain et social des pauvres et l'instauration de filets de sécurité pour les plus démunis, et une approche plus globale d'ordre économique et social fondée sur la promotion des investissements, le respect des équilibres macro-économiques et la stabilité politique.

Les femmes cumulent de nombreuses inégalités, mises en exergue par Thérèse Locoh (chapitre 12). Aux inégalités économiques, viennent se conjuguer celles liées à l'accès aux infrastructures scolaires et sanitaires et aux responsabilités, ainsi que les disparités de statut dans les droits coutumiers comme dans les législations des États modernes, malgré quelques avancées en ce domaine. Face à cette conjugaison d'inégalités, qui se renforcent l'une l'autre, il est apparu nécessaire de considérer l'amélioration du statut des femmes, défini et analysé en termes de relation de genre, comme un objectif à part entière des politiques de développement et non comme un simple instrument de celles-ci. Selon cette orientation, le développement de la

---

<sup>9</sup> Voir à ce sujet DOMENACH H., 1988. – "Main-d'œuvre et catégories d'(in)activité : les limites précaires du secteur formel", *Espace, Population, Sociétés*, n° 3, p. 367-373.

capacité des femmes à agir à égalité de responsabilité et de droits avec les hommes dans tous les secteurs de la vie économique, sociale et politique apparaît déterminant, au-delà des programmes sectoriels ou localisés d'intégration des femmes dans les actions de développement d'inspiration plus ancienne<sup>10</sup>.

La croissance des migrations internationales, des régions pauvres vers des régions les plus riches, est une des conséquences palpables de la croissance des inégalités et des précarités. Comme l'indique Hervé Domenach (chapitre 4), les mécanismes migratoires modernes, qui concernent le plus souvent des individus en âge d'activité et de reproduction, entraînent de multiples conséquences, pour les pays de départ comme les pays receveurs, qui restent difficiles à apprécier. Cependant l'émigration, étant le fait des ressortissants les plus dynamiques ou les mieux formés, joue un rôle dépressif sur l'économie des pays de départ, qui a tendance à accroître les inégalités entre les pays, même si on ne peut passer sous silence certains effets favorables tels que les envois de fonds des travailleurs émigrés. Les politiques migratoires actuelles des pays accueillant des migrants tendent d'ailleurs à renforcer l'effet d'entraînement que peuvent avoir ces travailleurs émigrés, en en faisant le levier d'un "co-développement" en concertation avec les pays d'origine, plus ou moins érigés en pays partenaires.

### ***Répondre à la précarité dans les milieux urbains et ruraux***

La forte croissance démographique et les modes du développement économique, agricole ou industriel, conduisent à une utilisation accrue des ressources naturelles et à la fragilisation de l'environnement, dans le même temps où s'affaiblit, dans maintes régions, la sécurité alimentaire et sanitaire des populations. Il s'ensuit une double précarité, humaine et environnementale, mise en évidence par Michel Picouët, qui s'avère particulièrement aiguë dans les milieux ruraux, où de moins en moins d'actifs se consacrent à l'agriculture qui doit cependant nourrir une population croissante et de plus en plus urbanisée. La production agricole doit par conséquent s'orienter vers des formes à la fois intensives et écologiquement durables, comme l'indique André Quesnel (chapitre 2). Ceci nécessite une sécurité de la tenure foncière, sur plusieurs cycles productifs, l'acquisition et l'intégration de nouveaux savoir-faire par les agriculteurs, qui devront être de mieux en mieux formés, et la disponibilité de crédits, soit en définitive une augmentation du capital humain, technique et financier consacré à l'agriculture.

Mais cette précarité concerne également les villes, dont la gestion verra son importance croître dans les prochaines années durant lesquelles la population du globe deviendra majoritairement urbaine, et alors que 80 % des citoyens vivront

<sup>10</sup> Pour une approche historique de la thématique genre et développement, on pourra se reporter à BISILLIAT J. et VERSCHUUR C. (dir.), 2000. – "Le genre : un outil nécessaire. Introduction à une problématique". – Paris, L'Harmattan, 263 p. (Cahiers genre et développement, n° 1).

dans les pays en développement en 2025. Pour Émile Le Bris (chapitre 3), les politiques urbaines ont à faire face ici à un redoutable défi, car la plupart des villes du Sud se caractérisent déjà par une occupation du sol anarchique, générant des problèmes d'environnement, une carence en équipements structurants ou de quartier (réseau de transport, écoles, dispensaires), l'aggravation des inégalités et de l'exclusion, sur fond de mise à mal des solidarités communautaires et d'absence de régulations sociales, accélérant la pauvreté et la violence. Face à ce défi multiforme, il convient de sortir de la juxtaposition des interventions sectorielles, qui tiennent lieu trop souvent aujourd'hui de politiques urbaines, et de pallier les retards pris dans les vingt dernières années en matière d'investissement public en s'appuyant sur une articulation des différentes formes de coopération bilatérale et multilatérale.

### ***S'orienter vers un développement écologiquement et socialement durable***

Les difficultés récurrentes de mise en place d'une agriculture écologiquement durable et d'une gestion efficiente des espaces urbains, l'accentuation des pollutions, de la dégradation des sols, de la déforestation, de la désertification et de la pénurie d'eau, comme la réduction de la biodiversité sont soulignées par différents auteurs dans cet ouvrage. Ils sont autant de faits nous indiquant que la question de la survie de l'humanité est posée, comme l'atteste également la multiplication des catastrophes écologiques, l'homme étant aujourd'hui capable de transformer irréversiblement son environnement<sup>11</sup>. La réorientation de la croissance économique vers des formes plus durables de développement, assurant une préservation sur le long terme des ressources naturelles et de la biosphère, apparaît donc nécessaire même si elle demeure difficile<sup>12</sup>. Mais cette durabilité du développement ne doit pas être seulement assurée dans cette composante environnementaliste, mais également dans sa composante sociale. Les inégalités de tous ordres montrent combien sont nombreux les exclus du développement et réelles les menaces d'explosion sociale et politique dans les pays du Sud. Aussi le développement durable exige-t-il que les liens sociaux soient également préservés, voire renoués là où ils ont été progressivement dissous, et que la participation de tous à l'éducation et à l'activité comme aux bénéfices de la croissance des biens et des services soit assurée. Ceci exige une égalité, juridique mais aussi effective, dans l'accès aux infrastructures sociales et économiques et aux fonctions de responsabilité quel que soit le sexe, l'ethnie, le milieu de résidence ou la richesse.

<sup>11</sup> Ces atteintes à l'environnement sont davantage le fait des modes de production dominants, qui privilégient les logiques de rente ou d'accumulation capitalistique, que de la simple croissance démographique dont les effets varient avec les politiques macro-économiques et environnementales mises en œuvre. Ainsi par exemple, pour la question de la déforestation, on pourra se reporter à LEACH M. et FAIRHEAD J., 2000. – "Challenging neo-Malthusian deforestation analyses in West Africa", *Population and Development Review*, vol. 26, n° 1, p. 17-43. Sur cette question voir également dans cet ouvrage Michel Picouët (chapitre 1).

<sup>12</sup> On pourra consulter à ce sujet DOMENACH H. et PICOUËT M., 2000. – *Population et environnement*. – Paris, PUF, 128 p. (Que sais-je ?, n° 3556).

## La France et l'émergence de nouveaux paradigmes

Les contributions choisies dans cet ouvrage pour éclairer la situation française illustrent bien la manière dont les principales préoccupations soulignées en matière de relations population-développement pour les pays du Sud se retrouvent, malgré l'ancienneté du développement de notre pays et les spécificités, plus ou moins récentes, de son évolution démographique. La mise en avant de la notion de développement durable, liée par ailleurs à une grande qualité de l'expertise française en la matière, correspond en France à une stratégie relativement précise, alors qu'elle reste encore du domaine de l'invocation dans les pays du Sud. Cette stratégie s'appuie sur la réglementation associée à la mise en place d'une fiscalité basée sur le principe "pollueur-payeur". Cependant, comme le révèle notamment l'enquête "Populations-Espaces de vie-Environnements" de l'INED, l'appréhension de l'environnement par les Français demeure le plus souvent liée à la nature qui les entoure et à leur cadre de vie et n'intègre que peu les enjeux sociaux et les risques de catastrophes écologiques. En ce sens, en demeurant un objet idéalisé, l'environnement n'apparaît pas comme un objet concret auquel des comportements peuvent porter atteinte, ce qui ne facilite pas les modifications des pratiques qui le dégradent. Comme le souligne Philippe Collomb (chapitre 13), ce décalage se retrouve pour l'essentiel à l'échelle mondiale où les références au développement durable demeurent de l'ordre du discours sans donner lieu à des programmes d'action pour l'ensemble des pays.

Comme le constate Alain Parant (chapitre 14), l'histoire démographique de la France la conduit inéluctablement au vieillissement de sa population, dans un contexte socio-économique caractérisé par le déclin de l'activité professionnelle des plus de 55 ans, obligeant à trouver des solutions pour équilibrer les différents régimes sociaux face à ce vieillissement démographique. Celui-ci se traduira en effet par un accroissement des dépenses de santé et exigera un nouvel ajustement du système de retraite. Le poids de la charge qui pèsera alors sur les actifs dépendra en grande partie de l'évolution économique à venir – il sera faible si la France retrouve un niveau de croissance comparable à celui des *Trente glorieuses*, plus lourd si ce niveau est proche de celui des années 1980 et 1990 – et du lien futur entre la croissance et la création d'emplois. Ce défi posé aux vieilles sociétés de l'Occident industrialisé se posera aux nations du Sud un jour ou l'autre, d'autant plus proche que leur transition démographique est rapide. Pour ces pays également, le niveau de croissance économique et la capacité à intégrer des processus d'innovation pour être compétitif sur les marchés mondiaux seront décisifs.

L'immigration internationale, qui a largement contribué au peuplement de la France, voit les flux d'entrées se ralentir depuis le début des années 1990, même si l'opération de régularisation des "sans papiers", amorcée en 1997, fait ressentir ses



effets durant la période la plus récente. Aussi, ce flux d'entrées permanentes représente-t-il actuellement en France une des parts les plus faibles en Europe de la population totale et de la population étrangère. Malgré ceci, comme l'indique Jean-Pierre Garson (chapitre 15), l'immigration constitue une composante notable de l'accroissement démographique, de par la conjugaison d'un solde migratoire positif, des naissances issues de parents immigrés, souvent plus féconds que les Français, et de la naturalisation des étrangers qui s'accroît d'ailleurs fortement depuis 1994. L'immigration a par conséquent un effet démographique sensible, même si elle ne peut constituer qu'une réponse très partielle au vieillissement de la population française souligné précédemment.

La plus grande vulnérabilité des étrangers au chômage, qui découle d'un plus faible niveau d'instruction et de qualification et des facteurs de discrimination, est un exemple parmi d'autres des disparités qui traversent la société française, et qui conduisent, lorsqu'elles se trouvent exacerbées par la crise ou pérennisées, souvent de générations en générations, à la pauvreté et à l'exclusion. Cette notion "d'exclusion" constitue depuis le début des années 1990, comme le souligne Serge Paugam (chapitre 16), la notion centrale à travers laquelle sont appréhendés les problèmes sociaux, dans le cadre d'un relatif consensus entre les partis politiques comme entre les acteurs de la lutte contre l'exclusion. Résultat d'un cumul de handicaps, qui se perpétue sur la longue durée, et d'une rupture progressive des liens sociaux, l'exclusion sociale représente aujourd'hui une source d'inquiétude collective et un motif de renforcer les mécanismes de solidarité de toute nature (public, privé, associatif).

En définitive, les analyses présentées ici, qui ne sont qu'une partie des contributions produites sur la situation française, éclairent cependant bien les nouveaux paradigmes du débat démocratique en France : la gestion de l'espace et des activités pour un développement durable, la réduction de l'exclusion symptôme de la crise du lien social, la place des étrangers dans la population et la société françaises, les réponses au vieillissement de la population.

\* \*

\*

La Conférence du Caire a constitué, en tout premier lieu, un tournant dans le domaine des politiques démographiques, en marquant l'abandon d'une appréhension des politiques comme mode de contrôle de la reproduction démographique des populations par les États et les institutions internationales, pour une conception plus démocratique visant à apporter à chacun les moyens de maîtriser sa fécondité et de réaliser sa vie reproductive dans un état satisfaisant de santé physique mais aussi social et mental, selon les termes même de l'OMS. Cinq ans après cette conférence, les différents chapitres de cet ouvrage fournissent, sur chacun des thèmes qu'ils abordent, les principaux points de diagnostic de la situation actuelle du monde en matière de relation population-développement, en mettant en exergue les questions

majeures des années à venir et en essayant de discerner les orientations des politiques à mener pour y répondre, en posant bien entendu à chaque fois en filigrane la question du rôle de l'État<sup>13</sup> en matière de régulation des différents facteurs économiques et sociaux des dynamiques de population. Sur cette question, comme sur d'autres, espérons que les contributions de cet ouvrage apporteront un éclairage utile pour les différents acteurs soumis à une double exigence, qui fonde l'action de la France : celle du réalisme, devant le constat du *"déséquilibre, notamment régional, entre le rythme d'accroissement de la population et celui de la capacité de développement, déséquilibre qui restreint les possibilités de développement durable et équilibré ; et celle du respect des droits de la personne humaine et des valeurs individuelles et collectives fondamentales sur lesquelles reposent nos sociétés, notamment la liberté et la responsabilité"*<sup>14</sup>.

Pour clore cette introduction, je voudrais remercier tout d'abord les auteurs des chapitres ici rassemblés, pour les analyses de synthèse concises et denses qu'ils ont accepté de livrer aux lecteurs. Je voudrais remercier également Jean Gaeremynck, Directeur de la Population et des migrations, pour avoir bien voulu préfacer cet ouvrage. Je voudrais remercier ensuite tous les participants au groupe de travail interministériel, qui ont suivi l'ensemble du travail collectif réalisé pour la rédaction de la contribution française, et tout spécialement Carla Saglietti et Malika Bentaieb, du ministère de l'Emploi et de la solidarité, qui ont animé et organisé ces travaux du groupe, et Jacques Schwartz, du ministère des Affaires étrangères, pour son appui et sa contribution à la collecte de la documentation. Je voudrais remercier enfin les membres du CEPED et du LPE qui ont aidé à la réalisation de cet ouvrage, et tout particulièrement Séverine Fanon et Valérie Mary qui ont assuré la mise en forme de tous les textes.

Patrice VIMARD

---

<sup>13</sup> Sur le rôle de l'État dans le développement, voir Banque mondiale, 1997. – *Rapport sur le développement dans le monde. L'État dans un monde en mutation*. – Washington DC, 290 p.

<sup>14</sup> Ministère de l'Emploi et de la solidarité/Ministère des Affaires étrangères, *op. cit.*, p. 15 ; voir aussi le discours de Madame Simone Veil, au nom de la délégation française, à la Conférence du Caire.

## CHAPITRE 1

---

# POPULATION, ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT

**Michel PICOUËT**

*Directeur de recherche à l'Institut de recherche pour le développement (IRD)  
Chercheur au Laboratoire Population-Environnement (LPE)*

### **La confrontation de deux précarités humaine et écologique**

Les activités humaines se développent aujourd'hui et plus qu'avant sous des contraintes croissantes dont la croissance démographique est l'une des plus fortes. Cependant, la pression de ces activités sur les ressources naturelles ne peut être réduite à un simple concept de capacité de charge liant d'une manière déterministe le nombre des hommes à la nature et à l'intensité des dégradations observées.

C'est en effet du fonctionnement des sociétés que dépendent les actions exercées sur les systèmes écologiques ainsi que la façon dont les êtres humains perçoivent l'environnement et la valeur qu'ils lui accordent. La transformation des besoins, l'émergence de nouvelles stratégies familiales et sociales, le désenclavement des campagnes, peuvent être des causes majeures d'une exploitation accrue des rares ressources disponibles, bien plus importantes que la croissance des populations.

Dans notre monde actuel, le rapport "homme-nature" s'est inversé : autrefois le milieu naturel était déterminant sur l'évolution des populations humaines, aujourd'hui celle-ci est déterminante pour l'avenir du milieu. On assiste ainsi à la convergence de deux précarités : d'une part la précarité humaine avec les problèmes d'adaptation de l'homme à son milieu (biologique et génétique, économique et sociale), et d'autre part la précarité écologique avec la préservation des équilibres biophysique et chimique.

L'intensité de ces précarités et de leur confrontation varie considérablement suivant la nature des implantations humaines. Dans les pays du Nord, les besoins élémentaires des populations sont largement satisfaits et la production est excédentaire, cependant l'émission de pollutions par habitant est très élevée et la qualité des ressources (eau, air, sols, etc.) ne cesse de s'amenuiser. Dans les pays du Sud, on observe le contraire ; la production agricole se heurte à des difficultés aussi diverses que le surpâturage des terres, l'érosion et le lessivage des sols, le tarissement des points d'eau et la salinisation des terres. Les pollutions industrielles et agricoles sont moins répandues mais plus concentrées et le plus souvent non contrôlées.

La prise de conscience de ces problèmes est propre aux sociétés occidentales, elle procède essentiellement d'une préoccupation grandissante qui porte plus sur les atteintes à la qualité de vie que sur l'état et l'évolution des ressources et qui, paradoxalement, a donné corps à l'idée que la planète a des limites. Partout ailleurs, les problèmes de survie et de la pauvreté dominent largement les préoccupations écologiques.

Ces contextes orientent différemment les politiques en matière de population, de développement rural et de préservation de l'environnement. Mais, qu'ils s'agissent des pays du Nord ou du Sud, elles ont cependant plusieurs points communs : l'échelle de décision est globale et les objectifs économiques ou stratégiques dominant. De fait, bien des actions sont menées sans une connaissance précise des comportements des sociétés face aux modifications de leur environnement socio-économique et écologique et les conséquences sur le développement durable sont souvent inverses à celles recherchées. Si la sécurité écologique est importante pour l'ensemble de la planète, elle est indissociable de la sécurité alimentaire et sanitaire des populations. La préoccupation majeure accordée aux changements globaux ne doit pas ainsi occulter le fait que c'est aux échelles locale et régionale que se jouent véritablement l'enjeu du développement durable. C'est en effet à partir d'une bonne connaissance des modes de gestion des ressources naturelles à ces niveaux et des réponses que les populations apportent aux modifications de leur environnement que des mesures adéquates peuvent être prises.

### **La gestion des ressources naturelles dans un contexte de forte croissance démographique**

Pour assurer sa sécurité alimentaire, l'homme utilise trois ressources : les sols, le couvert végétal et l'eau. Dans un contexte de croissance démographique, il est commun d'associer l'augmentation de la population à une "surutilisation" de ces ressources (emprise agricole accrue, surpâturage et exploitation désastreuse des ressources en eau) déterminant les cycles de désertification, de déforestation, d'assèchement des nappes et des sources. L'enchaînement entre ces différents

facteurs conduit à une inéluctable dégradation, à une élévation de la pauvreté, à la spirale infernale du sous-développement. L'Afrique subsaharienne principalement, certaines régions du Sud-Est asiatique et de l'Amérique du Sud également, sont régulièrement citées comme étant touchées par ces processus. À l'examen des faits, cette logique "accroissement de la population-pauvreté-dégradation de l'environnement" n'apparaît pas aussi évidente, ni aussi inéluctable.

En effet, si les mutations sociales et familiales et les dynamiques des systèmes de production qui caractérisent les sociétés des pays en développement ont des effets croisés non négligeables sur un environnement déjà fragile, ces effets n'ont pas qu'un caractère négatif et, surtout, ils ne sont pas forcément liés à la croissance démographique.

### *Utilisation des terres et système agraire*

L'agriculture des pays en développement, en particulier en Afrique, est confrontée à la nécessité de passer d'une production très largement extensive à des techniques à la fois plus intensives et écologiquement durables. Ce passage ne s'opère qu'avec une très grande diversité à la fois dans les systèmes de production nouvellement adoptés et dans leur mise en œuvre. C'est dans cette mise en œuvre trop souvent tardive, par ignorance des techniques nouvelles de production intensives ou par facilité, que l'on assiste à une phase "destructrice". Par ailleurs, les techniques anciennes adaptées à de grands espaces deviennent "prédatrices" dans un espace limité. L'insécurité climatique et cyclique peut dans bien des cas devenir chronique ; il n'y a plus d'alternance entre les bonnes et les mauvaises années. La désertification s'installe.

À l'échelle d'une région peuvent s'emboîter des zones marquées par l'érosion avec d'autres épargnées. Ces différences sont rarement liées à la densité de population, mais tiennent aux systèmes agraires en place et d'une manière générale au fonctionnement de la société. Quelques exemples confirment cette hypothèse.

Les passages d'une société essentiellement pastorale à une société agro-pastorale avec la sédentarisation des nomades, d'une économie de subsistance à une économie de marché, de l'appropriation communautaire des terres à l'appropriation privée, ont souvent conduit à créer des processus de désertification. Dans le sud des pays maghrébins, la forte croissance démographique des années 1960 avait conduit à de larges défrichements, à la transformation des terres de parcours en terres agricoles, mais cela s'est fait au-delà de ce qui était nécessaire à la subsistance et à l'amélioration des conditions de vie des populations. En dépit d'une croissance démographique ralentie, la mise en cultures des parcours naturels a continué à se développer entraînant une destruction progressive de la couverture végétale et une érosion des sols avec comme raison essentielle l'accès le plus rapide possible aux commodités modernes et la capitalisation pour les enfants (scolarisation, promotion sociale).

En Afrique subsaharienne, le taux de croissance de la population rurale a été le plus élevé de son histoire au cours de la dernière décennie. Cette croissance s'est accompagnée de changements importants dans la structure de la population active agricole (féminisation, vieillissement de la population adulte masculine) et dans les modes de faire valoir des cultures. L'économie domestique basée sur des cultures vivrières concordait avec une faible croissance démographique. Le changement du régime démographique associé au développement des cultures de rente a conduit à une extension des surfaces cultivées ; les femmes s'adonnent aux cultures vivrières mais sur des terres de plus en plus fragiles ; les jachères ont diminué. En Côte d'Ivoire, par exemple, la crise des cultures de rente (et tout particulièrement celle qui a touché le cacao en 1988) a provoqué une extension des systèmes de cultures et, parallèlement, un développement important des cultures vivrières marchandes. Ce secteur, qui fait appel à des techniques modernes, est favorisé par les marchés urbains. Il est aujourd'hui en pleine expansion car il est également une réponse au déclin des cultures de rente par épuisement des sols à un moment où il n'y a pratiquement plus de forêts à défricher. Au Kenya, dans des sociétés à forte cohésion sociale et familiale, la croissance démographique a généré un dynamisme régional avec des innovations techniques (conservation de l'eau, cultures de nouvelles espèces, réinvestissements dans l'agriculture des produits de la migration, etc.). Ces changements introduisent à la fois une coexistence et une concurrence entre les systèmes traditionnels obligés d'augmenter les rotations des jachères, les surfaces cultivées avec des risques de dégradation très importants (déboisements, mise en culture de terres à faible résilience, érosion rapide), et un secteur marchand plus intensifié et diversifié (nouveaux systèmes de production, irrigation, aménagements agricoles, terrasses, introduction d'engrais) soutenu par le développement des marchés urbains.

L'accroissement rapide de la population peut ainsi s'accompagner aussi bien de pratiques agraires régressives causées de processus de dégradation, de désertification et d'aridité chronique (recul des techniques agricoles, abandon des terroirs en raison de l'érosion, emprise agricole accrue sur des terres fragiles, diminution des jachères), que de pratiques adaptatives et progressives avec une intensification agricole selon des techniques adaptées à une meilleure gestion des ressources naturelles (nouveaux systèmes de production ou pratiques traditionnelles aménagées). À des degrés divers, on retrouve ces évolutions relatives à l'Afrique dans les pays asiatiques et latino-américains.

### ***La forêt est-elle menacée par la croissance démographique ?***

Selon la FAO<sup>1</sup>, la surface des forêts intertropicales diminuerait de 17 millions d'hectares chaque année. Cette réduction serait parmi les principales causes de

---

<sup>1</sup> Tropical Forest, *Newsletter*, Rome, 1990.

l'accroissement du gaz carbonique dans l'atmosphère et contribuerait au réchauffement global de la planète. Les pratiques traditionnelles (agriculture sur abattis brûlis, charbonnage, pâtures forestières, bois de chauffe) sont souvent mises en avant et sur un même rang que les pratiques modernes d'exploitation forestière (extraction du bois d'œuvre, défrichements pour d'immenses pâtures, etc.) pour cibler les principaux acteurs de cette déforestation. Le rapport entre extension des pratiques traditionnelles et croissance démographique est cependant à nuancer ; pareillement il faut relativiser leur impact sur la forêt face aux conséquences des pratiques extractives.

Prenons comme exemple l'agriculture d'abattis brûlis<sup>2</sup> : pratiquée par des millions d'hommes dans de nombreuses régions d'Afrique, d'Asie et d'Amérique, cette technique serait parmi les pratiques à éradiquer pour sauver l'équilibre écologique mondial. L'accroissement démographique impliquerait, en effet, une augmentation des surfaces et une rotation plus rapide des cultures avec comme conséquence une baisse de la fertilité des sols incitant à d'autres défrichages. En fait, il est à noter que cette technique ancestrale subit le contrecoup d'un changement d'affectation des terres, des cultures vivrières aux cultures de rente (fourrages pour l'élevage, abattage du bois, surfaces pour les pâtures de l'élevage extensif, comme au Brésil par exemple), qui est sans rapport avec la pression démographique locale mais bien en relation avec l'extension d'un secteur agricole capitalistique. Dans certaines régions on assiste même à un dépeuplement de ces zones, justement parce que les populations locales ne peuvent plus vivre sur une forêt dégradée et aux prises à d'autres enjeux que vivriers. De même, face à l'extraction industrielle, l'extraction pour le bois de chauffe n'a pas l'ampleur qu'on lui donne, elle tendrait plutôt à diminuer avec l'introduction d'énergies domestiques de remplacement (gaz, électricité).

Les prédateurs dominants restent donc l'élevage extensif et l'extraction du bois. L'élevage extensif s'est étendu pour répondre au développement des marchés internes ou internationaux de la viande, favorisé par les changements de comportements alimentaires des populations urbaines. Liée aux nécessités du marché, cette production doit être livrée en grande quantité et à un moindre coût ; elle a entraîné des défrichements sur de vastes territoires forestiers en Amérique latine et en Asie ; des forêts entières ont disparu après leur mise en culture. Le principe étant de ne pas se soucier de la conservation des sols, mais d'en avoir un usage rentable immédiat, d'immenses surfaces sont abandonnées pour de nouveaux défrichements. Cette spirale de détérioration qui mène à la dégradation est encore plus marquée dans les pratiques extractives. Les concessions sont accordées à de grandes sociétés des pays du Nord par les gouvernements, avec une complaisance en rapport avec le niveau de leur dépendance économique (en Indonésie et en Afrique subsaharienne tout particulièrement), sans qu'il y ait un contrôle de l'exploitation sélective des essences, entraînant la disparition de certaines. Rares

---

<sup>2</sup> Alternance d'exploitations agraires et forestières avec une très courte période de récolte, une rotation des surfaces et une longue période de repousse forestière de 10 à 15 ans ; cette technique traditionnelle s'accorde avec de faibles densités humaines.

sont les cas où ce type d'exploitation échappe à ce qu'il faut bien appeler un saccage de la forêt.

Les causes de la déforestation sont ainsi bien identifiées, elles ont – que ce soit la conversion des terres forestières en terres agricoles pour l'élevage, ou en cultures de rente (café, cacao) ou en production de bois d'œuvre – peu de rapport avec la pression démographique. Seul un contrôle généralisé et concerté des prélèvements par les industries extractives et les systèmes extensifs d'élevage peut à terme écarter la menace sur les massifs forestiers.

### ***Le facteur décisif : l'eau***

La part des grands secteurs utilisateurs de l'eau sont, à l'échelle mondiale, l'agriculture 69 %, l'industrie 23 % et la consommation domestique 8 %. Mais cette répartition est extrêmement variable selon les pays et les continents. En France, par exemple, 40 % de l'eau mobilisée va à l'agriculture, 20 % à la consommation domestique ; en Inde 80 % de l'eau est affectée au secteur irrigué ; en Afrique la consommation d'eau par tête est 50 fois inférieure à celle d'un européen.

En situation de croissance démographique, la demande des différents utilisateurs augmente fortement et toutes les ressources disponibles et connues sont mobilisées. En particulier, la recherche de la sécurité alimentaire a conduit la plupart des pays du Sud à intensifier les cultures et surtout à étendre considérablement les surfaces irriguées. On estime à 271 millions d'hectares la superficie actuellement irriguée. L'introduction de nouvelles techniques (goutte à goutte, techniques de drainage, etc.) en fait un secteur agricole performant. Mais sa diffusion auprès de populations ne maîtrisant pas ces techniques conduit à des problèmes majeurs de gaspillage, de salinisation des sols pour cause de mauvais drainage. Cette extension ne se fait pas sans conflits soit sur le choix des cultures, soit sur les zones qui bénéficient de ces aménagements au détriment d'autres qu'on laisse "mourir par dessèchement".

Par ailleurs, il existe un problème d'évaluation de la ressource. Par manque de moyens, l'estimation des ressources en eaux souterraines ou de surfaces sont bien en deçà des possibilités offertes par la pluviométrie, même si celle-ci est faible. Outre ce handicap, mobiliser celles qui sont connues nécessitent d'importants investissements à étaler dans le temps et qui ne sont pas forcément compatibles avec les besoins immédiats et l'augmentation rapide de la demande. En Afrique, par exemple, les potentialités sont importantes, mais sous-utilisées. Les grands fleuves, Sénégal, Niger, Volta, Logone-Chari, Nil, etc., ne suffisent pas, malgré les grands barrages construits, aux besoins agricoles et domestiques des populations. La mobilisation des eaux de ces grands fleuves a été tardive et incomplète. L'introduction des petits barrages et des lacs collinaires dans de nombreuses régions arides donne cependant l'exemple de ce qui peut être fait pour capitaliser au mieux les ressources en eau.



La croissance de la population a conduit à augmenter l'usage de l'eau, à rechercher les moyens les plus performants pour y accéder, mais, comme pour les autres ressources, l'augmentation des prélèvements a dépassé très vite les besoins essentiels. La prolifération de périmètres irrigués, n'ayant d'autre but qu'une production de rente<sup>3</sup>, donne l'exemple d'une surutilisation de la ressource sans souci de son épuisement à terme. Dans ce contexte, les conflits entre les différents secteurs ne pourront être que plus violents. En l'absence d'une politique d'arbitrage équilibrée prenant en compte les besoins réels des populations, la compétition ne pourra être qu'en faveur des secteurs dominants économiquement mais pas forcément en accord avec la préservation de la ressource et de sa qualité.

### **Les dégradations de l'environnement à l'échelle locale et les réponses des populations**

Les sociétés ont une capacité de réponse aux changements environnementaux fortement dépendante de leur organisation sociale et de la pérennité économique du groupe familial. Les réponses sont extrêmement variées et tendent à se diversifier avec l'introduction de la "modernité". Certaines ont le caractère de réactions immédiates telles l'émigration, l'exode, l'expansion territoriale, ou plus dramatiques comme la guerre, le génocide, etc.. D'autres sont plus progressives et passent par des mutations sociales, culturelles et économiques.

### ***La migration est un élément de réponse immédiat ou de régulation progressive***

Dans les milieux particulièrement hostiles, les sociétés se sont structurées autour d'une gestion parcimonieuse du milieu et de systèmes familiaux et sociaux où la migration joue un rôle modérateur des croissances de la population. Fortement organisée, la mécanique migratoire peut être ralentie ou activée selon les bonnes ou les mauvaises années, comme dans le sud du Maghreb ou le nord de l'Afrique subsaharienne. Le développement de la pluriactivité, apportant un supplément de revenus, tend à réduire aujourd'hui leur importance. Ces situations de régulation imposées par les conditions du milieu contrastent avec les situations de rupture provoquées par des changements rapides de l'équilibre entre population et ressource (sécheresse prolongée, dégradation irréversible) face à une pression démographique récurrente. Ces situations ont été la cause de mouvements de populations (souvent

---

<sup>3</sup> Dans le sud des pays maghrébins, les prélèvements sur la nappe fossile dépassent largement les quotas décidés par les pays utilisateurs. La plupart des États ont renoncé à contrôler la création des périmètres illicites. Cette situation est largement répandue.

dénommés "réfugiés de l'environnement") dans le Sahel africain, et dans bien d'autres régions, souvent aggravés par des situations de guerre.

Ces deux formes de migration peuvent cohabiter car elles ne touchent pas de la même manière les différentes couches sociales, mais en général la migration de rupture est ponctuelle et nécessite des actions immédiates ; par contre, la migration de régulation est à encourager surtout si elle s'intègre bien aux évolutions sociales et familiales. Elle apporte des suppléments de richesses, qui peuvent être directement utilisables à l'amélioration des systèmes de production (au Kenya par exemple), de l'habitat et des conditions de vie. Ces migrations résistent mieux aux accidents écologiques et les sociétés qui les pratiquent sont plus aptes à réagir, à mettre en place des systèmes de régulation qui leur permettent de traverser la crise comme celles du sud du Maghreb.

### *Des stratégies familiales très diversifiées*

Les transformations sociales et familiales et celles concernant la formation du revenu forment, avec la migration, les éléments constitutifs des stratégies familiales. Leur combinaison, dont la nature varie selon les circonstances et les contextes économiques, démographiques et institutionnels, peuvent déterminer une grande diversité de réponses aux détériorations du milieu. Il est cependant peu aisé de les relier aux conditions environnementales sinon pour ce qui concerne la transformation des usages des ressources naturelles. Les réponses peuvent se traduire par un abandon total de l'activité agricole, les revenus extra-agricoles ou les transferts des revenus migratoires pouvant se substituer aux revenus agricoles. Plus souvent, subsistent parallèlement activités agricoles et activités extérieures avec des changements dans la structure de l'économie familiale : le travail aux champs se féminise, l'aide familiale fait moins appel aux enfants de plus en plus scolarisés, les relations entre les ayants-droit (fils, père) changent de nature dans la répartition des tâches et dans les décisions de production et de commercialisation, ce qui n'est pas sans effet sur la transmission du patrimoine.

Le passage par exemple de la famille élargie à la famille nucléaire, qui n'est pas en soi une réponse directe à des changements environnementaux, est pourtant le résultat d'une évolution sociale qui a des répercussions sur la nature de la réponse. Les traditions de solidarité établies au sein de la famille élargie ne sont pas forcément transmises lorsque la famille se nucléarise : les formes migratoires peuvent changer, la pluriactivité se généraliser, l'aide familiale agricole se professionnaliser. En fait, plus la société évolue, plus les formes de réponse se diversifient, étant "activées" ou mises en sommeil suivant les circonstances.

Plus les sociétés sont fermées, régies par des régimes autarciques, plus les crises écologiques, ou autres d'ailleurs, ont des répercussions fortes avec des conséquences souvent irréversibles. Aider les sociétés à sortir de leur isolement,

diffuser des modes d'adaptation agricole, sociaux ou économiques permettraient de favoriser dans nombre de régions un développement progressif et durable.

## **Les politiques de préservation de l'environnement et le développement durable**

La forte croissance démographique et sa rapidité, les mécanismes de croissance tournés vers la satisfaction des besoins sans cesse grandissants, se traduisent ainsi par une utilisation accrue des ressources naturelles. La fragilité de l'environnement va croissante en même temps que s'amenuise la sécurité alimentaire et sanitaire des populations. L'adoption de l'Agenda 21, à la Conférence mondiale de la terre à Rio en 1992, illustre la volonté des États de prendre en compte en même temps la précarité écologique et la précarité humaine, les associant dans le concept du développement durable. Ce paradigme nouveau étendait la notion de développement de l'économie à la sphère sociale et à la biosphère, mais en dépit de son succès médiatique, il rencontre depuis des difficultés réelles d'application. En effet, si on s'accorde à reconnaître qu'il convient d'intégrer la gestion conservatrice des ressources naturelles dans les objectifs de développement, les actions envisagées ou en cours sont encore orientées vers le développement économique d'une part, et la protection de l'environnement d'autre part, sans que ces deux types d'actions n'aient finalement de cohérence entre eux.

La source de ces difficultés est due :

- tout d'abord, à la forte inégalité dans l'accès aux ressources naturelles qui règne de par le monde et qui va de pair avec l'extrême pauvreté de plus du quart de la population de la planète ;
- ensuite, à un mouvement de mondialisation qui tend plus à reproduire un modèle de croissance dont on connaît les effets néfastes sur l'environnement et sur le développement des populations les plus pauvres, qu'à intégrer les recommandations internationales visant à un développement durable.

Il y a donc une contradiction entre les vœux des nations et leurs applications. Celle-ci ne pourra être levée tant que l'on continuera à soutenir que le sous-développement et la pauvreté ont pour cause essentielle la prolifération excessive des hommes et que, si ce défi n'est pas relevé, la planète court à la catastrophe. Cette position conventionnelle reprend à son profit l'équation malthusienne entre la population et les ressources, mais la rajeunit en annexant la notion de "développement durable" ou, ce qui revient au même, la relation "population-développement économique-environnement". Considérant que l'avenir de la planète est en cause, cette position s'est assurée, parmi les responsables des grandes

institutions internationales et des pays occidentaux, une audience certaine. Les conférences qui ont suivi Rio (Arusha, Kyoto, etc.) éludent soigneusement le problème de la population comme si le problème était entendu. À l'opposé de ce discours conventionnel, pessimiste et malthusien, la position bosérupienne (du nom d'Ester Boserup qui en a été le promoteur) fait valoir que les problèmes de croissance démographique et de dégradation de l'environnement sont la conséquence d'un mal développement. Les politiques de limitation des naissances ne seraient pour cette tendance qu'un moyen de camoufler les urgences du développement et d'imposer aux populations défavorisées le diktat économique des populations riches.

Il est clair que, par leurs outrances, ces deux positions extrêmes ne résistent pas à l'examen des faits comme nous l'avons montré précédemment. La surpopulation est relative et, du côté de l'écologie, les scientifiques gèrent l'incertitude. Il importe de s'écarter de l'idée que la croissance de la population est un problème à tous les niveaux d'agrégation (économique, social, environnemental) mais entériner qu'elle peut être dans certaines circonstances un facteur aggravant. Il y a ainsi nécessité à identifier ces situations (conflits, régimes fonciers non adaptés, organisation sociale et politique, dépendance économique, etc.) pour les circonvénir.

C'est en ce sens que peuvent être posées les conditions favorables à un développement durable :

- des conditions favorables au plan commercial, institutionnel (systèmes fonciers) et culturel (réseaux sociaux, éducation, place de la femme dans la société) ;
- une disponibilité et une diffusion des innovations techniques adaptées, rentables et utilisables par les paysans sans risques majeurs ;
- une disponibilité des facteurs de production aux stratégies d'intensification ;
- une gestion équilibrée de la ressource eau et le contrôle des usages abusifs.

En un mot, c'est plus dans la gestion des ressources du point de vue social, culturel et économique que la question population-environnement-développement se situe. C'est bien dans une responsabilité globale, partagée entre les pays nantis et les pays pauvres, que réside le choix du développement durable et non dans la maîtrise unique de la croissance des hommes. Savoir combien d'hommes peuvent vivre sur la terre est un débat qui n'a aucun sens si on ne s'attache pas dès aujourd'hui à maîtriser les inégalités, à concilier les intérêts des sociétés avec l'environnement, à faire rejoindre en quelque sorte, les vœux émis par les nations dans les grandes rencontres internationales avec les politiques mises en œuvre.

***Pour en savoir plus***

DOMENACH H. et PICOUËT M., 2000. – *Population et environnement*. – Paris, PUF, 128 p. (Que sais-je ?, n° 3556).

ROSSI G., LAVIGNE-DELVILLE P. et NARBEBURU D. (éds.), 1998. – *Sociétés rurales et environnement : gestion des ressources et dynamiques locales au Sud*. – Karthala/Regards/Gret, 402 p.

GENDREAU F., GUBRY P. et VÉRON J. (éds), 1996. – *Populations et environnement dans les pays du Sud*. – Paris, Karthala/CEPED, 305 p.

ZAMOUN S., TABUTIN D., YAAKOUBD A. et KOUAOUCI A. (éds), 1995. – *Population et environnement au Maghreb*. – Louvain-la-Neuve, L'Harmattan/Med Campus/Academia, 301 p.

*Revues :* "Développement, environnement, les défis d'un monde solidaire", *Courrier de la Planète*, Solagral, Montpellier.  
"Recherche et débats interdisciplinaires", *Natures Sciences Sociétés*, Elsevier, Paris.

*Site internet :* <http://www.solagral.org>.



## CHAPITRE 2

---

# PEUPLEMENT RURAL, DYNAMIQUE AGRICOLE ET RÉGIMES FONCIERS

André QUESNEL

*Directeur de recherche à l'Institut de recherche pour le développement (IRD)*

### Introduction

On estime que les pays du Sud, sous l'impulsion de leur dynamique démographique, verront doubler leurs besoins en énergie alimentaire d'origine végétale entre 1995 et 2050. Dans les pays de l'Afrique subsaharienne où, à l'exception de l'Afrique du Sud, le coefficient multiplicateur de ces besoins est supérieur à cinq voire à dix pour une dizaine d'entre eux, cette production continuera d'incomber à la force de travail en milieu rural compte tenu des difficultés croissantes à l'importation de céréales complémentaires<sup>1</sup>. La réduction de la fécondité, jusqu'à l'hypothèse basse envisagée par les Nations unies, reste le premier objectif des interventions politiques, mais elle ne fera qu'atténuer la tension alimentaire sans la résoudre. L'augmentation de la production dans ces pays, objectif parallèle au précédent, est envisagée sous l'angle de l'intensification agricole par le biais de la révolution "doublement verte" et par le biais d'une réforme libérale des régimes fonciers. Or, en deçà des problèmes techniques et institutionnels considérables que l'on peut envisager pour la mise en œuvre de telles réformes, il semble que la dynamique de peuplement des espaces ruraux ainsi que la mobilité des individus sont des éléments déterminants, et trop négligés, de la pérennité et la viabilité de l'activité agricole et pastorale, dès lors qu'elle est organisée sur la base des unités domestiques<sup>2</sup>. Enfin pour les pays les moins

---

<sup>1</sup> COLLOMB Ph., 1999. – *Une voie étroite pour la sécurité alimentaire d'ici à 2050*. – Paris, FAO/Economica, 197 p.

<sup>2</sup> GASTELLU J.M. et MARCHAL J.Y. (éds.), 1997. – *La ruralité dans les pays du Sud à la fin du XX<sup>e</sup> siècle*. – Paris, ORSTOM, 768 p. (Colloques et séminaires).

pauvres où une partie des exploitations agricoles pourraient bénéficier des augmentations de productivité et de production attendues<sup>3</sup> du développement du progrès technique et des biotechnologies plus particulièrement, la crise en terme de développement rural, régional et national pourrait être particulièrement profonde, si le milieu rural et les villes ne pouvaient absorber la main-d'œuvre libérée par cette modernisation de l'agriculture.

**La dynamique de peuplement des espaces ruraux : elle est instable, structurée par les marchés et caractérisée, à la fois, par une polarisation rurale et urbaine de la population et une dispersion en petits noyaux de peuplement**

La dynamique de peuplement des territoires des pays du Sud, et plus particulièrement celle de leur espace rural, tend à être occultée par l'urbanisation croissante de la population<sup>4</sup>. On oublie ainsi que la population rurale de ces pays continue de croître ; il en sera ainsi au-delà de 2025, selon les prévisions moyennes des Nations unies<sup>5</sup>. On sous-estime surtout un processus essentiel de la transition démographique : la redistribution d'une population dont le croît naturel avoisine aujourd'hui 3 % l'an. Or, non seulement les migrations d'origine rurale alimentent encore dans bien des cas près de 40 % de la croissance des grandes villes, mais elles sont aussi le moteur primordial de la croissance des pôles urbains et ruraux qui sont connectés aux marchés, croissance qui dépasse 5 % l'an, comme on peut le constater aussi bien en Côte d'Ivoire qu'au Mexique. Cette "redistribution" se réalise aussi, en accentuant à l'inverse la dispersion de la population avec la multiplication des noyaux de peuplements – des "localités" – de moins de 100 habitants (leur nombre a doublé au Mexique entre 1960 et 1990) en suivant différentes logiques dont les principales sont l'accès aux marchés du travail et la course à la terre. Ainsi voit-on se multiplier, en milieu rural, les établissements de moins de 100 habitants situés le long des axes de communication reliant les pôles urbains et ruraux. De même, se développent des processus d'établissement dispersé à la périphérie des grandes villes et dans les espaces ruraux ouverts par les aménagements routiers, hydro-agricoles, de culture de rente, etc. Soulignons que l'occupation de ces espaces ouverts récemment se fait à un rythme qui dépasse par endroit 8 % l'an comme dans les zones transfrontalières du Burkina Faso, du Mali, de la Côte d'Ivoire, du Togo et

---

<sup>3</sup> ALEXANDRATOS N., 1995. – *Agriculture mondiale, horizon 2010*. – Paris, FAO/Polytechnica.

<sup>4</sup> SNRECH S., 1994. – *Pour préparer l'avenir de l'Afrique de l'Ouest : une vision à l'horizon 2020*. – Paris, WALTPS/OCDE/BAD/CILSS.

<sup>5</sup> La délimitation entre population rurale et population urbaine n'est pas stable dans le temps ni homogène selon les pays, néanmoins on peut souligner que pour nombre d'entre eux, en dépit d'une "urbanisation" fortement croissante, la population rurale reste importante en valeur absolue du fait de la croissance démographique considérable de ces trente dernières années (voir tableau en annexe).



du Bénin, régions cotonnières ou d'aménagement des zones libérées de l'onchocercose<sup>6</sup>. Ce rythme peut dépasser 10 % (soit un doublement de la population tous les sept ans) à la périphérie des capitales régionales et frontalières du Mexique, du Brésil et d'autres pays d'Amérique latine. Si remarquables soient-ils, ces taux de croissance ne rendent pourtant pas compte de l'instabilité du peuplement. Celle-ci est due à l'intensification et la complexité croissante de la mobilité, qui conduisent à cette forme particulière d'organisation en noyaux de population dans l'espace rural comme dans l'espace urbain.

***"L'installation de la mobilité" dans toutes les formes de peuplement : un élément à prendre en compte en terme de dynamique agricole et d'aménagement des espaces ruraux***

La polarisation et la dispersion de la population dans les espaces ruraux se manifestent par l'émergence de noyaux de peuplement, constitués de quelques familles qui, en relation avec d'autres noyaux de peuplement installés au village d'origine et ailleurs, fonctionnent en une économie d'archipel<sup>7</sup>. Entre ces différents territoires en réseau circulent les biens alimentaires, les ressources matérielles et monétaires, et surtout les individus, hommes et femmes. Enfin, l'information concernant les marchés du travail, bien essentiel au fonctionnement du système, circule entre tous ces lieux et le village d'origine. Il en est ainsi pour les populations rurales indiennes d'Amérique centrale qui migrent vers les États-Unis ou s'arrêtent à la frontière nord du Mexique, et pour les paysans de Bolivie et du Mexique qui émigrent vers "leurs quartiers" des capitales, La Paz et Mexico et, de plus en plus souvent, vers les zones de cultures d'exportation. Il en va de même pour les familles indiennes de Bolivie, qui s'installent comme fermiers dans la périphérie de Buenos Aires ou de Cordoba en Argentine et, enfin, des paysans burkinabè, qui se glissent dans les interstices fonciers de la banlieue de Rome, pour participer à la production maraîchère. Et si dans cette énumération, on s'en tient aux seuls espaces ruraux d'Afrique de l'Ouest, il est remarquable que les vieux centres d'émigration du Plateau mossi du Burkina Faso soient ravitaillés en céréales par leurs ressortissants villageois, soit directement quand ils sont installés sur des périmètres fonciers empruntés, loués ou achetés au sud-ouest du Burkina, soit indirectement depuis le centre de la Côte d'Ivoire, dans tous les cas, quand ils sont installés dans les zones de cultures de rente. Il est tout aussi remarquable que ces mêmes ressortissants cherchent à s'installer ou aider à l'installation des membres de leur famille dans les zones du sud-est du Burkina quand les conditions politiques et économiques ne permettent plus leur maintien en Côte d'Ivoire<sup>8</sup>. Il y a là un processus complexe lié

<sup>6</sup> CICRED, 1999. – *Dynamique de peuplement des zones rurales libérées de l'onchocercose en Afrique de l'Ouest : synthèse des monographies nationales*. – Paris, 125 p.

<sup>7</sup> VIARD J., 1994. – *La société d'archipel*. – Paris, Éditions de l'Aube, 121 p.

<sup>8</sup> MARCHAL J.Y. et QUESNEL A., 1997. – "Dans les vallées du Burkina Faso, l'installation de la mobilité", in : GASTELLU J.M. et MARCHAL J.Y. (éds.), 1997. – *La ruralité dans les pays du Sud à la fin du XX<sup>e</sup> siècle*, p. 595-614. – Paris, ORSTOM, 768 p. (Colloques et séminaires).

aux fluctuations économiques des marchés internationaux, nationaux et locaux qui laisse entrevoir les difficultés d'ancrage d'une exploitation agricole stable, comme le souhaitent les économistes et les agronomes, aussi bien dans les lieux d'origine que d'immigration.

D'une manière générale, tant pour l'Afrique subsaharienne où, en 1990, la population active dans l'agriculture avoisine les 70 % que pour l'Amérique latine où elle n'est plus que de 25 %, on doit s'interroger sur la capacité des pôles ruraux à générer de nouvelles activités autres que celles directement liées à la production agricole. Quelle est la capacité de ces pôles, infrastructurelle, économique et institutionnelle à retenir leur population, en particulier les jeunes générations, celles de leur *hinterland* et celles qui s'installent ? Dans tous les cas, si les opportunités de travail existent, l'afflux de population crée un marché de biens alimentaires qui peut favoriser le développement et l'intensification de la production dans l'*hinterland* de ces pôles ruraux et urbains, comme on l'a vu en Côte d'Ivoire<sup>9</sup>. Mais en même temps, ces pôles de peuplement doivent faire face à une forte demande en matière d'éducation et de santé qui devra être résolue si l'on veut stabiliser la population. Quant aux petits établissements dont le niveau socio-économique de la population est faible, quand ils ne sont pas déjà constitués de populations les plus démunies, ils présentent le risque d'accentuation de leur discrimination en terme d'accès aux ressources foncières, scolaires et sanitaires. Dans bien des cas, les populations concernées n'ont d'autres alternatives, pour conforter leurs implantations agricoles, que de chercher une activité complémentaire dans les pôles urbains proches ou à l'étranger.

***La mobilité des jeunes générations ne permet pas l'émergence d'unités d'exploitation où l'objectif premier serait d'augmenter la production et la productivité***

La transition démographique a pour effet de modifier les cycles de renouvellement des familles : avec l'allongement de la durée de vie des parents et l'accroissement du nombre de survivants dans la fratrie, les temps de transmission des biens fonciers s'allongent, les parcelles mises en culture se multiplient au détriment des réserves collectives et les durées de jachères se réduisent. Les difficultés d'accès à la terre et l'absence d'emploi agricole rétribué sur la parcelle familiale et dans la communauté villageoise conduisent depuis longtemps les jeunes à s'employer ailleurs le temps d'une saison agricole, à chercher de nouvelles terres et, de plus en plus, à s'installer dans des zones de colonisation, ou bien en ville ou encore à l'étranger. Cependant les dernières recherches aboutissent au constat suivant : la mobilité depuis les zones rurales a profondément changé de nature et

---

<sup>9</sup> CHALÉARD J.L., 1996. – *Temps des villes. Temps des vivres. L'essor du vivrier marchand en Côte d'Ivoire*. – Paris, Karthala, 661 p.

s'exprime aujourd'hui par une diversité de mouvements en terme d'objectifs, de durée, de composition et de destination.

La mobilité des membres d'une même famille ou d'un même village s'organise aujourd'hui autour d'une multiplicité de sites, chacun de ceux-ci constituant une ressource en terme de travail, d'aide et d'information. Les mouvements des individus peuvent alors s'inscrire dans des stratégies de plus en plus individuelles, même si l'unité familiale reste un centre de contrôle et d'articulation de leur déplacement auquel ils sont soumis en terme d'aides et de compensation de celles-ci. Les déplacements sont alors de longue durée. Les migrations de retour répondent d'ailleurs, dans beaucoup de cas, à une crise des différents marchés du travail où les migrants ont pris l'habitude de se porter. Elles ne s'effectuent pas toujours au village d'origine, mais dans le pôle rural ou urbain environnant. Ainsi dans nombre de zones rurales, comme les zones de cultures commerciales lorsqu'elles sont en crise, et plus particulièrement dans leurs pôles ruraux, il existe une population croissante de jeunes de retour de migration, en attente d'un nouveau départ. Il s'agit là d'une population très mobile qui ne participe pas au travail de l'unité d'exploitation agricole des parents.

Il n'est toutefois pas exclu que les plus âgés de ces jeunes (30 ans) se déplacent dans le but de gagner les revenus suffisants pour acheter une parcelle afin de s'installer. Les chefs d'exploitation sont le plus souvent conduits à une multi-activité pour répondre aux besoins d'ordre monétaire. Ils sont amenés ainsi à se déplacer, pour de courtes durées généralement, mais il arrive néanmoins qu'ils s'absentent pour plusieurs mois dans le but de conforter leur exploitation afin d'acheter du matériel agricole, ou bien encore du bétail qui reste aujourd'hui un des moyens les plus utilisés par les migrants de garantir leur épargne.

Enfin on ne saurait passer sous silence ces dernières années l'intensification de la mobilité des jeunes femmes, soit avec leur mari, soit de plus en plus souvent seule ou accompagnant d'autres parents ou femmes de la communauté villageoise pour aller s'employer en ville comme cela se fait en Afrique, ou dans les zones de cultures d'exportation ou les usines d'assemblage (*maquiladoras*) comme en Amérique latine. En Afrique subsaharienne, ces vingt dernières années durant lesquelles les femmes se sont engagées de manière croissante dans l'activité agricole vivrière<sup>10</sup> au fur et à mesure que les hommes se consacraient aux cultures de rente ou bien s'absentaient pour des durées plus longues, on ne mesure pas encore les conséquences d'une telle migration sur la production.

---

<sup>10</sup> MARCOUX A., 1998. – "The feminization of poverty: claims, facts, and data needs", *Population and Development Review*, vol. 24, n° 1, p. 131-139.

***Croissance démographique et mobilité façonnent continuellement les unités domestiques de production agricole, aussi la structure et le cycle démographiques des unités d'exploitation sont-ils des éléments à prendre en compte lors de toute intervention modernisatrice***

Dans les zones de départ, la mobilité bouleverse la structure d'exploitation des unités de production ; elle exige une adaptation de celles-ci à différents impératifs dont notamment la mobilisation de la main-d'œuvre, la réorganisation du système de cultures et l'intensification agricole. L'absence des jeunes actifs oblige les chefs d'exploitation à recourir à la main-d'œuvre féminine et enfantine de l'environnement familial. Du coup, il arrive que les femmes soient détournées des cultures vivrières qu'elles réalisaient pour elles-mêmes. La nouvelle organisation du travail reposant de plus en plus sur celui des femmes peut entraîner une réduction du temps de jachère avec la mise en exploitation des parcelles les plus accessibles, des terres marginales, etc. Dans ces exploitations, où les chefs d'exploitation âgés sont peu enclins à innover, la productivité du travail et de la terre diminue. De plus, la mobilité accentue la fragmentation du système d'exploitation des familles en unités restreintes, dès lors que les travaux collectifs entre les jeunes adultes, les hommes et les femmes de la famille élargie, ne peuvent plus être organisés. Ce qui va dans le sens opposé aux politiques de modernisation de l'agriculture qui exigent le regroupement des actifs dans un souci de rentabilité technique et économique et de recouvrement du crédit.

Aussi dans ces conditions, lorsque les hommes mariés sont absents, les femmes se voient-elles investies de la responsabilité de l'unité d'exploitation. Pour faire face à l'ensemble des tâches qui leur incombent, et selon leur possibilité d'accès à la terre, elles auront tendance à innover dans le système de cultures, avant tout afin d'économiser leur temps de travail au détriment, souvent, de tout autre considération productive à long terme. Ainsi, dans tous les cas de figure, la recomposition familiale induite par la migration des hommes se pose-t-elle comme une contrainte supplémentaire de l'intensification agricole que se doit de prendre en compte tout projet venu de l'extérieur. Enfin, la mobilité des individus, telle qu'elle s'organise aujourd'hui, exige le maintien des relations sociales entre eux et leur communauté d'origine ; ces relations sont d'autant moins ténues qu'elles se fondent sur un patrimoine foncier qui ne peut être divisé, la mobilité empêche ainsi souvent l'émergence d'un marché de la terre. Dans le cas contraire, et plus particulièrement lors d'une réforme foncière, se pose la question des droits des émigrés sur le patrimoine foncier familial ou communautaire qui ne va pas sans conflits à l'intérieur des familles quand les terres ont été cédées à des allochtones ou à des étrangers comme dans les zones du sud-ouest du Burkina Faso et de la Côte d'Ivoire.

Dans les zones de colonisation agricole et d'aménagement hydro-agricole comme dans les périphéries urbaines, l'espace est très disputé pour différents usages par un nombre important d'acteurs. L'installation des immigrants est précaire ; il en résulte que les modes d'utilisation du sol et ceux de faire valoir restent très

fortement liés, soit à des stratégies d'accaparement de l'espace foncier, soit à des stratégies de survie, stratégies qui, dans les deux cas, ne réunissent pas les conditions d'une intensification agricole. Toutefois on aura noté une intensification par l'usage d'intrants chimiques dans les zones de forte densification à proximité des marchés urbains.

***Le développement agricole souffre de l'instabilité du peuplement et de l'engagement précaire des actifs dans la production agricole : la sécurité foncière serait-elle la solution et est-elle possible ?***

D'une manière générale, les terres cultivées se sont accrues principalement par extension sur les surfaces boisées et la mise en irrigation dans les milieux arides comme en Afrique ; la productivité a été augmentée par l'introduction de nouvelles variétés céréalières comme en Amérique latine et surtout en Asie.

L'intensification agricole par le travail s'est réalisée sur des espaces densément peuplés et dans le cadre d'espaces finis. La révolution verte, qui a permis à certains pays, comme l'Indonésie, de tripler leur production rizicole durant les vingt années où ils doublaient leur population, a été possible du fait de la réunion de certaines conditions : techniques (maîtrise de l'irrigation et de la culture de variétés fragiles, grâce à la formation et à l'encadrement des paysans), économiques (existence d'un marché interne important, protection commerciale des marchés, soutien aux prix des intrants) et surtout institutionnelles (contrôle étatique et administratif important, réforme des circuits de commercialisation et, dans le cas de l'Indonésie, politique de réorientation de la rente pétrolière vers l'agriculture). Autant de conditions qui n'existent pas en Afrique<sup>11</sup>.

En Afrique subsaharienne, l'agriculture a souffert du sous-peuplement, de l'absence d'un marché interne et de politiques agricoles orientées, tant au plan économique que technique, vers les cultures de rente. Dans la première étape de la transition démographique, les paysans ont pu continuer à mettre en pratique un système extensif, en élargissant les surfaces cultivées. Lors de la deuxième étape (caractérisée par le maintien de la croissance naturelle à plus de 3 % par an), il s'opère une fragmentation et une multiplication des exploitations qui accélèrent cette extension. Lorsque l'espace se densifie, les paysans cherchent de nouvelles terres, les plus jeunes partent en migration de travail et les dysfonctionnements de l'unité d'exploitation liés à la transformation de son cycle démographique se multiplient. Dans les espaces pleins, comme le Yatenga au Burkina Faso, on observe une intensification du travail qui vise surtout à freiner la perte de fertilité des sols, sans résultats dans bien des cas du fait d'une prise de conscience tardive de

---

<sup>11</sup> RAISON J.P., 1997. – "Afrique tropicale : de l'échec de la Révolution verte à la Révolution doublement verte", *Bulletin de l'Association des géographes français*, n° 4, p. 423-459.

de la part des institutions, d'une absence d'encadrement et des possibilités pour les plus jeunes d'accéder aux terres nouvelles ailleurs<sup>12</sup>.

C'est donc dans les zones d'immigration et de colonisation agricole que se joue actuellement la problématique *peuplement-intensification-accroissement de la production agricole* et plus largement, du fait de leur articulation à d'autres zones rurales, le devenir des agricultures africaines. Les installations se font, dans un premier temps, sur le mode d'une consommation d'espace importante qui peut être triple de celle pratiquée dans la région d'origine ; elle est guidée par une volonté d'appropriation rapide, de même que par la recherche d'une production immédiate qui précède toute intention d'intensification. Toutefois, un processus de modernisation de l'agriculture intervient avec le développement de la culture attelée, qui permet d'étendre les surfaces cultivées, et une appropriation rapide de techniques nouvelles, dès lors qu'elles permettent d'accroître la sécurité alimentaire en relation avec la production d'une culture de rente comme le coton. Cependant, d'une manière générale, l'intensification par l'introduction d'engrais reste difficile du fait de son coût, aussi cette course à la terre ne permet-elle pas la restitution de fertilité qui serait souhaitée.

Devant l'impossibilité de disposer des capitaux nécessaires à la modernisation de l'agriculture, c'est toujours autour des besoins de main-d'œuvre que se joue la dynamique agraire et agricole. Les nécessités en main-d'œuvre créent un appel migratoire qui suscite une multiplication de l'immigration et des déplacements temporaires. Au fur et à mesure que l'espace se remplit, il s'opère une différenciation sociale des exploitants agricoles selon l'ancienneté de leur installation. Celle-ci renforce leurs capacités de mobiliser de la main-d'œuvre familiale ou de faire appel à la communauté d'origine pour s'approprier le plus d'espace possible, accroître la production et entrer dans un processus d'accumulation foncière. Cet enchaînement, bien connu en zone forestière comme en zone soudanienne de l'Afrique de l'ouest, est source de conflits fonciers entre les populations autochtones et immigrées, entre les agriculteurs et les éleveurs, entre les populations immigrées, voire enfin à l'intérieur des familles établies. Les exploitations agricoles se trouvent toutes dès lors fragilisées. Les plus grandes sont soumises à la fluctuation des prix et des marchés dont elles n'ont pas la maîtrise ; elles se trouvent du coup confrontées à un manque de liquidités pour poursuivre un effort d'intensification en capital, tout en ne disposant plus de terre à céder et à prêter afin de se garantir en échange un volant de main-d'œuvre. Les plus petites sont poussées, du fait de cette insécurité foncière croissante, à minimiser les risques et à chercher d'autres sources de revenus ailleurs : autant de conditions qui les éloignent d'une intensification de la production en capital et en travail, et surtout d'une préservation de leurs potentialités productives. Dans le même temps, les jeunes et les femmes se portent individuellement sur les cultures de maraîchage et de bas-fonds, mais leur accès au foncier est précaire, leur engagement dans la production est faible et de courte durée et ne répond qu'à des situations d'urgence.

---

<sup>12</sup> MARCHAL J.Y., 1986. - "La déroute d'un système vivrier au Burkina. Agriculture extensive et baisse de production", *Études rurales*, n° 100, p. 265-280.

Ainsi est-ce la question de l'engagement à long terme de la population dans l'activité agricole qui est posée à travers celles de l'intensification et de la sécurité foncière. La sécurité foncière est devenue la condition *sine qua non* du développement agricole pour les organisations internationales et les gouvernements. Or, elle semble n'être entrevue qu'à travers la propriété individuelle de la terre qui devrait permettre d'identifier les bénéficiaires des subventions et des crédits, c'est-à-dire les véritables responsables de l'exploitation. Bâties sur le principe *un individu-une parcelle-un titre foncier*, les réformes foncières nient les relations sociales qui se sont établies entre les individus autour d'un bien ; elles excluent nombre d'acteurs, en particulier les éleveurs, elles privilégient les autochtones par rapport aux immigrés, les vieux par rapport aux jeunes<sup>13</sup>. Sont occultés surtout tous les ajustements négociés entre les intéressés dans ce climat de tension foncière que connaissent les zones d'immigration. Des plans fonciers ruraux sont mis en place partout en Afrique, mais avec difficulté. Au Mexique, la réforme foncière de 1992 s'effectue selon une titularisation de la parcelle de chacun des bénéficiaires de l'ensemble du patrimoine de la communauté agraire (*l'ejido*), reconnaissant ainsi les quelques bénéficiaires de la dotation initiale mais excluant la majorité des gens qui y sont installés depuis la création de *l'ejido*. Les titulaires de titres ont plus de soixante ans, ils reçoivent des subventions pour des cultures vivrières, subventions qui constituent une nouvelle rente foncière quand ils louent leur terre. L'exemple mexicain nous laisse entrevoir la nécessité de chercher à sécuriser les producteurs, les jeunes générations surtout, sur plusieurs cycles productifs si l'on veut améliorer la production et préserver le potentiel productif de la terre.

### **Les positions de principes pour améliorer la production agricole sans marginaliser la population rurale**

Les processus de mobilité et de peuplement doivent être considérés d'un œil neuf. On se doit de réviser les effets du processus de réticulation de l'économie nationale et internationale et ceux du processus de polarisation-dispersion de la population qui en découle au niveau national et régional. En effet il n'est plus possible de considérer séparément, d'une part, les processus de "métropolisation" et concentration urbaine de la population et, d'autre part, de création de noyaux de peuplement qui s'articulent ou au contraire se marginalisent par rapport aux pôles urbains et ruraux. Une politique de "redistribution de la population" devrait être définie aujourd'hui, par des actions qui accompagneraient, freineraient ou encourageraient ces différents processus (autrement dit la dynamique de peuplement à l'œuvre sur le territoire national) en se situant à différents niveaux localisés, c'est-à-dire là où se réalisent l'ordonnancement économique et démographique du territoire national.

<sup>13</sup> LAVIGNE-DELVILLE P. (éd.), 1999. – *Quelles politiques foncières pour l'Afrique rurale ? Réconcilier pratiques, légitimité et légalité*. – Paris, Coopération française/Karthala, 748 p.

***La politique de développement des zones rurales et d'encouragement de la production agricole passe d'abord par une politique territoriale qui viserait à conforter l'assise des pôles ruraux et urbains qui régissent ces zones rurales***

Le désenclavement des localités rurales s'impose afin d'améliorer les conditions de vie de la population rurale et favoriser la commercialisation des produits agricoles. Cela exige en même temps au niveau des pôles ruraux et urbains des actions visant à résoudre les questions posées par l'alimentation en eau, l'approvisionnement, les infrastructures d'habitation, de santé et d'éducation, de même que la réglementation de l'usage du sol pour l'habitat et la production agricole périurbaine ; questions d'autant plus aiguës que ces pôles connaissent une forte croissance démographique.

Face à la complexité et à l'urgence de ces problèmes, on invoque aujourd'hui, dans toutes les instances internationales, la décentralisation politique et budgétaire de l'administration de l'État comme une nécessité primordiale. S'il faut faciliter le rôle de pourvoyeurs de services des pôles ruraux pour leur population et les populations de leur environnement localisées dans de petits établissements, on peut penser, en effet, que cela suppose à la fois une décentralisation des instances chargées de la mise en œuvre de la politique de population et surtout que leur liaison soit bien établie au niveau local avec d'autres institutions, de santé, de développement rural, etc. Or, du fait du faible développement de l'appareil administratif régional et du manque de représentation pluripartite de la population au sein des instances régionales et locales, les opérations décentralisées ne peuvent se réaliser sans risques sociaux en l'absence d'un fort contrôle de l'État. En effet, comme le montrent les expériences en cours, qu'il s'agisse d'aides directes aux localités, ou à certains groupes socio-économiques pour encourager la production, aux secteurs marginalisés de la population ou aux femmes, ces actions ne se font pas sans reconstitution des situations de clientèle et sans accentuation des inégalités sociales et économiques, soit entre les localités, soit au sein de celles-ci entre groupes sociaux et entre générations. Pour éviter cela, et plutôt que d'abandonner ses prérogatives aux instances locales, l'État ne devrait-il pas créer ou, pour le moins, favoriser l'émergence des médiations institutionnelles nécessaires au renforcement des pôles ruraux et urbains tant dans le domaine social que productif ? Il devrait poursuivre une politique de déconcentration et surtout d'articulation de ses services administratifs au niveau local, en même temps qu'il pourrait mettre en place de nouvelles instances comme, par exemple, les instances financières aptes à canaliser et gérer les ressources extra-locales (de la migration, des subventions publiques, de l'aide internationale et privée) et les ressources locales de la production.



***La nécessaire constitution d'instances de médiation, de gestion et de formation entre l'État et les acteurs locaux : producteurs, migrants, jeunes et femmes***

Le développement localisé exige de prendre en compte la multilocalisation des activités des jeunes générations. Il ne doit pas être porté entrave aux alternatives d'installation encore en gestation auxquelles répond la mobilité : les jeunes ruraux qui sont conduits à se déplacer devraient pouvoir être agriculteur et rester mobile, le temps de conforter leur exploitation agricole si tel est leur projet. Cette position vaut également pour les pays récepteurs de migrants : comme dans nombre de cas, les restrictions à l'entrée ne permettant plus les migrations temporaires, elles restreignent fortement la possibilité d'un retour. Toutefois cela ne signifie pas qu'il faille décourager la stabilisation des jeunes ruraux migrants, en leur offrant la possibilité d'investir leur épargne dans les secteurs d'activité non agricoles des pôles de peuplement du milieu rural, comme la tendance semble se dessiner.

Dans les conditions de la mobilité, l'aide au développement agricole devrait donc tenir compte, des effets de celle-ci sur la structure démographique des exploitations agricoles. D'un côté, elle devrait s'efforcer de ne pas mettre en place des projets productifs que ni les vieux, ni les femmes restés au village peuvent assumer techniquement, économiquement et/ou socialement ; de l'autre, elle devrait éviter de renforcer les inégalités générationnelles et de genre par des réformes institutionnelles comme les réformes foncières en les fondant sur une rationalité économique et juridique individualiste. Les réformes foncières en cours ont, contrairement à leurs objectifs de sécurisation en vue d'améliorer la production, tendance à exclure les individus qui n'ont pas été en position sociale de détenir une parcelle : les éleveurs sur parcours, les immigrés, les jeunes et les femmes. Là encore, et paradoxalement, on nie les ajustements et initiatives contractuelles qu'ont pu susciter les différents acteurs entre eux et, en même temps, on préconise de laisser aux instances administratives locales, pourtant totalement démunies de base juridique formelle, le soin de régler les litiges fonciers qui s'intensifient entre les groupes de population dans les zones d'immigration, mais aussi entre les familles ou les membres d'une même famille partout ailleurs. Les conséquences sociales et le potentiel de conflits entre les groupes de population deviennent importants. Les conséquences économiques ne sont pas moindres, puisque l'on favorise ainsi la multiplication des exploitations laissées aux mains de producteurs âgés qui sont dans l'incapacité de réaliser les adaptations nécessaires à une augmentation de la productivité et de la production.

Le vide institutionnel est aujourd'hui patent, partout, quand il s'agit de favoriser l'accès au foncier des jeunes générations et des femmes. L'urgence serait donc de créer, sur une base nationale, des instances de médiation qui pourraient régulariser les arrangements et les contrats passés entre les différents acteurs, mais aussi qui pourraient légitimer de nouvelles formes contractuelles de cession de la terre sur plusieurs cycles productifs et d'utilisation des biens collectifs.

Enfin, si l'on veut favoriser une intensification de la production agricole, ce sont encore et souvent des structures d'encadrement et de formation qui font défaut. En effet, si cette intensification devait être impulsée de l'extérieur, elle sera de plus en plus d'ordre technologique et elle exigera de la part des producteurs et des travailleurs agricoles l'intégration de nouveaux savoir-faire ; autant de contraintes auxquelles la population active ne peut encore répondre du fait de son faible niveau d'instruction, et surtout du peu d'engagement des plus jeunes générations dans la production agricole. Aussi la formation des jeunes actifs est-elle un enjeu de taille auquel ne répond pas la formation scolaire qu'ils reçoivent pourtant aujourd'hui jusqu'à un âge avancé. Autant que les opérations ponctuelles, opportunistes et souvent peu suivies que sont aujourd'hui les aides internationales aux projets mis en œuvre par les jeunes et les femmes, ne conviendrait-il pas de favoriser la mise en place de véritables structures de formation et d'encadrement de ces jeunes actifs qu'il s'agit de préparer à la révolution verte (ou doublement verte) et, par voie de conséquence, à leur insertion dans de nouvelles activités en milieu rural et urbain ? Qui autre que l'État serait à même d'assumer une telle politique de développement rural ?

### ***Pour en savoir plus***

- COLLOMB Ph., 1999. – Une voie étroite pour la sécurité alimentaire d'ici à 2050. – Paris, FAO/Economica, 197 p.
- GASTELLU J.M. et MARCHAL J.Y. (éds.), 1997. – *La ruralité dans les pays du Sud à la fin du XX<sup>e</sup> siècle*. – Paris, ORSTOM, 768 p. (Colloques et séminaires).
- GENDREAU F., MEILLASSOUX C., SCHLEMMER B. et VERLET M. (éds.), 1991. – *Les spectres de Malthus*. – Paris, ORSTOM/CEPED/Épi, 442 p.
- ACADÉMIE D'AGRICULTURE DE FRANCE, 1994. – "Recherche pour une agriculture tropicale viable à long terme", *Comptes rendus de l'académie d'agriculture de France*, vol. 80, n° 8, 228 p. (Colloque organisé dans le cadre du cinquantenaire de l'ORSTOM, le 19 octobre 1994).

Site internet : <http://www.fao.org>.

Tableau 1. Indicateurs du peuplement et de la dynamique démographique (1980-1995)

	Population totale (en millions)	Taux de croissance démographique (en %)		Proportion de population urbaine (en %)		Population active				
						Population active totale (en millions)	Taux de croissance (en %)		Proportion d'actifs dans l'agriculture (en %)	
							1980-1990	1990-1995	1980	1990
	1995	1980-1990	1990-1995	1980	1995	1995	1980-1990	1990-1995	1980	1990
<b>Pays à bas revenu</b>										
Burkina Faso	10	2,6	2,8	9	27	5	2,0	2,1	92	92
Côte d'Ivoire	14	3,8	3,1	35	44	5	3,1	2,1	65	60
Nigeria	111	3,0	2,9	27	39	44	2,6	2,8	55	43
Sénégal	8	2,9	2,7	36	42	4	2,6	2,7	81	76
Pakistan	130	3,1	2,9	28	35	46	2,9	3,3	62	56
Sri Lanka	18	1,4	1,3	22	22	8	2,3	2,0	52	49
Viêt-nam	73	2,1	2,1	19	21	37	2,7	1,9	73	72
<b>Pays de revenu moyen bas</b>										
Égypte	58	2,5	2,0	44	45	21	2,5	2,7	61	43
Indonésie	193	1,8	1,6	22	34	89	2,9	2,5	59	57
Bolivie	7	2,0	2,4	46	58	3	2,6	2,6	53	47
Guatemala	11	2,8	2,9	37	42	4	2,9	3,5	54	52
<b>Pays de revenu moyen élevé</b>										
Afrique du Sud	41	2,4	2,2	48	51	16	2,7	2,4	17	14
Argentine	35	1,5	1,3	83	88	14	1,3	2,0	13	12
Brésil	159	2,0	1,5	66	78	71	3,2	1,6	37	23
Mexique	92	2,3	1,9	66	75	36	3,5	2,8	37	28

Source : Nations unies, 1997. – *Rapport sur le développement dans le monde 1997.*



## CHAPITRE 3

---

# CROISSANCE URBAINE ET GESTION DES VILLES

**Émile LE BRIS**

*Directeur de recherche à l'Institut de recherche pour le développement (IRD)*

La population du globe cessera d'être majoritairement rurale au début du prochain siècle. Des trois grandes révolutions qu'a connues l'humanité (sédentarisation, industrialisation, urbanisation), la dernière correspond à une séquence inscrite dans un temps spectaculairement court. Longtemps vouées aux gémonies, les villes ne souffrent-elles pas depuis deux décennies d'un excès d'honneur ? Devenir grâce à une saine gestion, ou mieux encore une "bonne gouvernance", le moteur du développement économique : cette nouvelle ambition s'inscrit dans une logique de mondialisation des échanges et de la circulation des hommes et s'appuie sur l'idée contestable selon laquelle on peut transférer des modèles à prétention universelle pour traiter de situations locales inédites. Force est en effet de reconnaître le décalage croissant entre les objectifs des politiques et les pratiques citadines réelles, comme si faisaient désormais défaut les codes fondamentaux permettant de rattacher les dessins de la ville à ses desseins. Comment concilier la globalisation de l'économie et l'émergence au niveau local de capacités collectives d'innovation ? Rarissimes sont les grandes villes du Sud admises dans le club très fermé des "villes mondiales" mais toutes sont fortement "invitées" à tendre vers ce modèle unique défini par une parfaite connexion à l'économie-monde car rassemblant les fonctions stratégiques du plus haut niveau (communication, ressources cognitives, institutions financières, etc.). Traversées par des réseaux que dominent les grandes institutions internationales, ces "villes mondiales" sont d'ores et déjà confrontées au risque de perte de cohésion interne. Face à la montée inexorable de l'exclusion, dans les villes du Sud et du Nord, la terrible alternative qui se présente n'est-elle pas : nouvelle civilisation urbaine ou barbarie ?

## **Les faits marquants au cours des années récentes**

### ***La ville du Sud : un phénomène singulier ?***

On attend plus d'un milliard de nouveaux citadins dans le prochain quart de siècle et les trois quarts de ces nouveaux citadins vivront dans les pays du Sud. La formidable accélération du processus d'urbanisation dont les pays du Sud sont le théâtre depuis un demi-siècle, pose la question du changement de nature de la ville comme système socio-spatial. La poussée de l'urbanisation est telle que les indicateurs en usage au Nord s'avèrent, dans bien des cas, inopérants. La question urbaine se trouve en outre posée au Sud dans des termes politiques spécifiques.

### ***Diversité des Suds***

Les figures de l'urbanisation ne sont pas pour autant uniformes. Si certains pays du monde arabe et d'Asie se caractérisent par une histoire urbaine millénaire, la plupart des pays d'Afrique subsaharienne en sont dépourvus, le développement des grandes agglomérations actuelles étant contemporain de la colonisation et s'inscrivant donc en gros dans le siècle. L'opposition est par ailleurs très nette entre un modèle d'urbanisation concentrée (Afrique subsaharienne) et un modèle d'urbanisation diffuse (en Asie), l'Amérique latine occupant une position intermédiaire avec plus de 40 % des citadins dans la plus grande ville mais aussi 42 villes de plus de 500 000 habitants. Les moyennes continentales recouvrent elles-mêmes de fortes disparités.

L'Afrique subsaharienne se singularise enfin par des taux de croissance urbaine sans précédent dans l'histoire de l'humanité. De la fin des années 1950 à la fin des années 1980, alors qu'en Amérique latine et en Asie la croissance des plus grandes villes se ralentissait, celles d'Afrique voyaient leur population doubler tous les sept ans ! La tendance est généralement à la "décrue" depuis le début des années 1990 mais nombre de capitales – celles des pays sahéliens en particulier – maintiennent les rythmes antérieurs.

### ***Quels sont les ressorts de ce "déferlement" urbain ?***

Deux facteurs étroitement imbriqués semblent décisifs : la course à la "modernisation" et l'aggravation de la dépendance. L'hypothèse selon laquelle la crise économique mondiale constitue un frein à la croissance urbaine est en revanche difficile à vérifier.

Là où elle est engagée (c'est-à-dire à peu près partout sauf pour quelques populations d'Afrique subsaharienne), la "transition démographique" ne semble pas ralentir la croissance urbaine. La "pause démographique" annoncée en Afrique même ne devrait pas avoir d'effet urbain significatif au cours du prochain demi-siècle compte tenu de la jeunesse des populations citadines. On oppose à cet égard un mode d'urbanisation "mature", caractéristique de mégapoles qui vieillissent (certaines mégapoles latino-américaines rentrent désormais dans cette catégorie), et un mode d'urbanisation "en expansion" avec des mégapoles qui rajeunissent.

Nombre de villes du Sud ont cessé d'être des "*machines à transformer les paysans en citadins*", les observations les plus récentes établissant que les deux tiers au moins de la croissance urbaine sont d'origine interne. La composante naturelle de la croissance atteint même 90 % dans une agglomération comme Le Caire. En Afrique subsaharienne, la composante migratoire représente toujours plus de 50 % de la croissance dans la plupart des grandes villes. Le jeune âge de la plupart des migrants (la tranche 0-19 ans dépasse 40 % de la population urbaine totale) provoque toutefois une contribution plus que proportionnelle de cette catégorie à la croissance naturelle. En l'absence de soupapes comme celle des migrations intercontinentales observées au XIX<sup>e</sup> siècle à partir de l'Europe, l'exode rural a longtemps contribué directement à la croissance urbaine *in situ* dans la plupart des pays du Sud. La situation a beaucoup évolué, les migrations au long cours pouvant de nouveau être considérées comme un phénomène structurel. Cette mobilité à grand rayon s'organise en "territoires circulatoires" balisés par les grandes villes du Sud et du Nord ; il conviendrait, à cet égard d'approfondir les recherches sur les itinéraires conduisant les migrants ouest-africains vers l'Europe occidentale et vers l'Afrique du Sud. La progression impressionnante du nombre des réfugiés constitue enfin une caractéristique des années 1990. L'Afrique est à l'évidence le premier continent concerné par un afflux que nul ne maîtrise et qui vient grossir ces "établissements humains" de plusieurs dizaines (voire plusieurs centaines) de milliers d'habitants que sont les camps de réfugiés.

### ***Figures spatiales***

La ville se fait et se défait quotidiennement au rythme de dynamiques internes et de forces externes qui ont à affronter l'inertie de composantes produisant une sédimentation lente sur un site singulier : le parcellaire, le bâti, les réseaux. Lieux d'accumulation du fait technique, la ville se trouve aussi au centre physique de

l'accumulation économique ; la concentration urbaine provoque des économies d'échelle (regroupement des consommateurs et des fournisseurs, aptitude à susciter l'innovation technologique, etc.) l'emportant presque toujours sur les "déséconomies" nées du mauvais équipement et de la gestion déficiente.

Ce scénario idéal est passablement bousculé dans un modèle d'urbanisation en expansion de type africain ; il a été vérifié que la superficie des villes entrant dans ce modèle triplait lorsque leur population doublait. Dans ces villes "dévoreuses d'espace", les modèles géographiques classiques de croissance spatiale (tournant autour des variables de densité et de centralité) ne sont plus guère pertinents. L'analyse des ressorts de la croissance spatiale met certes en évidence la diversité des Suds : selon que l'on se trouve en Asie ou en Afrique, les modèles culturels privilégient des habitudes différentes de la densité. On relèvera en revanche deux facteurs unifiants poussant au gigantisme : les mécanismes spécifiques de production foncière et immobilière ; l'incapacité des autorités locales ou nationales à contrôler l'occupation du sol et à orienter la croissance. Indifférente aux contraintes de site, celle-ci génère des problèmes d'environnement insolubles et pose de graves problèmes d'équipement.

De ce dernier point de vue, les grandes villes des pays en développement peuvent être assimilées à des systèmes de carences. Le réseau de transport de masse en site propre – équipement structurant par excellence – n'existe pas ou ne suit pas l'expansion urbaine ; à l'échelle locale, les équipements polarisants que sont les écoles et les dispensaires font également défaut. L'environnement urbain est entraîné dans une spirale de dégradation que l'ingénierie urbaine ne peut plus stopper, non parce qu'elle ne dispose pas d'outils techniques adéquats, mais faute des moyens financiers et des dispositifs institutionnels nécessaires à la mise en œuvre de ces outils.

Les formules d'habitat social expérimentées en d'autres temps et en d'autres lieux sont impuissantes à satisfaire les besoins en logements du plus grand nombre. Entre 40 et 95 % des ménages n'ont pas accès aux logements produits par le secteur moderne, qu'il soit public ou privé. Les chiffres concernant Bombay montrent, qu'entre 1960 et 1980, la population urbaine a doublé mais que celle vivant dans les squats a été multipliée par dix, passant de 400 000 à 4 millions d'habitants. À Pikine, banlieue de Dakar au Sénégal, la part des zones irrégulières est passée de 33 % en 1960 à 64 % en 1993. Si, dans certains cas, la marchandise-sol entre dans une économie de spéculation comme dans certains pays d'Asie et d'Amérique latine, elle constitue dans d'autres cas, en Afrique par exemple, le support à des stratégies patrimoniales alimentant une simple économie de rente. Dans tous les cas, les revenus fonciers jouent comme amortisseur face aux crises de toutes natures.



### ***Recompositions sociales et innovation culturelle***

Les villes du Sud sont généralement représentées comme d'immenses concentrations de pauvreté. Des études menées en Amérique latine ont mis en évidence l'accélération effrayante de la paupérisation. Deux décennies d'ajustement structurel ont multiplié le nombre de ceux qui vivent au dessous du "seuil de pauvreté" tout en aggravant de manière insupportable les inégalités entre ceux qui sont *in* et ceux qui sont *out*.

Faute de pouvoir invoquer la responsabilité des États en matière de droits sociaux, la tendance est un peu partout à la "naturalisation" de la pauvreté (c'est comme ça, on n'y peut rien !) ou à sa criminalisation (pauvre = délinquant). L'ancrage en ville constituait généralement l'aboutissement de trajectoires d'urbanisation vécues sur plusieurs générations dans un cadre à la fois familial et communautaire. Aujourd'hui, les solidarités communautaires sont mises à mal et les "sorties de trajectoires" se multiplient ; il convient donc de s'interroger sur les recompositions profondes affectant les sociétés urbaines du Sud, sur l'absence de mécanismes efficaces de régulation alternatifs au "monde enchanté des solidarités", sur la montée de l'incivilité dans la vie quotidienne et enfin sur le fait que, dans nombre de grandes villes du Sud, ce qui est au cœur du débat social, c'est moins la pauvreté que la violence.

Ces agglomérations ne détiennent pas, loin s'en faut, le monopole de la violence, en particulier de ses formes extrêmes et organisées. Là, comme au Nord, la violence surgit en cas de perte durable d'inscription dans un réseau de sociabilité et s'exacerbe lorsque les exclus cessent d'appréhender des futurs possibles. Plus encore qu'au Nord pourtant s'installe la peur, l'intolérance et le refuge des "nantis" dans des "enclaves fortifiées" où la sécurité publique se trouve privatisée.

Pour les pauvres, comme pour les exclus, les représentations classiques (communautaristes ou nationales) ne rendent plus compte du rapport de l'individu au groupe. La rupture est nette, là aussi, entre l'appréhension effective des futurs possibles et les perspectives ouvertes naguère par le siècle des Lumières : le talent procure le travail, lui-même garant de la réussite individuelle. Dans les quartiers, se développent pourtant des expressions culturelles (pas moins de 300 groupes de rap à Dakar) qui concrétisent la quête d'identités collectives. Comment qualifier ce foisonnement culturel ? Les plus pessimistes considèrent qu'il s'agit de simples dérivatifs au mal d'être en ville ; d'autres pensent que, vivre la mégapole, c'est en même temps vivre le temps des quartiers et celui du monde (la marchandise mise en scène à travers la publicité, la musique, le sport, etc.). Plus qu'une appropriation des usages actuels de la ville, ces cultures urbaines s'apparentent à un refuge dans l'imaginaire, dans la quête d'une nouvelle "idée de ville".

## ***Politiques urbaines***

Lorsqu'elle n'est pas purement et simplement assimilée à la politique urbanistique, la politique urbaine se limite à une juxtaposition d'interventions sectorielles qui s'enchaînent de façon d'autant plus aléatoire que les financements proviennent majoritairement de sources extérieures. Les autorités locales n'ont établi qu'exceptionnellement une relation entre politique urbaine et politique de développement. Pire même, elles ont été amenées à pratiquer une sorte de "pilotage à vue", composant ici avec les chefs de terre, négociant là avec les porteurs d'eau ou les transporteurs informels. Face à ce type d'acteur qui ne connaît que des rationalités micro-économiques irréductibles à la logique bureaucratique, les pouvoirs publics s'abritent le plus souvent derrière l'adage bien connu : "ce mystère nous dépasse, feignons de l'organiser" ! C'est en vertu d'un tel adage que s'impose, dans le meilleur des cas, une "planification essentielle" (c'est-à-dire minimale) sur laquelle viendront, tant bien que mal, se caler les opérations négociées avec les bailleurs de fonds étrangers et avec les protagonistes des filières populaires. Vivant en quelque sorte sur des "réserves de tradition", États et municipalités ont certes favorisé le renforcement d'initiatives populaires parfois innovantes. Plus souvent, malheureusement, c'est à l'épanouissement des lobbies et du clientélisme que l'on a assisté sous couvert d'une idéologie passiste fondée sur la perspective d'un retour aux modes de vie "communautaires" sans hiérarchie ni conflit. Dans les interstices d'un espace public émietté, s'est insinué un processus alternatif à celui de l'urbanisme "rationnel", sur fond d'aggravation des inégalités et de l'exclusion.

## **Les questions essentielles**

Il est urgent d'approfondir la réflexion sur le changement de nature de la ville comme système socio-spatial, en particulier face à une double mutation caractéristique de cette fin de siècle :

- une rupture fondamentale entre ville et territoire plus encore caractéristique de la mégapole que le gigantisme urbain. La très grande ville n'organise plus son territoire ; elle n'est plus un transformateur puisant sa dynamique interne dans la production ;
- le fait que la réorganisation de la production et les métamorphoses du travail concourent à une nouvelle définition du territoire urbain. La relation forte industrialisation-urbanisation a vécu ; fondateur de la ville moderne (à travers l'articulation activité salariée/logement), le salariat s'avère non généralisable à l'échelle de la planète.

Les questions de l'irrégularité foncière et de la production informelle du logement sont donc essentielles, et l'échelle même à laquelle elles se posent remettent en cause la notion même de "légalité".

Pour réinventer une civilisation urbaine, les visions et les procédés d'hier et d'aujourd'hui ont montré leurs limites. Il s'agit certes des illusions du zonage espace/fonction de l'urbanisme classique mais aussi de l'ultralibéralisme générateur de dégâts urbains incommensurables. Face à la pauvreté de masse, à l'absence de régulations sociales et aux problèmes de sécurité publique, on se gardera tout autant des visions passéistes prêchant le retour pur et simple aux modes de vie "communautaires". La voie est donc étroite pour innover ; elle suppose en particulier que soit redécouvert le rapport nécessaire entre les contraintes spatiales et techniques d'une part, le destin social de l'ensemble urbain conçu d'autre part.

Jusqu'à une époque récente, il était à peu près admis que toutes les facettes des politiques urbaines relevaient des autorités municipales et nationales. Il se trouve que ces autorités sont aujourd'hui confrontées à une formidable réorganisation à l'échelle planétaire. Simultanément s'impose une relation directe entre le local et le mondial. Cette "nouvelle donne" remet en cause les États obligeant du même coup à repenser les politiques urbaines, leurs desseins comme leurs instruments. On peut s'interroger enfin, pour un pays donné, sur l'absence de coordination entre interventions des coopérations bilatérales, entre interventions bi et multilatérales et entre coopération publique et coopérations décentralisées.

## **Les positions politiques de la France**

### ***Vertus et limites de l'aide-projet appliquée à l'urbain***

La doctrine urbanistique française s'est construite à la fin de la période coloniale comme *corpus* cohérent de principes et d'outils. Le discrédit de l'urbanisme de plan a favorisé l'éclosion d'un urbanisme de projet privilégiant la fonction d'encadrement au détriment des fonctions de planification et de régulation. L'opération d'urbanisme est une opération définie du point de vue de son objet, de son périmètre, de ses procédures et de ses financements (opérations de lotissement, de réhabilitation, de régularisation, etc.). Les opérations d'urbanisme se prêtent merveilleusement à l'élaboration de projets "bancables" très appréciés par la coopération internationale et entrent dans la conception française de "l'aide-projet". Elles peuvent être assemblées en une sorte de canevas grossier tenant lieu de plan d'urbanisme. En cherchant la constitution de dossiers économiquement rentables, l'opération d'urbanisme favorise inéluctablement les groupes sociaux solvables. Le "projet urbain" ne peut guère être identifié à une forme globale de la ville. Ce que l'on traite, ce sont des morceaux de villes. La logique de projet introduit un modèle

de "gouvernabilité" consistant à inscrire les individus dans une forme de lien social fragmentée et enfermée dans des limites temporelles très restreintes. On n'est plus en mesure, dans le cadre de ce type de "projets", de produire de manière continue les données entrant dans la confection d'indicateurs urbains. L'urbanisme de projet permet enfin de travestir, presque subrepticement, les enjeux politiques en enjeux purement techniques. D'aucuns se demandent s'il n'a pas été au fond une idéologie pour croissance ralentie.

### *Coopération urbaine ou "développement institutionnel"*

Progressivement s'affine un nouveau paradigme consistant dans la transformation des institutions autochtones, de telle sorte qu'elles deviennent compatibles avec les demandes d'une économie de marché. La coopération urbaine semble s'orienter exclusivement vers les tâches d'organisation des flux de capitaux, la facilitation des opérations d'investissement. Certains parleront même de "radicalisation institutionnelle" dans la mesure où les bailleurs de fonds considèrent désormais que la transformation en profondeur des institutions doit précéder leur renforcement ; l'État est appelé à déléguer les responsabilités aux autorités locales, lesquelles doivent à leur tour promouvoir le "sens communautaire" (*self reliance*). Reste la face cachée de la "ville ajustée" : comment atteindre l'objectif d'efficacité économique sans assurer coûte que coûte, y compris par des moyens répressifs plus ou moins sophistiqués, la sécurité et l'ordre publics. La *good governance* ne va pas sans *good order*. Ce nouveau paradigme urbain apparaît bien au début des années 1990 comme une "marque déposée" par la Banque mondiale dont le poids dans la coopération urbaine internationale est devenu quasi hégémonique.

L'ajustement structurel ayant échoué à "rationaliser" les administrations centrales, les bailleurs de fonds imposent la décentralisation comme projet alternatif. Or de nombreuses études conduisent à s'interroger sur le fait que les réformes de décentralisations ont entraîné un renouveau des pratiques clientélistes. En multipliant les niveaux de décentralisation et en basculant à ces niveaux un nombre inconsidéré de compétences d'ordre administratif, social, économique et technique, on a contraint les collectivités locales à assumer des responsabilités qu'elles ne sont pas en mesure de maîtriser, en particulier faute d'un réel transfert des ressources. La déconcentration administrative a rarement été conçue comme une étape indispensable sur la voie d'une authentique décentralisation. La coopération internationale refuse enfin d'admettre que les gains financiers et économiques de la décentralisation ne peuvent être attendus qu'à moyen-long terme. Elle veut ignorer le plus souvent les coûts que représente à court terme une telle réforme et parvient rarement à trancher entre les différentes formules de transfert imposées aux pays-cibles : transfert de fiscalité, dotation globale, contrepartie sur les financements extérieurs de projets...

### ***Une même trousse à outils pour deux grands programmes internationaux***

Le Programme de gestion urbaine (PGU) démarre en 1986 et porte sur une période de dix ans. Reconduit lors de la Conférence Habitat II (1996), il est exécuté par la Banque mondiale et par la Commission des Nations unies pour les établissements humains (CNUEH) siégeant à Nairobi ; un certain nombre de coopérations bilatérales (Danemark, France, Allemagne, Pays-Bas, Suède, Suisse, Royaume-Uni, États-Unis, Canada) appuient ce programme dont l'ambition est d'améliorer la gestion foncière et la gestion des infrastructures, de rendre plus efficaces les finances locales et d'améliorer l'administration municipale, et enfin de promouvoir la sauvegarde de l'environnement urbain.

Certains outils mis en œuvre dans les programmes nationaux ont vocation à s'appliquer universellement : le cadastre et l'adressage.

### ***De "l'urbanisme local" au "programme de développement municipal" : un projet français à prétention contre-hégémonique ?***

À l'instar de ce que tente la Banque mondiale, "l'urbanisme local" veut développer les institutions municipales et contractualiser les "services publics urbains marchands". Plus que l'objectif, c'est la "manière française" qui est nouvelle. Les "projets de quartiers" sont mis en œuvre là où existe une dynamique réelle des groupes de base traduite par l'existence d'associations ou de comités de quartiers. Du côté français, les opérateurs sont également des associations de solidarité supposées mettre en cohérence des choix techniques partiels opérés dans le cadre de programmes à court terme (taille des parcelles, nombre et disposition des bornes-fontaines, etc.) et des objectifs politiques globaux. Cette fonction de régulation, assimilée à de la "maîtrise d'œuvre sociale", passe par la définition de procédures de négociation et l'intervention de médiateurs ; on cherche de la sorte à passer du "développement social urbain" à une gestion urbaine du problème social et politique.

L'ambition de ces programmes est immense mais on peut se demander si, au nom d'une cohérence purement technique, ne se trouve pas engagée une sorte de fuite en avant dans l'ingérence politique. Ne faut-il pas, en outre, se garder d'attendre trop d'une évolution où l'on passerait d'une politique urbaine du Tout-État à celle du Tout-Quartier, du Tout-Technique au Tout-Institutionnel, d'une vision de la ville Tout-Économique à une vision Tout-Social. Un tel mouvement risquerait de faire porter sur la collectivité locale, devenue le régulateur-miracle, tout le poids de l'indispensable fonction d'intermédiation.

S'agissant des services urbains, enfin, la France a défendu, lors de la Conférence Habitat II, un modèle de financement et de régulation réputé adaptable à des contextes variés. À l'occasion des opérations de privatisation des grands

services dans les grandes villes du Sud, la promotion de partenariats privé/public de nature contractuelle accompagne généralement la candidature des grandes entreprises françaises du secteur. Dans le cas de l'Afrique subsaharienne francophone, des esprits malveillants ont rapproché l'offensive de ces entreprises de la dévaluation du franc CFA qui a eu pour effet de dévaloriser brutalement les actifs des sociétés convoitées.

## Conclusion

Toute forme d'intervention externe dans et sur les villes du Sud n'est pas nécessairement liée à une logique de retour sur investissement. Une logique "réparatrice" de lutte contre la pauvreté commande aujourd'hui les coopérations bi et multilatérales et trouve ses applications principales dans le champ urbain. On a montré la montée inquiétante de la pauvreté urbaine au cours des dernières décennies, mais plus préoccupants encore sont les phénomènes d'enrichissement et l'approfondissement des inégalités dont la ville est le théâtre par excellence. Les réponses répressives ne suffiront pas à juguler les effets de ces évolutions sociales à haut risque.

La ville sera, nous dit-on, le facteur majeur de développement à condition qu'elle soit bien gérée. Les réformes institutionnelles, l'attention portée à la *capacity building* accompagnent des tentatives de construction municipale à l'articulation entre démocratie et marché. Prié de se comporter en *city manager*, le maire est sommé de s'adonner à la démocratie participative. La bonne gouvernance n'est pas exempte de contradictions. N'est-elle pas, dans la plupart des cas, le cache-misère d'un sous-équipement urbain dramatique dont les hypothétiques solutions sont désormais renvoyées au secteur privé ? Le retard considérable pris au cours des deux dernières décennies par l'investissement public de fonction locale obère les entreprises de construction municipale et contribue à rendre ingérables la plupart des grandes métropoles du Sud.

Les nouvelles figures de l'urbain qui se profilent dans cette partie du monde peuvent aider à la reformulation de certaines stratégies mises en œuvre au Nord dans le cadre des "politiques de la ville". Encore faut-il se méfier des fausses transgressions d'une coupure Nord/Sud moins obsolète qu'on peut le penser. Il convient aussi de se donner les moyens de bien comprendre le phénomène de "mégapolisation" et d'organiser, à cette fin, une véritable veille scientifique en partenariat avec nos collègues chercheurs d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> L'appel d'offres de recherche 2000-2002, lancé sur fonds français par le CODESRIA et par l'IRD, va tout à fait dans ce sens sur le terrain africain.

***Pour en savoir plus***

Collectif, 1998. – "Gouvernances", *Les Annales de la Recherche Urbaine*, 80-81, Paris, PUCA.

LE BRIS É. (éd.), 1996. – *Villes du Sud. Sur la route d'Istanbul...* – Paris, ORSTOM.

LE PAPE M., 1997. – *L'énergie sociale à Abidjan. Économie politique de la ville en Afrique noire, 1930-1995*. – Paris, Karthala.

MARIE A. (éd.), 1997. – *L'Afrique des individus*. – Paris, Karthala.

OSMONT A., 1995. – *La Banque mondiale et les villes. Du développement à l'ajustement*. – Paris, Karthala.

PAQUOT T. (éd.), 1996. – *Le monde des villes, panorama urbain de la planète*. – Paris, Éditions Complexe.

SACHS I. (éd.), 1996. – *Quelles villes pour quel développement ?*. – Paris, PUF, Nouvelle encyclopédie.

SASSEN S., 1996. – *La ville globale, New York, Londres, Tokyo*. – Paris, Descartes et Cie.





## CHAPITRE 4

---

# LES MIGRATIONS INTERNATIONALES

**Hervé DOMENACH**

*Directeur de recherche à l'Institut de recherche pour le développement (IRD)  
Chercheur au Laboratoire Population-Environnement (LPE)*

### **Migration *versus* mobilité : quelles mesures ?**

Quelle est la nature de la migration moderne ? Les changements de mode de vie, la mondialisation de l'information et de la communication, les écarts de richesse, le désenclavement des régions et des nations grâce au développement des moyens de transports, les perturbations environnementales sont autant de facteurs d'une dynamique migratoire nouvelle.

L'intensification des dynamiques de mobilité et de migration modifie considérablement les modes de production et de consommation, et donc les sociétés et les cultures. Le processus est évidemment interactif, les conséquences devenant les causes de chaque nouvelle phase et réciproquement. La modernité occidentale déporte les actifs au gré de la mobilité professionnelle et déracine les individus selon la nouvelle donne de l'atomisation des structures sociales, tandis que l'internationalisation du capital entrepreneurial et l'uniformisation progressive des médias standardisent les modes de consommation et favorisent l'expansion d'une culture économique universelle.

Concernant les flux, les données résultent le plus souvent de la mesure du nombre global de déplacements effectués, pendant une période de référence donnée, entre une zone d'origine et une zone de destination préalablement définies. La migration nette, qui exprime le solde entre les entrées et les sorties, ne renseigne pas sur les processus migratoires et ne décrit pas l'intensité réelle des flux puisque la somme des migrants ne recouvre pas la somme des "événements-migration", contribuant à créer ainsi une confusion entre les diverses situations migratoires.

Concernant les stocks, c'est-à-dire en fait la somme des individus immigrés durablement installés, ou réciproquement le prélèvement démo-migratoire pour les pays d'origine, la définition de la migration obéit toujours aux mêmes critères de résidence et de durée, obtenus à partir des recensements ou des registres de population ou d'une combinaison des deux (cas de l'Allemagne ou de la Belgique par exemple). Trois paramètres fondamentaux d'appréciation des "stocks migratoires" restent ainsi préoccupants parce qu'on ignore comment les appréhender avec précision, alors même que leur importance augmente fortement :

- a) on ne sait toujours pas comment appréhender la migration clandestine autrement que par les soldes différentiels d'effectifs globaux, tandis que se multiplient les corrélations de plus en plus fines concernant les migrants légaux ;
- b) on ne maîtrise pas le traitement quantitatif des situations résultant des brassages de migrants, entre eux ou avec les populations d'accueil. Il en résulte tantôt la perte d'identification statistique des générations descendantes (enfants d'unions mixtes) si l'on ne crée pas des normes catégorielles en conséquence, tantôt le classement par défaut qui conduit à amalgamer des situations incertaines ;
- c) on ne sait pas encore comment observer les "populations flottantes" qui se développent à travers les "espaces transfrontaliers", les multi-résidences, le renouvellement permanent de populations touristiques dans les mêmes lieux d'accueil, etc., qui relèvent de l'accroissement de la mobilité humaine en général.

Sachant qu'on ne pourra jamais dissocier la migration du mode de mesure utilisé, une contribution politique intéressante consisterait à proposer une nouvelle formulation des critères de la mesure à partir de concepts actualisés.

## **La croissance des migrations internationales et leurs causes**

Les statistiques officielles des Nations unies concernant les migrations internationales (environ 150 millions de migrants en 1995, soit 2,5 % des 6 milliards d'habitants de la planète) sous-estiment les chiffres réels car elles font référence à une définition restrictive de la migration, fondée sur les changements légaux de résidence dont on considère généralement qu'ils sont liés à des opportunités de travail. Or, la mécanisation agricole, les techniques de production modernes et sophistiquées, les moyens de communication instantanés, les transports rapides à des coûts réduits ont modifié l'organisation traditionnelle du travail en fonction des nouvelles normes de la productivité économique : les exigences de rendements accrus ont diminué les effectifs nécessaires de la main-d'œuvre permanente et par conséquent les processus migratoires, leur durée, leur réversibilité, etc.

Cette (dé)régulation économique est la cause majeure d'importants mouvements contemporains de population, et la mobilité professionnelle qui va croissante, tout au moins dans les pays industrialisés, est source d'une dynamique migratoire nouvelle, qui est usuellement appréhendée à travers la hiérarchie des espaces économiques d'une part, et les diverses analyses coût-bénéfice de la migration d'autre part. Mais au-delà du dénombrement des migrants et de l'analyse coût-bénéfice pour les États, tant récepteurs qu'émetteurs, les migrations modernes entraînent un volume d'échanges socio-économiques considérable : forte urbanisation, standardisation des modes de consommation, apparition d'une culture universelle, internationalisation du capital, etc. En retour, les États sont à la recherche de nouvelles politiques migratoires, soit pour se protéger, soit pour tirer profit de flux de main-d'œuvre à bon marché pour les pays récepteurs, ou des envois de fonds pour les pays d'origine.

L'aggravation des déséquilibres Nord-Sud et la progression des moyens de communication vont très probablement accentuer fortement le développement des flux migratoires, mais dans des proportions très différentes de celles des stocks de population immigrée de longue durée. La distinction entre les migrations internes et internationales, entre la mobilité et les migrations, entre les migrations légales et les migrations clandestines, entre les migrations de main-d'œuvre et les autres formes de migration n'en deviendra ainsi que plus incertaine.

## **Les conséquences sur les pays d'origine et d'accueil**

### *Les conséquences pour les pays d'origine*

On a longtemps considéré que les transferts de devises des émigrés étaient une source de richesses supplémentaire pour le pays d'origine, dans la mesure où ils contribuaient à l'équilibre de la balance des paiements. En réalité, ces fonds sont rarement consacrés à des investissements profitables au développement ; de fait, les investissements des émigrés dans leur pays d'origine ne sont pas directement productifs, leur préoccupation principale étant plutôt le logement et le bien-être de leur famille. De plus, les pays d'origine ne disposent pas toujours, loin s'en faut, de garanties sûres de valorisation des investissements, et n'offrent que rarement des avantages spécifiques pour les investissements de leurs ressortissants émigrés, voire même privilégient les investisseurs étrangers. Certains pays paraissent cependant avoir compris tout le bénéfice qu'ils pourraient retirer de la dynamique d'échange que peuvent susciter leurs ressortissants émigrés, et pris conscience des potentialités que représentent à la fois les enjeux financiers et le capital humain "interactif", c'est-à-dire les émigrés capables d'assurer des liens commerciaux durables entre deux nations, dont ils possèdent souvent chacune des deux cultures ; tel est le cas du Maroc, de l'Égypte ou du Portugal par exemple.

Il est bien difficile de définir la contribution de la main-d'œuvre émigrée à la croissance économique des pays d'origine ; si l'on considère les envois de fonds des travailleurs qui résident à l'étranger, les données internationales indiquent qu'en 1990, 37 milliards de dollars d'envois nets ont été effectués, qu'il convient de rapporter aux 54 milliards qu'a atteint la même année l'aide officielle au développement, même s'il est évident qu'on ne peut appréhender que les envois réalisés selon les procédures officielles.

À l'inverse, l'émigration d'une partie des forces vives du pays n'est pas sans conséquences. En effet, ils appartiennent en majorité au sexe mâle et à des groupes d'âge plutôt jeunes et donc reproductifs, dont la capacité de travail est élevée ; même dans les cas de surpopulation relative, cela constitue un facteur de rupture des équilibres socio-démographiques et des systèmes de production traditionnels, qui mérite d'être considéré.

Enfin, le cas des émigrants éduqués est encore plus préoccupant et pose le problème de la "fuite des cerveaux", issus de catégories socio-professionnelles favorisées et formées, dont l'absence affecte la dynamique d'entraînement qui concoure directement au développement du pays d'origine.

### *Les conséquences pour le pays d'accueil*

Quelle est la contribution de la main-d'œuvre immigrée à la croissance économique des "pays récepteurs" ? D'une manière générale, la littérature scientifique sur cette question conclut à une incidence globalement positive sur le produit national brut. Analysée tantôt comme un frein à la modernisation technologique, tantôt comme un paramètre de profit supplémentaire pour les entreprises, cette main-d'œuvre étrangère a en outre des caractéristiques complémentaires non négligeables : flexibilité, facteur d'offre de travail illimitée et donc de pression à la baisse sur les salaires, amortissement des fluctuations conjoncturelles de la production et donc de la demande de travail, productivité accrue (au moins à court terme).

À l'inverse, se pose évidemment la question de savoir quel est le poids budgétaire de la main-d'œuvre immigrée pour le pays d'accueil ? La réponse n'est pas évidente, car les immigrants, plus vulnérables que les nationaux, sont davantage exposés au risque de la pauvreté et de l'emploi précaire, et constituent de ce fait un coût potentiel supplémentaire pour toutes les garanties sociales que peuvent fournir le pays d'accueil. Les indicateurs retenus pour la mesure du coût social de l'immigration sont, d'une part, les prestations de transfert (allocations socio-familiales diverses et indemnités de chômage) et, d'autre part, les coûts supplémentaires liés à l'augmentation de population en matière de formation : éducation, transports publics, sécurité publique, protection de l'environnement. En contrepartie, il faudrait pouvoir inscrire toutes les recettes perçues par l'État pour

tenter d'établir une balance comptable qui, en tout état de cause, ne prend pas en considération tous les avantages et inconvénients indirects.

## Les politiques de régulation des flux

Concernant les pays récepteurs, il faut distinguer les préoccupations structurelles et conjoncturelles. En phase de croissance économique, les gouvernements ont tendance à favoriser la paix sociale et donc l'insertion socio-administrative des migrants, ainsi que leur intégration culturelle ; tel a été le cas des immigrés haïtiens au Québec par exemple. Inversement, dans les phases de récession, la tendance est protectionniste et les gouvernements cherchent à déterminer un "nombre opportun" d'immigrés en fonction de considérations démographiques, d'impératifs économiques et éventuellement "d'obligations" internationales. Les migrants sont alors plus ou moins confrontés à des difficultés diverses émanant des institutions : cartes de séjour, visas, arrêt des regroupements familiaux, etc. Les clandestins et les travailleurs saisonniers, largement tolérés sinon recherchés en situation d'expansion économique, se retrouvent dans une situation beaucoup plus fragile. Il n'y a pas de juste arbitrage entre les exigences du libéralisme économique en termes de flexibilité de la main-d'œuvre et la recherche d'une intégration des immigrés et la lutte contre le statut clandestin.

En fait, par delà les analyses de rentabilité économique, ce ne sont plus nécessairement les politiques migratoires gouvernementales qui déterminent les flux. Progressivement, le poids des communautés, des diasporas, des réseaux, etc. oblige nombre de gouvernements à composer et adapter leur politique et leur législation. Ainsi, l'influence de la communauté cubaine aux États-Unis limite considérablement la marge de manœuvre gouvernementale des deux pays, ou bien encore la mise en place politico-économique de l'*Asean market* doit beaucoup à l'émergence d'un système migratoire "Asie-Pacifique", lui-même issu des nombreux mouvements de réfugiés et du dynamisme de ses diasporas (chinoise, vietnamienne).

La force des réseaux migratoires et des diasporas s'accroît au fil des générations issues de l'immigration. C'est ce qui explique que la marge de manœuvre des institutions européennes ou nord-américaines vis-à-vis des communautés immigrées et de leurs réseaux se soit considérablement amenuisée depuis la décennie 1980.

Concernant les pays "émetteurs", les rares politiques existantes visent essentiellement à favoriser les envois de fonds de leurs ressortissants émigrés et à les orienter, sans grand succès, vers le secteur productif. La plupart n'ont pas les moyens de retenir leurs élites et c'est certainement un problème que les pays

dominants, dont fait partie la France, pourraient aider à résoudre à peu de frais tout en dynamisant une coopération interactive.

Les tendances actuelles, dans lesquelles s'inscrit la France, sont tournées vers des politiques concertées, dites de "co-développement", avec les pays partenaires qui permettraient à la fois de faciliter une certaine mobilité des personnes, d'éviter les mécanismes rigides d'exclusion et de favoriser les situations d'échange économique. Que pèseront-elles à l'aune de la hiérarchie des espaces économiques et donc des dynamiques d'attraction de main-d'œuvre ? Probablement pas grand-chose à court terme mais elles vont probablement dans le bon sens, puisqu'une régulation harmonieuse passe certainement plus par la maîtrise globale des processus migratoires que par l'arbitrage sur un mode exclusif et policier en aval. On peut se poser la question de savoir si, plutôt qu'un large catalogue de mesures diverses, il ne serait pas préférable de privilégier quelques mesures modestes mais dont on assurerait très concrètement le résultat dans une première phase, afin d'offrir aux migrants des garanties fermes à moyen terme.

Enfin, les flux de migrants liés à la formation et la fuite des cerveaux méritent une attention particulière en raison de l'impact à long terme des choix politiques. De ce point de vue, la France ayant longtemps bénéficié d'une situation favorable en raison de son histoire coloniale, n'a pas actuellement de politique engagée "d'attraction-valorisation" et n'est plus vraiment compétitive. Le gouvernement semble s'en préoccuper mais il y a beaucoup à faire et notamment en direction de pays partenaires non-francophones, afin d'équilibrer les filières et les réseaux d'échanges multiformes, qui sont précisément les supports du partenariat que tout le monde politique déclare souhaiter.

## **La question des réfugiés**

La Convention de Genève qui a consacré le droit d'asile et concernait surtout les réfugiés politiques ne correspond plus très bien aux exigences du nouvel ordre économique mondial. Comment définir un authentique réfugié politique, et comment le distinguer d'un réfugié économique ou d'un migrant clandestin ? On estime entre 15 et 18 millions le nombre de réfugiés dans le monde et probablement encore plus de "personnes déplacées". Contrairement à une idée reçue, la grande majorité d'entre eux sont hébergés dans les pays les plus pauvres, ce qui pose directement la question du rôle de la communauté internationale en la matière et notamment du Haut Commissariat aux réfugiés (HCR).

Or, la France s'est retirée du HCR en 1996 au motif que les consultations faisaient double emploi avec les actions menées dans le cadre de l'Union européenne, ce qui est en partie vrai mais la marginalise beaucoup puisque l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, l'Italie, les Pays-Bas,

le Portugal, le Royaume-Uni et la Suède font partie du réseau informel constitué par les quinze plus importants bailleurs de fonds du HCR.

L'Union européenne cherche le moyen de "modifier, compléter ou remplacer" la Convention de Genève pour être moins dépendante de la dérive du droit d'asile et suggère de mettre en place un système de cercles concentriques à plusieurs niveaux : l'espace *Schengen*, les pays candidats à l'adhésion à l'Union, les pays de l'ancienne Union soviétique, la Turquie et l'Afrique du Nord, etc. Dans ces conditions, le risque est grand de développer ainsi une mobilité humaine croissante, mais à l'intérieur de nouveaux espaces transnationaux (marchés communs, pays du Nord...) fortement cloisonnés selon les niveaux de richesses atteints.

### **Conclusion : plus d'interrogations que de réponses !**

Ainsi, les enjeux contemporains concernent autant les stocks et les flux migratoires proprement dits, que les effets de la mobilité, la reproduction des sociétés d'origine et des communautés immigrées, leur implantation, leur mode d'intégration... La gestion socio-politique des migrants devient aussi importante que leur gestion économique, et la rentabilité conjoncturelle des flux de migration clandestine (flexibilité de la main-d'œuvre et ajustement de l'offre et de la demande de travail par le bas) a désormais un prix politique et sociétal, tant pour les sociétés de départ que pour celles d'accueil.

On ne saurait trop insister sur l'importance de ces multiples enjeux à terme qui résulteront d'une part de l'accroissement brutal de la mobilité humaine sous toutes ses formes, et d'autre part des processus migratoires modernes qui impliquent de fortes dynamiques de réseaux.

C'est pourquoi, par delà les études classiques de contribution des migrations de main-d'œuvre à la croissance économique, il est de plus en plus nécessaire de développer des réflexions articulées autour de corrélations entre les phénomènes migratoires et le développement durable, la transformation des espaces ruraux, l'identité culturelle et religieuse, les réseaux, les nationalités, les minorités ethniques, etc. En somme, le temps semble ainsi venu de plaider en faveur d'une réflexion globale sur la migration, c'est-à-dire littéralement d'une "migratologie", qui permette d'appréhender la modernité migratoire selon les mutations sociétales en cours dans les pays impliqués.

***Pour en savoir plus***

DOMENACH H., 1996. – "De la migratologie", *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 12, n° 2, p. 73-86.

DOMENACH H. et PICOUËT M., 1995. – *Les migrations*. – Paris, PUF, 128 p. (Que sais-je ?, n° 224).

MARMORA L., 1998. – *Las políticas migratorias*. – OIM/Alianza Editorial, 441 p.

OCDE, 1994. – *Migrations internationales et développement*. – 344 p.

ONU, 1998. – *World Population Monitoring, International migration and development*. – ST/ESA/SER.A/169, 204 p.

ZLOTNIK H., 1993. – "International migration: causes and effects", in : *Beyond the numbers*, p. 359-377. – Island Press, Éditions Mazur.

*Revue :*        *Hommes et migrations.*  
                  *Revue européenne des migrations internationales (REMI).*  
                  *International Migration Review (IMR).*  
                  *Asian Migrant.*



## CHAPITRE 5

---

# BAISSE DE LA FÉCONDITÉ, DÉVELOPPEMENT HUMAIN ET POLITIQUES DE POPULATION

**Maria-Eugenia COSIO-ZAVALA**

*Professeur à l'Université de Paris X-Nanterre*

*Directrice du Centre de recherche et de documentation sur l'Amérique latine  
(CREDAL)*

À la fin des années 1990, de nombreux pays d'Asie, d'Afrique du Nord et d'Amérique latine ont déjà considérablement réduit leur niveau de fécondité. La transition de la fécondité a débuté dès le milieu des années 1960, précédée par une baisse rapide de la mortalité, mais à des rythmes différents suivant le niveau de développement socio-économique des pays et des catégories sociales. On observe nettement deux modèles de transition démographique dans les pays en développement : un modèle équivalent à celui des sociétés les plus développées, dans les couches sociales privilégiées et rapidement modernisées, où l'amélioration des conditions économiques et sociales a provoqué des modifications radicales des comportements démographiques ; puis, un second modèle qui a principalement concerné les couches sociales défavorisées, ayant gardé la plupart des attitudes démographiques traditionnelles, mais où la fécondité a baissé sous l'influence d'un malthusianisme induit par des conditions de vie précaires et une offre abondante de moyens contraceptifs. Si, dans ce second modèle, il est difficile de parler de transition démographique complète car la fécondité reste plus élevée, on assiste tout de même à un changement important des comportements reproductifs, notamment par l'utilisation courante de moyens modernes de contraception au cours de la vie féconde.

L'offre de moyens contraceptifs est plus ou moins développée selon les cas<sup>1</sup>. Ainsi, dans les pays latino-américains et asiatiques, des programmes de planification familiale existent depuis une trentaine d'années, encouragés par une attitude favorable des gouvernements, malgré l'opposition de principe de l'Église catholique, qui a une forte influence notamment en Amérique latine. Dans de très nombreux pays, des politiques de population ont été mises en place, traduisant une volonté d'intervenir directement pour orienter et infléchir les tendances démographiques. Des programmes les plus vastes et coercitifs, comme ceux appliqués en Chine, aux plus récents en cours d'implantation, comme en Afrique subsaharienne, l'accès à la contraception se développe partout, parallèlement à une demande de moyens de limitation des naissances de plus en plus universelle. Mais la qualité des programmes et leurs performances sont très différentes selon les pays et même en leur sein, entre zones urbaines et zones rurales, entre régions plus ou moins développées. Les inégalités dans l'accès à la contraception demeurent donc importantes.

Une longue discussion théorique a opposé, depuis la Conférence mondiale des Nations unies sur la population de Bucarest en 1974, les tenants de la transition démographique sous l'effet du développement économique et social : "la meilleure pilule est le développement", et les partisans d'une intervention politique décidée pour accélérer les changements de la fécondité. Or, ces deux positions extrêmes sont beaucoup trop réductrices. De nombreuses études de cas montrent que les changements démographiques ne peuvent être compris indépendamment des sociétés dans lesquelles ils se produisent et elles soulignent l'importance des différentes dimensions, qu'elles soient économiques, sociales, politiques, sanitaires, culturelles, religieuses, ethniques, scolaires, de genre, institutionnelles, communautaires, etc. Le cadre d'analyse doit comprendre toutes les variables déterminantes en interaction avec la formation des couples et la descendance dans les unions, et donc avec le niveau et les tendances de la fécondité. Or, ces variables vont dépendre à la fois du niveau de développement humain et des politiques de population, ces deux aspects étant à la fois essentiels et étroitement liés.

## **L'effet des changements sociaux et économiques**

Dans les régions en développement, la fécondité est d'autant plus basse que le niveau de développement économique et social est élevé. En classant par exemple les pays selon l'indice de développement humain (IDH), on observe non seulement que les indices synthétiques de fécondité (ISF) sont inversement proportionnels aux IDH mais également que la baisse de la fécondité (mesurée par le rythme de

---

<sup>1</sup> On pourra consulter dans le tableau 1 p. 90, les taux de recours à la contraception et de besoins non satisfaits, ainsi que les indices synthétiques de fécondité, selon les grandes régions du monde en développement.

diminution des ISF) est plus rapide au fur et à mesure que le niveau de développement s'élève<sup>2</sup>. Ceci semble donc vérifier un des principes de base de la théorie classique de la transition démographique, selon lequel le développement économique et social explique les réductions de la fécondité, via la modernisation des sociétés.

En Asie, en Afrique du Nord et en Amérique latine, depuis deux ou trois décennies, à la suite de la baisse de la mortalité, et avec plus ou moins de retard, la transition de la fécondité a commencé dans les groupes sociaux ayant le plus bénéficié de la croissance économique et du développement social, sous l'influence de profondes modifications dans les structures familiales, l'urbanisation, la scolarisation, le marché du travail, la condition féminine. La limitation des naissances, rendue possible par "la seconde révolution contraceptive" des années 1965<sup>3</sup>, s'est diffusée dans les couches sociales privilégiées et rapidement modernisées, avec les méthodes modernes de contraception (surtout la pilule) et souvent aussi le recours à l'avortement, fréquent dans les grandes villes, malgré les interdictions et les dangers pour la santé des femmes.

Plus récemment, les pays africains au sud du Sahara se sont également engagés dans la voie d'une baisse de la fécondité des groupes sociaux les plus avancés. La réduction de la taille des familles a commencé dans les grandes villes et chez les femmes scolarisées, parallèlement à une attitude plus moderne des couples face à la reproduction, à l'essor de l'éducation et de l'emploi des femmes, et aux changements culturels. Elle est généralement associée à un retard de l'entrée en vie féconde des femmes ayant fréquenté au moins les écoles secondaires et exerçant des professions intermédiaires et supérieures.

Ce modèle de transition démographique, qui repose sur des changements d'attitude vis-à-vis de la reproduction, est donc semblable à celui des pays qui se sont développés et modernisés en premier (Europe, Amérique du Nord) mais il ne concerne dans un premier temps qu'une faible partie de la population des pays en développement. Il y a aussi d'autres différences, comme le décalage de plus de 100 ans entre les dates de début de chacune des deux transitions démographiques et la rapidité des transitions asiatiques et latino-américaines par rapport à l'européenne.

En Asie, on observe presque partout ce modèle d'évolution, comme en Thaïlande, aux Philippines, en Indonésie, au Sri Lanka, en Inde, en Chine, la fécondité ayant commencé à baisser dans les groupes sociaux les plus urbains et les plus éduqués. En Chine, cette baisse est antérieure à la politique de l'enfant unique, qui a plutôt suivi que précédé la baisse de la fécondité dans de grandes villes, comme Shanghai et Beijing. Au Pakistan, où la fécondité est restée élevée avec 5 à 6 enfants par femme en 1994-1995, les femmes sans scolarisation ont mis au monde 7,1 enfants en moyenne et se sont mariées à 16,9 ans alors que celles ayant suivi au

<sup>2</sup> BONGAARTS J. and COTTS WATKINS S., 1996. – "Social interactions and contemporary fertility transitions", *Population and Development Review*, vol. 22, n° 4, p. 639-682.

<sup>3</sup> LERIDON H., 1987. – *La seconde révolution contraceptive*. – Paris, PUF/INED, 378 p.

moins des études secondaires se sont mariées à 19,9 ans et ont eu 4,3 enfants<sup>4</sup>. Partout nous retrouvons cette association entre retard de l'âge à la première union et limitation des naissances d'une part et meilleure situation socio-économique d'autre part.

En Amérique latine en général, et au Mexique en particulier, on peut observer certaines particularités des transitions<sup>5</sup>. Tout d'abord, la baisse de la fécondité a suivi la modernisation des économies et des sociétés dans la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, parallèlement à la mise en place de politiques de santé publique, dans un contexte de croissance économique, de développement social et de paix civile, car les projets des gouvernements latino-américains accordaient une place centrale à la santé et à l'éducation. Les infrastructures furent concentrées, dans un premier temps, en priorité dans les grandes villes, qui se virent dotées des équipements les plus modernes pour l'hygiène (réseaux d'eau et collecteurs d'égouts) et la santé (construction d'hôpitaux) alors que les grandes masses paysannes étaient souvent laissées en marge. Il faut souligner le rôle essentiel de la médecine moderne et d'une politique de médicalisation de la santé de la reproduction, l'efficacité et le coût relativement modique des grands programmes de santé publique ayant permis de réduire rapidement à la fois la mortalité et la fécondité. Cependant, une politique sanitaire seule n'est en aucun cas suffisante. Ainsi au Mexique, la campagne vigoureuse de planification familiale a été moins efficace en zone rurale, car les femmes ne recouraient aux contraceptifs (généralement à la stérilisation) qu'après de nombreuses naissances et entraient tout aussi précocement en vie féconde, faute d'autres alternatives sociales, scolaires ou professionnelles. Les politiques uniquement médicales ont aussi des limites évidentes, comme au Salvador, où beaucoup de stérilisations (52 % des utilisatrices de méthodes en 1990) n'équivaut pas à une faible fécondité (elle restait de 7,0 enfants par femme vers 1990 chez les femmes sans scolarisation), en l'absence de progrès économique et social. De plus, une des caractéristiques originales de l'Amérique latine est le maintien d'une nuptialité précoce et universelle, qui a pour conséquence une fécondité très élevée chez les adolescentes.

Par contre, dans d'autres contextes, comme au Maghreb, on retrouve largement un modèle semblable en ce qui concerne l'antériorité de la baisse de la mortalité et la diffusion de la contraception dans les grandes villes et les couches sociales les plus éduquées et favorisées économiquement, mais qui diffère par un retard très important de la nuptialité féminine, qui a eu un rôle essentiel dans la baisse rapide de la fécondité, comme en Égypte, en Tunisie, en Algérie et au Maroc.

---

<sup>4</sup> PCPS, 1998. – *Pakistan Contraceptive Prevalence Survey, 1994-1995*. – Islamabad, Population Council/Ministry of Population Welfare/UNFPA.

<sup>5</sup> COSIO-ZAVALA M.E., 1998. – *Changements démographiques en Amérique latine*. – ESTEM/AUPELF-UREF, 122 p.

## **L'impact des politiques de population et des progrès de la prévalence contraceptive**

La baisse de la fécondité est généralement consécutive à une augmentation considérable de l'utilisation de méthodes contraceptives modernes, notamment de la pilule, du stérilet et de la stérilisation, consécutive à la mise en place de programmes nationaux de planification des naissances. Depuis la Conférence internationale sur la population de Mexico en 1984 et la Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD) du Caire en 1994, la très grande majorité des pays en développement ont adopté des politiques de population. Celles-ci peuvent avoir soit des objectifs démographiques (contrôle de la croissance naturelle et des migrations) soit des objectifs médicaux et sociaux (développer l'accès aux soins de santé de la reproduction) ou bien une combinaison des deux (objectifs démographiques traduits en termes d'utilisatrices de contraception). Selon les objectifs des programmes, l'accent sera mis plus ou moins sur la recherche de nouvelles utilisatrices ou sur l'écoute et la satisfaction des besoins des femmes. De plus, les programmes se caractérisent par leurs différentes modalités d'action. Certains programmes s'appuient sur la distribution de moyens contraceptifs à toutes les femmes dans le cadre des services de santé (cliniques, hôpitaux, dispensaires, matrones, ONG, etc.) où elles se rendent volontairement. D'autres programmes sont centrés sur la visite régulière à domicile des femmes mariées d'âge reproductif par des sages-femmes, comme au Bangladesh. D'autres programmes sont beaucoup plus coercitifs, comme la politique de l'enfant unique en Chine, qui vise à limiter directement la taille des familles à l'aide de sanctions économiques et sociales.

Dans tous les cas, une augmentation rapide de la prévalence des méthodes de contraception s'est produite, notamment des méthodes modernes hormonales (pilule et injections), du stérilet et de la stérilisation féminine. L'acceptation par les hommes et les femmes du contrôle des naissances, la connaissance des méthodes et leur utilisation montrent, qu'à l'heure actuelle, la planification des naissances est devenue une norme pratiquement universelle. Par exemple, à la dernière enquête démographique et de santé au Bangladesh en 1997, une fécondité de 3,3 enfants et un nombre idéal de naissances de 2,5 enfants par femme sont associés à une utilisation de la contraception par 49 % des femmes mariées contre 8 % en 1975. En outre, les méthodes réversibles ont augmenté sensiblement, notamment la pilule, employée par 67 % des utilisatrices alors que la proportion de femmes stérilisées a baissé de 37 % en 1985 à 18 % en 1997<sup>6</sup>.

---

<sup>6</sup> BDHS, 1997. – *Bangladesh Demographic and Health Survey 1996-1997*. – Dhaka, Bangladesh/ Calverton, USA, National Institute of Population Research and Training/Mitra and Associates/Macro International, 252 p.

En Amérique latine, certains pays ont des programmes depuis plus de vingt ans (Costa Rica, Porto Rico, Salvador, Jamaïque, Mexique, Panama). Parmi les méthodes les plus utilisées vers 1990, la stérilisation est en forte progression (36 % des femmes latino-américaines en union sont stérilisées), et la pilule et le stérilet en baisse (moins de 20 % des femmes en union). La diffusion des méthodes contraceptives a surtout été importante dans les pays où une forte progression de la stérilisation a été observée. Elle est socialement bien acceptée malgré l'opposition de principe de l'Église catholique. Il faut remarquer que la stérilisation à des fins contraceptives s'est aussi remarquablement développée en Amérique du Nord. Aux États-Unis, en 1982, 35 % des couples usagers de méthodes étaient stérilisés et 30 % utilisaient la pilule, alors qu'en Europe de l'Ouest, ces proportions étaient respectivement de 5 et 40 %. L'influence du modèle nord-américain est triple ; il donne une image de modernité et d'efficacité à la stérilisation ; il influe sur le corps médical formé aux méthodes américaines ; il a un effet sur la conception, le financement et l'organisation des programmes de planification familiale.

Dans quatre pays latino-américains, plus de la moitié des femmes utilisant des moyens contraceptifs modernes sont stérilisées, comme à Porto Rico (63 % en 1991), à Salvador (60 % en 1993), en République Dominicaine (69 % en 1991) et à Panama (56 % en 1984). De 25 à 50 % des utilisatrices sont stérilisées au Guatemala, au Honduras, en Équateur, au Costa Rica et au Mexique. La proportion des femmes stérilisées est actuellement plus importante en zone rurale qu'en zone urbaine au Costa Rica, à Panama, en Équateur. Les stérilisations sont généralement réalisées dans les cliniques gouvernementales qui concentrent 75 % des opérations de stérilisation au Mexique. Près des deux tiers des femmes rurales stérilisées vers 1980 n'avaient jamais utilisé auparavant de méthode contraceptive, ce qui souligne les pratiques préférentielles des programmes de planification familiale, liées au souci de rentabilité et d'efficacité à court terme : la stérilisation est proposée à des femmes de forte fécondité et provenant de milieux défavorisés comme une solution définitive et efficace pour les objectifs du programme évalués en nombre d'utilisatrices.

Par contre, en ce qui concerne l'avortement, les législations sont restées très restrictives dans toute l'Amérique latine, sauf à Cuba où l'avortement est libre et restait la méthode la plus utilisée depuis la fin des années 1970. En général, le développement de la pratique contraceptive a fait diminuer l'incidence de l'avortement clandestin, sauf chez les adolescentes qui n'ont souvent pas accès aux programmes de planification familiale avant la naissance de leur premier enfant, une faiblesse importante des programmes latino-américains qu'il convient de souligner. En outre, la qualité des services proposés aux femmes et de l'information sur la contraception laisse beaucoup à désirer, ce qui explique la concentration sur un petit nombre de méthodes, comme la stérilisation souvent proposée comme option unique pour limiter définitivement la taille des familles. Par contre, les femmes les plus éduquées utilisent une palette de moyens contraceptifs plus étendue. La pilule peut être achetée en pharmacie, mais cela rend son utilisation coûteuse et pèse lourdement sur le budget des familles.

Le soutien officiel aux actions de planification familiale a favorisé également le développement et l'utilisation de méthodes contraceptives modernes dans des catégories sociales qui ne limiteraient pas leurs naissances si les programmes n'existaient pas. Dans la période la plus récente, les femmes peu scolarisées, rurales et à faible revenu ont été largement touchées par la diffusion de la contraception au sein des programmes de limitation des naissances, non seulement en Amérique latine, mais aussi en Inde, en Indonésie, au Bangladesh, en Thaïlande, en Tunisie, au Maroc, et de plus en plus en Afrique subsaharienne. Le fait que l'avortement soit fréquent dans les villes africaines provient d'une demande importante de contrôle des naissances peu ou mal satisfaite. L'accessibilité des services de planification familiale est un élément essentiel, car en la développant, par exemple avec des soins intégrés, communautaires, parfois à domicile, d'importants progrès peuvent être enregistrés. La qualité des conseils et des interventions médicales est essentielle, afin que l'écoute et la réponse aux besoins des femmes soient au cœur des programmes, compte tenu du respect de leurs droits reproductifs proclamé à la CIPD en 1994.

## Le rôle de la crise économique et sociale

Une des explications de la baisse rapide de la fécondité dans les catégories sociales les plus défavorisées (en Amérique latine, en Inde, au Bangladesh, en Indonésie, au Viêt-nam par exemple) est celle du "malthusianisme de la pauvreté"<sup>7</sup>. La baisse de la fécondité se produit dans un contexte de grande pauvreté, notamment en zone rurale, et coexiste avec des attitudes familiales traditionnelles (unions précoces, sans limitation des premières naissances). Le malthusianisme est induit par des conditions de vie précaires qui rendent difficile la survie des familles nombreuses et par une offre abondante et généralisée de moyens contraceptifs. Dans un contexte de faible niveau de vie, de malnutrition, de déscolarisation et de carences en tous genres, la naissance de nombreux enfants est souvent perçue par les familles comme mettant en danger leur survie immédiate. Lorsque des programmes de planification familiale offrent à tous les moyens de limiter les naissances, y compris aux plus pauvres et aux plus marginalisés, ces programmes bénéficient d'un large consensus social.

Au Bangladesh, les femmes qui recourent aux cliniques de planification familiale se réfèrent systématiquement à leur pauvreté et sont "*prêtes à tolérer l'impolitesse des prestataires, les longues attentes et les conditions peu sanitaires des cliniques, car, étant pauvres, elles estiment ne pas pouvoir demander mieux et ne disposer d'aucune autre solution*". Qui plus est, elles se disent heureuses de disposer de ces services et de pouvoir éviter des naissances non désirées, se trouvant

<sup>7</sup> BOSERUP E., 1985. — "Economic and Demographic interrelationships in sub-Saharan Africa", *Population and Development Review*, vol. 11, n° 3, p. 383-398.

dans l'impossibilité de "*nourrir un enfant supplémentaire et d'arranger son mariage*"<sup>8</sup>.

En Amérique latine la fécondité diminue rapidement dans les campagnes, dans les groupes sociaux les moins scolarisés et les plus pauvres. Par exemple, en Colombie, les femmes sans scolarisation ont vu baisser leur indice conjoncturel de fécondité de 7,1 à 5,0 enfants par femme entre 1970 et 1990 ; la réduction étant de 8,5 à 6,2 enfants par femme en Équateur aux mêmes dates, de 7,6 à 6,5 enfants par femme en Bolivie<sup>9</sup>.

Une étude sur le Brésil<sup>10</sup> a signalé que la crise économique qui a touché ce pays de plein fouet à partir de 1965 a eu pour effet de faire diminuer le nombre d'enfants dans les familles les plus défavorisées, comme conséquence de la détérioration du niveau de vie, de la forte chute du salaire réel, et de l'aggravation du chômage et du sous-emploi. Cette évolution s'est conjuguée au développement des services de planification familiale, notamment ceux offerts par le BEMFAM, organisme privé affilié à l'IPPF, soutenu par les gouvernements des États brésiliens. Dans le cas de la Colombie et du Mexique, des facteurs d'offre et de demande de contraception expliquent la diffusion rapide de la pratique de la limitation des naissances dans les catégories sociales les plus défavorisées, qui l'utilisent de préférence en fin de vie féconde, après une première partie de la vie reproductive qui se déroule pratiquement sans aucun changement dans la nuptialité précoce, les naissances rapprochées et l'absence de limitation des premières naissances. Ce n'est qu'après avoir atteint une descendance relativement nombreuse, de 4 à 6 enfants, que les familles les plus pauvres ont recours aux moyens contraceptifs, souvent la stérilisation définitive de la femme, qui apparaît fréquemment comme une première et unique méthode au cours de la vie féconde.

## Conclusion

Au cours de la baisse de la fécondité, l'effet du développement humain est indiscutable, notamment des progrès de la lutte contre la mortalité, de la scolarisation, de l'urbanisation et des conditions de vie. Cependant, les programmes de population peuvent offrir à tous, notamment aux plus pauvres, des services de

<sup>8</sup> SCHULER S.R. and HOSSAIN Z., 1998. – "Family Planning Clinics through women's eyes and voices: a case study from rural Bangladesh", *International Family Planning Perspectives*, vol. 24, n° 4, p. 174 et p. 205.

<sup>9</sup> CHACKIEL J. y SCHKOLNIK S., 1996. – "America Latina: transición de la fecundidad en el periodo 1950-1990", in : GUZMAN J.M. et al. (éds.), *The fertility transition in Latin America*. – Oxford, Clarendon Press.

<sup>10</sup> DE CARVALHO J. y RODRIGUEZ WONG L., 1996. – "La transición de la fecundidad en el Brasil; causas y consecuencias", in : GUZMAN J.M. et al. (éds.), *The fertility transition in Latin America*. – Oxford, Clarendon Press.



santé et des moyens de contraception facilement accessibles et adaptés à leurs besoins, ce qui nécessite un appui décidé des responsables politiques. Une véritable demande de limitation des naissances existe dans les pays en développement, même si elle découle de deux modalités très différentes mais complémentaires : la première liée à l'amélioration des conditions de vie, la seconde aux crises économiques et à la pauvreté.

En tout état de cause, un contexte favorable à la planification familiale permet l'accès aux méthodes contraceptives à des catégories sociales qui ne pourraient pas limiter leurs naissances selon leurs vœux si les programmes n'existaient pas. Fort heureusement, des programmes se développent partout, y compris dans les pays francophones d'Afrique subsaharienne les plus en retard en la matière. Les autorités françaises ont notamment reconnu à la CIPD, en 1994, la nécessité d'intégrer la planification familiale dans les politiques de développement économique et social, les deux aspects étant étroitement liés à la promotion des femmes par l'éducation et la santé<sup>11</sup>. Pour que les infrastructures médicales, sociales et les programmes de planification familiale puissent être efficaces, il faut un contexte minimal de paix civile, d'organisation administrative et de développement économique et social. L'amélioration durable et intégrale des conditions de vie est de toutes les manières tout-à-fait désirable en soi et c'est une condition indispensable pour le succès des politiques de population et pour la promotion des individus et des familles, avec leur participation massive.

### *Pour en savoir plus*

- BLED SOE C.H., CASTERLINE J.B., JOHNSON-KUHN J.A. and HAAGA J.G. (éds.), 1999. – *Critical Perspectives on Schooling and Fertility in the Developing World*. – Washington D.C., National Research Council/National Academy Press, 320 p.
- VIMARD P. et ZANOÛ B. (dir.), 2000. – *Politiques démographiques et transition de la fécondité en Afrique*. – Paris, L'Harmattan, 312 p. (Collection Populations).
- COSIO-ZAVALA M.E., 1992. – *Cambios de fecundidad en Mexico y políticas de poblacion*. – FCE/El Colegio de Mexico, 326 p. (Traduction française : *Changements de fécondité au Mexique et politiques de population*, Paris, L'Harmattan, 1994, 256 p.).

---

<sup>11</sup> On pourra se reporter, pour le détail de la position française, au discours de Madame Simone Veil, ministre d'État, chef de la délégation française à la Conférence.



## CHAPITRE 6

---

# LA MORTALITÉ DES JEUNES ENFANTS

**Michel GARENNE**

*Directeur de recherche à l'Institut de recherche pour le développement (IRD)  
Chercheur au Centre français sur la population et le développement (CEPED)*

Le chapitre "Santé, morbidité, mortalité" du *Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement* (CIPD, le Caire, 1994) comprenait quatre rubriques : les soins de santé primaires et le secteur de la santé, la santé et la survie de l'enfant, la santé maternelle et la maternité sans risque, le VIH/sida. On ne traitera ici que du deuxième point, les autres étant abordés dans d'autres chapitres de l'ouvrage.

### **Rappel historique de la baisse de la mortalité des jeunes enfants dans le monde**

Depuis plus d'un siècle dans les pays développés et depuis au moins un demi-siècle dans les pays en développement, on assiste à une baisse de la mortalité des jeunes enfants, surtout de la mortalité infantile (de moins de 1 an) et juvénile (de 1 à 4 ans), qui sont les mortalités les plus élevées avant celles des grands âges. Cette baisse a été forte et rapide dans la plupart des pays. Les dates du début de la baisse continue de la mortalité sont assez mal connues, et sujettes à controverse pour les pays développés, mais il est vraisemblable qu'il y ait un décalage moyen d'environ 50 ans entre les pays développés et les pays en développement.

Ainsi, en France, la mortalité infantile (pour mille naissances vivantes) était approximativement de 150 en 1900, 100 en 1920, 50 en 1950, 10 en 1980, et 5 en 1997. Depuis 1950, la baisse de la mortalité infantile en France a été assez régulière, et approximativement égale en valeur relative à 5 % par an, donc très rapide, alors

qu'elle n'était que de 2 % par an en moyenne entre 1900 et 1950. La plupart des pays développés ont connu une baisse similaire, approximativement du même ordre de grandeur et *grosso modo* aux mêmes périodes, même si pour certains elle a été plus tardive et plus rapide, comme au Japon par exemple.

Dans les pays en développement, l'évolution de la mortalité infantile a été plus contrastée, et semble plus hétérogène que celle des pays développés. Certains pays ont connu des baisses aussi spectaculaires que les pays développés (Chine, Costa Rica, Cuba, Sri Lanka), mais certains ont connu des baisses plus lentes. Pour donner un exemple de pays en développement à évolution lente, en Inde, la mortalité infantile (pour mille naissances vivantes) était estimée à 210 en 1910, à 150 en 1950 et à 72 en 1997, soit un rythme moyen de diminution de 0,8 % entre 1910 et 1950 et de 1,6 % entre 1950 et 1997, approximativement le tiers du rythme de baisse de la mortalité infantile en France au cours des mêmes périodes.

### **Les principales causes de décès des jeunes enfants**

Les principales causes de décès des jeunes enfants sont bien connues, et pour la plupart faciles à prévenir ou à soigner. Dans les situations de forte mortalité ce sont surtout :

- les maladies infectieuses : maladies diarrhéiques, maladies respiratoires aiguës, maladies transmissibles de l'enfant (rougeole, coqueluche, diphtérie, tétanos, méningite, varicelle), la tuberculose, et les maladies tropicales (surtout le paludisme) ; souvent, ces maladies sont sévères et létales du fait d'une malnutrition sous-jacente ;
- les maladies de la malnutrition (marasme, kwashiorkor, avitaminoses) ;
- les maladies et conditions de la période périnatale (prématurité, hypotrophie) ;
- les circonstances de l'accouchement (dystocies, etc.) ;
- les malformations congénitales ;
- les accidents (domestiques, de la route, noyades).

L'importance relative de ces causes varie selon le pays et la période, et est assez corrélée au niveau de mortalité. Dans les pays à plus forte mortalité prédominent en général les maladies infectieuses et la malnutrition ; dans les pays à plus faible mortalité prédominent en général la prématurité, les malformations et les accidents.

## Les causes de la baisse de la mortalité

Les causes de la baisse de la mortalité chez les jeunes enfants sont assez bien identifiées. Elles concernent :

- les progrès du système de santé : l'accès aux soins et leur utilisation par toute la population, en particulier pour le suivi de la grossesse, la prise en charge de l'accouchement et du nouveau-né, le suivi du nourrisson, les vaccinations (et notamment le Programme élargi de vaccination<sup>1</sup>), les traitements des maladies aiguës et tout particulièrement des diarrhées (par la réhydratation) et des maladies des voies respiratoires inférieures ;
- l'équité du système de santé, qui compte encore plus que ses performances techniques, comme on a pu le vérifier par exemple au Kerala ;
- la nutrition (quantité, qualité, équilibre), et surtout l'allaitement au sein aussi longtemps que possible ;
- l'amélioration des connaissances médicales et l'innovation pharmaceutique concernant les médicaments (antibiotiques, antipaludéens, et maintenant antirétroviraux) et surtout les vaccins particulièrement efficaces pour prévenir les principales maladies du jeune enfant (rougeole, coqueluche, tétanos, diphtérie, poliomyélite) ;
- les connaissances, attitudes et pratiques sanitaires des parents, elles-mêmes liées au développement général, à l'urbanisation, et leur niveau d'instruction.

L'organisation générale de la santé publique, l'engagement de l'État, l'expertise et l'aide internationales sont des éléments-clés de la réussite des politiques de santé. Ainsi des pays pauvres, aux performances économiques médiocres (Sri Lanka, Kerala, Costa Rica, Cuba, Chine) ont-ils pu avoir des niveaux de mortalité des enfants assez faibles et comparables aux pays développés (avec un taux de mortalité infantile inférieur à 30 ‰), malgré un niveau de revenu faible et comparable aux pays les plus pauvres (avec un produit national brut inférieur à 1 000 \$ par habitant), grâce à un système de santé équitable et bien organisé. Certains pays africains, eux aussi aux performances économiques médiocres, ont pu connaître une évolution très favorable de la mortalité des jeunes enfants, bien que partant de niveaux très élevés (Sénégal, Côte d'Ivoire, Kenya), au moins jusqu'en 1990, c'est-à-dire avant l'apparition du sida pédiatrique et du paludisme résistant. Cependant,

---

<sup>1</sup> Le Programme élargi de vaccination (PEV), développé sous l'égide de l'OMS, vise une couverture vaccinale de l'ensemble des enfants contre six maladies : diphtérie, tétanos, coqueluche, poliomyélite, rougeole et tuberculose.

même à ce niveau on observe des différences de mortalité à l'inverse des situations économiques, par exemple entre le Kenya et la Côte d'Ivoire dont la mortalité des enfants avant 5 ans est 1,6 fois supérieure à celle du Kenya malgré un produit intérieur brut par habitant supérieur.

## Les tendances récentes

Les tendances récentes ont en général confirmé les tendances anciennes, avec une baisse moyenne de la mortalité infantile de 4 % par an en moyenne dans le monde. Mais cette moyenne cache des disparités très importantes entre les grandes régions du monde, disparités qui semblent davantage contrastées que dans la période précédente<sup>2</sup>.

Les pays développés ainsi que la majorité des pays en développement ont connu une baisse de la mortalité rapide. La baisse moyenne annuelle au cours des 5 années pour lesquelles on dispose de données (1991-1996) a atteint 10 % en Chine, 6 % en Amérique latine, 5 à 6 % en Europe en dehors de l'Europe de l'Est, 5 % en Asie, 4 % en Océanie, 3 % en Amérique du Nord et en Russie. Par contre, on note une baisse plus faible en Europe de l'Est (1,3 %) et très faible en Asie du Sud-Est et en Afrique subsaharienne (< 1 %).

Dans les pays développés, les taux de mortalité infantile ont atteint des niveaux très bas, inférieurs à 5 pour mille dans les pays les plus avancés (Japon, Suède, France). Dans de nombreux pays en développement, le taux de mortalité infantile est passé en dessous de la barre des 50 pour mille, soit le niveau de la mortalité en France dans les années 1950. Les pays les plus en retard sont certains pays d'Asie du Sud et les pays d'Afrique subsaharienne, où malgré des efforts continus la mortalité infantile se situe souvent entre 50 et 100 pour mille. De plus, plusieurs pays ont vu leur mortalité infantile augmenter au cours la période récente (voir infra).

La mortalité juvénile suit en général une évolution similaire à celle de la mortalité infantile, et sa baisse est pratiquement toujours plus rapide que celle de la mortalité infantile, comme cela a été le cas dans les pays développés. Ainsi le ratio de la mortalité juvénile à la mortalité infantile tend à diminuer avec la baisse de la mortalité infantile, mais il varie fortement d'un pays à l'autre pour un même niveau de mortalité.

---

<sup>2</sup> On trouvera, dans le tableau annexe du chapitre 7 "Santé de la reproduction et effets du sida", les niveaux de la mortalité des enfants selon les grandes régions du monde.

## **Renversements de tendance et crises épidémiologiques**

En Afrique, on a observé à plusieurs reprises des renversements de tendance, c'est-à-dire une augmentation de la mortalité infantile lors de crises politiques, de crises économiques, et plus généralement dans les cas de mauvaise gestion de l'État, ce qui semble ne jamais avoir été le cas dans les pays européens (hormis les crises ponctuelles dues à une épidémie majeure ou aux deux guerres mondiales). C'est par exemple le cas de l'Ouganda (1971-1979), du Ghana (1979-1983), du Rwanda (1960-1974), de Madagascar (1960-1984), de la Zambie (1980-1989), de l'Angola (1983-1987), du Mozambique (1975-1989) et probablement d'autres pays pour lesquels on ne possède pas de données précises (Afghanistan, Éthiopie, Somalie, etc.).

Par contre en Russie, où on observe une crise politique et économique majeure depuis 1990, qui fut suivie d'une augmentation de la mortalité adulte jusqu'en 1995, la mortalité infantile n'a pas augmenté.

Par ailleurs, en Afrique tout particulièrement, on assiste à une augmentation de la mortalité infanto-juvénile du fait de deux maladies infectieuses : d'une part, le paludisme, en particulier le paludisme résistant, que l'on trouve maintenant dans pratiquement tous les pays africains ; d'autre part, le sida pédiatrique, qui est devenu, ou est en passe de devenir, la première cause de décès des jeunes enfants dans plusieurs pays très infectés. On estime à environ 20 % la transmission verticale au moment de la naissance et à 10 % environ la transmission par l'allaitement maternel. Dans un pays fictif où 30 % des femmes enceintes sont séropositives, et où les médicaments anti-rétroviraux (AZT, trithérapies) ne sont pas disponibles, ce qui est le cas actuellement de l'Afrique australe et de certains pays d'Afrique orientale, la mortalité infanto-juvénile va augmenter en valeur absolue d'environ 90 pour mille, c'est-à-dire est susceptible de doubler, voire de tripler, les taux de mortalité infanto-juvénile d'avant 1990. En outre, on ne dispose que de très peu de données sur la tuberculose chez le jeune enfant en Afrique subsaharienne, et il ne peut pas être exclu que cette importante cause de décès juvénile soit aussi en augmentation.

## **Conclusion**

En conclusion, au cours de ces dernières années, on a vu apparaître un nouveau phénomène, exceptionnel ou ignoré il y a dix ans, celui des tendances à

l'augmentation de la mortalité des jeunes enfants. La communauté internationale s'était habituée, depuis 1950, à une amélioration continue de la situation sanitaire des jeunes enfants. Certes les progrès étaient irréguliers, plus ou moins rapides selon les pays, mais le progrès était attendu. Ce n'est plus le cas depuis quelques années. Les pays qui souffrent de renversement de tendances de la mortalité des jeunes enfants devraient faire l'objet d'une attention particulière des décideurs. Celle-ci devrait porter tout particulièrement sur les cas du sida pédiatrique et du paludisme résistant, maladies pour lesquelles il existe des solutions techniques de prévention<sup>3</sup>.

Le récent prix Nobel d'économie, Amartya Sen, qui a consacré sa vie à l'étude de l'équité, soulignait récemment que la mortalité, et tout particulièrement la mortalité des jeunes enfants, est un excellent indicateur des performances et des échecs économiques. Ces notions doivent bien entendu être prises ici au sens large de la bonne gouvernance. Les politiques visant à réduire la mortalité des jeunes enfants sont un élément incontournable de la politique économique, qu'elle soit nationale ou mondiale.

Dans ce cadre, la France pourrait faire quelques propositions :

- demander aux organismes internationaux de publier des données sur les évolutions moyennes de la mortalité des jeunes enfants, par période de 5 ou 10 ans. Ceci a l'avantage de faire apparaître les progrès (ou les régressions), quel que soit le niveau de départ, ce qui fournit une meilleure mesure des efforts accomplis (ou à fournir) et réduit la sensibilité par rapport aux valeurs brutes (il semble plus important pour un pays quelconque de montrer que la mortalité a baissé de 5 % par an que de juger son niveau actuel) ;
- demander à la communauté internationale de faire un effort particulier pour les pays où la mortalité des jeunes enfants est en hausse. Ces pays demandent des aides particulières, au-delà de l'aide humanitaire et des aides régulières déjà fournies ;
- veiller à l'équité des systèmes de santé et de l'accès aux soins. Ceci est tout particulièrement important dans la vague de privatisation qui sévit actuellement à travers le monde. Si ces effets sont globalement positifs, on observe parfois une augmentation de la mortalité dans les catégories les plus pauvres et chez les exclus, même dans les pays à forte croissance économique, comme en Chine.

---

<sup>3</sup> On pourra consulter le chapitre 7 "Santé de la reproduction et effets du sida" sur les moyens de réduction du sida pédiatrique par la prévention de la transmission mère-enfant.



***Pour en savoir plus***

- BUCHT B., 1996. – "Mortality trends in developing countries: a survey", in : LUTZ W. (ed.), *The Future Population of the World: what can we assume today ?*, p. 147-165. – Laxenburg, Earthscan Publications and IASSA.
- GARENNE M., GAKUSI E. et LERY A., 2000. – "Continuités et discontinuités de la transition sanitaire en Afrique subsaharienne", *Actualités et Dossiers en Santé Publique*, numéro spécial : *Santé dans les pays pauvres*, Paris, Haut Comité de santé publique, p. 20-24.
- GARENNE M., 1996. – "Mortality in Sub-Saharan Africa: Trends and Prospects", in : LUTZ W. (ed.), *The Future Population of the World: what can we assume today ?*, p. 149-169. – Laxenburg, Earthscan Publications and IASSA.
- SCHULTZ T.P., 1993. – "Mortality decline in the low-income world: causes and consequences", *American Economic Review*, vol. 83, n° 2, p. 337-342.



## CHAPITRE 7

---

# SANTÉ DE LA REPRODUCTION ET EFFETS DU SIDA

**Annabel DESGRÉES DU LOÛ**

*Chargé de recherche à l'Institut de recherche pour le développement (IRD)  
Chercheur à l'École nationale supérieure de statistique  
et d'économie appliquée d'Abidjan (ENSEA)*

Par analogie avec la définition de la santé de l'OMS (un état de bien-être complet à la fois physique, mental et social), la santé de la reproduction est définie non seulement comme l'absence de maladies ou de difficultés au cours du processus reproductif, mais encore comme l'ensemble des conditions dans lesquelles le processus reproductif peut s'accomplir dans un état de bien-être aussi bien physique, mental que social. Le concept de santé de la reproduction, qui concernait au départ essentiellement le couple mère-enfant, s'est en effet récemment élargi et prend en compte aujourd'hui toutes les étapes de vie (naissance, adolescence, procréation, ménopause), chez les hommes comme chez les femmes<sup>1</sup>.

À tous les niveaux de cette définition de la santé de la reproduction, l'épidémie de sida intervient, puisque les relations sexuelles, mais aussi l'ensemble du processus de procréation (grossesse, accouchement, allaitement) sont potentiellement des mécanismes de transmission de l'infection. Inversement, tous les efforts de prévention du sida sont susceptibles d'avoir des conséquences sur les différents aspects de la santé de la reproduction dès lors qu'ils concernent la même sphère, celle des relations sexuelles et de la procréation. Les programmes d'amélioration de la santé de la reproduction et de lutte contre le sida devraient donc prendre en compte cette intrication, mais c'est loin d'être toujours le cas. C'est pourquoi dans ce chapitre, après avoir analysé les différents aspects de la santé de la reproduction (droit à la santé de la reproduction, sexualité et maternité sans risque, planification familiale et avortement), nous mettrons l'accent sur les recherches en

---

<sup>1</sup> KHANNA J. *et al.*, 1992. – *Reproductive health, a key to a brighter future. Biennial report 1990-1991*. – Genève, OMS, 171 p.

matière de prévention de la transmission du VIH et leurs applications dans les programmes de santé publique relatifs à la santé reproductive et familiale.

## **Le droit à la santé de la reproduction**

Le droit à la santé de la reproduction représente la possibilité pour les femmes et pour les hommes d'avoir une activité sexuelle sans risque, qu'une grossesse soit désirée ou non, et lorsque celle-ci est désirée, la possibilité pour la femme de la mener à terme dans de bonnes conditions sanitaires, de donner naissance à un enfant bien portant, et le voir grandir en bonne santé. Il s'agit donc de rappeler le droit fondamental des couples et des individus de décider librement et avec discernement du nombre de leurs enfants et de l'espacement de leurs naissances. Le respect de ces droits implique en général le respect des valeurs individuelles et collectives, et en particulier :

- l'information parfaite de l'individu, et en particulier de la femme, quant à tout ce qui touche à la procréation ;
- l'équité et l'égalité des hommes et des femmes dans la gestion de leur sexualité et de leur procréation ;
- la définition de politiques de population non coercitives qui laissent le libre choix à l'individu.

En 1994, lors de son discours à la CIPD, Madame Simone Veil a, au nom de la France, insisté sur tous ces points et souligné qu'un des premiers efforts à mener pour garantir ces droits à la santé de la reproduction est de promouvoir l'éducation, et en particulier l'éducation des filles, de façon à améliorer le statut de la femme qui est au centre de toutes ces préoccupations.

## **Une sexualité sans risque**

Le premier pas vers une sexualité sans risque est la lutte contre les maladies sexuellement transmissibles (MST). On estime aujourd'hui à 333 millions le nombre de nouveaux cas annuels de MST dans le monde, avec de fortes variations selon les pays<sup>2</sup>. Les pays en développement sont les plus touchés : on observe des taux de prévalence allant jusqu'à 40 % pour la syphilis en Ouganda, 30 % pour les chlamydiae au Kenya, avec de fortes variations entre pays. Outre une altération de

---

<sup>2</sup> TSUI A. *et al.*, 1997. – *Reproductive health in developing countries. Expanding dimensions, building solutions.* – Washington, National Academy Press, 314 p.

l'état de santé général, ces maladies peuvent être à l'origine de stérilités ultérieures ou d'infections chez les nouveau-nés. De plus, le fait d'être infecté par une MST augmente de 2 à 5 fois le risque de transmission du VIH lors d'un rapport sexuel.

La principale difficulté dans la prise en charge des MST vient de ce qu'elles sont souvent asymptomatiques (surtout chez les femmes), donc ignorées par l'individu infecté. Leur réduction passera donc par une formation du personnel de santé pour les détecter dans toutes les occasions de contact avec le patient (consultation de soins de santé primaires, de planification familiale ou prénatale), et les traiter. Des algorithmes de traitements syndromiques des MST ont été développés par l'OMS à cet effet.

D'autre part, la sexualité sans risques implique l'absence de violences ou de mutilations sexuelles. En matière de violences sexuelles, les lois évoluent lentement, mais le viol et les abus sexuels sur les femmes et les enfants restent encore fréquemment impunis. L'excision est une mutilation sexuelle qui touche encore deux millions de jeunes filles chaque année. Cette coutume concerne une trentaine de pays africains, sept pays du Moyen Orient et quatre pays asiatiques. Faite dans de mauvaises conditions sanitaires, elle expose les fillettes à des risques, parfois mortels, d'infection et d'hémorragies, et à des problèmes sexuels, urinaires, génitaux et obstétricaux par la suite, comme cela a été rappelé au cours de la CIPD. Des lois contre l'excision ont été récemment adoptées dans plusieurs pays : Burkina Faso, Kenya, Sénégal, République centrafricaine, etc., ou sont en cours d'adoption (Côte d'Ivoire), mais l'adoption de la loi n'est pas toujours suivie de l'arrêt de la pratique<sup>3</sup>.

## L'accès à la planification familiale

L'accès à la planification familiale dépend de l'accès à l'information sur les méthodes de planification familiale, de l'accès aux services, de l'adéquation entre les services proposés et la demande du client, et enfin du suivi du client et de l'adaptation des méthodes proposées à chaque phase de la vie reproductive. Le taux de prévalence contraceptive (proportion de femmes qui utilisent une méthode de contraception à un moment donné) donne une indication de l'accès à la planification familiale<sup>4</sup>. Mais cet indicateur<sup>5</sup> ne renseigne pas, en particulier, sur l'adéquation entre l'offre et la demande. Les indicateurs de "besoins insatisfaits en planification familiale" sont à ce titre plus informatifs. On estime ainsi qu'aujourd'hui 230

<sup>3</sup> LOCOH T., 1998. – "Pratiques, opinions et attitudes en matière d'excision en Afrique", *Population*, n° 6, p. 1227-1240.

<sup>4</sup> Sur cette question, on pourra se reporter au chapitre 5, "Baisse de la fécondité, développement humain et politiques de population".

<sup>5</sup> On pourra consulter dans le tableau en annexe les indicateurs concernant la planification familiale et les autres points traités dans ce chapitre.

millions de femmes, soit une femme sur 6 en âge de procréer, ne disposent pas d'une méthode efficace de contrôle des naissances alors qu'elles souhaiteraient retarder ou éviter de futures naissances. Ces femmes dont les besoins en contraception ne sont pas satisfaits représentent entre 20 et 40 % des femmes (selon les pays) en Afrique subsaharienne et dans les pays d'Amérique latine, environ 20 % des femmes en Afrique du Nord et au Moyen Orient, entre 8 et 28 % des femmes dans les pays asiatiques, entre 10 et 17 % des femmes dans les pays développés. Ainsi, même dans les pays développés où les services de planification familiale sont facilement accessibles, il demeure une proportion non négligeable de femmes dont les besoins en la matière ne sont pas satisfaits.

Trois éléments déterminent la qualité de l'accès à la planification familiale :

- l'existence d'une offre effective de services de planification familiale : il faut tout d'abord que ces services soient disponibles, qu'ils soient intégrés dans le système de santé global, ou dispensés par des organisations privées. Dans ce domaine, il a été montré que la volonté politique est prépondérante : les quelques pays d'Afrique subsaharienne où la prévalence contraceptive dépasse les 25 % (Botswana, Zimbabwe, Kenya) sont tous des pays avec une politique de population forte. La stabilité politique du pays est aussi un élément majeur : ainsi, dans les nombreux pays en guerre du continent africain, on assiste à une dégradation des services disponibles ;
- l'accessibilité de ces services : il faut que les couples, ou les femmes, aient la possibilité d'avoir recours à ces services. Cela dépend essentiellement de deux facteurs, le niveau d'éducation et le niveau d'urbanisation, qui tous deux influent sur le statut des femmes et leur autonomie. Le taux de prévalence contraceptive est ainsi fortement lié au taux de scolarisation des filles, et il est largement plus élevé dans les zones urbaines. Ces services doivent enfin être accessibles à tous financièrement, donc proposés à prix très modérés. Cela pose la question du recouvrement des coûts : en effet, il est souhaitable que les utilisateurs supportent une partie du coût, pour assurer la pérennité du service, et éviter en particulier que ces services ne s'effondrent lors du retrait des bailleurs initiaux ou en cas de crise financière qui affecte l'État (exemple de l'Indonésie), mais parallèlement ceux-ci doivent rester accessibles aux plus pauvres et au plus grand nombre. La participation financière des usagers ne peut être atteinte que progressivement, une fois que ces derniers auront pris conscience des bénéfices qu'ils retirent de ces services ;
- l'adéquation de l'offre aux besoins des consultants : différents types de méthodes doivent être disponibles, pour respecter les spécificités culturelles, familiales et biologiques des consultants. Ceux-ci doivent être pleinement informés de l'éventail de méthodes disponibles, doivent pouvoir choisir librement la méthode qui leur convient et bénéficier d'un suivi personnalisé et adapté à chaque phase de la vie.

Aujourd'hui, même dans les pays où la couverture en service est acceptable, la qualité des services reste généralement à améliorer. Les expériences passées ont ainsi montré que des programmes qui sont exclusivement basés sur la fourniture de contraceptifs et de services de planification familiale et qui ne prennent pas en compte les spécificités culturelles et structurelles du pays sont voués à l'échec. La Coopération française ne participe donc pas à de tels programmes qui se limiteraient à la seule offre de produits contraceptifs, et ses actions vont donc plus dans le sens d'un appui à la formation et à la recherche dans les pays africains (via le CEPED, l'IRD, l'INED et les Universités françaises), et d'une aide pour assurer une plus grande présence des pays africains lors des débats internationaux sur la population, de façon à ce que les programmes de planification familiale soient issus des pays eux-mêmes et intégrés à l'ensemble des soins de santé, plutôt qu'importés. La contribution volontaire de la France au FNUAP n'est ainsi pas très élevée : 6 MF en 1998 sur un budget annuel du FNUAP de 320 MF (la France est au 14<sup>e</sup> rang des donateurs). Cependant il semble que l'engagement de la France dans des programmes de population dans les pays en développement, en collaboration avec le FNUAP, s'intensifie actuellement : deux projets, d'un montant de 5 MF chacun, pour la mise en place de programmes pilotes en Côte d'Ivoire et à Madagascar, ont été ainsi adoptés. Mais l'optique de la France reste de soutenir des programmes qui intègrent la planification familiale à l'ensemble du secteur de santé et en particulier qui l'associent à la promotion d'une sexualité sans risque (prévention des MST, du VIH et de l'avortement). Enfin le dernier axe poursuivi par la Coopération française est de favoriser une coopération Sud-Sud afin que les pays qui ont une certaine avance dans les programmes de population (Tunisie, Indonésie) puissent en faire bénéficier les autres.

### **Le recours à l'avortement, indicateur de besoins non satisfaits en planification familiale ?**

De nombreux pays ont légalisé l'interruption volontaire de grossesse depuis 30 ans. Cependant, dans les pays en développement, si l'on exclut la Chine et l'Inde où le recours à l'avortement est légalisé, seules 19 % des femmes vivent dans des pays où l'avortement est légal, 52 % des femmes vivent dans des pays à la législation plus ou moins souple où l'avortement est restreint à certaines conditions de nature juridique ou socio-économique, et 28 % vivent dans des pays où l'avortement est illégal, sauf lorsque la vie de la mère est menacée. Cela représente 174 millions de femmes qui vivent dans des pays où l'avortement est généralement illégal, ces pays étant situés en Afrique subsaharienne, en Asie du Sud (excepté l'Inde), au Moyen Orient et en Amérique latine.

Cependant, même dans les pays où le recours à l'avortement est autorisé, les femmes n'y ont pas toujours accès dans des conditions sanitaires satisfaisantes : des

études au Brésil et en Inde ont montré que, bien que l'avortement soit légal dans ces pays, le matériel est rarement disponible, le personnel mal formé, et les techniques utilisées peuvent s'avérer dangereuses (curetage systématique avec risque de perforation de l'utérus).

Rappelons que, dans les pays où l'avortement est illégal, très peu d'informations existent à ce sujet. Les seules informations généralement disponibles proviennent de données ponctuelles, ou de données hospitalières concernant les complications d'avortement : on a donc une estimation des conséquences graves du recours à l'avortement provoqué mais aucune vision d'ensemble du niveau de cette pratique dans l'ensemble de la population. Ces données suggèrent cependant qu'il existe un recours fréquent à l'avortement provoqué, en particulier aux jeunes âges, avant le mariage et chez les jeunes filles encore scolarisées ou étudiantes : selon les enquêtes disponibles dans quelques villes d'Afrique de l'Ouest (Accra, Abidjan), on obtient des chiffres de un quart à un tiers des jeunes femmes ayant déjà eu recours à l'avortement provoqué avant 20 ans<sup>6</sup>. Il ne s'agit donc pas d'un phénomène marginal, même s'il n'est pas reconnu par la loi et si l'ampleur réelle du phénomène reste mal connue. Cette généralisation du recours à l'avortement est assez récente. On l'observe essentiellement en ville. Il semble qu'aujourd'hui, la majorité des avortements soient réalisés clandestinement en structure sanitaire, cette pratique étant assez lucrative pour le personnel de santé, tant public que privé. Cependant une part importante des avortements est encore faite à domicile, avec des méthodes traditionnelles dangereuses pour la santé de la femme, et on estime ainsi que plus de la moitié des décès maternels seraient consécutifs à des avortements provoqués faits dans de mauvaises conditions<sup>7</sup>.

Ce recours à l'avortement croissant confirme l'existence d'un besoin en planification familiale encore insatisfait. Cependant la question des avortements, même si elle intervient dans le contexte global de la planification familiale, doit être traitée comme un problème spécifique de la santé maternelle et non comme le simple corollaire d'une demande non satisfaite en méthodes contraceptives. En effet Laurent Toulemon et Henri Leridon ont montré dans les pays du Nord que "*contraception et avortement apparaissent comme deux comportements différents, souvent complémentaires, et non comme les termes d'une alternative*"<sup>8</sup>. En effet, si le développement des méthodes de contraception contribue à réduire le nombre de grossesses non désirées, simultanément les échecs de cette planification familiale sont aussi moins bien acceptés, et les mêmes femmes qui utilisent des méthodes contraceptives auront recours à l'avortement en cas d'échec de la méthode utilisée.

<sup>6</sup> DESGRÉES DU LOÛ A., MSELLATI P., VIHO I. et WELFFENS-EKRA C., 1999. – "L'évolution récente du recours à l'avortement dans la ville d'Abidjan : une des causes de la baisse de fécondité ?", *Population*, vol. 54, n° 3, p. 427-446.

<sup>7</sup> THONNEAU P. *et al.*, 1996. – "The persistence of a high maternal mortality rate in the Ivory Coast", *American Journal of Public Health*, vol. 86, n° 10, p. 1478.

<sup>8</sup> TOULEMON L. et LERIDON H., 1992. – "Maîtrise de la fécondité et appartenance sociale : contraception, grossesses accidentelles et avortements", *Population*, n° 1, p. 1-46.



## Maternité sans risque

Le concept de maternité sans risque désigne un idéal qui est l'absence totale du risque de mortalité et de morbidité au cours de la grossesse, de l'accouchement et du post-partum, pour la mère et pour l'enfant. Il est évident que les risques ne peuvent pas être totalement évacués, mais l'exemple des pays du Nord a montré qu'ils pouvaient être largement réduits. L'écart entre pays développés et pays sous-développés est considérable en la matière : dans les pays en développement, environ une femme sur 48 meurt d'une complication de la grossesse, de l'accouchement, du post-partum, ou de complications d'avortement (TMM<sup>9</sup> = 480 pour 100 000 naissances vivantes), tandis que ce chiffre est de une femme sur 1 800 dans les pays développés (TMM = 27 pour 100 000 naissances vivantes). Au sein des pays en développement, c'est en Afrique que le risque de mortalité maternelle est le plus élevé (il touche une femme sur 16), puis en Asie (une femme sur 65) et enfin en Amérique latine (une femme sur 130). Les causes de la mortalité maternelle peuvent être directes (événements survenus pendant la grossesse ou l'accouchement) ou indirectes (affections antérieures à la grossesse mais aggravées par celle-ci).

Quatre axes doivent être développés pour prévenir la mortalité maternelle et tendre vers une maternité sans risque :

- développer l'accès à la planification familiale, pour éviter deux types de grossesses à risque : les grossesses chez les très jeunes filles dont l'organisme n'est pas encore prêt pour une grossesse, ainsi que les grossesses trop rapprochées qui affaiblissent l'organisme ;
- améliorer le suivi prénatal, pour prévenir et traiter les épisodes morbides au cours de la grossesse et détecter les complications requérant des soins plus lourds et la prise en charge de la femme dans des unités spécialisées. Le suivi prénatal permet : a) de détecter et de traiter à temps deux causes majeures de mortalité maternelle : l'anémie et l'hypertension, b) de vacciner la femme contre le tétanos, ce qui protégera aussi à la naissance l'enfant (qui bénéficie des anticorps de sa mère) contre le tétanos néonatal, c) d'informer la femme enceinte sur la conduite à tenir et les structures où elle doit se rendre en cas de complications graves ;
- améliorer les conditions d'accouchement, et en particulier la prise en charge des urgences obstétricales. En effet les complications graves de

---

<sup>9</sup> Taux de mortalité maternelle, défini par l'OMS comme "le nombre de décès de femmes survenus au cours de la grossesse, de l'accouchement ou dans un délai de 42 jours après sa terminaison, pour une cause quelconque déterminée ou aggravée par la grossesse ou les soins qu'elle a motivés, mais ni accidentelle ou fortuite", pour 100 000 naissances vivantes.

l'accouchement sont rarement prévisibles, et doivent donc pouvoir être soit traitées sur place (ce qui suppose l'existence d'un bloc opératoire, des médicaments et des instruments adéquats), soit référées vers de plus grosses unités qui disposent de l'équipement nécessaire, mais dans un délai très court. Pour une prise en charge adéquate de ces urgences, il est donc nécessaire d'instaurer un système efficace de transfert des petites unités aux grosses unités, par des ambulances obstétricales, ainsi qu'un suivi des femmes d'une structure à l'autre, afin qu'une femme qui arrive aux urgences ne reste pas plusieurs heures avant d'être césarisée, cas fréquent en Afrique par exemple et à l'origine de nombreux décès en couche ;

- réduire le nombre d'avortements effectués dans de mauvaises conditions sanitaires, enfin, car ces avortements seraient responsables de plus de la moitié de la mortalité maternelle (voir supra).

En ce qui concerne l'enfant, la morbidité et la mortalité périnatales sont étroitement liées à la santé de la mère au cours de la grossesse et au déroulement de l'accouchement. On estime à 7,6 millions le nombre de décès périnataux par an dans les pays en développement, et la moitié des décès d'enfants entre 0 et 5 ans se situe dans le premier mois de vie. D'après des études menées en Asie du Sud et aux Philippines, environ 20-25 % des décès périnataux sont liés à des complications de la grossesse, 20 % sont dus à des pratiques d'accouchement inadéquates, et plus d'un tiers viennent d'une mauvaise santé et de carences nutritionnelles chez la mère. Ces trois facteurs (carence nutritionnelle de la mère, complications de la grossesse et de l'accouchement), lorsqu'ils n'entraînent pas le décès de l'enfant, peuvent être responsables de sévères et irréversibles handicaps : paralysies ou handicaps mentaux causés par l'asphyxie du nourrisson pendant un accouchement trop long, déficiences auditives, visuelles et problèmes neurologiques chez des enfants nés hypotrophiques par suite d'un mauvais état de santé de la mère.

La notion de maternité sans risque doit donc nécessairement être intégrée dans une approche globale de la santé de la femme, car l'amélioration du statut nutritionnel de la femme, la lutte contre l'anémie (qui passe par la lutte contre le paludisme), et l'espacement des grossesses sont des facteurs de réduction de la morbidité et de la mortalité maternelle et périnatale aussi importants que l'amélioration des soins obstétricaux.

Une contribution importante de la France en ce domaine est l'enquête multicentrique sur la morbidité maternelle grave conduite en Afrique de l'Ouest dans six pays : Côte d'Ivoire, Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal. Cette enquête, menée à partir de 1995, financée par la Coopération française et coordonnée par l'INSERM U149, a permis de suivre environ 3 000 grossesses par pays avec pour objectif de déterminer les différents facteurs de risque de la morbidité maternelle grave pouvant être dépistés au cours d'une consultation

prénatale. À la suite de cette enquête, des recommandations sont actuellement en cours de finalisation<sup>10</sup>.

## **La prévention de la transmission du VIH et ses articulations avec les autres programmes d'amélioration de la santé de la reproduction**

### ***La prévention de la transmission sexuelle***

Pour réduire la transmission du VIH<sup>11</sup> par voie sexuelle, trois axes doivent être envisagés : informer les individus sur les modes de transmission de la maladie afin qu'ils modifient leurs comportements lorsque ceux-ci sont à risque, prévenir et guérir les MST, et promouvoir le préservatif.

Les centres de planification familiale, à première vue, paraissent tout indiqués pour la prévention de la transmission par voie sexuelle du VIH. En effet, ce sont les lieux les plus appropriés pour toucher les personnes actives sexuellement, on y trouve de plus un personnel qualifié et le matériel nécessaire aux relations sexuelles sans risque. Ces centres, d'autre part, fonctionnent dans certains pays depuis une trentaine d'années et sont parmi les programmes de santé les mieux évalués et les mieux connus, et enfin de nombreuses leçons tirées de l'expérience de la planification familiale peuvent être utilisées dans la lutte contre le sida<sup>12</sup>.

Cependant, l'intégration n'est pas évidente, car bien qu'ils traitent de la même sphère de relations – les relations sexuelles – les programmes de planification familiale n'ont pas la même fonction que les programmes de lutte contre le sida, puisqu'ils sont orientés vers la maîtrise de la fécondité, et que les rapports entre fécondité et relations sexuelles, certes étroits, n'en sont pas moins délicats<sup>13</sup>. Ainsi, dans la plupart des cas, les centres de planification familiale, même s'ils s'appuient sur le concept de santé de la reproduction, ne prennent souvent pas en compte les problèmes strictement liés à la sexualité et en particulier la santé sexuelle de leurs clients. De plus, bien que ces programmes s'adressent théoriquement à tous les individus d'âge reproductif, en pratique ils ne concernent fréquemment que les femmes mariées, et rarement les adolescentes, les femmes sans enfants et les

---

10 INSERM U149, 1998. – Morbidité maternelle en Afrique de l'Ouest. – Ministère des Affaires étrangères, Coopération française, 116 p.

11 Pour une analyse de l'état de l'épidémie, le lecteur se reportera au chapitre 8 sur "La diffusion du sida et son impact sur la croissance démographique" qui lui est en partie consacré.

12 PACHAURI S., 1994. – "Relationship between AIDS and Family planning programmes: a rationale for developing integrated reproductive health services", *Health Transition Review*, vol. 4, p. 321-347.

13 DESGRÉES DU LOÛ A., 1998. – "Santé de la reproduction et sida en Afrique subsaharienne : enjeux et défis", *Population*, n° 4, p. 701-730.

hommes. L'exemple du programme familial indien est révélateur : organisé au départ pour prendre en compte tous les aspects de la santé reproductive, ce programme a dérivé vers un objectif de réduction de la population, et aucune place n'était plus accordée aux besoins des adolescents, des célibataires, aux questions de l'infécondité, des infections génitales ou des grossesses non désirées.

Dans les pays en développement, où les moyens financiers sont restreints, le principe de programmes intégrés, où tous les aspects de la santé de la reproduction sont pris en charge, suscite des inquiétudes en termes d'allocations des ressources, et ce en particulier à cause du coût que représente la lutte contre le sida. Ainsi les programmes de prévention du sida sont-ils généralement indépendants des programmes de planification familiale. En Afrique en particulier, l'intégration entre les deux types de programme, même si elle est parfois souhaitée sur le papier, est pratiquement inexistante, mais cela est aussi imputable au faible développement des programmes de planification familiale dans les pays africains. Les programmes de lutte contre le sida s'organisent donc à part avec des financements propres, et il existe une dichotomie nette entre la lutte contre le sida et les autres aspects de la santé de la reproduction. Cependant des expériences pilotes, en particulier en Amérique latine, ont montré qu'une telle intégration était possible et efficace, et des efforts devraient être menés dans ce sens.

### ***La prévention de la transmission mère-enfant***

La prévention de la transmission mère-enfant du VIH est aujourd'hui un des enjeux majeurs des programmes de santé maternelle et infantile : avec un taux de transmission d'environ 30 % en l'absence de prévention, l'infection pédiatrique à VIH, dans les pays fortement touchés, risque d'annuler tout ou partie des améliorations de la survie des enfants obtenues au cours des dernières décennies.

Le VIH peut être transmis de la mère à l'enfant pendant la grossesse, au cours de l'accouchement, et après la naissance par le lait maternel, ce dernier mode de transmission étant responsable d'environ un tiers des infections. Mais la recherche a fait de récentes avancées en ce domaine. En 1994, a été mis au point en Europe et aux États-Unis un traitement par l'AZT pendant la grossesse, l'accouchement et six semaines après la naissance de l'enfant, qui réduit de 66 % le risque de transmission mère-enfant du VIH chez des femmes non allaitantes. Ce traitement étant inapplicable financièrement et pratiquement dans les pays en développement, des régimes simplifiés ont été étudiés. Dans le courant de l'année 1998, plusieurs essais cliniques menés en Thaïlande et en Afrique ont montré que de tels régimes simplifiés d'antirétroviraux administrés aux femmes enceintes réduisent de façon significative la transmission du VIH au cours de la grossesse et de l'accouchement : l'administration d'AZT par voie orale (600 mg/jour) pendant quatre semaines à la fin de la grossesse et pendant l'accouchement réduit la transmission de la mère à l'enfant de 50 % chez des femmes non allaitantes. Cependant dans la majorité des

pays en développement, l'allaitement maternel est le principal mode d'alimentation des nouveau-nés. Le même régime (dit régime court d'AZT) chez des femmes allaitantes a conduit à une réduction du risque d'infection de 38 % chez des enfants de 6 mois : ce régime reste donc efficace mais dans une moindre mesure à cause de la transmission par le lait maternel. Les résultats préliminaires d'un essai récent mené en Ouganda ont montré une efficacité à 6 semaines de 50 % avec un régime encore plus simple et beaucoup moins coûteux : 1 comprimé de névirapine à la mère en début de travail et une dose de sirop de névirapine à l'enfant à 72 heures de vie. Mais ces résultats restent encore à confirmer<sup>14</sup>. En ce qui concerne le risque de transmission postnatale du VIH, trouver des alternatives à l'allaitement maternel lorsque la mère est infectée sans pour autant augmenter le risque de malnutrition et d'infections chez l'enfant devient une des priorités de la recherche, et, depuis fin 1998, l'OMS et l'UNICEF ont revu leurs recommandations en matière d'allaitement, préconisant la recherche de solutions adaptées dans le cas des mères infectées par le VIH<sup>15</sup>.

L'Agence nationale de recherche sur le sida (ANRS) a une part active dans ces recherches menées sur la transmission du VIH, aussi bien transmission sexuelle que transmission mère-enfant. Un programme commun Coopération française et ANRS a été créé, l'Action coordonnée 12, pour développer des programmes de recherche clinique, épidémiologique ou en sciences humaines, qui répondent aux problèmes spécifiques des pays du Sud<sup>16</sup>.

### *L'application des résultats de la recherche aux programmes de santé publique*

Au cours de l'année 1999 un consensus s'est établi au sein des différentes instances internationales sur la nécessité d'appliquer les récentes avancées de la recherche aux programmes de santé publique sur une large échelle, mais cela suppose que plusieurs conditions soient remplies :

- l'existence préalable de structures de prise en charge des femmes enceintes et des accouchements (consultations prénatales, maternités). La prévention de la transmission mère-enfant du VIH doit être

---

<sup>14</sup> On pourra consulter deux articles de synthèse sur ces traitements : DABIS F., LEROY V., CASTETBON K., SPIRA R., NEWELL M.L. and SALAMON R., 2000. – "Preventing mother-to-child transmission of HIV-1 in Africa in the year 2000", *AIDS*, sous presse ; DE COCK K., FOWLER M., MERCIÉ E., DE VINCENZI I., SABA J. and HOFF E. *et al.*, 2000. – "Prevention of mother-to-child HIV transmission in resource-poor countries translating research into policy and practice", *JAMA*, n° 283, p. 1175-1182.

<sup>15</sup> DABIS F. et MSELLATI P., 1998. – "Transmission mère-enfant dans les pays en développement", *Numéro Spécial ANRS-Le Journal du Sida-Transcriptase*, Genève, p. 57-58.

<sup>16</sup> Les projets financés dans le cadre de l'AC12 concernaient jusqu'ici essentiellement l'Afrique, avec trois sites majeurs : Abidjan, Bobo Dioulasso, Dakar, mais un nouveau site a été récemment ouvert au Vietnam, à Ho Chi Minh Ville.

envisagée comme un volet des programmes de santé mère-enfant. Or 32 % des femmes n'ont pas accès aux soins prénataux dans les PVD ;

- le dépistage VIH proposé à large échelle en consultation prénatale, de façon confidentielle et à faible coût. Actuellement, le dépistage n'est proposé en consultation prénatale qu'au sein d'essais pilotes de réduction de la transmission mère-enfant, à petite échelle. L'accès au dépistage doit donc être amélioré, et cela passera en particulier par la réduction du coût du test, mais surtout par une formation adéquate du personnel de santé au conseil et à l'annonce et une allocation spécifique de personnel à ces tâches ;
- un coût réduit des médicaments. L'industrie pharmaceutique semble accepter de participer à ces programmes en proposant l'AZT à un coût réduit. La discussion avec les laboratoires pharmaceutiques produisant les médicaments d'efficacité démontrée doit être poursuivie en ce sens ;
- la possibilité pour la mère de choisir un mode d'alimentation adapté. Une des conclusions de la Conférence sur le sida de Genève (1998) a été que les femmes doivent avoir une information complète sur les risques de transmission mère-enfant, en particulier la transmission par le lait (ce dont elles étaient peu informées jusque-là) et doivent pouvoir choisir en conséquence le mode d'alimentation de leur enfant. Cela implique qu'elles aient accès à moindre coût à l'allaitement artificiel lorsqu'elles sont séropositives, mais aussi que ce choix soit soutenu par un suivi nutritionnel étroit de l'enfant et des conseils adaptés.

Aujourd'hui, de telles intégrations de la prévention de la transmission mère-enfant dans les structures de santé maternelle et infantile n'existent dans les pays en développement qu'à très petite échelle, dans le cadre de projets cliniques, hormis en Thaïlande, où le programme de réduction de la transmission mère-enfant du VIH est déjà développé à large échelle dans plusieurs provinces du pays. Sous l'égide de l'ONUSIDA et de l'UNICEF, une douzaine de programmes pilotes de prévention de la transmission mère-enfant basés sur les nouveaux régimes courts d'antirétroviraux pendant la grossesse sont prévus ou en cours de démarrage, dans plusieurs pays d'Afrique et au Honduras. La France est engagée dans un projet de même nature en Côte d'Ivoire, depuis l'année 1999, et ce dans le cadre de la mise en place du Fonds de solidarité thérapeutique international (FSTI), créé à l'initiative de la France après la X<sup>e</sup> Cisma de décembre 1997 à Abidjan. Le FSTI envisage la prévention de la transmission mère-enfant comme un objectif en soi mais aussi comme une porte d'entrée à une prise en charge plus globale des adultes (des femmes notamment) et des enfants.

## Conclusion

L'amélioration de la santé de la reproduction implique que tous les individus aient accès à une sexualité sans risque, que les femmes aient accès à la maternité sans risque, et ce dans le respect du libre choix de chacun. En termes de services proposés, cela implique que, dès l'adolescence, tous les individus soient pleinement informés des risques d'une sexualité non protégée et aient accès aux préservatifs, que l'information et les méthodes de planification familiale soient accessibles à tous, et enfin que les femmes puissent bénéficier d'un suivi prénatal et d'une prise en charge obstétricale de qualité, en particulier dans les cas d'avortements provoqués, qui constituent un problème de santé publique croissant dans les pays du Sud. Sur ces trois points, bon nombre de pays en développement sont encore peu avancés, comme le montrent les forts taux de mortalité maternelle. Les expériences passées ayant prouvé l'échec des programmes verticaux dans ce domaine, il semble que l'effort devrait porter maintenant sur l'intégration de ces trois types de programmes à l'ensemble du secteur de santé, la lutte contre le sida intervenant elle-même à tous les niveaux de ces programmes et en synergie avec ceux-ci, puisqu'elle passe à la fois par la promotion d'une sexualité sans risque et par la réduction de la transmission mère-enfant du VIH via une prise en charge adéquate des femmes enceintes.

## *Pour en savoir plus*

- BONNET D. et GUILLAUME A., 1999. – *La santé de la reproduction : concept et acteurs*. – Paris, ETS/IRD, 20 p. (Documents de recherche, n° 8).
- ROSEN J. et CONLY S., 1998. – *Le défi de la population en Afrique : accélérer les progrès de la santé reproductive*. – Washington DC, Population Action International, 86 p. (Série d'Études nationales, n° 4).
- NTOZI *et al.* (eds.), 1997. – Vulnerability to HIV infection and effects of Aids in Africa and Asia/India, *Health Transition Review*, vol. 7, 486 p.
- SADIK N., 1997. – *État de la population mondiale 1997. Le droit de choisir : droits et santé en matière de reproduction*. – New York, FNUAP, 76 p.
- TURMEN T., 1996. – "Reproductive health. More than biomedical interventions", *Integration*, Spring, p. 32-36.

**Tableau 1. Indicateurs de santé de la reproduction selon les grandes régions du monde en développement  
(vers 1995-1999)**

	Afrique subsaharienne	Pays arabes	Asie du Sud	Asie de l'Est	Asie du Sud- Est/Pacifique	Amérique latine et Caraïbes	Ensemble PVD	Monde
Mortalité infantile (pour 1 000) (a)	104	55	74	37	48	35	65	60
Mortalité des moins de 5 ans (pour 1 000) (a)	169	73	109	46	68	43	95	88
Insuffisance pondérale néonatale (%) (a)	16	11	32	9	15	10	18	17
Insuffisance pondérale des moins de 5 ans (%) (a)	30	17	50	16	25	10	30	-
Enfants d'un an vaccinés contre : - la tuberculose (%) (a)	70	91	94	96	94	93	89	89
- rougeole (%) (a)	56	83	79	96	86	78	79	79
Taux de mortalité maternelle (pour 100 000 naissances vivantes) (a)	975	396	551	95	449	191	488	430
Recours à la contraception (%) (a)	16	37	41	82	53	64	56	58
Besoins en contraception non satisfaits (en % de femmes en âge reproductif) (b)	20 à 40*			8 à 28**		20 à 40	-	-
Indice synthétique de fécondité (c)	5,1*			2,6**		2,7	3,0	2,7
Femmes bénéficiant de soins prénatals (en %) (d)	63*			65**		73	65	68
Accouchement dans une maternité (en %) (d)	36*			37**		71	40	46
Prévalence du VIH/sida (en %) (e)	7,5*			0,7**		0,6	-	1,0

Sources : (a) PNUD, 1998. – *Rapport mondial sur le développement humain 1998*. – Economica, 254 p.

(b) TSUI A. *et al.*, 1997. – *Reproductive health in developing countries. Expanding dimensions, building solutions*. – Washington, National Academy Press, 314 p.

(c) SADIK N., 1999. – *6 milliards. L'heure des choix. État de la population mondiale 1999*. – New York, FNUAP, 76 p.

(d) SADIK N., 1997. – *Le droit de choisir : droits et santé en matière de reproduction. État de la population mondiale 1997*. – New York, FNUAP, 76 p.

(e) UNAIDS/WHO, 1998. – *Report on the global HIV/AIDS epidemic*. – 75 p.

- : Non disponible.

\* : Ensemble de l'Afrique.

\*\* : Ensemble de l'Asie.



## CHAPITRE 8

---

# LA DIFFUSION DU SIDA ET SON IMPACT SUR LA CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE

**Benoît FERRY**

*Directeur de recherche à l'Institut de recherche pour le développement (IRD)  
Chercheur au Centre français sur la population et le développement (CEPED)*

Selon ONUSIDA<sup>1</sup>, depuis le début de l'épidémie il y a une vingtaine d'années, plus de 47 millions de personnes au total ont été infectées par le VIH. Bien que le virus agisse lentement et que plus d'une dizaine d'années s'écoulent parfois avant la survenue de la maladie et du décès, le VIH a déjà causé la mort de près de 14 millions d'adultes et d'enfants. Le sida aurait fait 2,5 millions de victimes en 1998.

À l'heure actuelle, plus de 95 % des personnes infectées par le VIH vivent dans le monde en développement. C'est là aussi que sont survenus 95 % des décès causés par le sida jusqu'à présent, principalement chez les jeunes adultes, qui, sinon, auraient atteint leur plus grand potentiel en matière de productivité et de procréation. Les multiples conséquences de ces décès provoquent une situation de crise en certains points du globe. Diminution des chances de survie des enfants, effondrement de l'espérance de vie, systèmes de santé débordés, augmentation du nombre d'orphelins, mauvais bilans économiques : le sida n'a jamais représenté un aussi grand péril pour le développement.

Certains ont dit que le sida allait décimer certaines populations, en Afrique notamment, qu'il allait résoudre le problème des très forts taux d'accroissement naturel dans le monde et qu'il n'y avait pas à se préoccuper de l'avenir démographique de la planète. L'ensemble des analyses démontre que la population des pays en développement va continuer à s'accroître rapidement et que le sida ne viendra que terriblement compliquer cette croissance en soulevant de nouveaux problèmes sociaux, économiques et politiques. Quoi qu'il en soit et quoi qu'on fasse,

---

<sup>1</sup> Rapport ONUSIDA-OMS, 1998. – *Le point sur l'épidémie de SIDA*. – Genève.

on devra vivre avec le sida et ses conséquences pour au moins les 25 prochaines années.

## L'évolution de l'épidémie

Depuis la CIPD (Conférence internationale sur la population et le développement), en 1994, la situation du sida dans le monde a sensiblement évolué et en cinq ans certains de ses aspects ont bien changé. La situation générale de l'épidémie s'est aggravée. Sans vouloir développer une fresque générale de l'épidémie actuelle du sida dans le monde, il apparaît cependant utile de relever à grands traits où l'on en est cinq ans après la CIPD.

Il ne faut pas se laisser abuser par l'apparente stabilisation, voire le reflux dans les pays développés et dans quelques pays en développement. Pour la seule année 1998, la progression de l'épidémie a continué à être rapide avec 5,8 millions de nouvelles infections<sup>2</sup>. La moitié de ces nouvelles infections ont frappé les jeunes de 15 à 24 ans.

Si l'on fait le bilan du sida dans le monde, l'Afrique, située à l'épicentre de la pandémie, dépasse de très loin les autres régions. Depuis le début de l'épidémie, 83 % des décès par sida ont été enregistrés dans cette région. Neuf enfants de moins de 15 ans sur 10 qui ont été infectés en 1998 vivaient en Afrique. Au moins 95 % des orphelins que fait le sida dans le monde sont Africains. Pourtant, l'Afrique subsaharienne n'abrite qu'un dixième de la population mondiale. Depuis le début de l'épidémie, l'Afrique a été la plus touchée : 34 millions de personnes y ont été infectées dont 12 millions sont déjà décédées. En 1998, 70 % des personnes qui ont été infectées par le VIH vivent en Afrique subsaharienne, et c'est aussi dans cette région que sont survenus les quatre cinquièmes de tous les décès dus au sida. L'épidémie a démarré tardivement en Afrique australe, mais sa progression est foudroyante. Avec plus de 15 % de prévalence en Afrique du Sud et plus de 35 % dans certaines villes, comme au Zimbabwe ou au Botswana, les niveaux et la dynamique des épidémies laissent présager pour les toutes prochaines années les situations les plus critiques du monde en matière de sida et de ses conséquences.

Dans bon nombre de pays d'Asie où l'épidémie a démarré plus tard, le VIH gagne rapidement du terrain. Malgré le recul exemplaire de la Thaïlande, la situation est préoccupante au Viêt-nam, au Myanmar, mais surtout en Inde et bientôt en Chine. Dans ces derniers pays où le déni officiel du sida s'est prolongé, la situation devient catastrophique, en prenant des proportions inquiétantes, compte tenu des masses de population concernées et de la difficulté à mettre en place des programmes de très grande ampleur.

---

<sup>2</sup> Rapport ONUSIDA-OMS, 1998. – *Le point sur l'épidémie de SIDA*. – Genève.

En Amérique latine, le mode de propagation du VIH est presque le même que dans les pays industrialisés et, concernant principalement les homosexuels et les toxicomanes, l'épidémie n'explose plus. En Europe orientale, comme en Amérique latine et aux Caraïbes, l'infection touche surtout les groupes marginalisés, mais ne se limite pas à eux.

Le VIH continue de se propager rapidement chez les toxicomanes d'Europe orientale et d'Asie centrale. Cette région, qui semblait en grande partie épargnée par l'épidémie jusqu'au milieu des années 1990, compte aujourd'hui des centaines de milliers de séropositifs. Au-delà des toxicomanes ce sont les prostituées et leurs clients qui sont de plus en plus touchés, et ce dans un contexte de forte augmentation des maladies sexuellement transmissibles.

En Amérique du Nord et en Europe occidentale, les nouvelles associations de médicaments anti-VIH continuent de réduire de manière sensible le nombre de décès dus au sida. Cependant, les associations antirétrovirales permettant de garder les personnes séropositives en vie plus longtemps, l'infection continue de se propager et la proportion de personnes qui vivent avec le VIH augmente, d'où une demande accrue de soins. Ces phénomènes exigent des pays un effort supplémentaire en matière de prévention.

## **Les déterminants de la transmission**

Les épidémies de sida se sont développées de façons très différentes selon les pays et les populations. La rapidité d'extension et les niveaux d'infection atteints peuvent être très contrastés entre pays voisins, voire même à l'intérieur d'un même pays entre différents groupes ou régions. Dans certaines populations, l'épidémie a démarré très rapidement et a atteint des niveaux élevés, avec plus de 30 % d'adultes infectés, comme en Afrique de l'Est et maintenant en Afrique australe ; la progression continuant ou l'épidémie se stabilisant selon les pays. Dans d'autres populations, où la pandémie a démarré à la même époque, la prévalence s'est élevée très lentement et se trouve à moins de 10 % , comme au Nigéria ou en Centrafrique. Dans d'autres populations enfin, la prévalence s'est stabilisée à des niveaux faibles de moins de 2 %, comme dans nombre de pays d'Afrique de l'Ouest (au Sénégal et au Gabon par exemple) ou dans les pays maghrébins. Les mécanismes qui sous-tendent ces dynamiques différentielles sont moins bien compris qu'on ne le pense généralement.

Parmi l'ensemble des déterminants de la transmission, qui conditionnent le niveau et la dynamique des épidémies, il convient de distinguer les facteurs d'exposition des individus au VIH et les facteurs d'infection. L'exposition se trouve pour une faible part dans la transmission sanguine. La majorité des populations se trouve exposée par ses comportements sexuels. Pour les populations sexuellement

actives, la variabilité et l'intensité de leurs échanges sexuels peuvent aboutir à des degrés variables d'exposition au VIH. D'où l'importance des variables telles que le multipartenariat, l'âge au premier rapport et l'activité sexuelle des jeunes, l'activité des prostituées et de leurs clients, etc. Tout ceci constituant le système d'échange sexuel spécifique à chaque population ou sous-population. De nombreuses études décrivent les situations rencontrées à travers le monde et tentent d'en déduire des niveaux d'exposition différentiels<sup>3</sup>. Les études récentes sur les réseaux sexuels viennent compléter la compréhension de l'organisation et des mécanismes des relations sexuelles<sup>4</sup>, et leur impact potentiel sur les épidémies de sida<sup>5</sup>.

La transmission du VIH dépend certes de ces niveaux différentiels d'exposition, mais aussi sans doute surtout des facteurs (ou cofacteurs) d'infection tels que l'utilisation de préservatifs, les autres MST, la circoncision masculine... Les études récentes sont contradictoires sur les synergies MST/VIH en Afrique, notamment sur la possibilité de faire baisser l'incidence du VIH par un traitement massif des MST. Par contre, un faisceau d'études montre une relation assez forte entre la non-circoncision des hommes et la transmission du VIH.

Ce n'est que par des modèles socio-épidémiologiques de simulation que l'on peut intégrer l'ensemble des facteurs en jeu, afin de décrire et de comprendre la dynamique des épidémies. Malheureusement, depuis la CIPD, peu de progrès ont été faits dans l'amélioration, le développement ou l'utilisation de tels modèles. De plus il apparaît maintenant que les facteurs déterminants ne sont pas les mêmes en début d'épidémie, ou lorsque l'épidémie est installée.

De ces études il ressort que les facteurs de transmission sont assez différents selon que l'on raisonne au niveau individuel, à celui des "populations à risque" ou encore à celui des populations générales. Au total, on demeure dans une grande incertitude sur la combinaison de ces facteurs et leur impact effectif sur les épidémies, et par conséquent sur les méthodes optimales de prévention à l'échelle des populations générales.

Si, dans les pays développés, le sida a principalement touché dans un premier temps les toxicomanes et les homosexuels, il en est tout autrement dans la majorité des pays en développement où la très grande majorité de la transmission est hétérosexuelle et concerne la population générale. Les jeunes alimentent massivement et de façon permanente la population qui devient à risque du fait

<sup>3</sup> CLELAND J. and FERRY B. (eds), 1995. – *Sexual Behaviour and AIDS in the Developing World*. – London, Taylor and Francis, 245 p.

HUBERT M., BAJOS N. and SANDFORT T. (eds), 1998. – *Sexual Behaviour and HIV/AIDS in Europe*. – London, UCL Press, 442 p.

<sup>4</sup> FERRY B., 1996. – "Transmission hétérosexuelle et réseaux d'échange", *Numéro spécial ANRS, le Journal du Sida-Transcriptase*, Vancouver, p. 6-8 ; FERRY B., 1999. – "Systèmes d'échanges sexuels et transmission du VIH/sida dans le contexte africain", in : BECKER C., DOZON J.P., OBBO C. et TOURE M. (éds), *Vivre et penser le sida en Afrique/Experiencing and understanding AIDS in Africa*, p. 237-256. – Paris, CODESRIA/IRD/Karthala, 712 p.

<sup>5</sup> CARAEL M., CLELAND J., DEHENEFFE J.C., FERRY B. and INGHAM, R., 1995. – "Sexual Behaviour in Developing Countries: Implications for HIV Control", *AIDS*, n° 9, p. 1171-1175.

même de leur entrée dans la vie sexuellement active. On estime qu'environ la moitié des infections ont eu lieu jusqu'à présent dans le groupe d'âges 15-24 ans. Pour les nouvelles infections, on estime que les trois quarts ont actuellement lieu avant 25 ans. Autour de 60 % de toutes les infections chez les femmes ont actuellement lieu avant l'âge de 20 ans.

Les modes de transmission actuels dans diverses populations génèrent d'importantes différences dans l'impact démographique. Celui-ci en effet variera sensiblement entre les pays développés et les pays en développement, du fait de niveaux de prévalence assez inégaux, mais du fait aussi des écarts dans la nature des sous-populations touchées et les modes de transmission.

## **Les dimensions démographiques de la pandémie**

Quand on considère la dynamique des populations, le sida est d'apparition relativement récente, et on manque de recul pour en mesurer toutes les conséquences possibles. Personne aujourd'hui ne peut prévoir avec certitude, à l'échelle d'un pays, l'impact réel du sida sur la mortalité, la fécondité et les autres phénomènes démographiques sur le moyen ou le long terme. On peut certainement affirmer que son impact majeur est encore à venir, particulièrement en Afrique australe et surtout en Asie.

Les perspectives démographiques de la CIPD, en 1994, ne prenaient pratiquement pas en compte l'impact démographique du sida. Or, l'effet du sida sur la mortalité se fait à présent lourdement sentir dans une grande partie de l'Afrique subsaharienne, et son impact sur la fécondité s'avère beaucoup plus important que prévu, en renforçant sensiblement la baisse tendancielle observée depuis quelques années. On en arrive ainsi à certaines situations de croissance qui pourraient être critiques en devenant négatives. Enfin, le sida modifie les structures familiales, les comportements sexuels et la nuptialité, ce qui n'est pas sans conséquences sur la dynamique démographique elle-même.

### ***La mortalité***

Un fort contraste se développe à présent avec l'arrivée des trithérapies. Là où elles sont disponibles, c'est-à-dire dans les pays développés, on a assisté à un recul brutal de la mortalité due au sida. Par contre, là où ces thérapies ne sont que pas ou peu disponibles, dans les pays en développement, le sida fait maintenant pleinement sentir ses effets sur la mortalité.

On doit s'attendre à une augmentation très significative de la mortalité infantile et juvénile. La réduction de la mortalité infantile a été le principal objectif des grands programmes de population et de santé des dernières décennies. Dans un grand nombre de pays en développement, l'impact du sida sur la mortalité infantile aura pour effet de la faire remonter au niveau où elle était au début des années 1960, alors que ces pays l'avaient vu chuter de façon importante du fait des programmes de vaccinations et de l'amélioration des systèmes de soins et du niveau de vie.

L'espérance de vie à la naissance est l'un des premiers indices auxquels se fient les responsables politiques pour évaluer le développement humain. À cause du nombre supplémentaire de décès dus au sida chez les enfants et chez les jeunes adultes, l'évolution de cet indicateur est critique. D'après le rapport établi par la division de la Population des Nations unies et l'ONUSIDA, l'épidémie anéantira les précieux acquis du développement en faisant reculer l'espérance de vie<sup>6</sup>. D'après les calculs, le sida coûtera en moyenne dix-sept années d'espérance de vie aux neuf pays où la prévalence du VIH chez les adultes est égale ou supérieure à 10 % (Afrique du Sud, Botswana, Kenya, Malawi, Mozambique, Namibie, Rwanda, Zambie et Zimbabwe). Au lieu d'augmenter pour atteindre 64 ans d'ici 2010 à 2015 en l'absence de sida, l'espérance de vie retombera à 47 ans en moyenne.

Le terrible recul de l'espérance de vie est dû à la fois aux décès chez les adultes, dont la plupart sont jeunes ou dans la fleur de l'âge, et aux décès chez les enfants. Le sida est en grande partie responsable de la hausse des taux de mortalité infanto-juvénile dans de nombreuses zones d'Afrique subsaharienne, anéantissant les victoires remportées de haute lutte au fil des années en matière de survie de l'enfant.

Parallèlement, le sida a et aura des effets indirects sur la morbidité et la mortalité par d'autres causes, avec notamment la recrudescence de la tuberculose, ou encore par la priorité donnée au traitement des maladies opportunistes dues au sida au détriment d'autres maladies que l'on pourrait assez facilement soigner.

Le sida ajoutera aussi d'autres effets indirects sur la morbidité et la mortalité des enfants, qui continueront à augmenter. Une mère infectée place en effet son enfant, quel que soit son statut sérologique, au risque que celui-ci soit mal nourri et contracte des affections endémiques, comme la tuberculose par exemple. De plus, l'enfant a des chances de devenir orphelin rapidement, ce qui réduit encore davantage ses chances d'accès aux soins.

Puisque le taux de mortalité des adultes continuera à augmenter à cause du sida, le nombre d'orphelins ira lui aussi en augmentant. On peut estimer que plus de 5 millions d'enfants de moins de 10 ans sont orphelins de mère du fait du sida.

---

<sup>6</sup> UNITED NATIONS, Population Division and UNAIDS, 1999. – *The Demographic Impact of AIDS, Report on the Technical Meeting*. – New York, ESA/P/WP.152.

Selon Brouard<sup>7</sup>, sans sida en Afrique, à 15 ans, 10 % des enfants ont perdu leur mère, 20 % leur père et 2 % leur père et leur mère. Si l'on atteint 15 % de prévalence du VIH, dans ce contexte africain, ces proportions deviennent, toujours à l'âge de 15 ans, 33 et 40 % et pour les deux parents 16 %.

### *La fécondité*

Dans un contexte de déclin général de la fécondité dans les pays en développement, l'impact du sida sur la fécondité sera probablement beaucoup plus important que l'on ne l'envisageait il y a quelques années. Cependant, les mécanismes en jeu étant particulièrement complexes, on n'a pas aujourd'hui une idée tout à fait claire de la manière dont le sida se fera sentir et de l'ampleur de son effet sur la fécondité.

Dans la plupart des pays en développement, la majorité de ceux qui sont infectés ne connaissent pas leur statut VIH. De ce fait, le statut n'aura que peu d'effet sur les décisions de reproduction. De plus, du fait de la longue période d'incubation de la maladie, les opportunités pour les femmes séropositives d'avoir un enfant ne seront pas réduites. On note cependant dès à présent que les femmes séropositives sont sensiblement moins fécondes, voire moins fertiles, que les femmes séronégatives<sup>8</sup>. La plupart des adultes infectés mourront après avoir passé la période la plus féconde de leur vie. Il faut cependant noter que l'épidémie a le potentiel de réduire la fécondité si une plus faible proportion de la population arrive en âge de procréer. De plus l'accroissement de la mortalité des adultes laissera un grand nombre de veufs et de veuves.

La perception du VIH et le risque d'infection pourront avoir des effets imprévus et sans doute non négligeables sur le désir d'enfant. On pourrait par exemple faire plus d'enfants pour s'assurer une survie et le remplacement des générations ; ou bien au contraire en faire moins en se protégeant plus. L'augmentation de l'utilisation des préservatifs pourrait avoir comme effet secondaire de prévenir une partie des grossesses non désirées.

Les principales conséquences sur la fécondité seront surtout indirectes du fait du bouleversement des familles et des structures de reproduction et d'élevage des enfants. Les cellules de base de la procréation, constituées par toutes les formes d'organisation de la vie en couple, mais aussi leur environnement seront perturbés, ce qui ne sera pas sans effet sur les mécanismes sociaux de la reproduction, et son corollaire les niveaux de fécondité atteints.

---

<sup>7</sup> BROUARD N., 1994. - "Aspects démographiques et conséquences de l'épidémie de SIDA en Afrique", in : VALLIN J. (éd.), 1994. - *Populations africaines et SIDA*, p. 119-178. - Paris, La Découverte/ CEPED.

<sup>8</sup> GRAY R.H. *et al.*, 1998. - "Population-based study of fertility in women with HIV-1 infection in Uganda", *The Lancet*, vol. 351, p. 98-103.

L'impact sur la fécondité ne pourra donc s'envisager que dans le cadre plus large de l'impact du sida sur les sociétés, les cultures, les économies, les représentations et la reproduction sociale.

### ***La croissance différentielle des populations***

Les niveaux de prévalence du sida atteints et la dynamique des épidémies varient grandement selon les régions, les pays et les populations. Son impact sur les variables démographiques s'en trouvera donc extrêmement diversifié.

Pour la majorité des pays faiblement touchés, que ce soit en Afrique, en Amérique latine ou en Asie, l'accroissement naturel pourrait diminuer de moins de 1 %, tout en demeurant largement positif. Il n'en est sans doute pas de même pour les pays plus fortement touchés, comme aujourd'hui en Afrique de l'Est ou en Afrique australe, où l'on peut envisager, en particulier dans certaines grandes villes, des accroissements négatifs. Cette situation dramatique ne devrait pas se prolonger au delà d'une génération.

Ce relativement faible impact sur l'accroissement global de la population est principalement dû aux très hauts niveaux de fécondité : ceux-ci ont un effet beaucoup plus important sur la croissance des populations que l'effet de l'épidémie de sida ou aucun autre paramètre démographique. Ainsi le léger ralentissement de la croissance de la population dû au sida n'aura qu'un faible impact sur la taille de la population mondiale, même si les pyramides des âges de certains pays subiront des transformations rapides du fait de l'augmentation de la mortalité et des changements de la fécondité.

### **Les conséquences sociales et économiques**

#### ***L'impact social ou structurel***

Si le sida a des conséquences démographiques assez limitées en terme d'effectif, son impact réel se fait sentir lourdement sur les structures et l'organisation socio-économiques des populations les plus touchées, dans la mesure où il fait disparaître les personnes dans leurs années les plus productives, entre 20 et 40 ans. Une partie des forces de travail est perdue, les charges sur les systèmes de santé augmentent de façon intolérable, un nombre important d'orphelins apparaît, enfin les systèmes communautaires et familiaux se trouvent bouleversés. Les conséquences, perceptibles dès aujourd'hui sur les structures familiales, la nuptialité et l'organisation sociale, se feront sentir pendant plusieurs décennies.



Les jeunes et les femmes, particulièrement vulnérables au sida et à ses conséquences, méritent une attention et des efforts spécifiques que les institutions internationales, les agences de coopération et les gouvernements commencent à envisager.

### ***L'impact économique***

Dans des populations déjà fragilisées, l'impact économique revêt différentes formes, qu'il s'agisse des coûts directs (prévention, traitement des maladies opportunistes et les trithérapies, système de soins, AZT pour les femmes enceintes, tests de dépistage, etc.), mais surtout des coûts indirects (poids sur les familles, les orphelins, décès des personnes dans leurs années les plus productives, disparition de main d'œuvre qualifiée, etc.) qui s'annoncent dramatiques dans nombre de pays en développement.

Tout ceci entraîne des effets dramatiques, dont la Banque mondiale et le PNUD essayent de mesurer l'ampleur et les conséquences, sur les fragiles stabilités sociales, économiques et politiques dans la plupart des pays en développement. Et c'est bien là que sont les enjeux de l'avenir. Ce n'est pas le nombre 8, 10 ou 12 milliards d'individus sur la planète qui est important, c'est le rythme d'accroissement de la population, et plus important encore, les conditions dans lesquelles on s'achemine vers de tels effectifs.

### **De la recherche à la prévention**

#### ***La recherche biomédicale***

Depuis la CIPD, des progrès considérables ont été enregistrés par la recherche biomédicale. On les développera peu ici, mais il est cependant utile de mentionner les thérapies anti-rétrovirales associées qui, si elles n'infléchissent pas l'extension de l'épidémie, ont un effet remarquable sur la morbidité et la mortalité des séropositifs. De même, l'administration de l'AZT aux femmes enceintes séropositives permet d'améliorer sensiblement la prévention de la transmission materno-fœtale<sup>9</sup>.

---

<sup>9</sup> On pourra consulter sur ce sujet le chapitre 7 sur "Santé de la reproduction et effets du sida".

Cependant les espoirs d'un vaccin efficace reculent toujours davantage, compte tenu des difficultés scientifiques pour sa mise au point et des investissements énormes qu'il nécessite.

Il est important de souligner que les progrès considérables de la recherche biomédicale sur le sida ont largement profité aux autres secteurs de la recherche biomédicale, et que la France y a joué un très grand rôle.

### ***Les actions de prévention***

Peu de progrès ont malheureusement été enregistrés sur la sécurité sanguine dans les pays en développement. De même un développement massif des tests volontaires et du *counselling* se fait encore attendre.

Au cours des cinq dernières années, d'importants programmes de prévention se sont développés autour des interventions qui se sont avérées les plus efficaces. Il n'y a nul doute que les mesures préventives sont essentielles et efficaces au niveau individuel. Certains programmes, auprès de certains groupes ou certaines communautés, ont été des succès, que ce soit auprès des homosexuels, des prostituées, des toxicomanes, mais plus rarement auprès des jeunes. Ces succès seraient cependant à relativiser selon leur étendue, leur capacité à être reproduits à grande échelle, le type d'*input* qu'il a fallu y mettre. Au niveau des pays, même s'il est démontré qu'une prévention efficace serait utile, il n'y a guère qu'en Thaïlande que l'on peut démontrer un succès décisif. Il y a généralement une tendance à attribuer un peu vite aux actions politiques ou médiatiques des changements qui, soit sont principalement inhérents aux déterminants et aux dynamiques de l'épidémie elle-même, soit ressortent d'une évolution sociale ou culturelle face à l'épidémie ou aux autres évolutions de ces pays.

Les ONG, dont l'action est souvent remarquable en ce qui concerne le sida, ont joué un rôle-clé dans la mise en œuvre de la prévention et de l'accompagnement des malades dans nombre de pays, y compris en développement. Ces acteurs de terrain, en première ligne, s'efforcent de mener des actions exemplaires et efficaces. Cependant leur taille, leurs moyens et leur dispersion ne permettent pas toujours d'obtenir les effets décisifs escomptés.

Les dix dernières années ont démontré que seule une volonté politique déterminée et d'un haut niveau, combinée à des interventions massives et coordonnées, est efficace dans la lutte contre l'épidémie ; ce qui est très rare à travers le monde d'aujourd'hui. En effet, la mobilisation politique, lente à démarrer dans la plupart des pays, semble avoir atteint son maximum il y a déjà plusieurs années pour la majorité d'entre eux. Et aujourd'hui, on relève un relatif désengagement qui se traduit par une certaine démobilitation, une réduction des budgets et des actions pour la prévention et la recherche. Concernant les pays développés, l'effort principal s'est porté sur les trithérapies qui certes prolongent la

vie des individus dans de meilleures conditions, mais ont détourné d'autant les efforts de prévention. Et, dans les pays en développement, le sida ne constitue pas ou plus une priorité et les autres problèmes de développement ont repris le dessus.

Ce ne serait que par un engagement politique de haut niveau et en intégrant le sida comme une des dimensions majeures des problèmes de développement que l'on pourrait contrôler l'épidémie et résoudre les problèmes qui lui sont liés. Le sida s'est installé dans le paysage des problèmes mondiaux et, du fait de la prévention et des thérapies nouvelles dans les pays industrialisés qui contribuent à y circonvenir l'épidémie, s'ajoute à la longue liste des problèmes liés au sous-développement, puisque, globalement, l'épidémie reste incontrôlée dans les PED où elle contrarie une grande partie des acquis et des efforts de développement.

## Conclusion

Cinq ans après la CIPD, la situation du sida dans le monde a évolué, et son poids se fait de plus en plus sentir. On observe deux épidémies, avec des dynamiques complètement différentes, se développer dans les pays industrialisés d'une part, et dans les pays en développement, particulièrement d'Afrique et d'Asie, d'autre part. Nombre de questions restent encore posées. Notamment, bien des phénomènes ne sont pas encore compris dans la dynamique des épidémies de sida et, de ce fait, il est difficile de prévoir leur impact dans toutes leurs dimensions. Les bouleversements sociaux, économiques et politiques dus au sida dans les pays en développement auront sans doute plus d'impact que les conséquences strictement démographiques qui, si elles s'avèrent dramatiques ici ou là, resteront globalement limitées.

On ne doit pas oublier les acquis récents qui laissent espérer une amélioration future de la lutte contre le sida et de la santé des populations dans les pays en développement. Les progrès thérapeutiques remarquables auront tôt ou tard une application dans les pays en développement, comme la France s'efforce de le faire actuellement avec l'AZT pour les femmes enceintes. Les acteurs de la lutte contre le sida s'efforcent davantage de coordonner les programmes et les actions. Les interventions s'intègrent mieux dans les programmes de développement. La reconnaissance des droits de l'homme en matière de santé et les dimensions éthiques soulevées par le sida ont constitué des avancées pionnières qui continuent à faire évoluer l'approche de la santé et les interventions. Du fait de la vulnérabilité spécifique des femmes et de celle de leurs enfants, la perspective de genre est devenue partie intégrante de la lutte contre le sida.

C'est à des efforts considérables de solidarité, d'engagement politique, de recherche, non seulement biomédicale, mais aussi socio-comportementale et opérationnelle, de mobilisation de fonds et d'intégration de l'action contre le sida

dans les programmes de développement que le monde se trouve confronté en cette fin de XX<sup>e</sup> siècle.

***Pour en savoir plus***

VALLIN J. (dir.), 1994. – *Populations africaines et sida*. – Paris, La Découverte/CEPED, 223 p.

BECKER C., DOZON J.P., OBBO C. et TOURÉ M. (éds.), 1999. – *Vivre et penser le sida en Afrique/Experiencing and understanding AIDS in Africa*. – Dakar/Paris, CODESRIA/Karthala/IRD, 712 p.

Revue : *AIDS  
International Journal of STD & AIDS*

Site internet : <http://www.unaids.org/>

## CHAPITRE 9

---

# LES POLITIQUES D'ÉDUCATION DANS LES PAYS DU SUD

**Marie-France LANGE**

*Sociologue à l'Institut de recherche pour le développement (IRD)*

### **Introduction**

Les années 1990 sont marquées par la Conférence mondiale sur l'éducation pour tous (Jomtien, mars 1990) qui a suscité de nombreuses initiatives, tant de la part des pays en voie de développement que des bailleurs de fonds (institutions multilatérales, coopérations bilatérales, organisations non gouvernementales).

Les politiques d'éducation mises en place ces dernières années ont donc été influencées par l'élaboration d'une conception plus large de l'éducation et par l'instauration d'un consensus autour de la nécessité, à la fois éthique et économique, de la priorité à accorder à l'éducation. De plus, la nécessité du partenariat a été clairement proclamée et la Conférence de Jomtien a établi le fait que l'éducation pour tous était une responsabilité sociale qui engageait la participation de tous les acteurs nationaux (publics, privés et associatifs) et qui exigeait l'engagement international des organismes de coopération. Les actions menées par la France en matière de développement des secteurs éducatifs se sont inscrites pour partie au sein de ce nouveau contexte international.

L'affirmation de la primauté de l'éducation dans le processus de développement politique, économique, social et culturel a par ailleurs été constamment réitérée lors des différentes conférences mondiales qui se sont tenues au cours de cette décennie : Conférence internationale sur la population et le développement (1994), Sommet mondial sur le développement social (1995), permettant d'assurer la poursuite ou la relance de certains programmes éducatifs comme le développement de la scolarisation féminine.

## Croissance démographique, progrès de la scolarisation et développement

Le niveau de scolarisation est étroitement dépendant de la croissance démographique et de la structure démographique, et, à l'inverse, les comportements démographiques sont liés au niveau de scolarisation. On voit donc que nous sommes face à des phénomènes qui sont à la fois liés entre eux et dépendants. D'une part, la structure démographique (proportion d'individus en âge d'aller à l'école) détermine le poids financier de la scolarisation, d'autre part, le niveau de scolarisation des individus influe sur différents indicateurs démographiques tels que la nuptialité (âge au mariage plus tardif chez les jeunes filles scolarisées), la fécondité (naissance du premier enfant à un âge plus avancé et nombre d'enfants moins élevé chez les femmes ayant été scolarisées), la mortalité des jeunes enfants (baisse de la mortalité des enfants avec l'amélioration du niveau d'instruction des femmes).

De la même façon, le niveau de scolarisation et le niveau économique d'un pays sont liés et interdépendants. Les pays les plus riches sont aussi les plus scolarisés, à la fois parce que leurs structures économiques nécessitent une main-d'œuvre bien formée, mais aussi parce que le volume de leurs ressources autorise le financement du secteur scolaire. Les relations entre scolarisation et développement sont donc complexes : promouvoir la scolarisation, c'est aussi accepter de financer un secteur qui ne s'avère productif qu'à long terme, et qui, de fait, grève et "gèle" une partie des investissements qui pourraient servir directement au secteur productif ; mais renoncer à développer le secteur scolaire, c'est aussi renoncer à différentes politiques économiques, par absence de main-d'œuvre qualifiée, ou encore rendre difficile la réussite de politiques de santé ou de population.

Les politiques scolaires de certains pays d'Amérique latine ou d'Asie ont ainsi bénéficié de la baisse du taux de croissance démographique, à l'opposé des pays d'Afrique subsaharienne dont la croissance démographique est restée très élevée. Le rapport de dépendance économique du groupe d'âges 6-14 ans s'élève à 46,5 % pour l'Afrique subsaharienne, contre 32,5 % pour l'Amérique latine et 25,8 % pour l'Asie de l'Est. Mais surtout, l'ensemble des pays en développement vont bénéficier globalement, dès 2005, d'une diminution importante de ce taux, à l'exception des pays africains, où le poids démographique des enfants en âge d'être scolarisés est tel que certains d'entre eux vont voir doubler leur population d'âge scolaire au cours des 20 prochaines années<sup>1</sup>. Ces pays, à la fois sous-scolarisés et aux ressources financières réduites, risquent de dépendre de l'aide internationale durant les deux prochaines décennies. Les actions de la France, qui y sont déjà déterminantes en ce qui concerne les pays francophones, peuvent - et devraient - s'engager dans des

---

<sup>1</sup> UNESCO, 1998. – *Rapport mondial sur l'éducation 1998*. – Paris, 174 p.

programmations sur le long terme, compte tenu du fait que la dépendance de ces pays vis-à-vis des donateurs va demeurer importante.

## Les inégalités sociales et régionales devant l'école

Les progrès scolaires réalisés par les différents pays (observables dans la hausse des taux de scolarisation) dissimulent en fait de très fortes disparités qui se sont, au mieux, reproduites ou, au pire, accrues. On appelle disparités scolaires les différences d'accès ou de réussite à l'école. Ces disparités s'observent en premier lieu entre les pays ; on distingue les pays occidentaux à fort taux de scolarisation, les pays intermédiaires (pays à revenus intermédiaires, pays pétroliers qui ont connu des progrès scolaires importants et qui se rapprochent du niveau de scolarisation des pays occidentaux) et les pays à faibles revenus qui sont faiblement scolarisés. Dans ce dernier groupe, on peut distinguer les pays africains dont les taux de scolarisation sont les plus faibles de la planète, l'Afrique subsaharienne se situant à la dernière place (tableau 1). Mais de très fortes disparités scolaires s'observent également entre les pays africains, avec le retard scolaire de l'Afrique francophone, et en particulier des pays du Sahel. Les taux de scolarisation par pays dissimulent aussi de très fortes disparités régionales : à l'intérieur d'un pays, les disparités selon le sexe de l'enfant, entre milieu rural et milieu urbain, entre certaines régions rurales sont très élevées.

**Tableau 1. Estimation des taux nets de scolarisation\*, selon le sexe et selon les régions (1995)**

Régions	6-11 ans		12-17 ans		18-23 ans	
	Masculin	Féminin	Masculin	Féminin	Masculin	Féminin
Afrique subsaharienne	55,2	47,4	46,0	35,3	9,7	4,9
États arabes	83,9	71,6	59,2	47,1	24,5	16,3
Amérique latine/Caraïbes	88,5	87,5	68,4	67,4	26,1	26,3
Asie de l'Est/Océanie	88,6	85,5	54,7	51,4	19,5	13,6
Asie du Sud	84,3	65,6	50,5	32,2	12,4	6,6
Pays développés	92,3	91,7	87,1	88,5	40,8	42,7
Source : UNESCO, 1995. – <i>Rapport mondial sur l'éducation 1995</i> . – Paris, 173 p.						
* : Taux nets de scolarisation par tranches d'âges : nombre d'élèves/étudiants du groupe d'âges (en %) de la population totale de ce groupe d'âges.						

En Afrique, du fait des choix stratégiques opérés en vue du développement de l'enseignement primaire (mise en place ou développement du système de la double vacation), ce sont les zones à forte densité de population et possédant déjà des infrastructures scolaires, soit essentiellement les villes, qui ont le plus bénéficié de la progression des effectifs scolaires. Les disparités scolaires entre milieu urbain et milieu rural se sont accrues. De même, le développement de l'initiative privée a

surtout été favorable aux couches sociales aisées. Les groupes sociaux les plus défavorisés (résidant en milieu urbain périphérique ou en milieu rural) n'ont pas, dans la majorité des cas, bénéficié de politiques destinées à leur ouvrir l'accès à la scolarisation. Depuis le début des années 1960, les politiques scolaires semblent être impuissantes à réduire les inégalités sociales ou les disparités régionales<sup>2</sup>. Le continent africain se caractérise par des disparités scolaires très élevées dans l'enseignement primaire à l'intérieur des pays (les taux nets de scolarisation primaire peuvent ainsi varier de 10 % dans les régions rurales les plus défavorisées à plus de 90 % dans les grandes villes). Les disparités entre pays africains sont également très élevées et mettent en évidence le retard scolaire d'un grand nombre de pays francophones (tableau 2), pays où l'aide de la coopération française, qui représente souvent plus de 50 % du volume financier de l'aide bilatérale est souvent déterminante, ce qui souligne l'importance des choix effectués par la France.

**Tableau 2. Évolution des taux bruts de scolarisation dans l'enseignement du premier degré en Afrique subsaharienne**

Pays	1960	1970	1980		1990		1995	
	Total	Total	Total	Filles	Total	Filles	Total	Filles
Bénin	26	36	64	41	67	45	72	52
Burkina Faso	9	13	18	14	37	28	38	30
Burundi	21	30	26	21	73	66	70	63
Cameroun	57	89	98	89	103	95	88	84
Cap Vert	Nd	Nd	115	113	115	111	131	129
Côte d'Ivoire	43	58	79	63	69	58	69	58
Gambie	14	24	51	35	64	53	73	67
Ghana	46	64	80	71	77	70	Nd	Nd
Guinée	20	33	36	25	37	24	48	34
Guinée-Bissau	24	39	68	42	60	42	64	47
Kenya	47	58	115	110	95	93	85	85
Madagascar	56	90	142	139	92	91	72	70
Mali	9	22	27	19	24	17	32	25
Mauritanie	6	14	37	26	51	43	78	72
Mozambique	51	47	99	84	64	52	60	50
Niger	6	14	25	18	29	21	29	22
Nigeria	42	37	104	90	72	63	89	79
Rwanda	49	68	63	60	71	70	Nd	Nd
Sénégal	27	41	46	37	58	49	65	57
Sierra Leone	20	34	52	43	48	39	Nd	Nd
Soudan	20	38	50	41	50	43	54	48
Tanzanie	24	34	93	86	69	68	67	66
Tchad	17	35	Nd	Nd	57	35	55	36
Togo	44	71	113	89	111	87	118	97
Zaire	54	88	92	77	76	64	72	59
Zambie	51	90	90	83	97	92	89	86
Zimbabwe	74	74	85	79	116	116	116	114
Pays francophones	29	50	64	46	Nd	Nd	Nd	Nd
Pays anglophones	44	58	90	82	Nd	Nd	Nd	Nd
Afrique subsaharienne	38	56	73	58	Nd	Nd	Nd	Nd

Sources : UNESCO, 1993 et 1998. – *Rapport mondial sur l'éducation*. – Paris.  
Nd : non disponible.

<sup>2</sup> On pourra consulter à ce sujet : CARRON G. et TA NGOC CHAU, 1981. – *Disparités régionales dans le développement de l'éducation. Un problème controversé*. – Paris, UNESCO/IIEP, 326 p.



Un autre indicateur – l'espérance de vie scolaire – permet de prendre en compte à la fois le faible développement scolaire de l'Afrique et les disparités entre les différents pays de ce continent. Cet indicateur, utilisé par l'UNESCO (1993), définit l'espérance de vie scolaire comme le nombre d'années d'éducation scolaire dont une personne d'un âge donné peut espérer bénéficier, en posant l'hypothèse que la probabilité de sa scolarisation à un âge ultérieur quelconque est égale au taux de scolarisation actuel pour cet âge. C'est donc une mesure synthétique ou sommaire de la participation escomptée de l'ensemble de la population au système éducatif tout entier. Dans le cas d'un enfant de 5 ans, elle indique la durée totale escomptée de sa participation, depuis son entrée à l'école primaire jusqu'à la fin de ses études<sup>3</sup>. Le tableau 3 nous indique que l'espérance de vie scolaire des enfants africains – et tout particulièrement celle des filles – est souvent inférieure à 6 ans, durée nécessaire à une alphabétisation durable.

**Tableau 3. Espérance de vie scolaire selon le sexe et selon les pays (1992)**

Pays	Féminin	Masculin
Mali	1,2	2,3
Niger	1,4	2,8
Guinée	1,6	3,8
Burkina Faso	2,1	3,4
Mozambique	2,9	4,0
Sénégal	3,6	5,6
Burundi	4,0	5,1
Gambie	4,0	6,1
Zaïre	4,4	6,7
Malawi	5,0	6,3
Rwanda	5,5	5,9
Togo	5,9	10,6
Lesotho	9,5	7,8
Botswana	10,9	10,4
Afrique du Sud	12,2	11,7
Namibie	13,0	12,0
Afrique subsaharienne*	5,5	6,5
États arabes*	9,4	10,2
Amérique latine/Caraïbes*	10,8	10,7
Asie/Océanie*	8,5	9,7
Moyenne des pays en développement	8,5	9,1
Moyenne des pays développés	14,0	13,8

Source : UNESCO, 1995. – *Rapport mondial sur l'éducation*. – Paris.  
\* : moyenne.

Les engagements, pris lors de la Conférence de Jomtien, donnant la priorité à l'offre de services éducatifs ont certes permis des progrès au niveau de l'enseignement préscolaire (en Amérique latine), de l'enseignement primaire (en Afrique) et de l'enseignement secondaire dans l'ensemble des régions. Mais en l'absence de politiques spécifiques destinées aux groupes les plus défavorisés, les

<sup>3</sup> UNESCO, 1995. – *Rapport mondial sur l'éducation 1995*. – Paris, 173 p.

inégalités scolaires se reproduisent. Enfin, de nombreux enfants résidant dans les zones touchées par les conflits armés n'ont pas été scolarisés ou ont été déscolarisés, et une part importante d'entre eux ne pourra plus guère réintégrer le système scolaire. Cette situation est tout particulièrement inquiétante en ce qui concerne le continent africain.

## **Les inégalités selon le sexe et les politiques scolaires en faveur des filles**

En dépit de la progression de la scolarisation féminine, les écarts entre filles et garçons continuent d'être élevés dans la plupart des régions en voie de développement, à l'exception de l'Amérique latine. Depuis la Conférence de Jomtien, de nombreuses actions ont cependant été menées, souvent en raison de l'implication des organismes internationaux ou des coopérations bilatérales.

On peut classer de façon sommaire les différentes politiques qui ont vu le jour. Certains pays optent pour une politique scolaire où l'État, tout en intervenant dans la définition des grands objectifs, laisse une importante liberté d'action et de décision aux organisations non gouvernementales (ONG) qui se caractérisent alors par une très grande implication financière et humaine. La politique scolaire d'autres pays se définit plutôt par une intervention étatique plus forte, qui se veut innovatrice et déterminante, par exemple avec la mise en place d'une politique de ségrégation positive en faveur des filles (gratuité de l'enseignement primaire pour les filles, bourses féminines, imposition de quotas).

Les actions en faveur de la scolarisation des filles tentent, le plus souvent, d'agir simultanément sur l'offre et sur la demande d'éducation. Ces actions sur l'offre et sur la demande relèvent de deux types d'interventions : le premier peut être défini comme "général" (c'est-à-dire qu'il vise à développer la scolarisation sans distinction de sexe, présupposant que les filles bénéficieront des effets escomptés), le second s'affirme comme "spécifique", c'est-à-dire qu'il ne vise que l'amélioration de la scolarisation féminine. Dans le second cas, il s'agit non seulement d'accroître la scolarisation des filles, mais aussi de réduire les inégalités scolaires existant entre les filles et les garçons, voire de tendre vers une équité. En fait, seul le second type d'interventions permet d'enregistrer des progrès rapides au plan de la réduction des inégalités.

Même des pays à faibles revenus ont réussi à investir dans l'éducation et à faire progresser de façon continue le taux de scolarisation primaire, et tout particulièrement celui des filles<sup>4</sup>. Ces exemples indiquent que, si les contraintes économiques et financières liées au développement de la scolarisation ne peuvent

---

<sup>4</sup> LANGE M.F., 1996. – *Interventions porteuses à travers le monde pour la promotion de l'éducation des filles (Exemples en Asie et en Afrique anglophone)*. – Abidjan, Banque mondiale, 14 p. (Séminaire sur l'éducation des filles en Afrique francophone).

être niées, le poids d'une volonté politique clairement définie et appliquée peut permettre d'améliorer considérablement le niveau de formation de la population féminine. À partir d'objectifs que l'on peut qualifier de "généraux", ces pays ont opté pour des stratégies ciblées, par exemple en identifiant des zones géographiques prioritaires dans lesquelles il est possible de mettre en place une politique générale et de veiller à sa stricte application. D'autres pays ont dirigé certaines de leurs actions exclusivement en direction des filles. Dans les deux cas, l'identification de cibles clairement définies a permis de dépasser le niveau du discours et de la bonne intention et de passer à la mise en œuvre. En effet, les mesures axées sur l'offre semblent être déterminantes sur le taux d'inscription dans l'enseignement primaire et avoir une forte influence sur les taux de scolarisation, même si l'évaluation qualitative semble pour l'instant faire souvent défaut.

Les limites des politiques en faveur de la scolarisation des filles se situent tant au plan de l'institution scolaire que de celui des autres secteurs des sociétés et les progrès enregistrés n'ont souvent pas eu d'influence sur les rapports sociaux de sexe. De plus, dans de nombreux pays, ces progrès ont été réalisés en partie sous l'impulsion des institutions internationales. Le problème posé par la création, le financement et le fonctionnement, par des instances étrangères, de structures telles que les "cellules de scolarisation des filles" au sein des ministères de l'Éducation, demeure non résolu. Enfin, rappelons que les freins à la scolarisation des filles peuvent être d'origine interne ou externe au système scolaire. Intervenir sur le seul secteur scolaire ne permettra pas de franchir les différents obstacles qui s'opposent à la scolarisation des filles ou à la formation des femmes.

L'intervention en faveur de la scolarisation des filles doit donc nécessairement comporter des actions situées en dehors du système scolaire, car si les filles sont victimes de discriminations au sein de l'école, elles le sont aussi à l'extérieur de l'école, en raison de l'organisation sexuelle du travail. Le poids de la main-d'œuvre enfantine féminine dans l'organisation socio-économique de la famille demeure essentiel dans de nombreuses régions. Or, de cette quantité de travail féminin nécessaire dépend l'inscription ou non des filles à l'école. S'il est difficile de remettre en cause rapidement cette répartition inégalitaire des tâches réalisées dans la sphère domestique, il paraît plus aisé d'assurer ou d'améliorer les services de distribution – comme la distribution de l'eau – qui affectent en premier lieu les femmes et les fillettes. De même, la création de structures d'accueil des enfants d'âge préscolaire permet de libérer un grand nombre de fillettes volontiers astreintes à la garde des jeunes enfants. Or, en dépit des engagements pris lors de la Conférence de Jomtien, peu de régions (à l'exception de l'Amérique latine) ont réussi à faire progresser le secteur préscolaire et les donateurs (y compris la France) n'y ont guère mené d'actions. Or, en Afrique en particulier, la proportion d'enfants d'âge préscolaire est élevée en raison d'une forte fécondité et la charge de la garde de ces enfants repose encore pour une part importante sur la main-d'œuvre enfantine féminine.

Le développement de la scolarisation féminine souligne le problème du statut des femmes. La question reste posée de savoir quels seront les effets culturels,

sociaux, économiques et politiques du développement de la scolarisation des filles sur le statut des femmes. La scolarisation des filles, impulsée en grande partie par des instances étrangères, aura-t-elle des incidences sur les rapports de genre ? En effet, parallèlement à cette progression du niveau de scolarisation des filles, le statut juridique des femmes a peu changé<sup>5</sup>. Dans de nombreux pays, les femmes ne disposent pas encore de statut personnel et ne sont pas considérées comme des individus, mais, en quelque sorte, comme des biens – pouvant s'échanger, s'acheter, s'hériter, etc. – et qui appartiennent à des hommes selon des règles définies. En ce sens, la promulgation et l'application de quelques lois anti-sexistes destinées à imposer le respect et la protection des fillettes et des jeunes filles, ainsi que la promulgation d'un code juridique individuel en faveur des femmes apparaissent indispensables. Mais les lois auront peu d'effets si l'idéologie dominante se maintient. Agir sur les mentalités, et surtout sur les représentations liées à la hiérarchie des sexes en vigueur chez les jeunes paraît d'autant plus indispensable que ce sont souvent les jeunes hommes qui apparaissent les plus opposés aux réussites scolaires et professionnelles des filles<sup>6</sup>.

D'autant plus que la cause des femmes ne semble guère être défendue. On notera en effet que, quel que soit le pays, la discrimination raciale suscite l'indignation et est combattue, contrairement à la discrimination sexuelle qui, selon les États, peut même être revendiquée comme légitime. On peut observer aussi que les États sexistes n'ont jamais été l'objet de mesures de rétorsion ou d'isolement, ce qui fut le cas d'un pays raciste, comme l'Afrique du Sud. Pourtant, théories racistes et théories sexistes reposent sur les mêmes fondements partant du constat d'une différence biologique pour en déduire une hiérarchie prétendue d'ordre naturel ou divin. Dans ce domaine, malgré les engagements pris lors des conférences de Jomtien, du Caire et de Copenhague, les interventions tant des pays en développement que des donateurs sont restées timorées.

## Conclusion

Les politiques scolaires des pays en développement paraissent très diversifiées et sont fonction, entre autres, de l'état de développement du système scolaire et du degré de dépendance financière vis-à-vis des donateurs étrangers. Les politiques en faveur de l'enseignement préscolaire ont été surtout développées en Amérique latine, mais l'enseignement primaire n'y a guère progressé et les enfants issus des groupes les plus défavorisés sont toujours exclus de la sphère scolaire. En Asie ou dans les pays arabes, les progrès scolaires sont surtout observables dans l'enseignement secondaire. Seule l'Afrique subsaharienne, qui était cependant très

---

<sup>5</sup> Voir à ce sujet le chapitre 12, "Genre, population et développement".

<sup>6</sup> LANGE M.F., 1998. – *L'école et les filles en Afrique. Scolarisation sous conditions*. – Paris, Karthala, 254 p.

en retard, a connu des progrès importants dans l'enseignement primaire (à l'exception des zones touchées par les conflits armés). La spécificité de ce continent se situe aussi au plan de l'importance de la contribution des bailleurs de fonds dans les performances observées.

Mais si le partenariat prôné lors de la Conférence de Jomtien a permis une forte mobilisation de ressources en faveur de l'éducation, il a aussi favorisé l'accroissement des disparités sociales et régionales et réduit le rôle des États, remettant en cause l'élaboration de politiques nationales. Les effets pervers de l'aide ne se mesurent pas uniquement au plan de l'absence de politique globale. L'imposition d'une programmation par étapes, le choix des zones ou des publics retenus dépendent aussi en grande partie de l'identité du bailleur de fonds. Un autre effet de l'aide est induit par le fait que la réussite doit être au rendez-vous de chacune des étapes, car de cette réussite dépendent les futurs financements. Les effets pervers de ce type de fonctionnement apparaissent alors crûment : contraints de réussir pour justifier de la bonne utilisation des financements accordés, les pays sont tentés d'investir dans les zones déjà favorisées, où les projets antérieurs ont connu des résultats positifs, ce qui a pour conséquence immédiate l'accroissement des disparités et l'abandon de zones jugées difficiles du point de vue du développement de la scolarisation.

De nombreuses incertitudes demeurent du fait que les conséquences des politiques d'éducation n'ont pas encore été mesurées. L'influence de l'idéologie libérale sur le champ scolaire est indéniable : dans tous les pays, cette influence se situe non seulement au plan du développement ségrégatif de l'éducation, mais aussi au plan des objectifs éducatifs. Ces objectifs réduisent la perception de l'éducation à une efficacité économique immédiate et escamotent les autres rôles de l'éducation scolaire. Les notions de droit à l'éducation, d'instruction publique disparaissent au profit d'une vision technicienne de l'éducation.

Aussi le développement utilitaire et quantitatif de la scolarisation est-il souvent privilégié aux dépens de politiques plus ouvertes au contexte social et politique des pays. L'évolution positive des taux de scolarisation s'accompagne ainsi d'une diversification du champ scolaire, d'une hiérarchie accrue des établissements scolaires où les "laissés pour compte" d'un vrai projet éducatif fréquentent des établissements publics en crise. Or, en l'absence d'un système éducatif public de qualité, les effets escomptés de la scolarisation des groupes sociaux défavorisés risquent de s'avérer très limités.

### *Pour en savoir plus*

HAGGIS S.M., FORDHAM P. et WINDHAM D.M., 1994. – *L'éducation pour tous*. – Paris, UNESCO, vol. I, II, III, 112 p., 118 p. et 126 p.

HALLAK J., 1990. – *Investir dans l'avenir : définir les priorités de l'éducation dans le monde en développement*. – Paris, L'Harmattan/UNESCO/IIEP, 345 p.

LÊ THÀNH KHÔI, 1971. – "L'enseignement en Afrique tropicale", *Revue Tiers-Monde*, 463 p.

LÊ THÀNH KHÔI, 1981. – *L'éducation comparée*. – Paris, Armand Colin, 315 p.

LÊ THÀNH KHÔI, 1984. – "Culture et développement", *Revue Tiers-Monde*, tome XXV, n° 97.

WEILER HANS N., 1980. – *Planification de l'éducation et changement social*. – Paris, UNESCO/IPE, 219 p. (Un séminaire de l'IPE).

*Revues :* "The Politics of Education and Cultural Production", *Review of African Political Economy*, n° 48, 1990, 136 p.

*Revue Tiers-Monde*, tome XXV.

## CHAPITRE 10

---

# TENDANCES RÉCENTES ET PERSPECTIVES DE L'EMPLOI

Jacques CHARMES

*Professeur en sciences économiques à l'Université de Versailles-  
Saint-Quentin-en-Yvelines, Centre d'économie et d'éthique pour l'environnement  
et le développement (C3ED)*

### La croissance de la population active

Selon les estimations et les perspectives du Bureau international du travail<sup>1</sup>, la population active mondiale devrait s'élever à près de 3 milliards d'individus en l'an 2000, avec un taux brut d'activité approchant de 50 %. Près de 80 % de cette population se situent dans les pays en développement et plus de 40 % sont des femmes.

La population active mondiale s'est accrue selon un rythme annuel de 2,01 % entre 1980 et 1990 ; ce taux devrait passer à 1,76 % entre 1990 et 1995, puis à 1,66 % entre 1995 et 2000. Ce ralentissement de la croissance de la population active s'observe également à l'échelle du monde en développement, mais à un niveau plus élevé, proche du doublement en l'espace d'une génération : le rythme annuel y est passé de 2,52 % dans les années 1970 à 2,09 % durant la première moitié des années 1990 et ce n'est qu'au-delà de 1995 que ce taux devait passer en dessous de la barre des 2 % (1,95 % pour la période 1995-2000, puis 1,81 % pour la première décennie du troisième millénaire). Mais, alors que toutes les autres régions du monde en développement connaissent et connaîtront une baisse rapide et continue du taux de croissance de leur population active, seule l'Afrique voit et verra ce taux augmenter depuis les années 1970 (2,5 %) jusqu'à la date ultime des projections (2,93 % pour la période 2000-2010) (tableau 1). L'Afrique centrale

---

<sup>1</sup> Bureau international du travail, 1997. – *Population active 1950-2010*. – 4<sup>e</sup> édition.

(3,3 % entre 1990 et 1995), l'Afrique du Nord (3,03 %) et l'Afrique de l'Ouest (2,84 %) sont les régions où les problèmes d'emploi devaient se poser avec le plus d'acuité depuis le début des années 1990 et jusqu'à l'horizon 2010. Si l'on ajoute qu'en Asie, c'est aux marges occidentales du continent que les taux sont les plus élevés et se rapprochent des taux africains (mais selon une tendance en décroissance lente), on comprend que l'espace euro-méditerranéen étendu jusqu'aux confins subsahariens est le lieu stratégique où les tensions migratoires seront les plus fortes et où les politiques de création d'emploi et de co-développement se devront d'être les plus efficaces. Et du fait de ses liens historiques avec l'ensemble des pays de cette région, la France a un rôle essentiel à jouer dans la réponse à trouver face à des enjeux d'une telle ampleur.

**Tableau 1. Estimations et projections des taux de croissance annuels de la population active par période et par région**

	1970-1980	1980-1990	1990-1995	1995-2000	2000-2010
<i>Monde</i>	2,18	2,01	1,76	1,66	1,51
<i>Pays en développement</i>	2,52	2,39	2,09	1,95	1,81
<i>Afrique</i>	2,50	2,71	2,83	2,85	2,93
Nord	2,75	2,76	3,03	3,06	2,90
Ouest	2,43	2,61	2,84	2,86	2,95
Centre	2,10	2,55	3,30	2,51	3,12
Est	2,56	2,83	2,60	2,91	2,96
Sud	2,66	2,71	2,55	2,54	2,41
<i>Asie</i>	2,37	2,22	1,86	1,69	1,50
Ouest	2,45	2,96	2,83	2,81	2,52
Sud-Est	2,68	2,78	2,34	2,18	1,90
<i>Amérique latine</i>	3,14	3,03	2,49	2,29	1,95

Source : tableau élaboré à partir de Bureau international du travail, 1997. — *Population active 1950-2010*. — 4<sup>e</sup> édition.

Les taux de croissance observés ou projetés sont évidemment la résultante des forts taux de croissance démographique des périodes antérieures, mais aussi de plusieurs tendances contradictoires. Tout d'abord, une plus forte rétention des jeunes dans le système éducatif, gage d'une main-d'œuvre mieux formée et plus productive, à condition toutefois que le mode de croissance économique soit en mesure de créer des emplois qui correspondent aux qualifications ainsi rendues disponibles. Ensuite, une tendance inéluctable et croissante à l'entrée massive des femmes sur le marché du travail (tendance qui résulte elle-même d'une évolution des conceptions à l'égard du travail féminin et d'une évolution dans les méthodes de collecte, mais aussi de changements socioculturels irréversibles) : c'est en Amérique latine, en Afrique du Nord et au Moyen-Orient que cette évolution est la plus marquée, la proportion des femmes dans la population active passant, entre 1980 et l'horizon de la projection, respectivement de 28 à 37 %, 27 à 34 % et 32 à 35 % (tableau 3 en annexe).

Cette croissance de la population active s'accompagne d'une modification de la part des différents secteurs d'activité. Ainsi, parallèlement à l'urbanisation



croissante, la population active engagée dans le secteur primaire diminue-t-elle sensiblement (de 71,2 % en 1970 à 60,5 % en 1990, pour l'ensemble des pays en développement) au profit d'un secteur tertiaire dont la part dépasse nettement celle du secteur secondaire (tableau 4 en annexe).

## **La progression du chômage et du secteur informel**

Face à ces caractéristiques de l'offre (une main-d'œuvre jeune : moins de 25 ans pour près d'un tiers, encore en majorité d'origine rurale mais de moins en moins sans instruction et de plus en plus féminine), la demande n'a pu absorber les surplus de main-d'œuvre : les emplois créés se sont révélés insuffisants et inadéquats pour répondre à cette croissance quantitative et qualitative de la population active. Hormis dans les nouveaux pays industriels (particulièrement du Sud-Est asiatique, tout au moins jusqu'à la récente crise financière), la crise économique et les ajustements structurels rendus nécessaires par des gestions publiques laxistes ou en tout cas inappropriées, ont limité la croissance et même l'étendue du secteur public et du secteur moderne plus généralement, de sorte que ce sont la hausse du chômage et l'extension du secteur informel qui ont permis de parvenir à un certain équilibre sur le marché du travail.

Le taux de chômage atteint désormais des niveaux inconcevables encore il y a quelques années dans la plupart des régions du monde en développement (16 % en Afrique subsaharienne, plus de 15 % en Afrique du Nord, plus de 8 % en Amérique latine) et il semble partout en augmentation. Il faut bien comprendre cependant la signification de tels taux dans des pays où le chômage n'est pas indemnisé et où il est essentiellement le fait de jeunes primo-demandeurs sortant du système éducatif. Ils indiquent une insatisfaction devant le type et la qualité des emplois que peut procurer le système économique : des emplois qui ne requièrent pas les qualifications acquises (les emplois non salariés du secteur informel) ou des emplois qui exigent des compétences que ne procure pas le système éducatif (le goût et la capacité à l'initiative privée). L'inadéquation entre les emplois offerts et les qualifications acquises est donc flagrante, mais elle ne se pose pas de façon classique, dans un cadre salarial qui est non seulement loin d'être généralisé, mais qui de plus ne se généralisera vraisemblablement pas.

Encore le chômage n'a-t-il pas atteint les niveaux que l'on aurait pu imaginer en l'absence des possibilités qu'ouvre la facilité d'accès au secteur informel. Ce secteur, désormais défini internationalement, a partout augmenté en proportion de l'emploi non agricole depuis le milieu des années 1970 : de 39 à 43 % en Afrique du Nord, de 67 à 74 % en Afrique subsaharienne, de 52 à 57 % en Amérique latine, de 52 à 66 % en Asie (tableau 2). Il a été le plus fort créateur d'emploi au cours de la période de crise et d'ajustement. Malgré son caractère contra-cyclique et le nombre toujours plus grand d'actifs qu'il accueille, il n'est pas dénué de potentialités au point

que les revenus qui en sont tirés ne peuvent être assimilés au simple sous-emploi et que les micro-entreprises qui en constituent l'un de ses segments les plus dynamiques (représentant de 5 à 20 % de l'emploi du secteur en Afrique subsaharienne, 40 % en Amérique latine et plus de 50 % en Afrique du Nord) ont suscité des politiques et des stratégies de développement de la part d'institutions internationales et de bailleurs de fonds. Parallèlement, l'autre segment du secteur informel – les activités de subsistance – faisaient l'objet de l'attention des politiques de lutte contre la pauvreté, particulièrement celles qui cherchent à soutenir les activités féminines.

**Tableau 2. Taux d'emploi dans le secteur informel et taux de chômage par période et par région**

Continents	Taux de croissance de la population active (en %)	Taux de chômage (en %)	Taux d'emploi dans le secteur informel (en % de la population active non agricole)	
	1990-1995	Années 1990	Années 1980	Années 1990
Afrique du Nord	3,03	15,8	38,8	43,4
Afrique subsaharienne	2,83	16,0	66,5	73,7
Asie	1,86	5,3	51,5	65,6
Amérique latine	2,49	8,1	52,3	56,9

Source : CHARMES J., 1998. – *Informal Sector, Poverty and Gender: A Review of Empirical Evidence*. – World Bank, 38 p. (Background paper for the World Development Report 2000).

Mais la persistance de la crise et son approfondissement dans un contexte de mondialisation des échanges n'ont pas seulement désigné le secteur informel comme seule issue aux excédents de main-d'œuvre ; l'emploi moderne s'est de plus en plus précarisé : la chute des salaires réels a tendu à favoriser une extension de la pluri-activité cependant que les coûts relatifs à la protection sociale dont jouissent les salariés du secteur protégé sont contournés par le développement de l'externalisation des emplois, de la sous-traitance et des nouvelles formes de travail à domicile – à dominante féminine – dont on mesure encore mal l'importance et les conséquences.

## Les politiques d'emploi

Dans un tel contexte, les politiques d'emploi se sont orientées sur le versant économique, vers la promotion des micro-entreprises dont la flexibilité est considérée comme un atout, de même que leur efficacité à explorer les nouveaux marchés potentiels, et sur le versant social vers les activités génératrices de revenus, surtout à l'adresse des femmes dont on percevait mieux le rôle central dans les stratégies de sortie de la pauvreté. En outre, l'accession des femmes à des activités économiques moins traditionnelles, plus individuelles et "visibles" est généralement

considérée comme un puissant facteur de réduction de la fécondité, au même titre que l'alphabétisation et l'éducation.

Ces deux aspects (économique et social) des politiques d'emploi ont été déclinés, sous toutes les formes possibles et avec des résultats divers, dans le cadre de politiques dites de promotion du secteur informel. Les jeunes diplômés sans emploi, groupe contestataire par nature, ont aussi fait l'objet de nombre d'attentions pour des résultats plus ou moins heureux. Quant aux non diplômés et aux moins jeunes, ce sont les travaux à haute intensité de main-d'œuvre qui leur ont été principalement destinés ; de telles actions se sont multipliées avec l'appui financier et technique de nombreux bailleurs de fonds, aussi bien en milieu urbain qu'en milieu rural, les résultats en étant généralement reconnus comme appréciables et positifs, sans que l'on ait véritablement de solutions en vue de pérenniser ces emplois.

En ce domaine, la politique française n'a pas suivi ces orientations spécifiques. Sa philosophie s'est appuyée sur l'idée largement partagée que c'est l'économie qui doit créer les emplois et sélectionner ceux de ces emplois qui seront les mieux adaptés et les plus productifs : une bonne gestion macro-économique et un cadre institutionnel adéquat doivent ainsi conduire à dégager les marges de manœuvre qui permettront de parvenir à une situation plus favorable à l'emploi. L'aide a ainsi été orientée de façon à faciliter des objectifs d'équilibre budgétaire devant permettre de libérer les ressources nationales vers des emplois économiquement productifs.

Toutefois deux actions spécifiques méritent d'être mentionnées au titre de la politique de coopération destinée à créer des emplois ou à stimuler la création d'emplois en intégrant et se réappropriant les réflexions sur le secteur informel et la micro-entreprise, mais en les réorientant vers la vie associative. Il s'agit :

- du programme "Jeunes, ville, emploi" dont l'objectif était de faciliter l'insertion de jeunes urbains, à travers des projets diversifiés dont la mise en œuvre devait en outre accroître le capital d'expériences et permettre la réplique de projets similaires sur la base de réseaux. Aujourd'hui, cette action se perpétue à travers le programme "Jeunesse et vie associative" ;
- du fond spécial de développement à caractère social, mis en place à la suite de la dévaluation du franc CFA afin d'atténuer les effets négatifs de l'opération en milieu urbain : ce fonds spécial a servi à financer de grands chantiers urbains d'entretien et de construction des infrastructures urbaines, à haute intensité de main-d'œuvre, créant ainsi de nombreux emplois certes temporaires, mais constituant des opportunités de revenus à un moment où il était important pour les ménages de trouver les moyens de sauvegarder leur niveau de vie.

Plus récemment a été reprise l'idée de favoriser le développement local dans les zones de départ des plus forts contingents de migrants : l'objectif étant de créer les conditions sociales et économiques pour "aider les migrants potentiels à

demeurer chez eux". C'est ainsi que la région de Kayes au Mali et la vallée du fleuve Sénégal ont été choisies comme régions-test et ont bénéficié d'une forte concentration des fonds d'aide au développement. On peut estimer que la région de Kayes a ainsi bénéficié sur une période de 5 ans de près de 42 millions de francs de dons pour des actions et projets sectoriels, de près de 15 millions de francs par an dans le cadre de la coopération décentralisée, et de plus de 100 millions de francs de prêts et de subventions pour la réhabilitation des infrastructures. Investir dans les zones de forte émigration pour y créer des emplois et freiner les départs en migration par voie de conséquence n'est pas une idée nouvelle ; elle avait déjà été expérimentée en Tunisie à petite échelle et le Bureau international du travail avait tenté de la systématiser à l'échelle du Maghreb avant même que l'on parle d'espace euro-méditerranéen. La période actuelle est sans doute plus propice et l'on peut penser que la mise en pratique effective et concrète du co-développement donnera des résultats positifs car l'idée nouvelle est de lier les revenus de l'émigration au développement local, en faisant des transferts des immigrés en métropole (ou de l'aide au retour) les bases de financements de projets de développement local, en passant par diverses formes d'intermédiation financière. Le Programme de développement local migrations (PDLM) géré en vue de l'aide au retour, par la direction de la Population et des migrations du ministère de l'Emploi et de la solidarité appartient à cette catégorie d'actions.

Ainsi, de même qu'on pense qu'il est vain de mettre des freins à l'exode des cerveaux, on pense qu'il est illusoire de penser qu'on limitera les flux migratoires en fermant les frontières : on cherche donc plutôt à s'appuyer sur les potentialités que représentent les travailleurs immigrés (en termes de capacités de financement et éventuellement de qualifications, de savoirs et d'expériences) pour promouvoir le développement du pays d'origine ou/et le développement local de la région d'origine.

L'attitude des États et des populations bénéficiaires vis-à-vis de ces formes d'aide n'est pas dépourvue d'ambiguïté ou, tout au moins, d'ambivalence. Les efforts d'aide supplémentaires sont appréciés, mais il peut en résulter un déséquilibre régional excessif et les risques d'une diminution à long terme des fonds de transferts est une crainte d'autant moins acceptée que ces fonds représentent généralement une importante source de devises. Par ailleurs, certains doutes subsistent sur le point de savoir si les immigrés sont les meilleurs agents de promotion du développement local, étant donné que derrière leurs formes d'investissements traditionnels (immobiliers notamment) se profilent des comportements d'accession à des positions sociales en compétition avec les pouvoirs locaux.

En tout état de cause, de telles expériences ne peuvent que rester ponctuelles et limitées. Les problèmes de l'emploi dans les années à venir continueront à être traités à travers l'élaboration d'un cadre macro-économique et institutionnel favorable à l'émergence et à la consolidation de l'initiative privée, et la France y contribuera par sa politique bilatérale, mais aussi de plus en plus par sa politique multilatérale à la Banque mondiale, et peut-être surtout dans le cadre de l'Union européenne dont l'orientation est d'appuyer la constitution de puissants ensembles

régionaux afin de permettre l'acquisition d'avantages comparatifs régionaux dans une économie de plus en plus globalisée.

Dans cette perspective, les actions en appui à la construction de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et de la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (CEMAC) méritent une mention particulière. La France a joué un rôle moteur dans la création de l'Observatoire économique et statistique d'Afrique subsaharienne (AFRISTAT), rapidement relayée par l'Union européenne, considérant que la collecte et la disponibilité de statistiques fiables et comparables constituent un enjeu et une condition essentiels du processus d'intégration régionale. Pour les pays enclavés en particulier (Burkina Faso, Mali, Niger), les problèmes d'emploi les plus critiques peuvent trouver un début de solution dans la spécialisation agricole et agro-alimentaire (transformation des produits agricoles et de l'élevage) : encore faut-il que les fonds structurels soient fortement mobilisés pour le développement d'infrastructures de communication efficaces et que les barrières non tarifaires soient rapidement éliminées. Les récents progrès permettent d'être résolument optimiste.

### ***Pour en savoir plus***

INTERNATIONAL LABOUR OFFICE, 1999. – *Key Indicators for the Labour Market*. – Geneva, 600 p.

CHARMES J., 1998. – "Informal Sector, Poverty and Gender", *Review of empirical Evidence*, Washington, World Bank, 44 p. (Background paper for the World Development Report 2001).

**Tableau 3. Population active, taux bruts d'activité et répartition sectorielle  
par région et période**

	Période	Monde	Pays en développement	Afrique	Afrique du Nord	Afrique de l'Ouest	Afrique centrale	Amérique latine	Asie	Asie de l'Ouest	Asie du Sud-Est
Population active (en millions)	1980	2 054,2	1 531,4	203,4	37,2	59,6	23,7	130,0	1 253,0	41,6	157,5
	1990	2 505,7	1 940,1	265,8	48,8	77,1	30,6	175,2	1 560,4	55,7	207,2
	1995	2 734,7	2 151,1	305,6	56,7	88,7	35,9	198,1	1 711,0	64,0	232,6
	2000	2 969,4	2 369,6	351,7	65,9	102,1	40,7	221,9	1 860,4	73,5	259,1
	2010	3 448,1	2 835,7	469,5	87,7	136,6	55,3	269,0	2 158,9	94,2	312,8
% femmes	1980	39,2	38,3	40,0	27,2	40,2	43,7	27,9	39,1	31,5	40,6
	1990	40,0	38,9	39,9	27,5	39,8	43,3	32,6	39,5	29,8	42,2
	1995	40,3	39,3	40,2	29,0	40,1	43,2	33,8	39,8	31,0	42,6
	2000	40,7	39,6	40,5	30,4	40,4	43,3	34,8	40,1	32,2	43,0
	2010	41,2	40,3	41,3	33,6	40,9	43,2	36,8	40,6	34,5	43,8
Taux brut d'activité (femmes)	1980	36,4	35,5	34,0	18,5	35,2	39,0	20,2	38,0	23,5	35,3
	1990	38,2	37,2	33,6	19,1	33,7	37,1	25,9	39,6	22,7	39,4
	1995	39,1	38,1	34,0	21,0	33,8	36,9	27,9	40,6	24,3	41,0
	2000	40,0	38,9	34,7	23,2	34,0	36,5	29,8	41,4	25,9	42,6
	2010	41,5	40,8	36,8	28,5	35,3	37,5	33,3	43,0	28,9	46,0
Taux brut d'activité (hommes)	1980	55,9	55,2	51,7	48,8	53,4	52,3	52,3	56,5	49,7	52,3
	1990	56,6	56,4	51,0	49,2	51,7	50,1	54,3	58,0	50,8	54,4
	1995	57,0	56,9	51,0	50,4	51,1	49,6	55,5	58,6	51,4	55,6
	2000	57,4	57,4	51,2	51,8	50,8	48,9	56,7	59,1	51,9	56,7
	2010	58,4	58,8	52,5	54,9	51,4	50,0	58,3	60,5	52,5	59,2
% secteur primaire	1970	56,2	71,2	75,8	63,2	76,4	79,5	42,0	70,5	58,0	70,3
	1980	52,1	65,6	68,7	55,0	65,9	74,3	34,2	65,9	45,5	63,3
	1990	48,9	60,5	62,8	42,9	58,8	70,2	25,4	61,8	37,1	59,2
( %) population active féminine	1970	61,1	78,3	84,2	81,9	78,4	89,6	25,5	77,6	74,6	72,3
	1980	56,5	72,8	78,9	77,7	70,6	85,9	20,9	73,0	67,1	64,4
	1990	52,3	66,7	73,1	63,3	63,2	82,5	13,2	68,1	59,0	60,4
% secteur secondaire	1970	19,2	11,9	8,9	13,3	8,2	7,9	22,2	12,6	17,1	9,2
	1980	20,3	14,5	10,3	17,7	7,4	9,5	24,8	15,1	21,1	12,2
	1990	20,0	16,1	11,1	21,8	7,0	10,7	23,6	16,9	21,8	13,8
(%) population active féminine	1970	14,1	8,3	3,6	5,8	5,2	2,3	17,8	9,5	8,6	8,4
	1980	15,4	10,9	4,3	7,9	4,8	3,0	17,4	12,3	10,5	11,0
	1990	15,5	12,9	4,9	12,2	4,4	3,7	15,9	14,6	11,3	12,1
% secteur tertiaire	1970	24,6	16,9	15,3	23,5	15,4	12,5	35,8	16,9	25,1	20,5
	1980	27,7	19,9	21,0	27,3	26,7	16,3	41,0	19,1	33,4	24,5
	1990	31,1	23,4	26,1	35,3	34,2	19,1	51,0	21,3	41,2	27,0
(%) population active féminine	1970	24,9	13,4	12,3	12,3	16,4	8,1	56,7	12,9	16,8	19,3
	1980	28,1	16,3	16,9	14,5	24,6	11,1	61,8	14,7	22,5	24,6
	1990	32,2	20,4	22,0	24,6	32,4	13,8	71,0	17,3	29,7	27,6

**Tableau 4. Évolution de la répartition sectorielle de la population active, en % (1950-1990)**

	1950	1960	1970	1980	1990
<i>Monde</i>					
Agriculture	67,1	61,3	56,2	52,1	48,9
Industries	14,9	17,2	19,2	20,3	20,0
Services	18,0	21,5	24,6	27,7	31,1
<i>Pays en développement</i>					
Agriculture	81,2	76,2	71,2	65,6	60,5
Industries	7,3	9,3	11,9	14,5	16,1
Services	11,5	14,5	16,9	19,9	23,4
<i>Afrique</i>					
Agriculture	82,8	79,6	75,8	68,7	62,8
Industries	6,2	7,5	8,9	10,3	11,1
Services	11,0	12,9	15,3	21,0	26,1
Nord					
Agriculture	76,4	71,3	63,2	55,0	42,9
Industries	7,8	9,4	13,3	17,7	21,8
Services	15,8	19,4	23,5	27,3	35,3
Ouest					
Agriculture	82,9	79,0	76,4	65,9	58,8
Industries	5,6	7,4	8,2	7,4	7,0
Services	11,5	13,5	15,4	26,7	34,2
Centre					
Agriculture	86,8	83,5	7,5	74,3	70,2
Industries	5,6	6,7	7,9	9,5	10,7
Services	7,6	9,8	12,5	16,3	19,1
Est					
Agriculture	92,1	90,0	87,7	84,7	82,3
Industries	2,7	3,5	4,2	5,1	5,4
Services	5,2	6,5	8,2	10,2	12,3
Sud					
Agriculture	43,0	41,8	34,8	21,7	17,4
Industries	24,8	26,1	28,5	32,9	30,7
Services	32,2	32,2	36,7	45,4	51,9
<i>Asie</i>					
Agriculture	81,6	75,7	70,5	65,9	61,8
Industries	7,3	9,7	12,6	15,1	16,9
Services	11,2	14,6	16,9	19,1	21,3
Ouest					
Agriculture	75,5	67,1	58,0	45,5	37,1
Industries	11,0	14,2	17,1	21,1	21,8
Services	13,6	18,6	25,1	33,4	41,2
Sud-Est					
Agriculture	80,0	76,4	70,3	63,3	59,2
Industries	5,4	7,1	9,2	12,2	13,8
Services	14,6	16,5	20,5	24,5	27,0
<i>Amérique latine</i>					
Agriculture	54,2	49,0	42,0	34,2	25,4
Industries	19,2	20,5	22,2	24,8	23,6
Services	26,6	30,5	35,8	41,0	51,0





## CHAPITRE 11

---

# PAUVRETÉ ET INÉGALITÉS : SITUATION ET POLITIQUES DE RÉDUCTION

**Jean-Luc DUBOIS**

*Chargé de recherche à l'Institut de recherche pour le développement (IRD)  
Chercheur au Centre d'économie et d'éthique pour l'environnement et le  
développement (C3ED), Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines*

### Introduction

On remarque, à l'étude des résultats statistiques d'un certain nombre de pays, qu'il n'est guère facile de réduire la pauvreté, même si certaines de ses manifestations ont eu tendance à s'estomper au cours des dernières décennies. Ceci malgré une croissance économique mondiale régulière et, dans certains pays, des politiques mises spécifiquement en place pour lutter contre la pauvreté. Les récentes crises financières et les fluctuations économiques, qui ont touché des parties du monde en pleine expansion comme l'Asie du Sud-Est, ont, de plus, remis en cause certains des acquis de la croissance précédente. Enfin, il semble qu'en période de croissance, les inégalités tendent à s'accroître dans tous les pays, ce qui a aussi un effet direct sur le niveau de la pauvreté.

Or, le premier objectif de lutte contre la pauvreté, au 21<sup>e</sup> siècle, est, en termes monétaires, de réduire, d'ici 2015, de moitié le nombre de pauvres et, en termes de conditions de vie, de permettre un accès universel à l'enseignement primaire, de réduire des deux tiers la mortalité infantile et des trois quarts la mortalité maternelle par un meilleur accès aux soins de santé primaires<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> PNUD, 1997. – *Rapport mondial sur le développement humain 1997 : le développement humain au service de l'éradication de la pauvreté*. – Paris, Economica, 268 p.

Pour comprendre cet objectif, il nous faut faire un rapide point sur la situation actuelle, en matière de pauvreté comme d'inégalités, avant d'aborder les orientations généralement préconisées, en termes de politiques publiques, pour lutter contre la pauvreté. Face au consensus international actuel, on peut d'ailleurs envisager une approche plus spécifiquement française qui mettrait l'accent sur la variété des manifestations de la pauvreté et sur l'articulation entre pauvreté et inégalités au sein du processus de développement. Mais, auparavant, il nous faut voir ce qu'on entend par pauvreté, autrement dit en présenter les différentes définitions.

## **Différentes formes de pauvreté et d'inégalités**

Notons d'abord qu'il n'est pas toujours pertinent de considérer le problème de la pauvreté en dehors de celui des inégalités. C'est, néanmoins, ce que font nombre d'organisations et même de gouvernements lors de l'élaboration des politiques publiques correspondantes. Pourtant, on remarque qu'il existe une étroite relation entre la pauvreté et les inégalités. Une relation que dénotent les correspondances entre leurs diverses formes et qui peut être décelée par la mesure de leurs effets respectifs sur la croissance et sur le développement. Pour cette raison, nous aborderons, tour à tour, les questions de définition de la pauvreté et des inégalités, quitte à revenir ensuite sur les relations qui existent entre elles.

### ***Qu'appelle-t-on pauvreté ?***

On distingue, de façon fonctionnelle, trois formes de pauvreté : (i) la pauvreté monétaire "ou de revenu" qui exprime un aspect de niveau de vie et résulte d'une insuffisance de ressources engendrant une consommation insuffisante ; (ii) la pauvreté des conditions de vie ou "d'existence" qui traduit le fait qu'il devient difficile de satisfaire un grand nombre de besoins fondamentaux et que l'on se trouve en situation de manque dans des domaines relatifs à l'alimentation (déséquilibre nutritionnel), à la santé (non accès aux soins primaires), à l'éducation (non-scolarisation), au logement, etc. ; et (iii) la pauvreté de potentialités ou de "capacités" qui fait que l'on n'a pas réussi à constituer le capital minimal qui permet de vivre, de fonctionner correctement et de créer, dans une société donnée, cela engendrant une insuffisante mise en valeur des capacités individuelles<sup>2</sup>.

Ces trois définitions se rapportent, cependant, à la seule dimension économique de la pauvreté. Il existe des relations entre ces trois formes, même si elles n'ont pas toutes été explicitement mesurées par des études statistiques. Ainsi,

---

<sup>2</sup> HERPIN N. et VERGER D. (éds), 1997. – "Mesurer la pauvreté aujourd'hui". – *Économie et Statistique*, n° 308-309-310, Paris, INSEE, 272 p.

on peut observer que la pauvreté monétaire, qui fluctue à court terme, a un effet à moyen terme sur les conditions de vie et à plus long terme sur les potentialités.

Un exemple classique est celui du ménage qui, face à une baisse de son revenu, se voit obligé de retirer certains de ses enfants de l'école. Ainsi, la pauvreté monétaire qui en résulte entraîne une non-scolarisation des enfants engendrant une pauvreté d'existence. De plus, l'arrêt de l'accumulation de capital éducatif entraîne une pauvreté dans les potentialités de ces enfants qui se manifestera à terme. Le même raisonnement peut être tenu au niveau global en considérant une baisse du PIB et des dépenses publiques. Ces dernières peuvent entraîner une détérioration du fonctionnement des services sociaux et une réduction des possibilités d'accès à l'éducation et à la santé pour le plus grand nombre, engendrant alors une baisse des potentialités collectives. Cette situation a été connue par nombre de pays africains lors de la crise économique des années 1980.

L'évaluation du nombre de pauvres est cependant sujette à de multiples difficultés. Difficultés conceptuelles, d'une part, en raison des formes différentes que peut prendre la pauvreté, mais aussi difficultés d'ordre méthodologique. Au niveau monétaire, tout d'abord, ces difficultés ont trait à la définition d'un seuil de pauvreté. Celui-ci peut en effet être estimé soit à partir du revenu, moins précis dans sa mesure, soit de la consommation plus stable dans le long terme. Il peut être calculé sur une base absolue (à partir du coût du panier minimal de biens indispensable à la survie) ou relative (comme part de la population ou comme fraction du revenu moyen), avec la prise en compte d'indices de prix différents par régions pour raisonner en parité de pouvoir d'achat et d'échelles d'équivalence adulte pour comparer des ménages de structures différentes. Sur la base de ce seuil, divers indicateurs d'incidence, d'intensité ou de sévérité de la pauvreté peuvent être calculés par régions et catégories sociales permettant des comparaisons sur le niveau de pauvreté<sup>3</sup>.

En ce qui concerne la pauvreté de conditions de vie, les difficultés méthodologiques sont d'un autre ordre. La variété des aspects de conditions de vie implique l'élaboration d'une multiplicité d'indicateurs socio-économiques relatifs à la santé (espérance de vie, taux de malnutrition, taux de mortalité infantile, etc.), à l'éducation (taux d'alphabétisation, taux de scolarisation, etc.), à l'accès à l'eau (distance à l'eau courante, à un puits, etc.), au logement, aux moyens de transports, etc. Il devient alors difficile d'obtenir un indicateur synthétique de cette combinaison statistiquement fiable. Les essais d'élaboration de tels indicateurs comme celui de la "pauvreté humaine"<sup>4</sup> restent discutables à cet égard. La situation est la même en ce qui concerne la pauvreté des potentialités avec, en plus, le fait que si un certain nombre d'indicateurs sont disponibles (par exemple pour le capital humain), nombre d'autres restent encore à imaginer pour intégrer toutes les dimensions des potentialités.

<sup>3</sup> AHO G., LARIVIÈRE S. et MARTIN F., 1998. – *Manuel d'analyse de la pauvreté. Application au Bénin*. – Laval, PNUD/Université nationale du Bénin, 370 p.

<sup>4</sup> PNUD, 1997. – *Rapport sur le développement humain (le développement humain au service de l'éradication de la pauvreté)*. – Paris, Economica, 268 p.

On ne peut cependant restreindre la définition de la pauvreté à ces seules dimensions économiques. Pour une raison simple, c'est qu'on remarque, sur la base d'enquêtes récentes, qu'en Afrique rurale et dans nombre de pays en développement, les populations sont beaucoup plus sensibles à la "pauvreté sociale" qui résulte de l'absence d'enfants ou de parents, de la présence de conflits et des risques d'exclusion du village, ou de la communauté d'appartenance. Ce besoin de liens sociaux pour se sentir riche montre que la pauvreté est multidimensionnelle : elle résulte, certes, d'une insuffisance de ressources mais elle se traduit aussi par une précarité des conditions de vie, par des risques d'exclusion sociale et des aspects proprement psychologiques liés à sa propre perception de la pauvreté<sup>5</sup>. Il faut donc prendre en compte certaines dimensions sociales en introduisant des notions nouvelles comme celles du capital social qui retrace le tissu de relations sociales ou de réseaux de sociabilité plus ou moins formalisés entre les individus, et de l'exclusion sociale qui traduit une perte de relations sociales et de droits personnels.

### *Quel lien avec les inégalités ?*

On peut associer aux trois manifestations de la pauvreté, les mêmes trois formes d'inégalités : inégalités monétaires, inégalités des conditions de vie et inégalités des chances.

Comme précédemment se pose le problème de la mesure des différentes formes d'inégalités. Dans le cas monétaire, on s'appuie, comme pour la pauvreté, sur la distribution du revenu ou de la consommation par tête pour calculer des indicateurs d'inégalités et effectuer, par analyse de dominance, des comparaisons dans le temps ou entre régions et catégories sociales. Pour les inégalités de conditions de vie ou de chances, on effectue les mêmes comparaisons en se référant aux multiples indicateurs socio-économiques calculés pour les formes de pauvreté correspondantes.

Dans le cas monétaire, on peut mesurer, par des techniques économétriques, la relation entre pauvreté et inégalités : tout effet de croissance peut alors être réparti entre un effet de distribution, se traduisant par une hausse ou une baisse des inégalités, et un effet de revenu retraçant la hausse ou la baisse de la pauvreté. Par contre, on ne connaît guère la relation équivalente entre la pauvreté et les inégalités de conditions de vie. On a cependant remarqué que l'amélioration des indicateurs socio-économiques se poursuivaient, dans certains pays, en période de crise. Mais ceci peut aussi être le résultat d'un classique phénomène de latence dû au fait que le montant des dépenses publiques a souvent pu être maintenu à un niveau minimal. De même, en ce qui concerne les potentialités, on connaît mal les comportements de décapitalisation ou de substitution entre formes de capital diverses (physique,

---

<sup>5</sup> VALTRIANI P., 1993. – "Un concept de pauvreté disjonctif", *Économie appliquée*, tome XLVI, n° 4, Presses universitaires de Grenoble, p. 151-154.

financier, humain, social, etc.) qui caractérisent les catégories sociales confrontées à des baisses de revenu.

En Afrique, et dans beaucoup de sociétés traditionnelles, ce sont surtout les inégalités sociales de pouvoir, retraçant l'opposition entre puissants et faibles, qui dominent. Ces formes d'inégalités engendrent ensuite les autres formes d'inégalités, plus économiques, qui retracent la différence entre riches et pauvres. Comme dans le cas de la pauvreté, la dimension sociale prédomine et entraîne des conséquences d'ordre économique.

## La situation actuelle

La plupart des rapports internationaux ont mis en valeur une baisse tendancielle de la pauvreté sous ses différentes formes<sup>6</sup>. Baisse qui est cependant partiellement remise en cause, du moins à court terme, dans les pays secoués par les récentes crises financières. Par contre, il semble que les inégalités de toutes formes tendent ces dernières années à augmenter un peu partout dans le monde.

## La pauvreté disparaît-elle ?

En termes monétaires, c'est-à-dire sur la base d'un seuil de 1 dollar par jour, en parité de pouvoir d'achat calculée sur la base de l'année 1985, on considère qu'il y aurait, en 1993, environ 1,3 milliards de pauvres dans le monde, soit près de 30 % de la population mondiale (tableau 1). Ce qui dénote, par comparaison aux années 1970, une baisse du nombre de pauvres en termes relatifs, mais aussi une hausse en termes absolus. Cependant ces résultats demeurent sujets à caution en raison des nombreux problèmes techniques que pose la comptabilité du nombre des pauvres à travers l'ensemble des pays. En effet, les enquêtes auprès des ménages utilisées à cet effet y sont peu nombreuses, souvent effectuées de façon irrégulière et les références techniques varient encore d'un pays à l'autre, malgré les efforts actuels d'harmonisation.

On remarque, de plus, une situation fortement inégalitaire, certains continents et régions étant plus touchés que d'autres. Si, en termes absolus, les pauvres sont surtout en Asie du Sud et de l'Est, en termes relatifs, ils se trouvent en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne. On dénote une tendance à la baisse dans toute l'Asie et à la hausse en Europe, en Amérique latine et en Afrique subsaharienne. Il est

---

<sup>6</sup> Sur ce sujet, on pourra consulter : BANQUE MONDIALE, 1990. – *La pauvreté : Rapport sur le développement dans le monde*. – Washington, 287 p. ; PNUD, 1997. – *Rapport mondial sur le développement humain au service de l'éradication de la pauvreté*. – Paris, Economica, 268 p.

difficile de savoir si les crises récentes du Mexique, d'Asie du Sud-Est, de Russie et du Brésil ont réellement accru le nombre de pauvres dans ces pays ou seulement diminué le pouvoir d'achat de la classe moyenne et réduit les inégalités. Il est probable que des modifications sur la répartition de la pauvreté dans le monde en ont résulté, mais peu de mesures sur les effets réels de ces crises sont encore disponibles.

**Tableau 1. Évolution de la pauvreté monétaire  
(% de population des pays en développement  
vivant avec moins de 1 dollar par jour)**

Régions	1987		1993	
	Millions	%	Millions	%
Asie de l'Est et Pacifique	464,0	28,8	445,8	26,0
Europe et Asie centrale	2,2	0,6	14,5	3,5
Amérique latine et Caraïbe	91,2	22,0	109,6	23,5
Moyen-Orient et Afrique du Nord	10,3	4,7	10,7	4,1
Asie du Sud	479,9	45,4	514,7	43,1
Afrique subsaharienne	179,6	38,5	218,6	39,1
Ensemble	1 227,1	30,1	1 313,9	29,4

Source : WORLD BANK, 1996. – *Poverty Reduction and the World Bank: Progress and Challenges in the 1990s*. – Washington Poverty and Social Policy Department.

En termes de conditions de vie, comme de potentialités, les indicateurs socio-économiques montrent qu'il y a eu entre 1970 et 1995 une très forte amélioration, notamment en ce qui concerne l'accès à l'alimentation, à l'eau potable, à la santé et à l'éducation (tableau 2). Ainsi la mortalité infantile, très liée au contexte économique, familial comme social, a-t-elle fortement diminuée, même dans des pays où les revenus stagnaient. Cependant cette baisse a été plus marquée en Asie de l'Est et en Amérique latine qu'en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne. En ce qui concerne l'éducation, l'enseignement primaire est devenu quasiment universel, à l'exception, toutefois, de l'Afrique subsaharienne où les taux de scolarisation ont baissé entre 1980 et 1993. L'espérance de vie s'est fortement améliorée, même si les conséquences actuelles du sida, non directement liées à la pauvreté, laissent présager, pour l'Afrique subsaharienne surtout, un recul de l'espérance de vie. De plus, le maintien, sur le long terme, d'une situation de crise économique peut entraîner une forte détérioration de ces indicateurs expliquant, par exemple, le recul de l'espérance de vie en Russie, dans les pays de l'ex-URSS et dans certains pays d'Afrique subsaharienne.

On peut remarquer que la pauvreté devient plus "fractale". En effet, elle apparaît, de plus en plus, sous la forme de poches de pauvreté au sein même des zones les plus riches, et la pluralité de ses formes s'accroît avec l'apparition de toutes sortes d'exclusion relatives aux aspects culturels et psychologiques. Bien que les résultats et l'actuelle mobilisation contre la pauvreté permettent d'espérer une suppression de l'extrême pauvreté monétaire et la satisfaction des besoins essentiels pour tous, il est probable que de nouvelles pauvretés, plus sophistiquées, basées sur

des formes d'exclusion sociale ou culturelle, reprendront le flambeau des pauvretés plus classiques. C'est ce qui se passe déjà, par exemple, dans le rapport avec l'information où les "info-riches" s'approprient, à travers les systèmes de redistribution modernes, une part croissante de la valeur ajoutée nouvelle, contribuant par là-même à maintenir le niveau de pauvreté où se situent naturellement les "info-pauvres". Dans l'histoire, la pauvreté a souvent changé de forme selon les pays et les époques. Il semble donc normal, au vu de l'évolution mondiale actuelle, que des formes de pauvreté nouvelles et communes aux pays du Sud et du Nord fassent leur apparition.

**Tableau 2. Indicateurs de scolarisation primaire et de mortalité infantile  
(en pour mille)**

Régions	Taux brut de scolarisation		Taux de mortalité infantile (‰)			
	1980	1990	1970	1980	1990	1995
Asie de l'Est et Pacifique	110	121	80	56	45	40
Europe et Asie centrale	100	101	71	50	30	26
Amérique latine et Caraïbe	106	108	85	62	43	37
Moyen-Orient et Afrique du Nord	87	96	137	99	62	54
Asie du Sud	76	90	140	122	90	75
Afrique subsaharienne	79	72	138	115	99	92
Pays développés	93	103	26	13	8	7

Source : World Bank, 1998. – *World Development Indicators*, CD-Rom 1997. – Washington, 390 p.

### *Les inégalités augmentent-elles ?*

Il semble bien que les inégalités augmentent un peu partout actuellement, à la fin des années 1990, et sous toutes les formes possibles. Cette situation n'est pas toujours nette en ce qui concerne les inégalités monétaires, mais l'emboîtement des diverses formes d'inégalité entraîne quand même un accroissement des inégalités de conditions de vie et même de chances, et en conséquence l'apparition de nouveaux modes d'exclusion. On retrouve cette situation un peu partout entre pays développés et pays en développement, entre catégories sociales au sein d'un même pays, entre hommes et femmes, entre personnes au sein d'un même groupe, etc. (tableau 3).

Certains auteurs expliquent cette situation par le fait que la compétition économique oblige les plus forts, ou les mieux qualifiés, à se regrouper à travers des "appariements sélectifs" qui leur assurent une certaine sécurité et leur permettent de s'imposer sur les différents marchés. Ce faisant, ils laissent de côté les plus faibles et les moins qualifiés. Le progrès technique actuel et la montée des technologies de

l'information et des communications ne feraient qu'accentuer ce phénomène qui serait ainsi la source de l'accroissement des inégalités<sup>7</sup>.

**Tableau 3. Comparaison des inégalités monétaires par région  
(coefficient de Gini)**

	Années 1960	Années 1970	Années 1980	Années 1990	Moyenne
Asie de l'Est et Pacifique	37,43	39,88	38,70	38,09	38,75
Europe de l'Est et Asie centrale	25,09	24,63	25,01	28,94	26,57
Amérique latine et Caraïbes	53,24	49,06			
Moyen-Orient et Afrique du Nord	41,39	41,93	40,45	38,03	40,49
Asie du Sud	36,23	33,95	35,01	31,88	35,08
Afrique subsaharienne	49,90	48,19	43,46	46,95	46,05
Pays développés	35,03	34,76	33,23	33,75	34,31

Source : DEININGER K. and SQUIRE L., 1996. – "A New Data Set Measuring Income Inequality", *The World Bank Economic Review*, vol. 10, n° 3, Washington, p. 565-591.

Note : le coefficient de Gini retrace l'inégalité de la distribution des revenus (ou des consommations) des ménages. Il varie entre 0, égalité absolue où chaque ménage reçoit une part identique du revenu, et 100, inégalité absolue lorsque un seul ménage reçoit la totalité du revenu.

On sait cependant que dans un certain nombre de pays d'Afrique subsaharienne confrontés à la crise, comme la Côte d'Ivoire, l'Ouganda ou Madagascar, un tassement des inégalités a permis, à certains moments, d'éviter un trop fort accroissement de la pauvreté<sup>8</sup>. Il est probable que le même phénomène ait joué lors de la crise en Asie du Sud-Est, d'autant que les tendances inégalitaires y étaient plus faibles que dans d'autres régions du monde.

De nombreuses études montrent que la montée des inégalités empêche la réduction de la pauvreté, freine la croissance et détruit la cohésion sociale. Avec, dans tous les cas, une augmentation des risques de conflits sociaux ou politiques, qui engendrent mouvements migratoires et fuites de capitaux dont les conséquences sont négatives sur le plan économique.

## Des politiques de réduction de la pauvreté et des inégalités

Pourquoi donc vouloir réduire la pauvreté et les inégalités ? Les études statistiques montrent que toutes deux réduisent les possibilités de croissance et en diminuent l'efficacité. La pauvreté empêche la constitution du capital humain, en

<sup>7</sup> COHEN D., 1996. – *Richesse du monde et pauvreté des nations*. – Flammarion, 165 p.

<sup>8</sup> GROOTAERT C., 1997. – *Réformes économiques et analyse de la pauvreté : l'expérience de la Côte d'Ivoire*. – Paris, L'Harmattan, 240 p.



raison d'une santé ou d'une éducation déficiente, et l'émergence d'innovations dans les populations qui sont les plus à même de les développer comme, par exemple, les enfants des migrants. Les inégalités accroissent les tensions sociales et ethniques qui peuvent déboucher sur des conflits sociaux, comme les "opérations villes mortes" au Cameroun, ou de véritables guerres civiles comme au Rwanda, au Libéria ou aux Comores.

### *Les orientations des politiques internationales*

Dans les politiques publiques proposées, au plan international, pour lutter contre la pauvreté, on distingue deux grandes orientations dans l'approche de ce phénomène qui tirent leurs fondements du XVII<sup>e</sup> siècle. Il y a, d'un côté, la vision européenne continentale basée sur une responsabilité sociale de la pauvreté et, de l'autre, une vision plutôt anglo-saxonne qui met l'accent sur la responsabilité individuelle.

Pour la première, la pauvreté est le résultat d'une mauvaise gestion des ressources humaines. Elle doit donc déboucher sur la mise en œuvre d'une politique sociale qui vise à compenser les besoins non satisfaits de la population et aider à la réinsertion sociale des pauvres. La seconde, actuellement dominante aux États-Unis, considère toute situation de pauvreté comme le résultat d'un échec individuel dont la responsabilité incombe à la personne elle-même. Des initiatives individuelles peuvent alors l'aider à s'en sortir, l'État n'intervenant que pour évaluer le nombre de pauvres et instaurer des filets de sécurité spécifiques. Il est, de ce fait, révélateur qu'au sein de l'Union européenne, le gouvernement anglais ait à l'origine refusé de s'associer à la définition d'une politique sociale commune, bien que ce soit l'approche anglaise de la ligne de pauvreté qui ait été retenue pour évaluer le nombre de pauvres.

On retrouve ces deux tendances au sein des organisations internationales qui, à travers leurs approches méthodologiques, les répercutent dans les pays en développement. Ainsi, il y a notamment, d'un côté, le PNUD et le BIT qui mettent l'accent sur la "pauvreté humaine" (mesurée par une batterie d'indicateurs socio-économiques) et sur le développement humain, en considérant, parallèlement à la dimension économique, les dimensions sociales, culturelles et politiques du développement. Il y a, de l'autre côté, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international qui insistent sur la pauvreté monétaire (mesurée par des seuils et des indicateurs monétisés) et sur la croissance pour réduire la pauvreté.

### ***Les interventions correspondantes***

Il en résulte un ensemble d'interventions que l'on peut répartir autour de trois grandes directions d'action : une réorientation de la croissance, des actions dans les domaines sociaux et l'instauration de filets de sécurité pour les plus pauvres.

Par réorientation de la croissance, on entend le fait de favoriser une croissance au sein de laquelle les pauvres peuvent jouer un rôle en y participant à leur manière. Cela consiste non seulement à encourager le démarrage d'activités génératrices de revenus pour les pauvres par l'investissement dans des secteurs à forte proportion d'emplois peu qualifiés, mais aussi l'octroi de petits crédits permettant de démarrer des micro-activités, de façon autonome ou à travers des associations de toutes sortes : coopératives villageoises, clubs de quartier, associations de ressortissants, tontines, etc. L'objectif est surtout d'éviter que la croissance n'engendre de nouvelles inégalités qui ne puissent être compensées que par une redistribution des plus riches vers les plus pauvres. Ce qui aurait plus pour effet d'encourager l'assistanat qu'une prise en charge des pauvres par eux-mêmes.

En parallèle, d'autres interventions mettent l'accent sur le renforcement du capital humain des pauvres, à travers l'enseignement et les soins de santé primaires, et même du capital social, en favorisant l'adhésion à divers regroupements à finalité économique. L'objectif prioritaire est alors de lutter contre la pauvreté des potentialités, rejoignant en cela l'octroi de crédits qui compense les insuffisances en capital financier ou les réformes agraires concernant le capital physique. Dans ce cadre, une attention toute particulière doit être accordée aux femmes qui, en prise avec les réalités socio-économiques familiales, peuvent accentuer par leurs comportements l'impact des diverses mesures.

Enfin, pour les plus démunis, des interventions ciblées sous la forme de distribution de vivres alimentaires contre du travail, de travaux à haute intensité de main d'œuvre, de crédits de formation, d'emplois pour les jeunes, etc., permettent, à court terme et de façon transitoire, de surmonter des situations de pauvreté extrêmes et imprévues.

Ces différentes formes d'interventions peuvent aider à réaliser à temps les objectifs fixés pour 2015<sup>9</sup>. Mais elles ne pourront pas pour autant se substituer à la nécessité de favoriser l'investissement intérieur, de respecter les équilibres macro-économiques, de maintenir une bonne gouvernance et la stabilité politique, imposant une prévention des conflits sociaux ou politiques de long terme.

---

<sup>9</sup> DEMERY L. and WALTON M., 1998. – *Are poverty and Social Goals for the 21<sup>st</sup> Century Attainable?*. – Washington, The World Bank, mimeo, 31 p.

### ***Peut-on envisager une approche plus spécifiquement française ?***

Par tradition, la France n'aborde pas le problème de la pauvreté de façon déconnectée du contexte général et ne réduit pas sa mesure à la détermination d'une ligne de pauvreté monétaire. Sa définition de la pauvreté a d'ailleurs influencé la définition européenne de la pauvreté (Conseil européen de 1984) : *"des personnes dont les ressources (matérielles, culturelles et sociales) sont si faibles qu'elles sont exclues des modes de vie minimaux dans l'État membre où elles vivent"*. Définition qui fait référence à une pluralité de ressources et un minimum de conditions de vie, et qui montre qu'une situation ne peut être appréhendée qu'à travers ses multiples dimensions. Il en résulte que tout processus de développement qui veut la faire évoluer sur le long terme doit mettre l'accent sur ces dimensions. Ce qui a pour effet de justifier des interventions très diversifiées qui ont toutes à terme un effet sur la pauvreté.

Dans ce cadre, la dimension sociale, qui recouvre les aspects de pauvreté, d'inégalités et d'exclusion sociale, s'inscrit au même titre que les dimensions économique, culturelle ou politique. Cette tradition, qui avait sa justification dans les courants de pensée sur le développement défendus par F. Perroux, a favorisé une pratique volontariste et multidimensionnelle du développement. Elle peut connaître un nouveau regain en s'appuyant sur les travaux actuels de A. Sen, prix Nobel d'économie 1998.

Cependant, la pression des autres bailleurs de fonds nationaux, notamment au sein de l'Union européenne, pour que chaque pays définisse une politique spécifique de lutte contre la pauvreté, amène à s'interroger sur les constituants d'une approche proprement française. Celle-ci pourrait s'appuyer sur trois éléments : la prise en compte des différentes manifestations de la pauvreté, la relation entre pauvreté et inégalités, et le besoin d'un développement qui soit socialement durable.

Le fait qu'il y ait différentes formes de pauvreté qui s'articulent dans le temps et qui sont en correspondance avec des formes équivalentes d'inégalités donne un axe de direction pour des politiques publiques. Les mesures préconisées peuvent avoir autant pour objectif de combattre la pauvreté que de maîtriser les inégalités et peuvent différer selon les formes de pauvreté. Des inégalités qu'il ne faut pas systématiquement chercher à supprimer mais plutôt à réorienter pour qu'elles engendrent des dynamiques d'innovation et d'investissement dans des secteurs ou des actions qui concernent les pauvres. C'est notamment le rôle de politiques fiscales incitatives particulières. Le développement socialement soutenable donne alors un cadre pour intégrer croissance économique et dimensions sociales.

Une telle approche pourrait ouvrir la voie à une nouvelle synthèse car, sans nier pour autant la pertinence de l'approche traditionnelle anglo-saxonne, elle affirmerait l'existence d'un cadre plus global et plus explicatif des programmes de lutte contre la pauvreté et contre les inégalités.

## Conclusion

On peut résumer la situation actuelle en ce qui concerne la pauvreté par quelques traits caractéristiques qui permettent de mieux la comprendre et d'orienter les politiques publiques.

Premièrement, on remarque une tendance à la baisse de la pauvreté dans son ensemble, avec cependant l'apparition de nouvelles formes de pauvreté et une dissémination de plus en plus fractale à travers continents, pays et milieux. Il en résulte une pauvreté plus sophistiquée mais aussi sans doute de mieux en mieux connue et analysée. Dans le même temps, la tendance récente à un accroissement des inégalités risque de freiner la réduction de la pauvreté.

Deuxièmement, en ce qui concerne l'organisation de la lutte contre la pauvreté, on remarque une mobilisation mondiale sans précédent résultant d'une sensibilité accrue à toute forme de pauvreté. Certes les modes d'appréhension historiques originels peuvent différer, mais au fur et à mesure que progresse la compréhension des problèmes, et avec l'apparition de nouvelles formes de pauvreté, on assiste à une convergence des méthodes et des mesures mises en œuvre pour les traiter.

En fait, il faut situer le problème actuel de la pauvreté et celui des inégalités dans le cadre de la naissance d'une "nouvelle civilisation"<sup>10</sup>. La mondialisation de l'économie avec toutes les restructurations qu'elle implique, l'émergence des nouvelles technologies d'information et de communication contribuent à fortement modifier la situation socio-économique des individus et des ménages, créant de nouvelles formes de pauvreté et d'inégalités. Une situation qui s'est déjà produite à plusieurs reprises dans l'histoire des siècles passés.

L'apparition de nouvelles formes de pauvreté, comme l'exclusion sociale, et la montée des inégalités, avec la détérioration de la cohésion sociale qu'elle implique, sont autant de coûts sociaux engendrés par les restructurations en cours à l'échelle mondiale. Des coûts sociaux qui lorsqu'ils deviennent trop élevés peuvent remettre en cause la croissance, tant dans sa finalité que dans son efficacité. Il en résulte que les stratégies de développement, si elles veulent être soutenables sur le long terme devront autant prendre en compte les aspects de croissance équilibrée, en termes macroéconomiques, que des considérations d'équité et de justice sociale. En d'autres termes, il faut imaginer des stratégies de développement qui soient socialement soutenables, c'est-à-dire n'engendrant pas de déséquilibres sociaux graves qui annihileraient les bénéfices de la croissance et hypothéqueraient les conditions de

---

<sup>10</sup> BRUNSVICK Y. et DANZIN A. (éds), 1998. – *Naissance d'une civilisation : le choc de la mondialisation*. – Paris, UNESCO, 111 p.

vie des générations futures. Il leur faudra, d'une part, valoriser l'ensemble des potentialités humaines et sociales par une participation accrue au processus de croissance et, d'autre part, préserver la cohésion sociale. Il reste cependant encore à définir de façon précise, en termes d'interactions sociales et économiques, les modalités de telles stratégies.

### *Pour en savoir plus*

- BANQUE MONDIALE, 2000. – *Attacking Poverty, World Development Report 2000*. – Washington, mimeo, 287 p.
- DEININGER K. and SQUIRE L., 1996. – "A New Data Set Measuring Income Inequality", *The World Bank Economic Review*, vol. 10, n° 3, Washington, p. 565-591.
- LACHAUD J.P., 1998. – *Pauvreté, ménages et genres en Afrique subsaharienne. Nouvelles dimensions analytiques*. – CED, Université de Montesquieu Bordeaux IV, 321 p. (Séries de recherche).
- PONTY N., 1998. – "Mesurer la pauvreté dans un pays en développement", *Stateco*, n° 90-91, Paris, INSEE, p. 53-67.
- WORLD BANK, 1996. – *Poverty Reduction and the World Bank: Progress and Challenges in the 1990s*. – Washington Poverty and Social Policy Department.
- WORLD BANK, 1998. – *World Development Indicators, CD-Rom 1997*. – Washington, 390 p.



## CHAPITRE 12

---

# GENRE, POPULATION ET DÉVELOPPEMENT

**Thérèse LOCOH**

*Directeur de recherche à l'Institut national d'études démographiques (INED)*

### **Les grands principes... et leur application**

L'égalité des droits et des opportunités pour les femmes est l'objet d'un vaste consensus au plan des principes et reste un objectif lointain au plan des réalités, particulièrement dans les pays en développement où la simple survie des familles est un défi permanent qui repose essentiellement sur les épaules des femmes.

### ***Une réduction des disparités dans la santé et l'éducation***

Certes des progrès sont en cours et le dernier rapport du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) le rappelle : *"Au cours des trente dernières années, les sociétés ont fait de réels progrès dans la répartition des fruits du développement entre hommes et femmes. Les écarts dans le domaine de la santé et de l'éducation se sont nettement réduits. Depuis vingt ans l'espérance de vie de la population féminine a progressé 20 % plus vite que celle des hommes et le niveau d'instruction des femmes progresse régulièrement dans les pays en développement"*<sup>1</sup>. Mais on est encore loin d'une égalité de traitement. Dans de nombreuses sociétés patriarcales, la préférence pour les garçons est fortement ancrée et entraîne de criantes discriminations, allant jusqu'à compromettre la santé,

---

<sup>1</sup> PNUD, 1998. – *Rapport mondial sur le développement humain 1998*. – Paris, Economica, 254 p., p. 34.

voire la vie des petites filles<sup>2</sup>. Si les progrès dans le secteur de la santé et de l'éducation sont encourageants, ils sont loin d'avoir effacé les disparités entre les sexes.

### *Des inégalités persistantes dans le domaine économique et l'accès aux prises de décision*

Dans la population vivant au-dessous du seuil de pauvreté, les femmes sont majoritaires (62 %)<sup>3</sup>. Les salaires féminins sont presque toujours inférieurs à ceux des hommes et, qui plus est, les femmes sont cantonnées aux emplois les moins valorisants, les moins protégés par les règlements. Dans une grande partie des pays en développement, les femmes n'ont aucun droit sur la terre qu'elles cultivent même lorsqu'elles sont chefs de famille. Elles n'ont par ailleurs qu'une possibilité très limitée de bénéficier de crédits. Les femmes se tournent bien souvent vers le secteur informel en raison des discriminations dont elles sont l'objet. La crise des économies en développement accentue ces discriminations mais aussi les charges familiales des femmes. La baisse des dépenses publiques destinées notamment à la protection de la santé, à l'éducation, aux infrastructures urbaines et de transport touchent particulièrement les femmes qui augmentent leurs temps de travail et acceptent des rémunérations très faibles pour faire face aux besoins de leur famille et spécialement de leurs enfants<sup>4</sup>.

### *De fortes disparités juridiques malgré quelques avancées*

En dépit de leur rôle primordial dans l'organisation familiale et dans la reproduction, les femmes sont, à des degrés divers, défavorisées dans la reconnaissance de leurs droits. On voit souvent poindre, même dans les instances internationales les plus "politiquement correctes", l'union sacrée d'hommes appartenant à des cultures, religions, idéologies très diverses, en vue de maintenir leurs privilèges et le "contrôle" sur les femmes. Dans de nombreux pays, les

---

<sup>2</sup> TABUTIN D. et WILLEMS M., 1993. – *La surmortalité des petites filles dans le Sud*. – Louvain-la-neuve, Université Catholique de Louvain, 55 p. (Working Paper, n° 173) ; MURTHY K. RANDJANI, 1996. – "Fighting female infanticide by working with midwives: an indian case study", *Gender and development*, vol. 4, n° 2, p. 20-27.

<sup>3</sup> MARCOUX A., 1998. – "Feminization of Poverty: Claims, Facts and Data Needs", *Population and Development Review*, vol. 24, n° 1, p. 131-140.

<sup>4</sup> ALARÇON-GONZALEZ D., 1994. – "The Welfare Effects of Structural Adjustment in Mexico and Its Differential Impact by Gender", Documentation de base citée dans PNUD, *Rapport mondial sur le développement humain 1995*.



femmes n'ont pas les mêmes droits que les hommes de circuler, de se marier, de pratiquer la planification familiale, de divorcer, de travailler, d'hériter<sup>5</sup>.

Le déni des droits des femmes se traduit aussi au quotidien par la fréquence des violences à leur encontre, violence institutionnalisée des "traditions et rites" (excision, rites de veuvage par exemple), violences ordinaires au sein des familles, si ordinaires qu'elles ne sont pas "reconnues" comme inacceptables.

Il faut souligner aussi que des progrès, parfois spectaculaires, ont été obtenus sur le plan juridique. Un pays comme la Tunisie qui a, dès 1956, adopté une législation égalitaire est un exemple de ce qui pourrait être fait ailleurs. La pression des institutions internationales peut jouer un rôle important. À la suite des conférences du Caire et de Pékin et des dénonciations de l'excision, plusieurs pays d'Afrique ont adopté des législations condamnant cette pratique. Mais il y a loin de l'adoption d'une loi à sa pratique surtout dans les pays où la majorité des femmes n'ont que peu de moyens d'être informées de leurs droits et de les faire valoir.

Lors de la préparation de la conférence de Pékin (1995), des réunions régionales avaient défini des priorités. Elles différaient selon les continents mais quatre d'entre elles ont été unanimement retenues par les Africaines, les Asiatiques et les Latino-américaines. Il s'agit de la lutte contre la pauvreté, de la protection des droits des femmes, de la participation aux instances de décision politique et économique et de l'intégration des femmes à l'activité économique. Ces décisions montrent à quel point les femmes sont conscientes du fait que les enjeux majeurs résident dans l'économie et le politique.

### **De "l'intégration des femmes au développement" à "l'analyse en termes de genre" : des avancées théoriques et conceptuelles**

La conférence mondiale sur la population et le développement (CIPD)<sup>6</sup> a, dans ses principes, rappelé que *"les droits des femmes font inaliénablement, intégralement et indissociablement partie des droits universels de la personne humaine"* (p. 14) y compris leur droit de disposer librement de leur corps et de décider de leur vie reproductive et pour la première fois, un chapitre entier a été consacré à la question de l'égalité de droits entre hommes et femmes. Il y est précisé notamment que *"le renforcement des moyens d'action et de l'autonomie des femmes et l'amélioration de leur condition sur les plans politique, social, économique et sanitaire constituent une fin en soi de la plus haute importance. En outre c'est une condition essentielle du développement durable"* (chapitre IV, p. 25).

---

<sup>5</sup> PNUD, 1995. – *Rapport mondial sur le développement humain*. – Paris, Economica, 251 p.

<sup>6</sup> UNITED NATIONS, 1995. – *Population and Development. Programme of Action adopted at the International Conference on Population and Development. Le Caire, 1994*. – 100 p.

C'était là une avancée importante, car pour la première fois dans les conférences mondiales de population, l'amélioration du statut des femmes n'était pas considérée essentiellement comme un instrument des politiques démographiques mais comme un objectif en soi. L'action personnelle de Nafis Sadik s'appuyant sur les travaux de nombreux chercheurs et organisations non gouvernementales (ONG) a été déterminante dans cette évolution. Leur analyse des projets de développement a conduit à une critique des approches dites *d'intégration des femmes au développement* (IFD), dominantes jusqu'au milieu des années 1980<sup>7</sup>. Celles-ci portaient de l'hypothèse que le développement, en tout cas la modernisation, allait bénéficier indifféremment aux femmes et aux hommes. Pour améliorer le statut des femmes il suffirait donc de les faire participer davantage aux processus de "modernisation" en les intégrant aux activités rémunératrices et notamment au salariat. L'expérience a montré que les fruits de la modernisation, loin de se répartir équitablement, accroissent au contraire les inégalités, en fonction des situations respectives de pouvoir des acteurs. Les femmes, en position de dépendance, parfois dépourvues de droits, mal formées et peu éduquées, sont à l'évidence défavorisées dans ces processus de changement.

Un nouveau courant scientifique, nourri par des études sociologiques et historiques, s'est développé autour du concept de genre, qui désigne, au-delà des différences biologiques, le caractère socialement construit, et donc contingent, des rapports entre hommes et femmes<sup>8</sup>. L'analyse de ces rapports met en évidence les inégalités multiples à l'encontre des femmes, mais aussi le fait que les hommes, eux aussi, pâtissent d'une organisation sociale aussi asymétrique et qu'ils pourraient également bénéficier de "systèmes de genre" plus équitables. Cette problématique renouvelle fortement, non seulement les questions de promotion du statut des femmes mais, au-delà, toute l'approche du développement<sup>9</sup>. En effet, elle impose de prendre en compte, à toutes les étapes des programmes et projets, les rapports hommes/femmes, d'analyser leur structure et leurs effets, pour les femmes et pour les hommes, dans tous les domaines, social, économique, politique. C'est ce qu'on appelle le *mainstreaming*.

---

<sup>7</sup> MOSER C., 1989. – "Gender Planning in the Third World: Meeting the Practical and Strategic Needs", *World Development*, vol. 17, n° 11.

<sup>8</sup> Il faut convenir qu'en France les avancées sur la problématique de genre ont été, jusqu'à une époque récente, peu relayées en dehors des milieux universitaires. La linguistique y est pour beaucoup, la terminologie du "genre" étant mal acceptée et considérée comme impropre dans la langue française. On lui préfère souvent la circonlocution de *rapports sociaux de sexe* (voir à ce sujet HURTIG M.C., KAIL M. et ROUCH H. (dir.), 1991. – *Sexe et genre. De la hiérarchie entre les sexes*. – Paris, CNRS, 281 p.), mais l'usage du mot *genre* et des concepts qui lui sont liés sont maintenant si couramment utilisés dans les institutions de coopération que les autres pays francophones l'ont adopté sans complexe depuis des années. L'attitude la plus réaliste semble donc de s'approprier le concept en France en développant les recherches et les propositions d'actions sur ce thème.

<sup>9</sup> RATHBEGGER E., 1994. – "WID, WAD, GAD. Tendances de la pratique dans le champ du développement", in : DAGENAIS H. et PICHE D. (dir.), 1994. – *Femmes, féminisme et développement*. – Montréal-Kingston, McGill University Press, 447 p.

Les rapports hommes/femmes, forgés au cours de l'histoire de chaque société, ne sont pas figés et donc peuvent évoluer, en vue d'actions plus efficaces. Le renforcement de la capacité des femmes à agir à égalité de responsabilité avec les hommes (*empowerment*) et de façon autonome, doit figurer au cœur des questions de développement. On ne peut plus traiter la question des femmes seulement en termes de "groupes-cibles", de "bénéficiaires" de projets de lutte contre la pauvreté ou de "populations vulnérables". Les évolutions indispensables, particulièrement dans les pays pauvres, dépendent de la place qui leur sera faite, à égalité de responsabilité, dans la vie économique, politique, sociale. À cette nouvelle vision, hommes et femmes ont à gagner. Les uns avec les autres doivent contribuer à changer les équilibres.

### **Les recommandations de la Conférence du Caire et l'action du FNUAP au cours des cinq dernières années**

La Conférence du Caire puis celle de Pékin ont mis en avant cette approche renouvelée de la question du développement, et c'était un pas très important. Mais cela ne se fera pas sans une remise en question des idéologies et des modes de fonctionnement des sociétés, des institutions, des groupes de pression. Les instances internationales ont elles-mêmes à réviser leur "culture d'entreprise" et leurs priorités.

L'ensemble des agences des Nations unies, après les conférences du Caire, de Copenhague et de Pékin ont entamé un réexamen de leurs programmes en fonction de l'approche de genre. L'adoption de droits égalitaires, les progrès de la scolarisation féminine, l'accès égal à la santé, la promotion de la formation professionnelle des femmes, l'accès des femmes aux moyens de production sont des préoccupations communes et déjà anciennes de ces agences. Plus récemment on commence dans certains programmes à examiner les moyens de transformer les rapports de pouvoir entre hommes et femmes, d'accroître la présence de femmes dans des instances de décision, voire d'infléchir les législations qui brident l'accès des femmes à la propriété et au crédit pour investir.

C'est aussi sur cette voie que le FNUAP s'est engagé. Il a, pour sa part, clairement mis l'approche de genre au centre de ses procédures puisqu'elle est maintenant transversale à tous les programmes. Encore faut-il trouver les moyens les plus efficaces pour réaliser cette *transversalité*. Depuis la Conférence du Caire, le FNUAP a mené des actions de sensibilisation et de formation dans ses différentes instances. Il a également financé de nombreuses actions de formation sur le terrain et incité ses représentants dans les pays en développement à revoir leurs programmes à la lumière de cette nouvelle grille de lecture.

Dans le texte de la Conférence du Caire, au chapitre IV, traitant de l'égalité des droits et de l'*empowerment* des femmes, trois actions spécifiques, relevant du mandat du FNUAP, ont été recommandées : donner plus de pouvoir aux femmes, accorder une attention particulière au statut des petites filles, impliquer les hommes et les responsabiliser.

### ***Donner plus de pouvoir aux femmes***

Il est évident que dans de nombreux projets de développement les femmes sont défavorisées du fait de leur faible niveau d'alphabétisation, voire écartées de filières où elles avaient traditionnellement une position privilégiée. Des actions du mandat du FNUAP sont nécessaires mais insuffisantes. Il faut aussi faire pression sur les autres agences des Nations unies et sur les différentes sphères de décision de la planification nationale pour favoriser l'éradication de toutes les pratiques discriminatoires, par des lois et règlements adéquats. C'est là une tâche de longue haleine à laquelle tous les partenaires du développement, bilatéraux et multilatéraux, devraient s'atteler.

### ***Accorder une attention particulière au statut des petites filles***

De nombreuses cultures véhiculent une forte préférence pour les garçons (allant parfois jusqu'à l'utilisation de l'identification du sexe *in utero* aux fins d'avortement des fœtus féminins) et les inégalités se cristallisent dès la petite enfance par l'éducation familiale et les normes sociales, au point que les filles et les femmes elles-mêmes intègrent souvent comme inéluctables les discriminations dont elles sont victimes. Il est donc capital de lutter contre les inégalités dès la petite enfance, de traquer les stéréotypes sexistes dans tous les manuels scolaires et de former les éducateurs à une attitude égalitaire. Dans le domaine du travail il faut lutter contre l'exploitation des enfants, y compris sexuelle, mais particulièrement contre celle des filles. Toutes ces actions demandent une importante activité d'études et de recherches pour identifier les situations et trouver les moyens susceptibles d'induire des modifications des comportements.

### ***Impliquer les hommes et les responsabiliser***

Des efforts spéciaux sont à faire pour changer les attitudes masculines et promouvoir leur participation égale dans tous les domaines de la vie familiale, spécialement en développant une parenté responsable. La responsabilité des hommes dans l'éducation des enfants doit être incluse dans l'éducation dès les premières années.

Sur le plan de la maîtrise de la fécondité, les hommes doivent être plus impliqués dans les actions de formation, d'éducation et de communication. La prévention des maladies sexuellement transmissibles est un domaine où ils sont particulièrement concernés et des services de planification familiale incluant la prévention des MST devraient s'adresser spécifiquement à eux. C'est ce qu'a fait par exemple la Tunisie depuis quelques années. C'est là un secteur où de nombreuses actions de formation et de sensibilisation peuvent être entreprises.

Le FNUAP a donc renouvelé sa façon d'aborder la question du statut des femmes mais il y a encore beaucoup à faire pour intégrer ces principes dans ses projets et programmes. Les activités, essentiellement dirigées vers une plus grande maîtrise de la fécondité, privilégient toujours les programmes de planification familiale, auxquels sont intégrés un certain nombre d'actions relevant plus largement de la santé de la reproduction. C'est nécessaire mais l'approche de genre devrait justement inciter le FNUAP à développer une vision plus large des problèmes de population, englobant les phénomènes migratoires, les problèmes posés aux populations, notamment aux femmes, par l'urbanisation rapide et les questions liées au pouvoir de décision des femmes dans la sphère économique où elles restent très défavorisées. La question des structures démographiques des pays en développement et de leur vieillissement doit aussi être traitée. Signe encourageant, les derniers rapports du FNUAP<sup>10</sup> abordent ces nouveaux sujets, mais il faut aller plus loin et engager des financements.

## **L'action de la France sur la thématique "genre et développement"**

En France même, les actions en faveur de l'égalité hommes/femmes ont fait l'objet de nombreux progrès législatifs et l'actuel débat sur la parité est l'expression des avancées aussi bien que des résistances en ce domaine. Malheureusement, l'action de la France vers les pays en développement ne traduit que très partiellement l'engagement et les avancées juridiques et conceptuelles dont elle a été le théâtre ces dernières années<sup>11</sup>. Compte tenu de la richesse des débats en France sur la question de l'égalité entre les sexes, on aurait pu espérer une attitude plus offensive des milieux français en charge de la coopération internationale. Certes les positions de principe de la France, prises d'une seule voix avec les autres pays de l'Union européenne, notamment à Pékin (1995), défendent fermement l'égalité des droits et les mesures qui en favorisent la mise en œuvre mais, sur le terrain concret des actions de développement, les progrès sont lents et les moyens disponibles,

---

<sup>10</sup> FNUAP, 1997. – État de la population mondiale, 1997. Le droit de choisir. – New York, FNUAP, 76 p. ; FNUAP, 1998. – État de la population mondiale, 1998. Les générations nouvelles. – New York, FNUAP, 75 p.

<sup>11</sup> EPHESIA, 1995. – La place des femmes. Les enjeux de l'identité et de l'égalité au regard des sciences sociales. – Paris, La Découverte, 739 p. (Collection Recherche).

faibles, au regard des enjeux et de ce que font les autres pays développés. À la suite de l'examen de la politique française de coopération par le Comité d'aide et de développement (CAD) de l'OCDE en 1997, il a été explicitement demandé à la France d'accroître ses efforts en matière d'égalité hommes/femmes, en développant une prise en compte du genre dans sa politique de coopération qui soit à la mesure de l'importance de ses engagements, qu'il s'agisse de son savoir-faire ou des efforts quantitatifs à mettre en œuvre dans ce domaine. Cette recommandation a été suivie de premiers effets notamment l'adoption, par le ministère des Affaires étrangères, d'un fonds d'aide et de coopération (FAC) pour la mise en œuvre du programme d'action de Pékin et la promotion du droit des femmes.

### *Les prises de position dans les instances internationales*

En matière de coopération internationale, conformément à ses options, la France a défendu dans les instances de l'Union européenne, des Nations unies et de l'OCDE divers projets législatifs et réglementaires en faveur de l'égalité entre les sexes. La responsable du secteur "genre" au ministère délégué à la Coopération et à la francophonie fait d'ailleurs partie du bureau du groupe de travail sur l'égalité des hommes et des femmes du CAD de l'OCDE.

### *Les programmes de coopération au développement*

En préparation de la conférence de Pékin, le gouvernement a consacré des fonds importants (20 M FF) au soutien de la participation des instances africaines à la conférence mondiale sur les femmes. Ce programme, inauguré par une conférence des ministres africain(e)s, devait favoriser sur le terrain des projets d'études et d'activités soutenant directement des initiatives en faveur des femmes. Il a ainsi permis la réunion de la conférence régionale de Dakar (1994) et la participation, beaucoup plus conséquente qu'à Nairobi, d'Africaines représentant non seulement les gouvernements mais aussi, la société civile à travers leurs ONG. Cet effort considérable augurait bien de l'entrée de la France dans un champ où elle était jusqu'alors peu présente, à l'inverse des pays d'Europe du Nord, des États-Unis et du Canada. D'après une évaluation demandée par les services de la coopération, ce programme n'a pas eu l'ampleur attendue ni l'effet incitateur escompté, notamment parce qu'il s'est limité à un soutien aux conférences et séminaires et n'a pas mis en œuvre le programme de "recherche-développement" qui aurait été indispensable pour renouveler la problématique encore très traditionnelle qui avait été adoptée, sur ce thème<sup>12</sup>.

---

<sup>12</sup> BOP C. et LAMBERT A., 1996. – *Évaluation du programme mobilisateur "femmes et développement"*. – Paris, Ministère des Affaires étrangères, coopération et francophonie (Mission d'études, d'évaluation et de prospective), 166 p.

Depuis cette première expérience, les moyens mis en œuvre pour promouvoir l'égalité hommes/femmes et l'approche de genre dans les pays en développement sont restés modestes, en dépit de la motivation très forte des personnes ayant la responsabilité de ces dossiers (une personne au ministère délégué à la Coopération et à la francophonie/direction du Développement et de la coopération technique (DCT), et une autre à l'Agence française de développement). Des séminaires de formation sur l'approche de genre ont été organisés en 1997 à Abidjan (avec le FNUAP et la FAO) et à Lomé en 1998, à l'intention de chercheurs, de responsables administratifs et de responsables d'ONG. De même, une session de formation a été organisée en 1997 et 1998 à l'intention des assistants techniques de la coopération française.

Toutefois, grâce à la mise en place d'un FAC (cité plus haut) pour les années 1999-2001, un effort de mobilisation des compétences françaises sur le thème "genre et développement" a été relancé par le ministère des Affaires étrangères (direction générale de la Coopération internationale et du développement). Il se traduit par l'adoption de projets de coopération bilatéraux et multi-bilatéraux, avec le FNUAP notamment, destinés d'une part à promouvoir de nouveaux projets favorisant l'accès des femmes aux sphères de décision, d'autre part à renforcer des projets et financements contextuels visant à une meilleure égalité des sexes. Des analyses et recherches-action pour identifier les rapports hommes/femmes qui sont à l'œuvre dans les activités menées sur le terrain (dont certains jouent un rôle négatif sur la dynamique des projets) sont également programmées. Dans cette perspective, le ministère des Affaires étrangères va mettre en œuvre, avec le FNUAP de Côte d'Ivoire, l'implantation d'une formation spécifique à l'attention des statisticiens et économistes formés à l'ENSEA (Abidjan) qui est destiné à devenir un pôle régional d'analyse et de recherche sur le genre en Afrique de l'Ouest. Dans ce cadre, une formation des formateurs a eu lieu en septembre 2000 et un colloque international destiné à faire le point des connaissances sur le thème "Genre, population et développement en Afrique" se tiendra en juillet 2001.

## **Les projets en matière d'éducation et de santé**

Bien que l'approche de genre n'ait pas encore, dans les actions de coopération internationale de la France, la place que souhaiteraient les instances de l'OCDE, les institutions de coopération poursuivent bien évidemment des activités qui renforcent le statut des femmes et permettent à celles-ci de jouer progressivement un plus grand rôle dans la vie de leurs pays respectifs. Au ministère des Affaires étrangères (direction générale de la Coopération internationale et du développement), il s'agit surtout d'actions dans le domaine de l'éducation (combattre la sous-scolarisation des filles, programme conjoint avec l'UNICEF) et de programmes de santé (résorber les causes de la mortalité maternelle et soutenir les actions de lutte contre le sida).

### ***Les projets de développement économique***

C'est surtout à l'Agence française de développement (AFD) que se manifeste le souci de rendre opérationnelle l'analyse de genre dans les projets et programmes de développement. Eu égard à la modicité des moyens, l'approche y est plus pragmatique que dogmatique. Elle s'appuie sur l'analyse et l'évaluation concrète de projets qui devraient conduire à la définition d'une stratégie par l'Agence.

En 1997-1998, deux types d'actions ont été engagées par cette institution. D'une part a été organisée une formation à l'approche de genre pour des cadres de l'AFD qui devrait se généraliser à l'avenir. D'autre part, l'AFD a entamé un processus d'analyse et de diagnostic, en termes de genre, à partir de projets pilotes dans le domaine du développement rural (hydraulique villageoise, filières) et urbain (rénovation de marchés). Cette expérience devrait être généralisée à d'autres projets (à tous dans l'idéal) et permettre ainsi de systématiser l'expérience de l'AFD dans ce domaine, mais supposerait un accroissement substantiel des moyens de la "cellule genre" de l'AFD et une sensibilisation accrue des personnels, y compris celui des agences sur le terrain.

L'analphabétisme et une faible participation à la décision à quelque niveau que ce soit constituent les obstacles majeurs que rencontrent les femmes pour bénéficier pleinement des projets et renforcer leur capacité d'accès aux ressources (financières, technologiques, foncières).

### **Les recommandations sur les actions de coopération de la France**

#### ***Définir une politique en matière de genre qui refléterait un changement d'approche des rapports hommes/femmes et qui donnerait une priorité à la formation***

Comme dans les autres agences de développement, il est devenu nécessaire que l'analyse des projets et programmes s'effectue à la lumière des rapports de genre. Les modes d'intervention de la coopération française doivent être amendés pour refléter un tel engagement et afficher des critères de sélection de projets et des objectifs prioritaires en la matière, dans un document de politique générale à définir. Il est important que les milieux de la coopération française aient décidé de mieux répondre aux demandes pressantes de formation et de conception de projets en termes de genre qui sont faites par les partenaires francophones des pays en développement, afin de regagner leur crédibilité dans ce domaine. La carence française a été telle qu'une université britannique dispense un cours, en langue



française, sur les questions de genre, à l'intention du public francophone des pays en développement !

Pour combler le retard il faut, d'une part, afficher des priorités sur les questions de genre dans les négociations de coopération avec les partenaires du développement et, d'autre part, stimuler la capacité française à répondre aux attentes, c'est-à-dire favoriser les enseignements à l'université, les études et les recherches en ce domaine en France et dans les pays en développement eux-mêmes. Enfin, il faut qu'une forte volonté politique soit clairement affichée pour faire cesser le mépris bienveillant qui règne dans les milieux autorisés sur ce thème.

### ***Renforcer l'action dans les domaines d'intervention traditionnels : éducation, santé, respect des droits***

Dans ces trois domaines la France a traditionnellement des actions cohérentes et d'ampleur visible. Il faut les réexaminer afin qu'elles rencontrent au mieux les objectifs d'amélioration du statut des femmes et de valorisation de leur position dans les instances de décision. La lutte contre les stéréotypes sexistes dans les écoles, la prévention de la morbidité et de la mortalité maternelles, la lutte contre l'excision sont autant de sujets sur lesquels il existe maintenant des partenaires dans les pays en développement, prêts à se mobiliser. Un des moyens les plus efficaces est de s'appuyer sur les associations qui luttent localement pour faire respecter des traitements équitables entre garçons et filles. Les associations de juristes qui diffusent des informations sur l'application du droit à toute personne qui en a besoin sont un excellent exemple des initiatives qui répondent à de réels besoins et font preuve de leur efficacité<sup>13</sup>.

### ***Inclure l'analyse de genre de manière systématique dans l'évaluation des programmes et projets de développement***

Bien que la lutte contre la pauvreté fasse partie intégrante des mesures de promotion de l'égalité entre les sexes, il ne faut pas traiter la question des femmes seulement dans le cadre de ces programmes. Il ne s'agit pas seulement de donner des moyens de subsistance aux femmes mais surtout de leur donner des chances égales de disposer de leur vie, de décider de façon autonome de leurs activités, de leur formation, de leur reproduction. Cela fait référence à l'*empowerment* et à une approche globale du développement. Répétons-le, cela suppose des moyens accrus en compétences et en financements.

---

<sup>13</sup> ADJAMAGBO-JOHNSON K., 1997. – "Le politique est aussi l'affaire des femmes", *Politique africaine*, n° 65 : "L'Afrique des femmes", Paris, Karthala, p. 62-73.

## **Les recommandations françaises auprès des institutions internationales**

### ***Recentrer les préoccupations du FNUAP sur les grandes questions actuelles du développement***

Il s'agit avant tout de la production de richesses et de leur répartition équitable mais aussi des mutations familiales liées à la baisse de la fécondité et aux migrations, des problèmes des grandes concentrations de populations dans les villes et de la situation des femmes dans les nouvelles économies urbaines, du vieillissement des populations entraînant de nouvelles opportunités pour les femmes (durée de vie plus longue) mais aussi de nouvelles charges (soins aux personnes âgées) et des risques d'isolement dans les nouveaux contextes familiaux.

### ***Concevoir les programmes de santé de la reproduction dans l'optique de l'égalité de participation des hommes et des femmes aux décisions***

C'est cette perspective qui a été recommandée au Caire et il faut la mettre résolument en œuvre. Il faut en particulier développer la recherche de moyens contraceptifs acceptables pour les hommes et sans inconvénients pour la santé des femmes mais aussi lutter contre les programmes qui empêchent les femmes d'avoir les enfants qu'elles souhaitent mettre au monde. Les services de santé de la reproduction doivent être accessibles à tous, jeunes et moins jeunes, sans distinction d'état matrimonial. Ils ont à se saisir non seulement de la maîtrise de la fécondité mais aussi des troubles de la sexualité, de la ménopause et de l'andropause. Il faut aussi favoriser la présence de femmes à tous les niveaux de décision dans les centres qui dispensent les services de santé de la reproduction.

### ***Favoriser l'accroissement de la capacité de décision des femmes***

Il faut intervenir pour obtenir dans tous les pays des législations et règlements qui permettent la participation des hommes et des femmes, à parité, aux instances de décision politique, et favoriser l'adoption des lois qui s'opposent au mariage forcé, au mariage très précoce, à la réclusion des femmes, aux mutilations génitales féminines, à des pratiques inégalitaires en cas de divorce, de veuvage et d'héritage.

Un moyen essentiel pour parvenir à accroître la capacité de décision des femmes est de former les agents de développement de façon systématique à l'analyse des sociétés et des projets, en termes de genre, afin qu'ils soient capables d'identifier des objectifs qui permettent de promouvoir l'équité entre hommes et femmes. L'acquisition de ces nouvelles compétences pourraient devenir une conditionnalité des aides internationales.

C'est dès l'enfance que les enfants doivent recevoir une égalité de traitement. Des programmes pour faire céder la préférence pour les garçons, encore présente dans certaines sociétés, doivent être mis au point.

### ***Développer la collecte d'informations adéquates sur les "systèmes de genre" dans les différentes sociétés***

Cela doit être fait tant par des statistiques que par des études historiques et sociologiques. De la même façon que l'on a, dans les années récentes, consacré beaucoup de moyens à accumuler des connaissances sur la fécondité (enquêtes mondiales sur la fécondité, enquêtes démographiques et de santé) il serait très souhaitable de lancer un programme d'enquête mondiale sur les questions de genre.

### ***Développer des programmes de vigilance pour les femmes en situation de risques majeurs***

C'est le cas des femmes vivant dans des pays en guerre, dans des camps de réfugiés mais aussi dans les zones d'habitat précaire qui bordent certaines mégalofoles. Ces femmes sont confrontées, plus encore que les autres, à de graves problèmes de santé, de nutrition, de violations de leurs droits et évidemment de violences<sup>14</sup>.

### ***Pour en savoir plus***

KISHOR S. and NIETZEL K., 1996. – *The Status of Women: Indicators for Twenty-Five Countries*. – Demographic and Health Surveys, Calverton, Macro International, 113 p. (Comparative Studies, n° 21).

LOCOH T., LABOURIE-RACAPÉ A. et TICHIT C., 1996. – *Genre et développement : des pistes à suivre*. – Paris, CEPED, 154 p. (Les Documents et Manuels du CEPED, n° 5).

---

<sup>14</sup> Je remercie Michèle Baherle (ministère des Affaires étrangères, direction du Développement), et Geneviève Verdelhan-Cayre (Agence française de développement) pour leur collaboration efficace au rassemblement d'informations qui ont servi de base à ce chapitre.

- LOCOH T. et KOFFI N. (dir.), 1999. – *Genre, population et développement en Afrique de l'Ouest*. – Abidjan, ENSEA/FNUAP, 190 p.
- UNITED NATIONS, 1995. – *Living Arrangements of Women and Their Children in Developing Countries, A demographic profile*. – New York, United Nations (Department of Economic and Social Information and Policy Analysis, Population Division), 103 p.

## CHAPITRE 13

---

# LES REPRÉSENTATIONS DE L'ENVIRONNEMENT : LE POINT DE VUE DES FRANÇAIS

**Philippe COLLOMB**

*Directeur de recherche à l'Institut national d'études démographiques (INED)  
Directeur exécutif du Comité international de coopération  
dans les recherches nationales de démographie (CICRED)*

*"Il n'y a pas de monde sans représentation humaine du monde ; d'ailleurs, si nous admirons la nature c'est notre intervention sur la nature, quelles qu'en soient l'importance et la destination, et/ou notre propre nature elle-même, que nous admirons" (HEGEL).*

### Introduction

L'intérêt que les Français portent à l'environnement n'est pas récent. Le premier ministère chargé de la protection de la nature et de l'environnement en France date de 1971 ; il a devancé de plus de dix ans l'instauration, en organisme indépendant, de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement par l'Assemblée générale des Nations unies (1983). Quant à la création de l'Institut français de l'environnement, elle remonte à 1991, année de la préparation du programme d'action de la Conférence internationale des Nations unies pour l'environnement et le développement (sommet "Planète Terre", Rio de Janeiro, 3-14 juin 1992). Pour être complet, il faudrait mentionner de nombreuses autres

organisations telles que les agences de l'eau, l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME), l'Office national de la chasse (ONC), le Conseil supérieur de la pêche (CSP), l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA), l'Institut national de l'environnement industriel et des risques (INERIS), etc. Les plus gros budgets du ministère de l'Environnement sont alloués à la protection de la nature des sites et des paysages (28 % en 1998), à la prévention des pollutions et des risques (21 %), et à la protection de l'eau et des milieux aquatiques (12 %).

Plus récemment, les pouvoirs publics français ont jugé nécessaire de se doter des moyens qui permettent de cerner les représentations des différentes catégories de population afin de "modifier" à long terme les pratiques ou les comportements relatifs à l'environnement, dans une véritable perspective de travail social. C'est ainsi que l'INED a été chargé d'effectuer, en 1991, l'enquête intitulée "Populations-Espaces de vie-Environnements", première dans le monde sur le thème. Le rapport final a été communiqué en 1994, peu avant la Conférence internationale sur la population et le développement (Le Caire, 5-13 septembre 1994). Entre autres utilisations, l'enquête se prête à la construction d'indicateurs de sensibilité des populations, indispensables pour mettre en place une politique nationale en matière d'environnement. Elle est à considérer comme un outil au service de l'application du programme d'action de la Conférence du Caire, dont on sait qu'il a largement souligné l'importance primordiale des interactions entre la population – plus particulièrement la dynamique des populations –, le développement et l'environnement. Ce chapitre propose un guide de lecture des résultats de l'enquête, qui fait apparaître, chez les Français, des perceptions de l'environnement profondément marquées par une approche symbolique de la nature.

Depuis la Conférence du Caire, pour ne parler que des actions de l'État, et en laissant de côté les actions spécifiques (émissions, déchets, produits chimiques, organismes génétiquement modifiés, bruit, risques naturels, risques technologiques, agriculture, énergie, construction, transports, etc.), la politique nationale a été largement développée : loi sur le renforcement de la protection de l'environnement (1995), loi sur l'aménagement du territoire (1995), protocole "Défense-Environnement" par lequel l'armée française s'engage à préserver la nature et l'environnement (1995), projet de loi instituant un code de l'environnement (1996), Assises du développement durable à Paris (1996), loi sur l'air (1996), Plan national de lutte contre l'effet de serre (1997), création du Conseil national de l'air (1998), etc.

La stratégie française du développement durable définie en 1995-1996 émane d'une philosophie proche de celle développée à Rio et au Caire. Elle est fondée sur trois principes : le centrage du processus politique sur l'homme, la conciliation entre l'économie et l'environnement, la valorisation des atouts de l'espace. La réglementation est restée le principal instrument de la mise en œuvre des politiques de protection de l'environnement en France. Mais les outils mis en place révèlent deux évolutions importantes : un recours à la fiscalité largement développé dans le

respect du principe "pollueur-payeur", et une action éducative au service du développement durable et de la solidarité civique<sup>1</sup>.

## **Les relations entre les populations, l'environnement et le développement**

Qu'il s'agisse de la France ou d'un autre pays du monde, l'examen des relations entre la population et l'environnement s'inscrit dans une étude plus vaste, celle des relations "tripolaires" entre la population, le développement et l'environnement, qu'il faut lire comme l'aboutissement d'un processus historique.

Par définition, le développement est le passage d'une situation à une autre, dans l'histoire d'une communauté, dans un processus mû par l'homme. Le développement s'inscrit dans le contexte des "valeurs" propres à chaque espace culturel. Alors les pays du monde ne suivent pas une seule et même procédure de développement. Ce texte ne repose donc pas sur un modèle commun de relation entre population, développement et environnement qui lierait les procédures asynchrones de développement des différents pays du monde.

Néanmoins tous les peuples sont liés par une certaine communauté de situation dans l'espace ; les perturbations de l'environnement d'une région – diminution du patrimoine génétique disponible, émission de gaz carbonique, apparition de nouvelles affections transmissibles, conséquences d'un recours défailant à l'ingénierie nucléaire, etc. – ne peuvent plus laisser durablement indifférentes les populations des autres régions. La planète est en effet limitée et petite pour une humanité nombreuse, en croissance encore rapide et durable, et ses capacités d'emprise sur l'environnement sont considérables. Les peuples sont aussi liés par une certaine communauté d'expérience dans le temps ; ils ont vécu, parfois il y a longtemps, ou vivent actuellement les conditions de l'économie de subsistance, par laquelle les familles produisent elles-mêmes les denrées nécessaires à leur survie. Ainsi, les singularités de situation se trouvent-elles contrariées du fait de ces communautés d'intérêts.

Mais les rapports entre les populations, le développement et l'environnement n'ont ni la même nature, ni la même valeur pour les peuples du Nord et pour ceux du Sud. Ils n'ont pas plus de nature ou de valeur identique pour les classes sociales d'un même pays du Nord ou du Sud. Pour ne parler que des extrêmes, si certaines communautés peuvent s'investir dans la valorisation de leur cadre de vie et œuvrer pour améliorer la condition des générations futures, certaines autres n'ont d'autre choix et d'autre capacité que de chercher à satisfaire leurs besoins les plus élémentaires dans la plus stricte immédiateté, sans pouvoir prévoir les disponibilités

---

<sup>1</sup> Voir à ce sujet : Institut français de l'environnement, 1999. – *L'environnement en France*. – Paris, La Découverte.

du lendemain, conserver les semences pour la saison suivante et à plus forte raison construire les bases d'un meilleur avenir pour leurs enfants.

## Entre nature et culture

À l'origine de l'opposition entre nature et culture il y a l'agriculture, cette activité humaine majeure, à laquelle participe encore actuellement plus de la moitié de l'humanité, le plus souvent pour subvenir à ses propres besoins.

Avec l'accroissement rapide de la population du monde, la forte croissance de l'emprise des hommes sur les ressources naturelles, l'accélération de la concentration urbaine, la multiplication des activités et des consommations humaines, l'expansion des nouvelles acquisitions d'énergie, c'est le développement dans son ensemble qui devrait être maintenant au centre de cette opposition.

En effet, si l'on admettait le transfert de la notion de nature vers celle d'environnement, et le renvoi du concept d'agriculture à celui de développement, alors l'antagonisme entre nature et culture deviendrait une opposition entre environnement et culture ; et le développement devrait être actuellement l'objet d'un débat politique et scientifique des plus intenses.

Or, à examiner soigneusement la situation, il semble que ce soit le cas. La notion de "développement", mise en avant par l'économie, par la finance, ou par le système des Nations unies<sup>2</sup> fait en effet l'objet d'un intense travail depuis la publication du rapport "Brundtland" intitulé "Notre avenir à tous"<sup>3</sup>, travail auquel la communauté scientifique française participe activement.

Ce travail donne naissance à un nouveau concept, celui de "développement durable", locution qui fait maintenant partie du langage courant. Par développement durable, on entend un développement qui préserve l'environnement, et ne met pas en danger les générations à venir. Cette révolution devrait permettre de réduire le divorce entre écologie et économie<sup>4</sup>. La "révolution verte" a dû, elle-même, se plier

---

<sup>2</sup> Les programmes d'action des treize dernières conférences du système des Nations unies qui ont trait à l'homme plaident pour le développement, tout particulièrement le programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement (Le Caire, 5-13 septembre 1994), dans lequel le mot "développement" est le mot le plus utilisé, fréquemment mis en relation avec les phénomènes de population et l'environnement.

<sup>3</sup> Rapport de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement (créée en 1983 et dirigée par Madame Gro Brundtland, ex-Premier ministre de Norvège) demandé par l'Assemblée générale des Nations unies et publié en 1987 chez Oxford University Press, sous le titre "*Our common future*".

<sup>4</sup> PASSET R., 1992. - "Le copilotage du développement économique et de la biosphère", numéro spécial "Environnement et développement", revue *Tiers Monde*, vol. 33, n° 130, p. 393-416.



aux conditions de ce rapprochement entre l'économie et l'écologie et se faire pour cela "doublement verte", comme l'ont préconisé les chercheurs français de l'unité de recherche en prospectives et politiques agricoles du CIRAD, repris en cela par le Sommet mondial de l'alimentation (FAO, Rome, 1996)<sup>5</sup>. Avec cette nouvelle locution, la communauté internationale signifie l'existence d'une révolution verte, donc d'une recherche accélérée de productivité, compatible avec la préservation des ressources naturelles.

Les enjeux de l'environnement prennent ainsi la forme d'un défi planétaire qui implique tous les acteurs de la vie économique et sociale, tant nationale qu'internationale, mais aussi les individus dans leurs rapports professionnels ou domestiques avec l'environnement<sup>6</sup>. Mais peut-on en déduire que nos sociétés prennent conscience de la place qu'occupent les hommes dans la biosphère ? Voilà une première question importante qui se pose à l'aube du troisième millénaire, et à laquelle la recherche française tente d'apporter quelques éléments de réponse en interrogeant la population sur une multitude de sujets recouvrant les représentations que la population construit sur l'environnement, concept d'acquisition récente en France<sup>7</sup>.

L'expansion de cet antagonisme entre nature et culture s'accompagne de nets changements de modes de vie, comportements ou habitudes des populations, et d'une recherche croissante de qualité du cadre de vie. On constate en outre l'émergence de sensibilités à la nature, aux paysages, à la faune, à la flore, et d'aspirations à des espaces vierges de toute présence humaine.

Examiné dans le contexte français, cet antagonisme est particulièrement intéressant en raison de l'extraction rurale et agricole récente de la population du pays par comparaison avec celle des peuples voisins. Les communes rurales françaises ont atteint, pour les dernières d'entre elles, leur population maximum il y a à peine un siècle, à une époque où, les rendements étant encore très faibles, il fallait dix fois plus de terre pour produire la même quantité de céréales. N'oublions pas que, au lendemain de la seconde guerre mondiale, la production agricole d'un nombre non négligeable de paysans français était encore destinée en majorité à leur propre consommation. Cette spécificité se traduit par d'autres traits tels que la possession d'un jardin dans une famille sur deux<sup>8</sup>, d'un animal domestique dans un

<sup>5</sup> BIE S.W., CARSALADE H. et al., 1996. – *Les leçons de la révolution verte. Vers une nouvelle révolution verte*. – Rome, FAO, Sommet mondial de l'alimentation, vol. 2, document d'information technique n° 6, 28 p.

<sup>6</sup> COLLOMB Ph., 1999. – *Une voie étroite pour la sécurité alimentaire d'ici à 2050*. – Rome, FAO, 202 p.

<sup>7</sup> COLLOMB Ph. et GUÉRIN-PACE F., 1998. – *Les Français et l'environnement. L'enquête Populations-Espaces de vie-Environnements*. – Paris, INED/PUF, 258 p. (Travaux et documents n° 141).

<sup>8</sup> Une famille sur deux possède un jardin en France. La moitié de ces 13 500 000 jardins ont une partie potagère. Les sommes dépensées dans ces jardins constituent un record en Europe (INSEE, 1996).

ménage sur deux<sup>9</sup>, la pratique fréquente de la chasse<sup>10</sup>, peut-être l'exercice d'un sport de nature (ski, voile, etc.). Et n'oublions pas l'importance que revêtent pour les Français, les traditions alimentaires et, pour la France, le poids de son agriculture dans son économie.

## L'homme en relation dialectique avec l'environnement

Réduite à un ensemble de processus physico-chimiques, la nature s'impose à l'homme et en l'homme. Que l'homme soit présent ou non sur la planète, elle se suffit à elle-même. Et certains ajoutent à ce constat que le monde des espaces vierges serait parfait sans l'homme.

Mais on ne peut imaginer une nature sans l'homme. De plus, l'homme fait partie de la nature. C'est d'ailleurs le constat adopté par la grande majorité des personnes interrogées dans l'enquête française. L'action de l'homme sur l'environnement est à la fois ancienne, générale et profonde. Dès l'aube de l'humanité, les hommes semblent avoir voulu accroître les superficies de savanes ou de prairies pour accroître le peuplement de bovidés sauvages, de cervidés, d'antilopidés, ou d'autres grands mammifères ruminants. Les chasseurs de tous les continents ont ainsi de tous temps brûlé les forêts, moins productives que les savanes ou les prairies en gros herbivores.

C'est avant tout sur l'agriculteur, en charge d'une transformation lente et laborieuse d'un environnement hostile en un environnement favorable à la culture de la terre, que reposait encore récemment l'opposition entre nature et culture. La notion de culture trouve d'ailleurs, elle-même, ses racines dans le labeur des champs : le latin *colere* désigne en effet le travail de la terre. Les paysans ont amélioré leurs productions de blé ou de maïs en constituant leurs sols, siècle après siècle, transportant les pierres qui entravaient leurs travaux sur les marges de leurs champs, constituant des murets ou des haies coupe-vent, apportant sur leurs parcelles des terreaux de forêts qui leur servaient d'engrais naturels, aménageant les cours d'eau pour l'irrigation, établissant des réseaux d'évacuation d'eau pour faciliter le drainage des sols. Les peuples rizicoles ont consacré des millénaires à mettre leurs territoires en terrasses pour récupérer des terres, mieux exploiter la ressource en eau et obtenir des récoltes plus conformes à leurs besoins. Ce fut l'établissement des grandes plantes de civilisation (riz, blé, maïs, mil, quinoa, etc.), sans lesquelles l'humanité n'aurait jamais atteint le milliard d'individus.

---

<sup>9</sup> 52 % des ménages possèdent un animal domestique (INSEE 1982-1983).

<sup>10</sup> En France, un million et demi de permis de chasse ont été délivrés en 1996, pour des campagnes de deux ans (INSEE, 1998).

L'extension de ces grands agro-écosystèmes s'effectua au détriment des écosystèmes naturels. Certaines populations se sont même attachées à modifier les équilibres de la faune de leurs agro-écosystèmes. Aussi surprenant que cela puisse paraître, la lutte biologique, que les Français se refusaient encore à pratiquer dans les années soixante, par exemple pour lutter contre la chenille processionnaire du pin, et qui est considérée maintenant comme un procédé moderne de lutte contre les parasites des végétaux remplaçant parfois la lutte chimique, est une pratique plurimillénaire chez les Chinois. En effet ceux-ci ont sans doute été les premiers au monde à employer de façon systématique, il y a presque deux millénaires, les fourmis carnivores des citronniers pour combattre les insectes parasites des mandariniers.

Les médecins et les architectes ont de longue date évalué la nécessité d'aménager l'environnement. Très tôt, les médecins mirent en avant les qualités de l'environnement parmi les facteurs de santé des populations. Quatre siècles avant Jésus-Christ, Hippocrate expliquait que chaque cité est caractérisée par son relief, son orientation par rapport au soleil, ses vents dominants, la qualité de ses eaux et de son approvisionnement agricole, ses coutumes alimentaires, etc. Il affirmait qu'à chaque type de cité correspond un ensemble type de maladies. Les architectes étaient, eux aussi, attentifs aux propriétés de l'environnement. Ainsi, près d'un demi-millénaire après Hippocrate, le Romain Vitruve disait : *"l'architecte doit avoir une connaissance de la médecine relativement au climat, à la salubrité ou à l'insalubrité des sites et à l'usage des différentes eaux"*.

C'est donc de la nécessité pour l'homme d'imprimer sa marque sur les choses afin qu'elles satisfassent ses besoins que vient l'antagonisme entre nature et culture. Et, de fait, les conséquences directes ou indirectes de la présence de l'homme sur terre peuvent être observées partout. Mais ces "transformations" de l'environnement prennent actuellement une ampleur sans précédent. L'extension de l'emprise de l'humanité sur les ressources naturelles et ses conséquences, la disparition de nombreux écosystèmes naturels, la très forte diminution du nombre des espèces ou des variétés cultivées, la réduction de la biodiversité s'avèrent dangereuses pour l'humanité. Ainsi des comportements ou des pratiques qui, jusqu'à maintenant, n'étaient mus que par des motifs, des besoins ou des nécessités individuels devront probablement à l'avenir être "organisés", éventuellement contrôlés par nécessité, afin de préserver les ressources de survie de l'humanité. Mais toute politique suppose une certaine conscience des enjeux de la part des populations auxquelles elles s'adressent.

Il est donc nécessaire de savoir à quel point nos sociétés sont conscientes de cette "colonisation" de l'environnement par l'homme. Or, à bien y réfléchir, cette conscience n'a rien d'évident.

La nature, ce n'est pas : "le monde moins les hommes". Ce n'est pas non plus : "le monde, une fois retirés les hommes et les résultats de leur présence sur la terre". Comme la plupart des personnes interrogées dans l'enquête française l'ont d'ailleurs souligné, les cultures, les parcs urbains, les avenues bordées d'arbres et les

plantations domestiques font partie de la nature. On peut même affirmer que le réchauffement de la planète est une évolution de la nature et que, réciproquement, l'homme aura à s'adapter à cette évolution.

L'environnement change l'homme, mais l'homme change l'environnement. Ce que nous appelons "la nature" résulte en partie de l'influence de l'homme. Ainsi l'homme, comme tout être, vit en relations dialectiques avec l'environnement, c'est-à-dire en relations d'interaction et d'élaboration réciproque avec celui-ci. Cette relation dialectique est donc au cœur de l'étude des représentations des populations attachées à l'environnement, telle qu'elle doit être conduite.

À cet égard, le positionnement de la France est, là encore, particulier. La faible densité de la population du pays, l'existence de grandes régions de sols riches, de vastes territoires impropres à la culture et d'un grand périmètre côtier peut induire chez les populations un sentiment d'infinitude que ne partagent pas les peuples rassemblés sur des territoires plus limités. La France possède en effet sur son territoire des régions qui ont porté, par exemple en Normandie, les écosystèmes naturels dotés des plus fortes productivités primaires du monde<sup>11</sup>. De vastes territoires mis en terrasses il y a plusieurs siècles<sup>12</sup>, dernier recours pour les paysans les plus miséreux, figurent parmi les terres jugées impropres à la culture depuis quelques décennies seulement. Pour toutes ces raisons, les ressources foncières françaises continuent encore actuellement à évoquer dans l'inconscient collectif de la population une nature prodigue, un espace lieu de cueillette, dispensateur de ressources ou source de potentialités, un bien dont on n'ose pas se séparer<sup>13</sup>. L'accélération récente des transformations en cours, l'ampleur des modifications à prévoir, les manifestations des conséquences de ces évolutions, peuvent provoquer parfois de fortes réactions de défense. Probablement par crainte des évolutions constatées, ou par nostalgie d'un état antérieur idéalisé, on voit émerger chez certains des attitudes qui prônent une vie conforme à "ce que leur inspire la nature", une nature qu'on imagine vierge de présence humaine.

---

<sup>11</sup> Productivité végétale, selon les critères des écologistes.

<sup>12</sup> Il y a, ne serait-ce qu'un siècle, les régions de montagne étaient souvent exploitées en terrasses que l'on peut observer encore actuellement. Ainsi en Aude, sur les hauts d'Escouloubre, on faisait venir un blé à moins de cinq quintaux l'hectare, que l'on moissonnait en fin octobre ; et une vigne que l'on vendangeait à la fin de l'automne pour en tirer une mauvaise piquette.

<sup>13</sup> L'expérience française des "districts de reboisement" (ACEAR, ministère de l'Agriculture) conduite après la seconde guerre mondiale dans certaines zones dépeuplées du fait de la faible productivité des terres, montre que de nombreux citadins, découvrant qu'ils sont héritiers de parcelles, ont refusé de se défaire de ce bien foncier qui leur est apparu précieux (Alpes, Corse, Pyrénées, etc.), bien qu'il soit embroussaillé et presque impossible à exploiter individuellement.

## Les dégradations de l'environnement

La prise de conscience des enjeux de la durabilité du développement est le résultat de l'accumulation, depuis quelques décennies, de nombreuses catastrophes écologiques. Les activités humaines traditionnelles, surtout l'agriculture, le surpâturage, les pêches excessives, ont eu pour conséquences de graves dégradations des ressources humaines. Les hommes ont provoqué la désertification de territoires immenses. L'exemple le plus connu reste le *Dust-Bowl* américain, véritable désastre écologique qui affecta des millions d'hectares de la terre des grandes plaines du sud-ouest des États-Unis, dans les années trente, et contraignit des centaines de milliers d'habitants à l'exode. Les autres continents ne furent pas épargnés dans des temps plus reculés en Afrique, ou plus récents en Asie. Par manque de développement approprié des techniques d'entretien de la texture et de la structure des sols par l'engraisement, l'emploi d'engrais verts, etc., que l'on constate souvent en particulier lorsque l'effort de production est principalement destiné à l'autoconsommation, la désertification progresse maintenant rapidement.

Conjugué à la pauvreté, l'accroissement rapide de la population conduit à une plus forte sollicitation des terres et d'importants prélèvements d'éléments biochimiques des sols sont opérés sans que ceux-ci ne leur soient restitués. Les effets de la croissance démographique sont d'autant plus pervers que les grands principes du développement durable ne peuvent le plus souvent être mis en œuvre qu'une fois passées les étapes du primo-développement. De plus, faute d'agricultures plus productives, les populations étendent leurs cultures aux dépens des forêts et des écosystèmes naturels. Sans oublier que, en l'absence d'une intégration des classes de populations les plus déshéritées au processus de développement, l'accroissement de la population provoque une occupation humaine toujours plus intense de terres marginales, ou même de terres impropres à la culture, une déforestation, sources de perte de patrimoine génétique animal et végétal.

En l'absence de comptes de patrimoine naturel à l'échelle mondiale préconisés par la France<sup>14</sup> et par la Banque mondiale, nous ne savons pas si les efforts d'ouverture de nouvelles terres à la culture et les créations de sols compensent les désertifications constatées. Mais le bilan ne s'arrête plus maintenant aux activités de productions agricoles ou alimentaires.

En laissant de côté les catastrophes naturelles, dont les incidences sur la vie des hommes et des femmes du monde sont considérables, et en nous limitant aux impacts des activités humaines sur l'homme et son milieu de vie, cela fait déjà

---

<sup>14</sup> WEBER J.L., 1986. — "Les comptes du patrimoine naturel", *Collections de l'INSEE*, série C, n° 137-138.

plusieurs siècles que l'humanité est confrontée à des "accidents" souvent meurtriers. Dans cette seconde moitié du siècle, les graves dégradations de l'environnement dues aux émanations de gaz toxiques ou aux déversements de déchets ou d'effluents se sont multipliées. Depuis la marée noire du Torrey-Canyon (1967), l'aspersion de défoliants à la dioxyde sur le Viêt-nam (1961-1971), les événements se sont succédé à un rythme plus rapide : le nuage de dioxyde de Sevezo (1976), la marée noire de l'Amoco-Cadiz (1978), la panne du système de refroidissement de la centrale nucléaire de Three Miles Island (1979), le nuage d'iso-cyanate de méthyle de Bhopal (1984), le déversement de boues de décantation de mine à Tesero (1985), le nuage radioactif provenant de la combustion d'un réacteur de Tchernobyl (1986), la contamination de l'atmosphère et du réseau hydrographique due à l'incendie des usines Sandoz à Bâle (1986), la marée noire de l'Alaska (1989), les pollutions atmosphériques et maritimes résultant de la guerre du Golfe (1990-1991), des ruptures de canalisations d'un oléoduc en Sibérie (1994), ne sont là que quelques exemples des catastrophes les plus médiatisées. Certaines conséquences à long terme des comportements quotidiens des populations, des pratiques des entreprises ou encore des politiques nationales sont désormais mieux connues et ne manquent pas d'inquiéter : pollutions de l'atmosphère par les automobiles, des nappes phréatiques par les engrais, des sols par des produits gazeux, liquides ou solides divers, d'origines domestiques ou industrielles, privées ou publiques, pertes de patrimoine génétique végétal ou animal, déforestations, surexploitations des ressources naturelles, désertifications de fractions importantes du territoire de la planète, pénuries d'eau, dégradations de la couche d'ozone, réchauffement de la planète, la liste est longue. Dans le même temps, les consommations individuelles moyennes augmentent, tout particulièrement dans les pays développés, entraînant un accroissement du volume des déchets laissés par l'ensemble des opérateurs de la chaîne reliant le producteur au consommateur.

Si la planète est décrite comme menacée, la France, son patrimoine naturel, son atmosphère, ses eaux, ses terres ne sont pas épargnés : outre des catastrophes telles que la rupture du barrage de Bourzey dans les Vosges (1895) ou celle du barrage de Malpasset dans le Var (1959), on a déploré des centaines de kilomètres de côtes polluées, des nappes phréatiques infiltrées de nitrates, des forêts atteintes par des pluies acides, une diversité biologique réduite, en partie liée à l'arrachage de plusieurs millions de kilomètres de haies depuis la seconde guerre mondiale, des architectures végétales profondément détériorées, etc. Son patrimoine historique lui-même a été affecté (abbaye du Thoronet, etc.), on ne compte plus les dégradations de monuments dues à la pollution atmosphérique, à tel point que les Français, eux-mêmes, souvent affectés par l'évolution de leur environnement physique, par les pollutions, à la ville comme à la campagne, par l'intensification des bruits, par les transformations des paysages, par la dégradation des littoraux, ainsi que par l'évolution de leur environnement social ne peuvent ignorer les enjeux sociaux que représente l'environnement.

Plus concrètement, deux exemples représentatifs de situations plus vastes rendent compte de certains problèmes d'environnement posés à la France. La région Bretagne a été durant plusieurs années la première région exportatrice de produits

agricoles du monde. Elle doit cette réussite au dynamisme de sa population et de ses organisations professionnelles, et à la force de la culture locale. Bon nombre de ses agriculteurs appartiennent au club des cent quintaux de rendement en blé à l'hectare, d'ailleurs entièrement consacrés à l'alimentation animale. Mais la situation de son environnement est préoccupante en raison de fortes pollutions de ses nappes phréatiques par les engrais azotés. La région de Mantes-la-Jolie est, elle aussi, caractérisée par le dynamisme de ses industries de production de matériau de base pour la construction et les travaux publics. Dans cette zone longtemps considérée comme l'une des plus polluées de France, les ciments qui restent en suspension dans l'atmosphère ont été à l'origine de fréquents accidents de la route sur l'autoroute qui la traverse<sup>15</sup>.

C'est là qu'intervient une troisième série de questions, en deux volets, l'un scientifique avec l'interrogation première : jusqu'où l'homme peut-il aller dans ces transformations de l'environnement sans aller trop loin ? L'autre plus social, avec une question liée à la première : quelle conscience les populations ont-elles des risques encourus du fait de leurs comportements et du fait de leur nombre ? C'est cette deuxième question qui nous intéresse plus particulièrement ici, puisque des réponses qui lui sont données dépendront la validité d'une ingénierie sociale en matière de préservation de l'environnement et la possibilité d'adapter aux populations considérées le travail social investi pour modifier les comportements individuels.

Dans les deux cas, le problème du nombre est à considérer avec attention. Une trop forte fréquentation humaine d'un site peut conduire à la disparition de certaines espèces végétales, ou animales, par exemple du fait de parcours au moment des coupées ; elle peut donc condamner ce site à l'insu des usagers. De la même manière, le fort accroissement démographique à prévoir dans la plus grande partie de l'Afrique sera déterminant quant à l'avenir des forêts de ce continent, car le bois de chauffe est la source principale d'énergie utilisée par les populations. Rappelons que, si la disparition des grandes forêts du monde est extrêmement grave pour les pays concernés, elle est également lourde de conséquences pour l'ensemble de la planète.

Mais, en général, c'est plus le comportement que l'effectif des populations qui présente un réel danger. Premier exemple : une agriculture riche pourra provoquer des pollutions des nappes phréatiques en raison d'un excès d'épandage d'engrais azotés utilisés pour accroître les rendements et, de ce fait, diminuer les superficies cultivées et la main-d'œuvre utilisée. Deuxième exemple : une agriculture pauvre – celle pratiquée en France il y a un siècle ou deux – a conduit à exploiter des terres impropres à la culture et donc éventuellement à dégrader les ressources naturelles. En effet, faute de restitution aux sols des éléments qui leur étaient prélevés par le processus de production agricole, la productivité des terres riches était faible,

---

<sup>15</sup> Dans les deux cas un dispositif spécial du protocole d'échantillonnage de l'enquête présentée ici permet d'examiner spécifiquement les perceptions des populations concernées en matière d'environnement.

parfois déclinante ; de plus, pour maintenir ces maigres rendements, les agriculteurs devaient pratiquer une jachère (une année sur quatre, parfois plus), ce qui avait pour effet d'augmenter très fortement les superficies nécessaires à l'alimentation de la population. Troisième exemple : une agriculture pauvre – celle pratiquée dans de nombreux pays en développement, par exemple en Afrique – peut provoquer une intense désertification, grave pour les pays concernés ; mais aussi, compte tenu de l'échelle présente et future du phénomène, dangereuse pour l'ensemble de la planète. Comme précédemment, l'insuffisance des rendements pratiqués dans les terres riches est en partie due à l'insuffisance des épandages d'engrais – on consomme dix fois moins d'engrais en Afrique que dans les pays développés. Cette situation conduit à une exploitation excessive des sols et à la mise en culture de nouvelles terres de bassins versants dégagées par exemple par la coupe de forêts. L'insuffisance d'engrais est ici due à la nature de l'économie pratiquée, une exploitation de subsistance ne dégageant pas les recettes nécessaires à l'achat d'engrais, et au défaut d'approvisionnement qui résultent d'un faible niveau de développement. Mais, dans ce cas, la croissance de l'énergie d'origine végétale nécessaire à l'alimentation des populations devra dépasser 4 % l'an pendant cinquante ans, surtout en raison de l'accroissement démographique rapide à prévoir encore pour plusieurs décennies. Mais les gains de productivité permis par les terres de la majorité de ces pays pourraient théoriquement être largement supérieurs à l'accroissement démographique d'ici à la stabilisation de la population.

### **L'enquête "Populations-Espaces de vie-Environnements"**

Ce sont ces trois grandes séries de questions que l'enquête "Populations-Espaces de vie-Environnements", effectuée par l'Institut national d'études démographiques (INED) auprès de 5 000 personnes d'un échantillon représentatif de Français, peut éclairer dans le cas de la France. Cette enquête a en effet pour principal but d'étudier comment les Français appréhendent l'environnement et vivent cette opposition entre la nature ou leur nature d'une part, et la culture ou leur culture d'autre part. L'enquête, qui aborde probablement ces sujets en première mondiale, apporte bon nombre de résultats dont nous reprenons ici textuellement les plus importants pour l'exposé<sup>16</sup>.

Contrairement à toute attente, la façon dont les Français perçoivent la notion "d'environnement" n'est que peu influencée par l'appartenance rurale ou urbaine des populations, par leur localisation régionale ou géographique (littoral, montagne ou plaine). Mais, plus que l'environnement social, c'est l'environnement physique qui domine dans l'univers mental populaire attaché à l'environnement, tout

---

<sup>16</sup> COLLOMB Ph. et GUÉRIN-PACE F., *op. cit.*



particulièrement la nature<sup>17-18</sup>. Il ne s'agit pas là d'une conception romantique de la nature, d'une nature vierge d'avant l'apparition des hommes sur terre, mais d'une nature qui, pour plus de 95 % des personnes interrogées, inclut les hommes et les femmes. Ainsi l'environnement ne peut être confondu avec l'espace naturel ; mais il doit être conçu comme un ensemble d'éléments en interaction, qui constituent un milieu, lui-même en interaction avec les sociétés humaines, qui en sont partie intégrante.

Les Français estiment, quasi unanimement, que l'homme peut modifier l'environnement et ajoutent qu'il n'est pas souhaitable que la nature soit totalement utilisée par l'homme, car à la grande question de Fontenelle, "l'homme doit-il utiliser sans exception la terre, le fond des océans, la haute atmosphère ?", 84 % des français ont répondu non et affirment, ceci expliquant probablement cela, que l'homme a le pouvoir de perturber définitivement l'état de la nature<sup>19</sup>. Cependant, la nature à laquelle on se réfère ici n'a rien de concret. C'est une nature idéalisée, qui semble prendre la forme d'une projection symbolique, voire imaginaire de la personne interrogée. À défaut d'être une reconstruction mentale d'un univers naturel, la représentation de l'environnement est en général édifiée sur un univers de proximité immédiate, un "autour" proche, qui semble inciter les Français à se mettre en scène personnellement. Il s'ensuit alors un ensemble d'évocations liées à la qualité et au cadre de vie, ou au bien-être.

De ce fait, l'environnement semble vidé de sa composante planétaire. Il s'agit d'un résultat assez surprenant à une époque où les notions de distances perdent leur signification. Les représentations ne restituent pas non plus la vision catastrophiste que donnent les médias et les écologistes, de plus elles n'accordent qu'un intérêt mineur aux problèmes de société et aux enjeux sociaux de l'environnement. C'est ainsi qu'aucune des personnes interrogées ne fait spontanément allusion aux catastrophes écologiques (Tchernobyl, ...), au sida, etc. Elles ne font que très rarement allusion spontanément aux dégradations locales de l'environnement<sup>20</sup>. Par ailleurs, rien ne rappelle que la guerre du Golfe est intervenue au moment même où se déroulait l'enquête. À telle enseigne que seules les questions fermées ont permis aux personnes interrogées d'évoquer les menaces globales qui pèsent sur l'environnement.

En résumé, c'est une vision intérieure et idéalisée, centrée sur soi, qui nous est donnée et dans laquelle un environnement n'apparaît que rarement comme un objet

---

<sup>17</sup> Selon 59 % de la population française, c'est plutôt la nature qui domine dans l'environnement, alors que 23 % estiment que ce sont plutôt les gens, les 18 % restant déclarant que, pour eux, l'environnement c'est à la fois la nature et les gens.

<sup>18</sup> 98 % des Français répondent "oui" si on leur demande "Est-ce que le mot 'nature' vous semble lié à la notion d'environnement ?".

<sup>19</sup> Une très faible minorité de Français pensent que la nature peut se rétablir d'elle-même.

<sup>20</sup> Ainsi, les pollutions des nappes phréatiques bretonnes ne sont pas mentionnées par les populations concernées, les pollutions industrielles ne sont pas évoquées par les habitants de la région de Mantes.

extérieur à soi et sur lequel on peut agir, presque jamais comme un univers dégradé. L'environnement n'est pas perçu comme un objet concret que l'homme peut gérer, et que ses pratiques peuvent affecter ou modifier. Comment s'étonner, dans ces conditions, que les représentations de l'environnement des Français paraissent indépendantes de leurs comportements ?

Que ce soit la nature ou l'homme qui en soit la figure centrale, les représentations de l'environnement varient surtout selon des caractères proprement démographiques, essentiellement selon l'âge. Les jeunes évoquent plus souvent la nature, alors que leurs aînés parlent plus fréquemment de leur entourage social immédiat. Dans la seconde moitié de l'existence, on nourrit une vision plus socialisée, mais aussi plus centrée sur soi et l'univers domestique. On est aussi plus soucieux de la sécurité au quotidien, de la santé, de la proximité amicale ; ces thèmes sont nettement moins souvent abordés par les plus jeunes.

On ne ressent pas à tous âges les mêmes inquiétudes à propos de l'évolution des conditions de vie. C'est principalement aux âges les plus élevés que l'on s'inquiète des graves dégradations de la santé qui peuvent résulter des fortes concentrations de population, ou de nuisances comme le bruit. De même, à partir de 60 ans, on fait nettement plus confiance au progrès technique pour apporter une solution aux dégradations de toute nature. À l'inverse, la défiance des jeunes à l'égard du progrès technique est quasi générale. Ils se montrent ainsi peu désireux d'en utiliser toutes les capacités pour accroître le niveau de vie. Les jeunes sont plus inquiets et plus pessimistes que leurs aînés face à la situation de l'environnement ou à l'état des ressources de la planète, peut-être parce qu'ils se sentent plus concernés. Ils se montrent toutefois convaincus que la préservation de l'environnement relève plutôt des citoyens que des pouvoirs publics.

Une question essentielle au moins demeure sans réponse : après avoir signifié le désintérêt qu'elles portent aux grandes idéologies qui ont marqué le siècle, les sociétés occidentales ne vont-elles pas trouver un sujet politique de prédilection dans la sauvegarde de l'environnement. Cet intérêt pour l'environnement sert-il de support à une nouvelle quête d'identité par laquelle la recherche du "naturel" ou du "sauvage" répondrait à une inquiétude de l'homme sur son devenir ? L'enquête ne précise pas si cette opposition plus radicale entre l'homme et la nature, constatée de nos jours, est due principalement aux menaces qui pèsent de plus en plus lourdement sur l'environnement et sur l'homme en cette fin de millénaire, ou aux bouleversements politiques, économiques et sociaux liés à l'accélération brutale du développement.

## En exergue

L'approche de l'environnement diffère profondément, dans le contexte proprement français, selon que l'on s'intéresse à l'expertise, ou aux représentations des populations.

La France est caractérisée par le niveau très élevé de son expertise dans le domaine, par la "mise à distance" de l'objet "environnement" à des fins d'observation et de recherche. L'importance de la participation française au vaste programme du *Global change*, d'une façon générale l'utilisation qu'elle fait de la télédétection spatiale en la matière (IRD-CNES), la formalisation par les experts français des comptes de patrimoine naturel<sup>21</sup>, la capitalisation de recherches sur le thème du développement durable (Université Paris I)<sup>22</sup>, sur celui d'une révolution verte qui préserverait les ressources (CIRAD), l'évaluation du divorce entre écologie et économie<sup>23</sup>, pour ne citer que ces exemples, le montrent clairement.

En construisant sur l'environnement une nature très idéalisée, dépourvue de tout aspect concret, la population française manifeste, au contraire, une faible distance à l'objet "environnement". Il reste que l'enquête renvoie au manque de formation générale de la population sur le thème, à la suspicion que semble provoquer dans l'opinion l'insuffisance d'informations indépendantes sur les risques liés à l'état du milieu de vie et à l'absence de débat de la communauté politique du pays, en cette matière sensible et complexe qu'est l'environnement.

Mais la situation internationale ne montre-t-elle pas un défaut de même nature ? La Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement (Rio de Janeiro, 3-14 juin 1992) avait pour objectif de rétablir à terme la compatibilité entre le développement et la préservation de l'environnement. Elle a été marquée en effet par l'émergence de la notion de développement durable. Mais la communauté internationale souffre de l'absence d'un schéma directeur applicable à l'ensemble des pays du monde en développement et des pays développés. Bien sûr, il y a eu le programme d'action de la Conférence mondiale sur le développement durable des petits États insulaires en développement (Barbade, 26 avril-6 mai 1994). Mais celui-ci ne peut tenir lieu de programme général de référence en la matière. Entre pays du Nord et pays du Sud, il reste un antagonisme de base : le Nord affirme que le Sud doit maîtriser sa fécondité. Et le Sud affirme que le Nord doit maîtriser ses consommations d'énergie, ses émissions de gaz

<sup>21</sup> WEBER J.L., *op. cit.*

<sup>22</sup> PASSET R., *op. cit.*

<sup>23</sup> THEYS J., 1991. – "25 problèmes majeurs d'environnement pour le prochain siècle", in : "Environnement et gestion de la planète", *Cahiers français*, n° 250, 132 p.

carbonique, etc. Après la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (New York, 9 mai 1992) puis le protocole de Kyoto, le Nord tarde à s'accorder sur un programme concret s'attaquant aux causes humaines des évolutions climatiques.

Or le développement durable est surtout une affaire de maîtrise des comportements et des consommations des individus, et des pratiques des entreprises. Il suppose donc un contrôle des filières, produit par produit, allant de la production à la consommation, un recyclage des déchets et des eaux usées, une politique de préservation des ressources en air, en eau, en terre, avec une internalisation des coûts de ces politiques, etc. Mais il convient de souligner que, outre des disponibilités financières supplémentaires, le développement durable exige une valorisation du capital humain par l'enseignement de base, par la formation technique et par l'information, car, pour assurer la durabilité du développement, il faudra une participation déterminée des populations et de leurs représentants politiques, ce qui sous-entend une réelle conscience des enjeux liés à l'environnement.

*"Ce qui compte ce n'est pas les milieux écologiques, c'est l'idée que les hommes s'en font. Les hommes, ou plutôt la civilisation à laquelle ils appartiennent."*  
(P. GOUROU<sup>24</sup>).

### ***Pour en savoir plus***

COLLOMB Ph. et GUÉRIN-PACE F., 1998. – *Les Français et l'environnement. L'enquête Populations-Espaces de Vie-Environnements*. – Paris, INED/PUF, 258 p. (Travaux et documents, n° 141).

Institut français de l'environnement (IFEN), 1998. – *L'environnement en France*. – Paris, La Découverte, 440 p.

JOLLIVET M. (dir.), 1992. – *Sciences de la nature, sciences de la société*. – Paris, CNRS Editions, 589 p.

MASINI J. (dir.), 1994. – "Après le Sommet de la Terre : Débats sur le développement durable", *Tiers Monde*, vol. 35, n° 137.

*Revue :*     *Le courrier de la planète.*  
              *Décision environnement.*

---

<sup>24</sup> GOUROU P., 1955. – "Remarques sur les régions écologiques", *Annales biologiques*, n° 51.

## CHAPITRE 14

---

# LE VIEILLISSEMENT DÉMOGRAPHIQUE DE LA FRANCE : ENJEUX ET POLITIQUES

**Alain PARANT**

*Chargé de recherche à l'Institut national d'études démographiques (INED)*

Le vieillissement démographique – défini comme l'augmentation du rapport de l'effectif âgé d'une population à son effectif total – est un phénomène très ancien en Europe, et plus particulièrement, en France.

Ce processus, dans lequel il faut d'abord voir le résultat de deux évolutions communément jugées heureuses – la maîtrise progressive de la fécondité et l'allongement de la durée de la vie – est appelé à connaître une forte progression au cours des prochaines décennies. Il est en effet exclu que, dans un pays développé comme la France, la population renoue avec des niveaux de fécondité pré-transitionnels ou que les individus renoncent à leur quête d'une vie plus longue. Par ailleurs, l'immigration étrangère – notamment celle en provenance des pays jeunes – qui, de longue date, atténue l'effet de la baisse de la fécondité et du recul de la mortalité, n'apparaît plus aussi vitale que naguère pour l'économie. Enfin, l'avancée en âge des générations nées après la deuxième guerre mondiale, beaucoup plus étoffées que leurs devancières et également beaucoup moins fécondes, va donner au phénomène une impulsion sans précédent.

Ce sur-vieillissement, prévisible de longue date car inscrit dans les faits d'un passé déjà reculé, va intervenir alors que la société française s'y est relativement peu préparée. Pour prétendre encore, durablement, concilier performances économiques et progrès social, il lui faudra, sans conteste, revenir sur nombre de ses attitudes, comportements et pratiques.

## **Le passé hérité**

Même largement ouvert et indéterminé, l'avenir est cependant en germe dans le présent, lui-même descendant plus ou moins éloigné du passé. Un inventaire, fût-il cursif, des héritages du passé constitue un préalable requis.

### ***L'héritage démographique***

Trois faits majeurs ont marqué l'évolution démographique de la France au cours des dernières décennies.

Le premier fait marquant a consisté, au lendemain de la deuxième guerre mondiale, en la remontée spectaculaire et durable de la fécondité, avec pour corollaire des générations beaucoup plus nombreuses (quelque 850 000 nouveau-nés par an de 1946 à 1975) que celles nées avant guerre (environ 650 000 naissances annuelles durant la décennie 1930). Les premières générations du baby-boom ont fêté leurs cinquante ans et abordent désormais la période charnière de l'existence entre activité professionnelle et retraite.

Le deuxième fait marquant concerne lui aussi la fécondité. On pourrait le dénommer baby-bust ou baby-krach. De quelques 2,5 enfants, en moyenne, par femme, la fécondité s'est effondrée à partir du milieu de la décennie 1960 ; à l'instar de ce qui s'est produit dans les autres pays d'Europe centrale et du Nord, et quelque dix ans plus tôt qu'en Europe du Sud et en Irlande. Depuis 1975, la fécondité, oscille aux alentours de 1,7-1,8 enfant par femme, des écarts significatifs subsistant encore entre les régions ou selon la nationalité. Un nouveau pallier bas de la natalité s'est conséquemment établi au niveau moyen de 750 000 nouveau-nés annuels. En dépit d'un important allongement du calendrier de la fécondité, les générations de femmes nées vers 1960 ont une descendance finale qui avoisine encore 2,1 mais le remplacement des générations féminines plus jeunes apparaît, pour sa part, de plus en plus hypothétique.

Le troisième fait marquant réside dans la poursuite, à pas soutenu, jusqu'aux premières années de la décennie 1990 du moins, des progrès de la durée de vie humaine, de réels écarts existant encore entre les hommes et les femmes, entre les régions et entre les catégories sociales. Pour des raisons qui tiennent moins à la quantité et à la qualité accrue des soins médicaux dispensés qu'à l'efficacité de "l'hygiène publique", à la scolarisation généralisée des populations, à la sensibilisation de celles-ci aux problèmes sanitaires, à l'amélioration des conditions de travail et à la très forte progression du bien-être général, les risques de décéder

ont, à tous les âges, très nettement régressé depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Dans les premiers âges de la vie, les niveaux d'incompressibilité sont maintenant très proches, avec pour conséquence que les "réserves" de survie se situent désormais presque en totalité dans les âges à l'autre extrémité de la vie. Depuis quelques années cependant, en France, l'allongement de la vie marque le pas<sup>1</sup>. On observe, notamment, une stagnation depuis 1994 de l'espérance de vie à 60 ans, alors que durant la décennie 1980, la baisse de la mortalité au-delà de cet âge était celle qui avait le plus fortement contribué à l'élévation de l'âge moyen au décès.

Le solde migratoire – pour autant qu'on puisse correctement le mesurer – a toujours été positif en France, pays où l'immigration nette a joué dans la croissance globale des effectifs un rôle certain ; son incidence sur l'évolution de la composition par âge, bien que moins marquée, n'est cependant pas négligeable<sup>2</sup>.

De cet examen de l'héritage démographique, il convient essentiellement de retenir que l'agencement des générations tout au long de la pyramide des âges est tel qu'il ne peut mécaniquement induire, à moyen et à long termes, que du vieillissement démographique.

### *L'héritage socio-économique*

La situation économique et sociale actuelle de la France est un patrimoine commun dont chacun peut revendiquer, ou assumer, une part plus ou moins importante.

L'instauration, au sortir du conflit de 1939-1945, d'un système destiné à protéger les individus contre les aléas multiples et variés de la vie beaucoup plus efficacement que ne l'avait fait jusqu'alors le marché, puis sa construction et son amélioration progressive sont ainsi à porter au crédit de chaque citoyen. Au même titre que le gonflement considérable des dépenses qui ont accompagné cette recherche légitime d'une protection sociale toujours plus étendue.

Tant que la croissance économique et l'inflation (qui tirait toujours plus haut les salaires nominaux) ont été fortes, la hausse – absolue et relative – du budget social de la Nation et celle des prélèvements nécessaires à son financement n'ont guère posé de problèmes. Depuis 1973-1974, l'obligation de restructurer, à la hâte, un appareil productif vieillissant et la nécessité de rendre socialement tolérable cette impérieuse adaptation et supportables toutes les autres conséquences d'une crise

---

<sup>1</sup> PARANT A., 1999. – "Longévité : la panne ?", *Futuribles*, n° 244, p. 47-59.

<sup>2</sup> TRIBALAT M., GARSON J.P., MOULIER-BOUTANG Y. et SILBERMAN R., 1991. – *Cent ans d'immigration. Étrangers d'hier, Français d'aujourd'hui. Apport démographique, dynamique familiale et économique de l'immigration étrangère*. – Paris, INED/PUF, 302 p. (Travaux et documents de l'INED, n° 131).

économique bien trop longue, ont fini par provoquer une sérieuse dégradation des comptes sociaux et par contraindre pouvoirs publics et partenaires sociaux à rendre des arbitrages plus ou moins bien acceptés par les cotisants et par les contribuables. Simultanément, des mesures furent prises pour hâter le retrait définitif des travailleurs les plus âgés de la sphère productive.

Si, depuis une vingtaine d'années, l'activité professionnelle des 55 ans ou plus a très fortement décliné, les politiques poursuivies n'ont cependant que très partiellement satisfait à leur objectif originel : contrer la dégradation du marché de l'emploi et la montée du chômage, celui des jeunes plus particulièrement. Elles ont, par ailleurs, complètement bouleversé la donne de la sortie d'activité : en favorisant le développement d'autres logiques et d'autres modes de régulation que celui, traditionnel, de la retraite<sup>3</sup> ; en contribuant à l'allongement très net de la période au cours de laquelle le retrait du monde du travail est susceptible de se produire ; en introduisant un certain désordre, une certaine flexibilité, dans un cycle de vie jusqu'ici très ternaire, et aussi une plus grande insécurité quant aux droits sociaux et au niveau de protection offerts.

## Les futuribles démographiques

Plus ou moins hypothéqué par le passé, l'avenir n'en demeure pas moins domaine de pouvoir et de liberté. À aucun plan que ce soit, il n'est écrit ; pas même au plan démographique, en dépit de l'inertie très grande communément prêtée aux facteurs qui le déterminent, comme en atteste la variabilité – d'autant plus importante que l'horizon temporel est éloigné – des résultats des projections, en réponse à des modifications des cheminements futurs de la fécondité, de la mortalité et du solde des migrations internationales.

Nombreux sont les avènements démographiques envisagés, pour la France, à l'horizon du prochain demi-siècle – par exemple, par l'INSEE, par EUROSTAT, ou par la division de la Population des Nations unies – et cette abondance suffirait, à elle seule, à justifier l'affirmation : "Projeter n'est pas prédire".

Réputés les plus plausibles, ces futurs ne sont toutefois que le résultat mécanique d'évolutions des phénomènes démographiques fondamentaux, implicitement articulés sur l'idée que, demain, nous vivrons tous plus longtemps au sein d'une population dont le renouvellement sera beaucoup plus régulier, sinon

---

<sup>3</sup> Une enquête réalisée, en 1993, par la Caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV) a montré qu'au moment de la liquidation de leurs droits à pension, deux futurs retraités sur trois du régime général (salariés du secteur privé) étaient déjà inactifs : un sur quatre était au chômage ou en préretraite ou en garantie de ressources ; un sur quatre était sans activité (et n'en recherchait pas) ; un sur dix était invalide, malade ou allocataire du revenu minimum d'insertion (RMI). La tendance ne s'est pas inversée depuis.



équilibré. Extrapolés de tendances plus ou moins anciennes et très largement convenus, les cheminements anticipés pour la mortalité, la fécondité et les échanges migratoires internationaux sont en outre lissés de toute rupture<sup>4</sup>. Ils sont enfin posés sans préoccupation des conditions de leur réalisation ; l'on imagine pourtant sans peine qu'une fécondité de 2,1 enfants en moyenne par femme ou de simplement 1,6 ne sont pas équiprobables, supposent des regards collectifs portés sur l'avenir fort différents et des morphologies obligatoirement très contrastées des sociétés résultantes, au terme choisi des projections.

Bien qu'elles constituent, conséquemment, un exercice éminemment perfectible, les perspectives démographiques n'en alimentent pas moins fort utilement le débat sur l'avenir en fournissant quelques repères pour l'action politique et en offrant même deux certitudes : la croissance future se fera par le sommet de la pyramide des âges ; le vieillissement sera général et affectera toutes les classes d'âges.

### *La croissance future se fera par le sommet de la pyramide des âges*

Quelque variante que l'on envisage, la croissance démographique se concentre au sommet de la pyramide des âges. C'est là une rupture majeure, fondamentale, avec le passé. Même avec les combinaisons d'hypothèses les plus favorables, le renouvellement à la base des pyramides des âges est à peine suffisant pour maintenir, d'ici à 2050, l'effectif du groupe des moins de 50 ans, alors que la croissance de la population des 50 ans ou plus est une constante : d'environ 18 millions en 1995 à 25 ou 30 millions en 2050.

Au sein de la population dite des "seniors", la croissance des effectifs, plus ou moins régulière selon l'évolution passée de la natalité, apparaît toutefois d'autant plus forte que les âges considérés sont plus élevés. La raison en est simple : plus on monte dans l'échelle des âges, et plus sont importants les effets cumulés de la baisse de la mortalité.

À terme, avec l'avance en âge des générations du baby-boom et leur remplacement progressif par des générations moins nombreuses, la croissance des effectifs âgés, d'abord fortement positive pour chaque groupe d'âges, passera par un maximum et deviendra ensuite négative. Mais le déclin ne devrait se produire qu'après 2050 pour les groupes d'âges les plus élevés.

---

<sup>4</sup> Ainsi, les flux migratoires, si imparfaitement connus qu'ils soient, se caractérisent cependant par une très grande irrégularité. Il serait bien surprenant, de ce point de vue, que le futur ne ressemble pas au passé et que l'hypothèse de constance pérenne des soldes adoptée dans toutes les projections décrive correctement la réalité future. Ceci soit dit sans même discuter des niveaux retenus.

En relation avec cet accroissement prévisible important de ce que l'on nomme "le grand âge", se pose la double question de la qualité de vie des années supplémentaires conquises sur la mort et de la socialisation du risque de dépendance des personnes âgées. Les travaux les plus récents semblent indiquer que les gains d'espérance de vie s'accompagnent d'une contraction, au moins relative, de la morbidité : l'âge moyen à l'apparition des maladies incapacitantes serait davantage retardé que l'âge moyen au décès. Même si l'on accorde un crédit maximum à cette conjecture de compression de la morbidité, il faut cependant s'attendre à ce que le coût de la prise en charge médico-sociale des personnes les plus âgées soit longtemps encore tiré vers le haut.

### *Le vieillissement sera général*

Du fait de l'augmentation moins vive – sinon de la diminution – des effectifs à la base des pyramides et de l'envolée simultanée au sommet, le vieillissement démographique va se poursuivre. À quelque aune qu'on la mesure, la tendance apparaît très lourde, de même que son accélération à compter de 2005-2010.

La proportion de personnes âgées de 60 ans ou plus pourrait ainsi passer de quelque 20 % en 1995, à 20-22 % en 2005 et 27-39 % (plage de variation extrême tous scénarios de l'INSEE et d'EUROSTAT pris en compte) en 2050.

On peut aussi calculer l'élévation de l'âge qui maintient constante une proportion donnée de personnes âgées. C'est une façon d'intégrer partiellement le fait que la frontière, biologique ou sociale, de la vieillesse n'est pas invariante. On observe alors que la proportion de personnes âgées de 60 ans ou plus en 1995 – qui coïncidait avec celle des 55 ans ou plus en 1930 (56 ans pour les hommes ; 53,5 ans pour les femmes) – pourrait coïncider avec celle des personnes âgées de 71 ans ou plus en 2050 (scénario central d'EUROSTAT). Une manière de mesurer le vieillissement démographique consiste à dire qu'il s'est accru de cinq ans (de 55 à 60 ans) en deux tiers de siècle et qu'il pourrait encore progresser, au voisinage de 60 ans, de 11 ans ; avec une fourchette allant, selon le scénario considéré, de 6 à 14 ans<sup>5</sup>.

Au sein de la population d'âge actif (20-59 ans révolus), le vieillissement est logiquement moindre. En 2050, il atteint cependant 2 à 4 ans au voisinage de 40 ans. Avec pour conséquence que dans des structures où l'avancement serait exclusivement fondé sur l'ancienneté, les promotions devraient être, dans la tranche d'âges considérée, et à pyramide hiérarchique inchangée, différées de 2 à 4 ans.

---

<sup>5</sup> CALOT G. et CHESNAIS J.C. (en collaboration avec A. CONFESSON, A. PARANT et J.P. SARDON), 1997. – *Le vieillissement démographique dans l'Union européenne à l'horizon 2050. Une étude d'impact*. – Futuribles international/LIPS/DATAR/Commissariat général du Plan, 227 p. (TRP, n° 6).

## Les effets économiques du vieillissement démographique

Apprécier les effets du vieillissement démographique sur l'environnement économique revient à quantifier les changements que l'on aurait observés dans le passé ou que l'on pourrait observer à l'avenir, en réponse à la seule variation, effective, de la structure par sexe et par âge.

Sur les cinquante dernières années, les effets économiques propres du vieillissement démographique ont été relativement faibles. Les systèmes de retraite, tels que nous les connaissons aujourd'hui, ont mis du temps pour parvenir à maturité. Dans le domaine de la santé, l'augmentation du nombre de personnes âgées a été "compensée" par une baisse des effectifs de la population jeune et très jeune, laquelle est tout aussi grande consommatrice de soins – et de soins souvent très coûteux – que la population âgée. Les évolutions démographiques ont, par ailleurs, permis une augmentation de la population active et ipso facto une répartition sur un nombre plus élevé de cotisants de l'effort social de la Nation.

Au cours du prochain demi-siècle, l'impact du vieillissement démographique sera tout autre, même dans l'hypothèse d'un futurible démographique simplement médian<sup>6</sup> :

- la stricte compensation de la croissance des dépenses de santé induite par le seul vieillissement de la population pourrait en effet contraindre soit à majorer les taux de cotisation maladie de 46 %, soit à réduire d'un tiers le montant des remboursements par tête, à sexe et âge donnés ; alors pourtant que le problème de la prise en charge future de la population très âgée dépendante se posera avec une acuité croissante ;
- l'équilibre financier des régimes de retraite requerrait, pour sa part, soit d'augmenter de 51 % le taux de cotisation vieillesse (sans hausse du pouvoir d'achat des retraites par rapport aux salaires), soit de diminuer de 44 % le montant moyen des pensions par rapport à celui des salaires, soit d'élever de 9,6 ans l'âge de cessation d'activité, soit encore de faire croître de 80 % l'effectif de la population active sans élever l'âge de la retraite, par la seule progression des taux d'activité (essentiellement féminins ou par recours à l'immigration) ; cette dernière possibilité pose le problème du paiement futur du supplément de droits à retraite induit par une telle augmentation de la population active ;
- en supposant que l'effet du vieillissement démographique à venir soit exclusivement résorbé par la hausse des taux de cotisation maladie et

---

<sup>6</sup> CALOT G. et CHESNAIS J.C., *op. cit.*

vieillesse, cette hausse équivaldrait, par rapport à une évolution sans vieillissement, à un abaissement d'un quart environ de la production par actif. Dans l'hypothèse d'une croissance économique comparable à celle des "Trente Glorieuses", ce prélèvement sur l'économie serait relativement faible ; il serait comparativement beaucoup plus lourd si la croissance devait être du même ordre que celle constatée depuis une vingtaine d'années.

## Faux débats et vrais défis

Le vieillissement démographique – phénomène inexorable – pousse les pays à des modifications radicales de leur mode d'organisation collectif. La société française, comme toutes les autres, va devoir engager une réflexion sur les futurs souhaitables puis, rejetant faux débats et fausses solutions, il lui faudra concevoir des projets suffisamment mobilisateurs pour transcender les multiples réflexes de repli et de crispation sur les droits acquis. Le vieillissement démographique est aussi un cas d'école pour la volonté politique.

### *Les faux débats*

Sur le long terme, le surcoût induit par le vieillissement démographique est tout à fait assimilable par l'économie.

Par le passé, l'économie française, servie par les circonstances, a certes pu dégager les surplus lui permettant d'édifier un système de protection sociale, complexe, et encore très imparfait, mais satisfaisant néanmoins largement à ses objectifs. Rien n'autorise cependant à préjuger que demain diffèrera d'aujourd'hui comme aujourd'hui diffère d'hier. Telle est pourtant la conjecture la plus fréquemment envisagée, à l'origine d'une inaction – dans le domaine des retraites, par exemple<sup>7</sup> – qui pourrait se révéler fort préjudiciable à long terme.

C'est un fait, à souligner, qu'un prélèvement global d'un quart des bénéfices de la croissance économique des cinquante prochaines années (supplément de production par actif occupé) nécessaire pour strictement compenser les effets du vieillissement démographique ne représenterait, en moyenne, qu'un prélèvement relativement modique de 0,5 % par an. Un tel raisonnement sur une valeur moyenne ignore totalement que le calendrier du vieillissement à venir n'est pas linéaire. Celui de ses effets propres non plus, dont la progression sera maximale en France vers

---

<sup>7</sup> PARANT A., 2000. – "Retraites : la confusion organisée. Le débat sur l'avenir des retraites en France", *Futuribles*, n° 252, p. 5-22.

2005, soit à un horizon très proche, et significativement plus faible une quinzaine d'années plus tard.

L'accent mis sur l'accroissement de la proportion de personnes âgées dans la population et sur les conséquences économiques du gonflement de la pyramide des âges par le sommet occulte le fait que, si la population vieillit, la proportion de personnes en âge de travailler, quant à elle, ne diminue guère.

Il est incontestable que le rapport de la population totale d'âge inactif à la population d'âge actif (taux global de dépendance économique) ne devrait pas varier aussi brutalement et aussi fortement que le ratio des inactifs âgés à la population en âge d'activité ; en raison d'une compensation négative induite par le déclin de la proportion de population inactive jeune. Mais ceci n'implique pas, pour autant, que des économies pourront être faites et que l'impact des changements démographiques à venir sera nettement plus faible que celui redouté.

Il convient, tout d'abord, de considérer que les transferts des actifs vers les inactifs s'opèrent sur un mode différent selon qu'ils sont à destination de personnes jeunes ou âgées. Dans le premier cas, en effet, il s'agit de prélèvements privés s'effectuant au sein des familles ; dans le second cas, il s'agit de prélèvements quasi exclusivement publics ayant un caractère obligatoire. De plus, rien ne permet d'affirmer que la somme des transferts publics et privés continuera d'être approximativement la même pour un enfant et pour une personne âgée retraitée, comme ce pourrait être (le conditionnel est, ici, de rigueur) le cas aujourd'hui en France. La poursuite, voire l'accentuation, de l'investissement dans le capital humain – politique vitale dans un contexte de mondialisation accrue et de concurrence économique exacerbée – exigera d'importants moyens, qui ne pourront donc venir en déduction de ceux destinés, par exemple, à un meilleur traitement social de la dépendance des personnes âgées. On ne saurait, enfin, oublier que les effectifs d'inactifs âgés sont dans un rapport d'ores et déjà supérieur aux effectifs d'inactifs jeunes et que ce rapport va connaître une évolution de plus en plus défavorable aux seconds.

La baisse de la population active, à compter de 2006, va induire une détente sur le marché du travail qui, combinée à une reprise de la croissance, permettra de faire face aux échéances fixées par le vieillissement.

À système économique et social inchangé, les ressources en main-d'œuvre devraient continuer de progresser, à un rythme de plus en plus ralenti, jusqu'en 2006 et culminer à près de 28 millions (scénario central des dernières perspectives de l'INSEE). Au-delà, les taux annuels d'entrée dans la population d'âge actif (qui conditionnent très largement le renouvellement du savoir) se stabilisant alors que les taux de sorties (qui rythment le renouvellement des emplois existants) augmenteraient fortement (consécutivement au passage à la retraite des générations du *baby boom*), la population potentiellement active décline et retrouve, en 2040, son niveau du début des années 1990 (26 millions).

Associée à une relance de la croissance économique – fruit d'une restructuration de l'appareil productif français et européen et d'un investissement fort dans les nouvelles technologies, très pourvoyeuses en emplois qualifiés – la contraction de la population active par sa base induira, à terme, la fin du chômage. Dans une situation de pénurie de main-d'œuvre, non seulement les cessations anticipées d'activité disparaîtront, mais la durée d'activité professionnelle s'élèvera. Ainsi, le nombre d'annuités de cotisations tendra-t-il à augmenter et, la croissance économique aidant, nos sociétés seront aptes à faire face aux dépenses liées au vieillissement démographique, d'autant plus aptes que l'efficience des systèmes de santé sera, quant à elle, améliorée.

Aussi séduisant qu'apparaisse ce scénario des "Trente Glorieuses retrouvées", il occulte cependant le fait qu'entre croissance économique et création d'emplois, un divorce est intervenu. De 1973 à 1998, alors que le PIB, en termes réels, s'est accru des trois-quarts, l'emploi intérieur total n'a, pour sa part, augmenté que de 1,5 million – le nombre d'emplois hors mesures (non aidés) ayant même diminué de 0,4 million (-2,8 %) sur la période – quand la population active (y compris les chômeurs et les personnes en formation professionnelle) a vu ses effectifs s'étoffer de 4,3 millions<sup>8</sup>.

Il reste, en outre, à vérifier qu'un investissement dans les nouvelles technologies, quand bien même il serait massif, enclenchera bien un processus d'innovation suffisant pour améliorer la compétitivité de l'économie française sur les marchés mondiaux et dynamiser ainsi la croissance à moyen-long terme.

### *Les défis à relever*

Pour contrer les effets propres du vieillissement démographique à venir, l'élévation de l'âge frontière entre activité et retraite et, d'une façon plus générale, l'accroissement de la population active sur laquelle répartir les prélèvements sociaux en forte hausse, apparaissent comme des remèdes particulièrement efficaces et, à ce titre, tout spécialement privilégiés<sup>9</sup>.

Compte tenu cependant de l'état actuel du marché du travail, ils ne semblent guère devoir être administrés, avec quelques résultats tangibles, avant plusieurs années. Ce faisant, rien n'interdit – bien au contraire – de chercher à créer un environnement favorable à leur application future, par la remise en cause des situations rentières, le développement des valeurs d'autonomie, la désynchronisation des temps sociaux, la redistribution de la formation sur l'ensemble du cycle de vie, autant d'impérieuses adaptations impliquant de véritables révolutions.

---

<sup>8</sup> DARES, 1996. – *40 ans de politique de l'emploi*. – Paris, La Documentation française.

<sup>9</sup> CHARPIN J.M., 1999. – *L'avenir de nos retraites*. – La Documentation française. (Collection des rapports officiels).

Mais, à court-moyen terme, force sera bien de résoudre l'alternative :

- augmenter le taux des prélèvements obligatoires au risque de faire supporter par les actifs et le système productif une charge d'autant moins acceptable qu'ils seront de plus en plus exposés à une concurrence internationale très vive en provenance de pays n'ayant point les mêmes us et coutumes, ni les mêmes législations sociales et fiscales ;
- stabiliser le taux des prélèvements obligatoires et, l'assiette de ces derniers n'augmentant que faiblement, voir leur rendement demeurer à peu près stable alors que le nombre d'ayants-droit, notamment âgés, ne cesserait d'augmenter.

Ce faisant, il faudra veiller à limiter le risque de conflits entre générations qui pourraient être déclenchés, soit par les actifs soumis à des prélèvements qu'ils jugeraient excessifs, soit par les inactifs qui estimeraient beaucoup trop importante la baisse de leur pouvoir d'achat et des remboursements de leur assurance-maladie.

Ayant, jusqu'ici, joué un rôle au moins aussi important que l'emploi dans la structuration de la société française, la famille devra, elle aussi, être l'objet d'une attention toute particulière ; étant cependant entendu que les solidarités – intergénérationnelles notamment – dont elle est le siège ne sauraient se substituer aux transferts publics tels qu'ils ont été collectivement adoptés et développés jusqu'ici.

### ***Pour en savoir plus***

CALOT G. et SARDON J.P., 1999. – "Les facteurs du vieillissement démographique", *Population*, vol. 54, n° 3, p. 509-552.

Centre de sociologie et de démographie médicales, 1999. – *L'impact des évolutions démographiques sur le système de santé*. – 282 p. (Cahiers de sociologie et de démographie médicales, 39<sup>e</sup> année, n° 2-3).

Conseil économique et social, 1999. – *Les perspectives socio-démographiques à l'horizon 2020-2040*. – Paris, Les Éditions des Journaux officiels, 311 p. (Étude présentée par Mme Chantal LEBATARD).

HENRIPIN J. et LORIAUX M., 1995. – "Le vieillissement de la population : discours à deux voies", *Population*, 50<sup>e</sup> année, n° 6, p. 1591-1638.

TADDEI D., 2000. – *Retraites choisies et progressives*. – Paris, Conseil d'analyse économique/La Documentation française, 266 p.





## CHAPITRE 15

---

# L'ÉVOLUTION DES MIGRATIONS INTERNATIONALES EN FRANCE

**Jean-Pierre GARSON**

*Organisation de coopération et de développement économique (OCDE)*

L'analyse des tendances récentes des mouvements et des politiques migratoires en France montre que les flux d'entrées de nouveaux immigrés se maintiennent à un niveau annuel moyen proche de 100 000 personnes et que la maîtrise des flux et l'intégration des immigrés figurent toujours parmi les objectifs prioritaires de la politique migratoire. En 1997 et en 1998, d'importants changements législatifs sont intervenus. Ils concernent principalement la décision d'entamer une procédure exceptionnelle de régularisation de certaines catégories d'immigrés en situation irrégulière (circulaire du 24 juin 1997), des modifications concernant les conditions d'entrée, de séjour des étrangers et le droit d'asile (loi du 11 mai 1998) et, enfin, la loi du 16 mars 1998 relative à la nationalité française. Parallèlement à ces réformes législatives, la France a décidé de donner une nouvelle orientation à sa politique migratoire, en liant les principes d'aide à la réinsertion dans le pays d'origine à des formes nouvelles de co-développement<sup>1</sup>.

### **Les tendances des flux d'immigration**

L'année 1996 a été marquée par une nouvelle baisse des entrées permanentes confirmant ainsi la tendance amorcée depuis le début des années 1990, même si cette diminution s'effectue à un rythme plus lent. En 1997, par contre, l'immigration permanente c'est-à-dire les entrées enregistrées donnant lieu à la délivrance de titres

---

<sup>1</sup> Les vues exprimées dans ce chapitre sont celles de l'auteur et n'engagent ni l'OCDE, ni les autorités nationales concernées.

de séjour d'une durée égale ou supérieure à un an, enregistre une forte augmentation (tableau 1)<sup>2</sup>. Cette augmentation résulte en grande partie des premiers effets comptables de l'opération de régularisation décidée en juin 1997 et de l'augmentation des entrées au titre de la catégorie des "visiteurs".

La situation française au regard de l'immigration ressemble à celle de certains de ses pays voisins (tableau 2), par exemple le Royaume-Uni et les pays d'Europe du Sud, mais les raisons de l'augmentation des flux en 1997 sont différentes. Au Royaume-Uni, elle est due aux personnes entrées au titre du travail accompagnées des membres de leur famille ; dans les pays d'Europe du Sud, la composante migratoire liée aux flux de travailleurs prédomine aussi.

Si l'on rapporte les flux d'entrées permanentes à la population totale, d'une part, et à la population étrangère, de l'autre, la France se situe parmi les pays dans lesquels les entrées permanentes d'étrangers représentent la part la plus faible de ces deux catégories de population. C'est au Luxembourg, en Suisse, en Allemagne, en Norvège, au Danemark, en Suède et aux Pays-Bas, que les flux d'entrées d'étrangers rapportés à la population étrangère sont les plus élevés. Si l'on se réfère à la population totale, les trois premiers pays mentionnés ci-dessus ainsi que la Suède sont ceux qui ont accueilli récemment, en termes relatifs, le plus d'étrangers.

### *L'immigration permanente et les entrées temporaires*

L'immigration régulière totale enregistrée en France comprend des flux à caractère permanent (essentiellement l'immigration familiale, les "visiteurs" et les travailleurs) et des entrées temporaires qui concernent principalement des travailleurs temporaires et saisonniers, des étudiants et des demandeurs d'asile.

Le regroupement familial au sens large demeure toujours le principal motif d'entrée permanente en France, devançant largement les flux de travailleurs permanents salariés et non salariés. Les flux totaux correspondant au regroupement familial des étrangers, des membres de famille de Français et des familles de réfugiés et apatrides sont assez stables depuis quelques années. La relative stabilité de ces flux d'immigration familiale (voisins de 30 000, à prédominance féminine et originaires principalement des pays du Maghreb et de la Turquie) et leur niveau beaucoup plus faible comparé à celui qui prévalait du milieu des années 1970 jusqu'à la fin des années 1980, traduisent bien la tendance au tarissement à moyen ou à long terme de l'immigration familiale lorsque les flux de nouveaux travailleurs immigrés diminuent fortement.

La catégorie des "visiteurs", redéfinie en 1997, regroupe des personnes à qui une carte de séjour temporaire (d'une durée de validité d'un an renouvelable) a été attribuée en raison de leur qualité de chercheur ou d'enseignant de niveau

---

<sup>2</sup> On trouvera les tableaux en annexe à ce chapitre.

universitaire, de membre des professions artistiques ou culturelles, ou pour des raisons tenant à la vie privée et familiale. La plus grande majorité des entrées concernent cette dernière catégorie dans laquelle figurent notamment des conjoints de Français autorisés à séjourner en France dès la célébration du mariage et des étrangers ayant des liens personnels et familiaux en France et ne pouvant pas bénéficier du regroupement familial. Les entrées correspondant à cette rubrique "visiteurs" ont concerné en 1997 un peu plus de 15 000 personnes.

Cette catégorie de "visiteurs" apporte une souplesse au système migratoire français et tient compte, d'une part, de l'ancienneté des mouvements migratoires en France et des conséquences que cela implique sur les mouvements des membres des familles et, d'autre part, de l'ouverture nécessaire de l'immigration aux échanges de personnels scientifiques, universitaires et hautement qualifiés. Cette dernière catégorie reflète l'importance prise par les mouvements de personnes sur le "marché des compétences" qui répondent à l'ouverture des échanges commerciaux et des mouvements de capitaux. Plusieurs pays de l'OCDE, sous des formes diverses, ont modifié leurs politiques migratoires pour tenir compte de cette ouverture et toute démarche fondée sur une réciprocité des avantages accordés à ces mouvements de personnes ne pourrait que faciliter la circulation des marchandises, des hommes et des capitaux.

Si les entrées de nouveaux travailleurs étrangers permanents sont actuellement très limitées en France, à l'inverse et à l'image de ce qui se passe dans plusieurs pays d'immigration de l'OCDE, le recours au travail temporaire s'est développé. Toutefois, l'immigration saisonnière en France (un peu plus de 8 000 personnes en 1997, principalement des Marocains et des Polonais employés dans des activités agricoles), comme en Suisse, enregistre un recul structurel depuis le milieu des années 1980. En Allemagne, la tendance est différente, les entrées au titre du travail saisonnier (procédure instaurée en 1991) se maintiennent à un niveau élevé et en légère croissance depuis 1995 (226 000 entrées en 1997 contre 193 000 en 1995, en majorité en provenance de Pologne puis avec des effectifs beaucoup plus réduits de République slovaque, de Croatie et de Roumanie).

En France, en 1997 comme en 1996, les bénéficiaires d'une autorisation provisoire de travail (un peu moins de 5 000 personnes) sont légèrement plus nombreux que les travailleurs permanents salariés. Par ailleurs, le nombre des entrées d'étudiants est en augmentation avec une prédominance des flux d'étudiantes. En ce qui concerne les demandes d'asile, la tendance à la baisse qui prévalait depuis 1990 s'inverse en 1997 et en 1998 avec des effectifs annuels d'environ 21 000 personnes. Dans d'autres pays européens, les demandes d'asile ont augmenté et les flux de demandes annuelles enregistrées en France sont relativement plus faibles qu'en Allemagne, aux Pays-Bas, en Suisse ou au Royaume-Uni (tableau 3).

## **L'immigration et la croissance de la population française**

Les migrations jouent un rôle non négligeable dans la croissance annuelle de la population française. La présence d'une population étrangère immigrée contribue à l'accroissement annuel de la population par l'excédent des naissances sur les décès. Cette contribution est d'autant plus importante que la fécondité des étrangers, ou plutôt de certaines nationalités, est plus élevée que celle des Français. Cet accroissement dépend aussi de l'importance relative de la population étrangère ou d'origine étrangère dans la population totale. En outre, le solde des mouvements migratoires positifs accroît aussi d'autant la population totale de la France.

### *Les composantes de l'accroissement démographique*

La France, comme les Pays-Bas, la Suisse, le Royaume-Uni, la Norvège et la Finlande, connaît dans l'ensemble une croissance démographique faible alimentée principalement par l'accroissement naturel. En Autriche, en Allemagne, au Luxembourg, en Suède, au Danemark, en Grèce, au Portugal et en Espagne, c'est l'apport migratoire qui prédomine. Cette dernière tendance est d'autant plus marquée dans les pays mentionnés ci-dessus qu'ils enregistrent un faible niveau de la fécondité.

La population étrangère représente moins de 7 % de la population totale française. Chaque année, le nombre de naturalisations entraîne une diminution équivalente des effectifs de la population étrangère et une augmentation du même ordre de la population française. Le nombre des naturalisations a fortement augmenté depuis 1994. L'année 1997 devrait aussi enregistrer un pic. En effet, toutes procédures confondues, plus de 116 000 étrangers ont acquis la nationalité française cette année-là (tableau 4). Parmi ces derniers, les Marocains sont les plus nombreux, suivis des Portugais, des Algériens et des Tunisiens. Au total, les ressortissants africains représentent plus de la moitié des nouveaux Français par acquisition de la nationalité.

Le taux de naturalisation, c'est-à-dire le nombre de personnes acquérant la nationalité française en pourcentage des effectifs de la population étrangère en début d'année, est de l'ordre de 3 % en France en 1996, de 4 % en Allemagne, et de près de 5 % en Suède et en Espagne. Ce taux atteint des pourcentages relativement élevés aux Pays-Bas (11 %) et en Norvège (près de 8 %). Aux États-Unis, les années 1996 et 1997 ont enregistré des records de naturalisation, avec plus d'un million de personnes chaque année. La tendance française s'inscrit donc dans un courant général de libéralisation des procédures d'acquisition de la nationalité,

processus souvent reconnu comme un moyen de faciliter ou d'accélérer l'intégration des immigrés dans les pays d'accueil.

### *Les naissances étrangères, frein au vieillissement démographique*

En 1996, sur un total de 734 338 naissances, 6 % étaient issues de deux parents étrangers et 5,8 % d'un parent étranger. Quant au solde migratoire, il a été évalué la même année à 40 000, représentant près de 17 % de l'accroissement total de la population française par rapport à 1995. Bien qu'il soit difficile d'obtenir des données comparables sur les naissances étrangères, on constate toutefois que la part des naissances étrangères dans le total des naissances est élevée au Luxembourg (près de 42 % en 1996) et en Suisse (23 % la même année). En Allemagne, en France, au Royaume-Uni et en Suède, les naissances étrangères représentent en 1996 entre 10 et 13 % du total des naissances.

En 1996, la part des naissances étrangères dans le total des naissances est supérieure à celle des étrangers dans la population totale (plus de deux fois en Suède, plus d'une fois et demie en France et au Royaume-Uni et un peu moins en Suisse, aux Pays-Bas, en Allemagne et au Luxembourg). Les variations constatées au fil des ans peuvent résulter de causes diverses, dont le poids respectif change suivant les pays : niveau plus ou moins élevé du solde migratoire, différences relatives de fécondité entre les nationaux et les étrangers, répartition par sexe et par âge des populations étrangères et nationales, modifications enfin de la loi sur l'acquisition de la nationalité.

### *Le vieillissement des populations et les migrations*

La tendance au vieillissement de la population française résulte, comme dans d'autres pays européens de l'OCDE, de la combinaison de deux tendances : la baisse de la fécondité et l'augmentation de l'espérance de vie. Le vieillissement des populations, qui atteint déjà des niveaux élevés, s'accroîtra encore à l'horizon 2010, lorsque les générations issues du *baby-boom* parviendront à l'âge de la retraite<sup>3</sup>. Parmi les idées avancées pour freiner ou renverser ces tendances démographiques, le recours à une augmentation du solde migratoire (de préférence des personnes jeunes et actives) a souvent été évoqué.

Un exercice de projection des rapports de dépendance de la population âgée en 2010 et 2020 dans les pays de l'OCDE, réalisé dans le cadre du rapport annuel *Tendances des migrations internationales* (OCDE, 1998), montre que si l'on

---

<sup>3</sup> Voir à ce sujet, le chapitre 14 sur "Le vieillissement démographique de la France : enjeux et politiques".

souhaite maintenir ce rapport de dépendance (personnes âgées de 65 ans et plus rapportées à celles âgées de 15 à 65 ans) en 2020 à son niveau prévu en 2010 (soit 25,6 %), la population d'âge actif additionnelle nécessaire en 2020 devrait être de l'ordre de 11 millions. Si l'on se réfère à certaines estimations du solde migratoire sur la période 1985-1995 en France, on obtient des flux cumulés de 630 000 personnes sur la décennie considérée, effectifs de loin très inférieurs aux "nouvelles entrées" dans la population d'âge actif mentionnées ci-dessus pour la décennie 2010-2020. Le même exercice appliqué à l'Allemagne montre que les flux exceptionnels d'immigration nette enregistrés par ce pays au cours de la décennie 1985-1995 sont très proches de la population d'âge actif additionnelle requise pour maintenir en 2020 le rapport de dépendance de la population âgée à son niveau atteint en 2010. Toutefois, dans le cadre de ce pays, il est fort peu probable qu'au cours de la période 2010-2020, des flux d'immigration d'une ampleur aussi grande puissent être enregistrés.

L'immigration ne peut donc être qu'un moyen d'action partiel et imprécis pour freiner le processus de vieillissement des populations. Une des possibilités pour tenter de lever partiellement cette contrainte serait de mettre en place un programme ambitieux d'entrées de travailleurs temporaires afin d'accroître directement l'offre de travail en période d'augmentation rapide de la population âgée ou de déclin de la population d'âge actif. Cependant, l'expérience passée montre que de tels programmes sont difficiles à mettre en œuvre. Bien que la plupart des pays possèdent des législations prévoyant le recours à des travailleurs immigrés temporaires, on constate *ex post* qu'une partie des migrants entrés dans ce contexte s'installent de manière permanente dans le pays d'accueil, soit en changeant de statut, soit en faisant renouveler régulièrement leur permis, soit enfin illégalement.

L'un des avantages de l'immigration sur la fécondité est qu'elle a la faculté d'apporter une réponse relativement rapide aux préoccupations démographiques et économiques de plus court terme. Cependant, les possibilités qu'ont les pays de modifier leur politique migratoire en l'orientant plus largement vers des objectifs démographiques nécessitent une volonté politique de changement de la politique d'immigration. La crainte des décideurs politiques d'engager un débat sur cette question et/ou de perdre dans ce débat toute perspective de mettre en place une politique d'immigration programmée dans le temps et efficace n'est pas négligeable. Il existe cependant une certaine flexibilité dans les législations actuelles de plusieurs pays européens qui autorise une variation du volume et de la composition des flux d'immigration tout comme le choix d'allocation des ressources affectées aux différents volets de la politique migratoire. La politique d'immigration reste donc encore et pour longtemps une variable dont les aspects démographiques ne sont pas moins importants que les aspects économiques ou politiques.

## **L'immigration et le marché du travail**

La population active étrangère, évaluée chaque année par l'enquête "emploi", compte environ 1,6 million de travailleurs, soit 6,2 % de la population active totale, pourcentage en baisse depuis vingt ans. Parallèlement, le nombre d'actifs étrangers ayant un emploi qui diminuait depuis 1995, connaît une légère hausse en 1998. À l'inverse, les effectifs des étrangers non salariés se sont accrus légèrement depuis 1995, passant de près de 120 000 à environ 142 000 en 1998. On enregistre une féminisation de la population active étrangère qui en 1998 représente 37 % de l'ensemble des actifs étrangers contre 35 % en 1995. Si l'on se réfère à l'ensemble de la population active étrangère, les travailleurs de nationalité portugaise sont les plus nombreux, suivis des Algériens et des Marocains.

Si le tertiaire est le principal secteur d'emploi des étrangers salariés, leur présence reste encore importante dans l'agriculture et dans l'industrie manufacturière ainsi que dans le secteur de la construction. Une analyse fine de l'emploi des salariés par branche montre que c'est dans les activités immobilières et la construction qu'ils sont proportionnellement les plus nombreux, suivis des services aux particuliers, de l'agriculture et de l'industrie automobile.

### ***La plus grande vulnérabilité des étrangers au chômage***

En 1997 et en 1998, les étrangers demeurent davantage touchés que les Français par le chômage. Sur un total de 3 050 150 chômeurs (selon la définition du BIT), la proportion des ressortissants étrangers représente 12,3 % en 1998 contre 11,5 pour cent en 1997. Les écarts entre les taux de chômage des Français et des étrangers s'accroissent en 1998 : 11,1 % pour les Français et 23,7 % pour les étrangers (dont 10,2 % pour les ressortissants de l'Union européenne et 31,4 % pour les ressortissants des pays non membres de l'Union européenne). Près de 37 % des femmes originaires des pays non membres de l'Union européenne sont au chômage. Les jeunes de 15 à 24 ans originaires de ces pays sont les premières victimes du chômage. Leur taux de chômage s'établit en moyenne à 50 %, voire davantage pour les Algériens et les Africains non originaires du Maghreb.

Les causes du chômage des étrangers sont liées, notamment, à l'évolution de la conjoncture économique et à la nature des emplois occupés, à la structure démographique et à l'ancienneté des différentes vagues migratoires qui se sont succédées en France. En outre, le profil des migrants détermine leur degré d'employabilité. À cet égard, des variables comme l'âge, le sexe, la nationalité, le niveau de qualification et l'expérience professionnelle, la connaissance de la langue

française et la durée de séjour en France jouent un rôle non négligeable dans les facteurs explicatifs de la plus ou moins grande vulnérabilité au chômage. La main-d'œuvre masculine étrangère, qui était concentrée en France dans des secteurs en déclin ou en voie de restructuration (industrie minière et manufacturière) ou dans les activités subissant les aléas de la conjoncture (bâtiment et travaux publics), a été particulièrement touchée par le chômage. Les travailleurs étrangers licenciés, souvent âgés, ayant occupé durant de nombreuses années dans les secteurs précités des emplois manuels et peu qualifiés, possèdent un faible degré d'employabilité et viennent gonfler les rangs des chômeurs de longue durée.

Les jeunes étrangers se heurtent aux mêmes difficultés que les jeunes autochtones à la recherche d'un emploi. Toutefois, si la scolarisation des enfants de migrants se rapproche de celle des jeunes autochtones, la convergence est progressive et loin d'être achevée au cours d'une seule génération. Le chômage étant une fonction inverse du niveau d'instruction, les jeunes étrangers connaissent une plus grande vulnérabilité que les jeunes nationaux. Aux différences tenant aux niveaux d'instruction et de qualification, s'ajoutent probablement des facteurs de discrimination venant aggraver leur vulnérabilité et augmenter les difficultés qu'ils rencontrent pour s'insérer sur le marché du travail. Il est toutefois difficile de mesurer l'ampleur de ces discriminations et surtout de déterminer clairement si la qualité d'étranger ou de jeune d'origine étrangère joue un rôle déterminant dans la situation de chômage.

Dans presque tous les pays européens de l'OCDE, la part des travailleurs étrangers ou immigrés dans le total des chômeurs est plus importante que leur part dans la population active. Aux Pays-Bas, les étrangers sont trois fois plus représentés dans les effectifs de chômeurs qu'ils ne le sont dans ceux de la population active. La situation est aussi critique au Danemark, en Belgique et en Suède. En France et en Allemagne, la situation est aussi difficile avec une représentation deux fois plus élevée des étrangers dans le total des chômeurs.

## **L'évolution de la politique migratoire**

Les politiques migratoires peuvent être regroupées sous trois volets. Le premier comprend les mesures prises au niveau national pour gérer au mieux les flux (y compris les entrées de demandeurs d'asile), le séjour des étrangers et lutter parallèlement de manière plus efficace contre les migrations irrégulières. Le deuxième volet couvre l'ensemble des mesures visant à assurer une meilleure intégration des immigrés dans les pays d'accueil. Le troisième volet concerne les mesures de coopération internationale mises en place au niveau bilatéral ou régional pour améliorer le contrôle des flux migratoires et promouvoir le développement dans les pays d'émigration.



Dans le cadre du premier volet, trois changements législatifs importants seront évoqués rapidement ci-dessous. La France a décidé de mettre en œuvre en juin 1997 un programme de régularisation de certaines catégories d'étrangers en situation irrégulière. Ce programme s'est terminé en mai 1998. En outre, deux réformes législatives sont intervenues au cours du premier semestre 1998 : la loi relative à l'acquisition de la nationalité française (16 mars) et la loi sur les conditions d'entrée et de séjour des étrangers et sur l'asile (11 mai).

### *L'opération de régularisation de juin 1997*

L'opération de régularisation des immigrés en situation irrégulière avait à l'origine pour but de régulariser la situation d'illégalité au regard de l'entrée ou de la résidence des personnes mariées à un citoyen français, des étrangers entrés en France de façon légale en dehors des procédures de réunification familiale, de conjoints de réfugiés et de familles étrangères établies depuis longtemps. Elle s'applique toutefois aussi à certaines catégories d'enfants entrés en France par une procédure autre que la réunification familiale et, sous certaines conditions, à d'autres catégories d'étrangers clairement spécifiées (étrangers sans responsabilité familiale, étrangers atteints d'une très grave maladie, étudiants poursuivant des études supérieures et demandeurs d'asile déboutés). D'après les dernières informations disponibles, environ 150 000 demandes ont été enregistrées et près de 80 000 permis de résidence octroyés. La plupart de ces permis (85 %) ont été accordés pour des motifs familiaux. D'autres pays européens de l'OCDE ont mis en place récemment des programmes de régularisation, c'est le cas du Portugal et de l'Espagne en 1996, de l'Italie en 1996 et en 1998, et enfin de la Grèce en 1998.

### *L'entrée, le séjour, l'éloignement des étrangers et l'asile*

En ce qui concerne les conditions d'entrée, la loi du 11 mai 1998 impose à l'administration de motiver un refus de visa pour certaines catégories d'étrangers, notamment lorsqu'il s'agit des membres de la famille de Français ou de ressortissants de l'espace économique européen, des bénéficiaires du regroupement familial ou des personnes inscrites au système d'information Schengen. La loi supprime le certificat d'hébergement et le remplace par une attestation d'accueil signée par la personne qui recevra le ressortissant étranger. Elle introduit des changements dans la procédure de regroupement familial et en étend le champ d'application aux enfants mineurs nés d'une précédente union de l'un des conjoints.

En matière de séjour, la loi du 11 mai 1998 étend à une durée de dix ans la validité de la première carte de séjour des ressortissants de l'espace économique européen. Elle instaure trois nouveaux types de carte de séjour temporaire, réservés aux scientifiques, aux professions artistiques et culturelles et aux membres de la

famille. Elle prévoit également de nouvelles catégories de bénéficiaires de la carte de résident, notamment les retraités.

En ce qui concerne les mesures d'éloignement du territoire, la loi modifie significativement la procédure de reconduite à la frontière ainsi que la procédure de rétention administrative. Elle assure la protection de certaines catégories d'étrangers, qui après condamnation, ne pourront plus être exposés à une reconduite à la frontière.

La loi du 11 mai 1998 réaménage la loi du 25 juillet 1952 relative à l'asile. Elle étend le refus d'admission en France aux demandeurs d'asile provenant d'un pays dit "sûr" et instaure deux nouvelles formes de protection, l'asile "constitutionnel" et l'asile territorial. L'asile "constitutionnel" permet d'accorder la qualité de réfugié aux personnes persécutées en raison de leur action en faveur de la liberté, par référence au Préambule de la Constitution de 1946. L'asile territorial peut être accordé à un étranger si celui-ci établit que sa vie ou sa liberté est menacée dans son pays ou qu'il y est exposé à des traitements inhumains ou dégradants.

## **L'intégration des immigrés**

Si les problèmes soulevés par les migrations internationales du point de vue des politiques publiques sont relativement similaires dans les autres pays comparés à la France, les réponses apportées par chaque pays, y compris des pays voisins de la France, diffèrent sensiblement pour des raisons tenant à la fois à la nature des systèmes migratoires, à la situation géopolitique des pays considérés et à la volonté de la plupart des pays de l'OCDE d'exercer leur droit de souveraineté pour toutes les questions concernant l'entrée, la sortie et le séjour des étrangers. Toutefois, c'est dans le domaine des politiques d'intégration des immigrés que la tendance à la convergence des politiques est la plus nette, qu'il s'agisse des mesures facilitant l'acquisition de la nationalité, la scolarisation des enfants de migrants et l'insertion des migrants sur le marché du travail et dans la société, ce que nous allons examiner pour conclure ce chapitre.

## ***L'acquisition de la nationalité française***

La loi du 16 mars 1998 rétablit le droit du sol tel qu'il existait dans le code de la nationalité de 1945 à 1993. Deux conditions sont posées : avoir établi sa résidence en France, avoir eu sa résidence habituelle en France pendant une période de cinq ans. La loi ramène à un an (au lieu de deux auparavant) le délai après lequel un étranger marié à un Français peut obtenir la nationalité française par déclaration. Sous certaines conditions, la nationalité peut être obtenue par déclaration à partir de

16 ans par l'enfant mineur né en France de parents étrangers, ou à partir de 13 ans en son nom par son représentant légal. La loi applique désormais sans restriction la règle du double droit du sol à l'enfant qui naît en France d'au moins un parent né en Algérie avant l'Indépendance (1962), sans qu'une condition de résidence de ce parent soit posée.

Tout mineur né en France de parents étrangers titulaires d'un titre de séjour se verra délivrer un "titre d'identité républicain", dont la présentation permettra la justification de son identité, la réadmission en France en dispense de visa et la libre circulation dans l'espace Schengen.

Dans l'ensemble, les mesures nouvelles adoptées en 1997 et 1998 contribuent à faciliter l'intégration des immigrés sur le territoire français en simplifiant les procédures d'acquisition de la nationalité, en consolidant la durée de validité des titres de séjour délivrés aux immigrés en situation irrégulière et en créant de nouvelles catégories de titres de séjour pour tenir compte, d'une part du vieillissement des vagues migratoires en France et, d'autre part, du caractère prédominant des migrations familiales. Cette évolution législative n'est pas propre à la France. D'autres pays de l'Union européenne, parallèlement à la maîtrise des flux, ont inscrit dans leur politique ou dans leur programme politique la volonté de faciliter l'intégration économique et sociale des immigrés.

### *L'intégration économique et sociale*

La scolarisation des enfants de migrants revêt une importance stratégique dans les politiques d'intégration menées dans les principaux pays d'immigration de l'Union européenne. Il en va de même pour l'intégration des migrants sur le marché du travail avec des volets importants concernant la formation professionnelle et l'accès des jeunes et des chômeurs au marché du travail. L'intégration des immigrés dans les zones urbaines préoccupe aussi les décideurs politiques au niveau local, comme au niveau national. En France, des mesures importantes ont été prises au cours des deux dernières années pour améliorer les conditions de logement et de travail dans certaines zones urbaines en difficulté, pour développer la qualité des transports, et la présence des services publics, éléments structurant le développement urbain. Malheureusement, comme dans beaucoup d'autres pays européens, les nombreux projets et les multiples actions et moyens financiers mis en œuvre pour faciliter l'intégration des migrants au quotidien sont moins connus et mis en valeur que les difficultés rencontrées pour mener à bien la politique d'intégration.

### ***La réinsertion et le co-développement***

Après avoir lancé en 1995 le programme "Développement local/migration", la France a défini en 1998 une politique de co-développement, associant pays d'accueil et pays d'origine, dont la première manifestation a été de trouver des solutions conjoncturelles pour permettre aux étrangers non régularisables de regagner leur pays dans des conditions acceptables. Cette politique repose sur deux dispositifs différents : une aide à la réinsertion et un contrat de réinsertion dans le pays d'origine. L'aide à la réinsertion s'adresse uniquement aux étrangers qui doivent quitter le territoire français, le cas échéant accompagnés de leur famille. Une aide psychologique, une assistance à caractère administratif et une aide matérielle et financière sont accordées en France avant le départ. Une aide à la réinstallation des personnes et au démarrage de micro-projets économiques de réinsertion est aussi accordée aux migrants dans le pays d'origine.

Le contrat de réinsertion dans le pays d'origine est proposé pour l'instant aux ressortissants du Mali, du Maroc et du Sénégal qui sont invités à quitter la France. Ce contrat donne droit à une formation en France, suivie d'une formation complémentaire dans le pays d'origine après le retour. Six mois après le retour, l'OMI constate en général une réinsertion effective, et peut être amené à recommander qu'un visa soit accordé au bénéficiaire de ces mesures pour lui permettre de circuler entre son pays d'origine et la France.

### ***Pour en savoir plus***

- DEWITTE P., 1999. – Immigration et intégration, l'état des savoirs. – Paris, La Découverte.
- LEBON A., 1999. – *Immigration et présence étrangère en France*. – Paris, La Documentation française.
- OCDE, 1999. – *Tendances des migrations internationales*. – Paris.
- Reuves :     OMI Mouvements, Office des migrations internationales, Paris.  
                  Hommes et Migrations, GIP ADRI, Paris.  
                  Population, INED, Paris.  
                  Revue européenne des migrations internationales (REMI), CNRS, Paris.

**Tableau 1. Entrées permanentes d'étrangers en France par nationalité (en milliers)**

Pays	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Algérie	5,3	4,9	6,3	13,8	12,9	12,3	13,1	9,7	8,4	7,8	12,2
Maroc	8,6	10,8	13,6	18,0	18,2	16,4	13,8	8,1	6,6	6,6	10,3
Turquie	4,6	4,7	5,3	7,0	9,2	9,2	6,8	4,7	3,6	3,4	5,1
Tunisie	2,6	2,9	3,2	4,0	4,3	4,0	3,5	2,3	1,9	2,2	3,6
Zaïre	-	-	-	-	-	-	2,2	1,3	0,9	0,9	2,9
Chine	-	-	-	-	-	-	-	1,3	0,9	0,7	2,8
Haïti	-	-	-	-	-	-	3,2	1,9	1,4	0,8	1,9
Ex-Yougoslavie	0,5	0,6	0,6	1,2	1,1	1,2	4,0	1,3	1,6	1,3	1,5
Japon	-	-	-	1,3	1,5	1,3	1,2	1,1	1,0	1,1	1,2
Pologne	1,1	0,9	1,4	2,9	2,5	1,2	1,1	0,8	0,9	0,7	0,8
Viêt-nam	-	-	-	3,5	3,1	1,3	1,3	0,8	0,7	0,7	0,7
Liban	-	-	-	6,4	4,4	1,8	-	0,9	0,6	0,5	0,7
Cambodge	-	-	-	1,3	1,2	0,8	0,8	0,7	0,6	0,5	0,6
Brésil	-	-	-	-	-	-	-	-	0,9	0,7	0,6
États-Unis	-	-	-	-	-	-	-	2,4	2,4	2,7	-
Sri-Lanka	-	-	-	-	-	-	-	-	0,8	0,9	-
Portugal	0,4	0,6	0,9	-	-	-	-	-	-	-	-
Espagne	0,2	0,3	0,3	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres Pays	15,7	18,3	21,6	43,0	51,6	67,2	48,0	32,2	23,5	23,9	35,9
Total (1)	39,0	44,0	53,2	102,4	109,9	116,6	99,2	69,3	56,7	55,6	80,9
Dont Union européenne	-	-	-	11,3	11,7	25,9	14,4	10,8	7,9	7,1	6,4
Total (2)	-	-	-	-	-	-	-	91,5	77,0	75,5	102,4

(1) Jusqu'en 1989, les entrées comprennent les travailleurs permanents, les autorisations provisoires de travail et le regroupement familial. Depuis 1990, sont aussi inclus : les entrées de conjoints de Français, les parents d'enfants français, les réfugiés, les actifs non salariés et autres bénéficiaires de plein droit de la carte de résident.

(2) Les chiffres incluent des estimations de certaines entrées non enregistrées (entrées de membres de famille de citoyens de l'espace économique européen par exemple).



Tableau 3. Entrées de demandeurs d'asile dans certains pays de l'OCDE (en milliers)

Pays	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998 <sup>(1)</sup>
Australie	-	0,5	3,8	17,0	4,1	4,6	4,2	5,1	6,0	9,3	7,8
Autriche	15,8	21,9	22,8	27,3	16,2	4,7	5,1	5,9	7,0	6,7	13,8
Belgique	4,5	8,2	13,0	15,4	17,6	26,5	14,7	11,7	12,4	11,8	22,0
Canada	45,0	19,9	36,7	32,3	37,7	21,1	21,7	25,7	25,7	22,6	22,6
République Tchèque	-	-	1,8	2,0	0,9	2,2	1,2	2,0	2,0	2,1	4,1
Danemark	4,7	4,6	5,3	4,6	13,9	14,3	6,7	5,9	5,9	5,1	5,7
Finlande	0,1	0,2	2,7	2,1	3,6	2,0	0,8	0,7	0,7	1,0	1,2
France	34,3	61,4	54,8	47,4	28,9	27,6	26,0	17,4	17,4	21,4	21,8
Allemagne	103,1	121,3	193,1	256,1	438,2	322,6	127,2	116,4	116,4	10,4	98,7
Grèce	9,3	6,5	4,1	2,7	2,0	0,8	1,3	1,6	1,6	4,4	2,6
Hongrie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1,1	7,4
Irlande	-	-	0,1	0,0	0,0	0,1	0,4	1,2	1,2	3,9	4,6
Italie	1,4	2,3	4,7	31,7	2,6	1,3	1,7	0,7	0,7	1,9	4,7
Luxembourg	0,0	0,1	0,1	0,2	0,1	0,2	0,2	0,3	0,3	0,4	1,6
Pays-Bas	7,5	13,9	21,2	21,6	20,3	35,4	52,6	22,9	22,9	34,4	45,2
Norvège	6,6	4,4	4,0	4,6	5,2	12,9	3,4	1,8	1,8	2,3	8,3
Pologne	-	-	-	-	-	-	0,6	3,2	3,2	3,5	2,9
Portugal	0,3	0,1	0,1	0,2	0,6	2,1	0,8	0,3	0,3	0,3	0,3
Espagne	4,5	4,1	8,6	8,1	11,7	12,6	12,0	4,7	4,7	4,9	6,5
Suède	19,6	30,0	29,4	27,4	84,0	37,6	18,6	5,8	5,8	9,7	13,0
Suisse	16,7	24,4	35,8	41,6	18,0	24,7	16,1	17,0	18,0	24,3	41,2
Royaume-Uni	5,7	16,8	38,2	73,4	32,3	28,0	42,2	55,0	37,0	41,5	57,7
États-Unis	60,7	101,7	73,6	56,3	104,0	144,2	146,5	154,5	128,2	123,0	50,8

(1) Données provisoires.

**Tableau 4. Acquisitions de la nationalité française selon le pays d'ancienne nationalité**

Pays	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994 <sup>(1)</sup>	1995 <sup>(1)</sup>	1996 <sup>(1)</sup>	1997 <sup>(1)</sup>
Maroc	4 435	5 393	7 741	10 289	12 292	13 131	22 676	12 249	15 452	16 365
Algérie	3 256	4 070	5 355	6 631	7 410	7 909	10 868	9 499	13 218	13 488
Tunisie	2 347	2 538	3 076	4 375	4 991	5 370	9 248	4 182	5 109	5 420
Portugal	7 984	7 027	6 876	7 126	5 575	5 233	6 908	3 775	4 644	4 997
Turquie	690	921	914	1 124	1 296	1 515	3 197	2 143	3 447	3 977
Cambodge	1 511	1 724	1 827	1 729	1 701	1 847	3 319	2 445	2 950	2 896
Viêt-nam	2 012	2 478	2 326	2 139	1 888	1 775	2 660	1 950	2 773	2 432
Liban	-	-	1 287	1 390	1 508	1 568	2 445	1 689	2 390	2 104
Ex-Yougoslavie	1 015	1 249	1 405	1 367	1 400	1 652	2 278	1 499	1 722	1 549
Laos	1 294	1 305	1 468	1 343	1 305	1 187	1 991	1 496	1 647	1 539
Italie	3 081	2 576	1 869	1 475	1 117	936	1 370	1 022	1 255	1 353
Pologne	1 298	1 587	1 446	1 230	873	755	1 047	892	1 164	1 270
Haïti	-	-	626	714	678	744	1 351	962	1 202	1 174
Cameroun	-	-	618	625	707	729	1 271	809	973	1 027
Espagne	4 460	3 320	2 868	2 317	1 528	1 385	1 514	780	924	885
Autres	12 968	15 142	14 664	15 781	14 977	14 271	20 939	16 492	21 108	23 200
Total <sup>(2)</sup>	46 351	49 330	54 366	59 655	59 246	60 007	93 082	61 884	79 978	83 676
Total (estimations) <sup>(3)</sup>	74 000	82 000	88 500	95 500	95 300	95 500	126 337	92 410	109 823	116 194

(1) À partir de 1994, les données ventilées selon le pays d'ancienne nationalité incluent les enfants naturalisés à la suite de la naturalisation de leurs parents.  
(2) Non compris les personnes ayant acquis automatiquement la nationalité française à leur majorité (procédure en vigueur jusqu'en 1993) et celles qui, nées en France de parents étrangers, ont déclaré leur intention de devenir Français selon les dispositions prévues par la loi du 22 juillet 1993.  
(3) Y compris une estimation des personnes ayant acquis automatiquement la nationalité française à leur majorité (procédure en vigueur en 1993) et les personnes qui, nées en France de parents étrangers, ont déclaré leur intention de devenir Français selon les dispositions prévues par la loi du 22 juillet 1993.



## CHAPITRE 16

---

# PAUVRETÉ ET EXCLUSION DANS LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE CONTEMPORAINE

**Serge PAUGAM**

*Directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS)*

Chaque société a ses mots pour aborder la question sociale et qualifier le rapport qu'elle entretient à ses pauvres. La carrière de ces mots est plus ou moins marquante et plus ou moins longue. Dans certains cas, ils restent confinés à quelques cercles de spécialistes et disparaissent avant d'avoir pu se diffuser dans le grand public. Dans d'autres, ils deviennent de véritables paradigmes sociaux au sens où ils révèlent un problème général à partir duquel la société prend conscience d'elle-même et recherche des solutions aux maux qui la tenaillent. L'exclusion est à ranger parmi ces derniers tant il en est désormais question dans les commentaires de l'actualité, dans les programmes politiques et les actions menées sur le terrain. Ce mot est devenu en quelques années le support des discussions sur l'avenir social de notre pays. Il avive les angoisses de franges nombreuses de la population, inquiètes face au risque de se voir un jour prises dans la spirale de la précarité, et accompagne le sentiment presque généralisé d'une dégradation de la cohésion sociale. Il contribue ainsi à renouveler les modes d'intervention auprès des populations jugées défavorisées. Alors que la campagne pour l'élection présidentielle de 1988 avait été l'occasion de réfléchir sur la mise en place du revenu minimum d'insertion, celle de 1995 fit de la lutte contre l'exclusion l'un des axes essentiels des débats. Tous les candidats furent contraints par les attentes collectives des Français de préparer un programme spécifique.

En réalité, chaque période de mutations est marquée par la naissance et la diffusion d'un paradigme sociétal. On pourrait ainsi comparer, en dépit de leurs différences manifestes, la notion d'exclusion d'aujourd'hui à celle de paupérisme qui a marqué le XIX<sup>e</sup> siècle. Toutes deux, à leur manière, posent "la nouvelle question

sociale". Il suffit de relire les ouvrages de Tocqueville<sup>1</sup>, de Villermé<sup>2</sup>, de Buret<sup>3</sup>, de Engels<sup>4</sup> et d'autres encore pour constater combien le paupérisme, tout comme l'exclusion aujourd'hui, a suscité de recherches et provoqué autant l'indignation que l'inquiétude des observateurs de l'époque. Le paupérisme caractérisait l'entrée dans la société industrielle, avant les conquêtes sociales et les régulations étatiques, l'exclusion en traduit la crise structurelle de ses fondements, après plusieurs décennies au cours desquelles la misère semblait avoir presque disparu. Toutes deux renvoient à la précarité de l'emploi, à l'absence de qualification, au chômage, à l'incertitude de l'avenir. Toutes deux, enfin, expriment l'émergence d'une nouvelle condition faite à la fois de privation matérielle – même si celle-ci apparaît incontestablement moins sévère aujourd'hui –, de dégradation morale et surtout de désocialisation. Bien entendu, la similitude n'est pas absolue puisque le paupérisme trouve son origine dans cette espèce de barbarie de l'industrialisation naissante qui rabaisse l'homme au travail, affaiblit sa volonté et l'épuise, alors que l'exclusion, telle qu'on l'entend couramment, correspond à un processus de refoulement hors de la sphère productive des populations les moins qualifiées. L'une et l'autre ont cependant en commun de mettre l'accent sur le risque de perturbations pour la société dans son ensemble, tout en appelant, au moins indirectement, à des réformes sociales.

Au cœur d'innombrables projets actuels d'action sociale, tant à l'échelon local que national et même européen, l'exclusion n'est pourtant pas une notion entièrement nouvelle. Elle n'a, certes, jamais été autant utilisée qu'aujourd'hui, mais elle n'a pas toujours eu non plus le sens qu'on lui donne désormais. Sa genèse et sa diffusion nous indiquent également qu'elle a été employée pour désigner des phénomènes sociaux de nature différente. Il faut donc s'interroger sur les différentes phases de sa carrière pour comprendre les raisons de son succès actuel. Nous présenterons ensuite les apports de la recherche dans ce domaine ainsi que les réformes gouvernementales en cours.

---

<sup>1</sup> TOCQUEVILLE, 1835. – "Mémoire sur le paupérisme", Mémoires de l'Académie de Cherbourg, reproduit in : *Commentaire* (1983), n° 23, p. 630-636, n° 24, p. 880-888.

<sup>2</sup> VILLERMÉ, 1838. – *Tableau de l'état physique et moral des employés dans les manufactures de laine, soie et coton*.

<sup>3</sup> BURET E., 1840. – *De la misère des classes laborieuses en France et en Angleterre*. – Paris.

<sup>4</sup> ENGELS F., 1845. – *La situation de la classe laborieuse en Angleterre*. – Paris, Éditions Sociales (traduction).

## La genèse d'un paradigme

C'est au milieu des années 1960, en période de prospérité économique, que la notion d'exclusion fit son apparition en France<sup>5</sup>. Elle désignait alors, non pas le phénomène de dégradation du marché de l'emploi et d'affaiblissement des liens sociaux, mais plutôt une survivance visible et honteuse d'une population maintenue en marge du progrès économique et du "partage des bénéfices"<sup>6</sup>. Le décalage entre le bien-être croissant de la population et ces "laissés-pour-compte", sous-prolétaires de génération en génération, est jugé choquant. Quelques recherches sont menées sur ce Quart-Monde des cités d'urgence<sup>7</sup>, et plusieurs programmes sociaux leur sont destinés. Mais il apparaît clairement que la société d'abondance et la civilisation du progrès ne parviennent pas à enrayer les mécanismes de reproduction de cette misère tenace tout en suscitant d'amères "désillusions"<sup>8</sup>.

Le succès limité du terme d'exclusion sociale à cette époque tient au fait que le phénomène auquel il renvoie reste marginal. Il apparaît comme le résidu inévitable. Mais s'il dérange, il n'est pas de nature à affecter l'ensemble du corps social. Il ne peut être qu'une survivance d'un passé auquel la grande majorité des catégories populaires semble alors pouvoir échapper. Il n'est pas surprenant que les institutions d'action sociale parlent surtout à cette époque d'inadaptation sociale et que l'on cherche à expliquer cette pauvreté persistante, en particulier dans les milieux libéraux et conservateurs, par les déficiences individuelles, voire l'irresponsabilité et l'imprévoyance des pauvres eux-mêmes.

Au milieu des années 1970, le livre de René Lenoir intitulé "Les exclus" contribue à élargir le champ de la réflexion<sup>9</sup>. La question centrale de cet ouvrage est celle de l'inadaptation sociale et non pas celle de la pauvreté au sens économique, ni même celle du Quart-Monde. Les inadaptés sociaux recensés parmi les enfants pris en charge par l'Aide sociale à l'enfance, les mineurs en danger, les délinquants, les jeunes drogués, les malades mentaux, les suicidaires, les alcooliques, les délinquants adultes, les asociaux et marginaux et d'autres groupes vulnérables

<sup>5</sup> KLANFER J., 1965. – *L'exclusion sociale. L'étude de la marginalité dans les sociétés occidentales*. – Paris, Bureau de recherches sociales.

<sup>6</sup> DARRAS, 1966. – *Le partage des bénéfices. Expansion et inégalités en France*. – Paris, Éditions de minuit. (Collection Le sens commun).

<sup>7</sup> PETONNET C., 1968. – *Ces gens-là*. – Paris, Maspero ; LABBENS, 1969. – *Le Quart-Monde. La pauvreté dans la société industrielle : étude sur le sous-prolétariat français dans la région parisienne*. – Pierrelaye, Éditions Science et service.

<sup>8</sup> ARON R., 1969. – *Les désillusions du progrès. Essai sur la dialectique de la modernité*. – Paris, Calmann-Lévy.

<sup>9</sup> LENOIR R., 1974. – *Les exclus, un français sur dix*. – Paris, Le Seuil.

comme, par exemple, les Français musulmans dont l'intégration reste précaire. Ce livre n'est pas un livre de chercheur et l'auteur se garde bien d'être un théoricien. C'est avant tout l'œuvre d'un homme pragmatique, sensible aux questions sociales, éclairé par ce que l'on appelle le "bon sens". Son ambition est de susciter un débat, de faire avancer la réflexion de la société sur elle-même, comme la plupart des essais à grand tirage cherchent à le faire. Le succès médiatique qu'il remporte aussitôt tient, en grande partie, au fait que l'auteur procède à un double déplacement de la question de l'exclusion.

Premièrement, il ne s'agit pas d'après lui d'un phénomène d'ordre individuel, mais bien d'un phénomène collectif dont l'origine est à rechercher dans les principes même du fonctionnement des sociétés modernes. Lenoir entend souligner, en effet, l'existence de causes sociales : l'urbanisation trop rapide et désordonnée génératrice de ségrégations sociales et raciales auxquelles s'ajoute une plus grande distance spatiale entre les générations ; la violence diffusée à la télévision ; l'inadaptation et l'uniformisation du système scolaire ; le déracinement causé par la mobilité professionnelle ; les inégalités de revenus et d'accès aux soins et à l'enseignement. Deuxièmement, il ne s'agit pas non plus, pour lui, d'un phénomène marginal qui touche la seule frange des sous-prolétaires, mais d'un processus en cours qui affecte, statistiques à l'appui, de plus en plus de personnes et se propage, tel un cancer social, dans tous les milieux. De ce constat découle une philosophie de l'action fondée avant tout sur la prévention. Cette dernière se traduit d'ailleurs, dans les faits, par toute une série de mesures qui contribuèrent à cette époque à transformer le fonctionnement des services sociaux.

Les thèses de ce livre, qui s'écartaient de la pensée économique libérale classique, seront néanmoins fortement critiquées par la gauche et en particulier par des chercheurs engagés dans la vie militante. Jeannine Verdès-Leroux, historienne et sociologue, et auteur d'un livre critique sur le rôle du travail social, n'a d'ailleurs eu aucune difficulté à trouver les failles de l'argumentation de l'ouvrage de Lenoir<sup>10</sup>. Elle remarque le caractère hétéroclite et vague des catégories utilisées et souligne que *"la juxtaposition de groupes aussi disparates fait disparaître en tant que tel le principe de classement économico-politique en même temps qu'elle fait rejaillir sur l'ensemble des groupes énumérés la coloration criminologique de certains termes"*. Selon elle, l'indétermination sémantique de la notion d'exclusion en fait son efficacité idéologique. *"La vertu de ce concept d'exclus et de tous les débats qu'il permet, est, dit-elle, d'exclure la question de l'origine de l'exclusion"*. À vrai dire, au-delà de ces critiques savantes à un ouvrage qui n'avait pas la prétention de l'être, la notion d'exclusion dérangeait. Elle était même perçue comme une manœuvre de la classe dirigeante pour faire croire au plus grand nombre en sa volonté de réforme sociale et éviter ainsi de s'attaquer aux vrais problèmes des inégalités sociales. Le contexte social et politique de l'époque se caractérisait, il est vrai, par une opposition plus radicale que celle d'aujourd'hui entre une droite libérale et conservatrice et une gauche, unie par le programme commun de 1972,

---

<sup>10</sup> VERDÈS-LEROUX J., 1978. – "Les exclus", *Actes de la recherche en Sciences sociales*, n° 19, p. 61-65.

hostile à l'économie de marché. Les partis de gauche restaient donc réservés quant à l'usage de cette notion d'exclusion, soit parce qu'elle renvoyait, au moins indirectement, à l'idée de *Lumpenproletariat*, susceptible selon Marx et Engels de briser la révolution, soit parce qu'elle s'écartait, au moins dans l'esprit de Lenoir, d'une vision dialectique de la lutte des classes. Pour toutes ces raisons, la notion d'exclusion fut rapidement refoulée.

Elle entra alors dans une phase de sommeil, ce qui n'empêcha aucunement les chercheurs de continuer à travailler sur les thèmes de la ségrégation sociale sous toutes ses formes, d'étudier la question de la marginalisation et des identités négatives ou celle de la délinquance et de la criminalité. Ces recherches menées dans des disciplines différentes restaient le plus souvent dispersées.

### *Précarité et nouvelle pauvreté*

Il faut reconnaître aussi que les effets prolongés de la crise pétrolière contribuèrent à changer l'approche des problèmes sociaux. La question de l'inadaptation sociale s'éclipsa progressivement. Le chômage devint rapidement le problème central. D'aucuns redoutèrent l'explosion sociale, bien avant la crise des banlieues dont on parle aujourd'hui. Il est vrai que la menace de la perte de l'emploi dans une société salariale, jusque-là stabilisée et relativement protégée, commença, vers la fin des années 1970, à nourrir une angoisse collective. Les travaux menés à cette époque sur la pauvreté, à l'initiative de plusieurs organismes sociaux, du Commissariat général du Plan et même de la Communauté économique européenne, aboutirent à la distinction entre ce que l'on commença à appeler la précarité et les formes jugées plus traditionnelles du dénuement<sup>11</sup>. Le caractère instable des situations sur le marché de l'emploi et ses conséquences directes sur le revenu des ménages attira l'attention des chercheurs sur les trajectoires sociales et professionnelles. L'analyse des expériences vécues du chômage<sup>12</sup> contribua également à souligner la diversité des comportements et des modes d'adaptation face à l'épreuve du retrait du marché de l'emploi.

Les pouvoirs publics commencèrent alors à se référer officiellement à ce nouveau terme, pour définir des programmes d'action en direction de publics vulnérables. C'est ainsi qu'à partir de décembre 1983, plusieurs plans d'urgence appelés "Précarité-pauvreté" furent mis en place à l'initiative du ministère des Affaires sociales en partenariat avec les collectivités locales. Il n'était plus question, on le voit, de la notion d'exclusion, mais d'un ensemble hétérogène de situations instables génératrices de difficultés nouvelles pour des franges de la population jusque-là à l'abri de la pauvreté.

---

<sup>11</sup> PITROU A., 1978. – *La vie précaire. Des familles face à leurs difficultés*. – Paris, CNAF ; LION A. et MACLOUF P., 1982. – *L'insécurité sociale*. – Paris, Éditions ouvrières.

<sup>12</sup> SCHNAPPER D., 1981. – *L'épreuve du chômage*. – Paris, Gallimard, nouvelle édition Folio 1994.

La précarité fut en quelque sorte la notion qui permit d'attirer l'attention sur un phénomène que l'on appela ensuite, vers le milieu des années 1980, la "nouvelle pauvreté". L'accent fut donc mis, non plus essentiellement sur les groupes marginaux jugés inadaptés au progrès comme cela était le cas dans les décennies précédentes, mais sur des couches de la population considérées comme parfaitement adaptées à la société moderne et victimes malgré elles de la conjoncture économique et de la crise de l'emploi. Bien entendu, les familles du sous-prolétariat ne disparurent pas pour autant. Le mouvement ATD Quart-Monde continua à défendre leur cause en revendiquant pour elles une meilleure intégration sociale par l'accès aux droits et à la dignité, mais l'attention publique se focalisa de plus en plus sur les formes nouvelles de ce phénomène. Ces dernières furent d'ailleurs rendues plus visibles par de nombreuses opérations médiatiques. On utilisa tout d'abord la notion de "nouvelle pauvreté" pour critiquer l'action des socialistes au pouvoir, mais aussi, dans un esprit moins polémique, pour promouvoir des actions de solidarité telles que les "Restaurants du Cœur" ou les aides aux associations de chômeurs. Les pouvoirs publics, sous la pression de ces mouvements spontanés, entendirent poursuivre, d'année en année, les programmes d'urgence mis en place au cours de l'hiver. Les services départementaux de l'action sociale, dont la responsabilité fut renforcée par les lois de décentralisation, se préoccupèrent également de trouver des solutions à l'augmentation considérable des aides dites facultatives versées aux ménages dans le besoin. Le système catégoriel de garantie de ressources mis en place, par strate successive, depuis la fin de la guerre, laissait, en effet, pratiquement en dehors de la protection sociale de plus en plus de familles et d'individus seuls. Plusieurs expériences de compléments locaux de ressources furent tentées, mais ce n'est qu'en décembre 1988 que la loi sur le revenu minimum d'insertion (RMI) fut adoptée à l'unanimité. Elle avait été placée au cœur du débat social et considérée comme une priorité nationale par tous les candidats et les partis politiques lors de l'élection présidentielle de 1988.

### *Les raisons du succès de la notion d'exclusion*

C'est à partir du début des années 1990 que la notion d'exclusion fit vraiment son retour. Si, désormais, la plupart des problèmes sociaux sont appréhendés à travers cette notion, il faut y voir à la fois le résultat de la dégradation du marché de l'emploi particulièrement forte au début de cette décennie, mais aussi l'évolution des représentations et des catégories d'analyse.

Le succès de cette notion s'explique en partie par le fait qu'elle est utilisée désormais de façon consensuelle, aussi bien par la gauche que par la droite. L'heure est surtout à rechercher des moyens pour faire face à ce phénomène qui met l'accent sur une crise du lien social, d'autant que les politiques publiques menées, y compris le RMI, aboutissent à des résultats contrastés et nourrissent même quelquefois chez les personnes chargées de les définir et de les appliquer de sévères désillusions. Le désarroi est d'autant plus grand que chacun s'accorde plus ou moins sur le constat

que la seule redistribution des richesses, aussi juste et nécessaire soit-elle, ne suffit plus à enrayer un malaise plus profond. Depuis le début des années 1980, les transferts sociaux ont, en réalité, fortement augmenté en France, comme dans plusieurs pays européens, ce qui a contribué à stabiliser le niveau de la pauvreté au sens économique, mais n'a pas empêché les processus qui conduisent à l'exclusion de se développer<sup>13</sup>.

On peut voir aussi dans l'émergence de cette notion l'effet d'un consensus des acteurs engagés auprès des populations confrontées à ces formes diverses de cumul de handicaps. Il existe, en effet, aujourd'hui, une constellation d'organismes divers, des services publics au mouvement associatif en général, dont la définition et la mission sont fondées, directement ou indirectement, sur la lutte contre l'exclusion. Il en ressort une visibilité plus grande de cette "misère du monde" puisque non seulement ce que l'on appelle les "exclus" sont présents dans les scènes courantes de la vie quotidienne et ne cessent de frapper l'opinion, mais en plus les acteurs chargés de leur venir en aide, notamment les associations humanitaires, cherchent par des moyens de communication souvent performants à attirer l'attention et le soutien du plus grand nombre sur les actions qu'ils mènent. L'exclusion est aussi un objet médiatique. Un sondage CSA de septembre 1995 confirme qu'elle est à la fois une source d'angoisse collective – plus d'un Français sur deux craint de devenir un exclu et plus d'un sur dix considère l'être déjà tout à fait ou au moins un peu – mais également une raison supplémentaire de renforcer les mécanismes de solidarité : 43 % des personnes interrogées déclarent être prêtes à aider les exclus. Par ailleurs, les associations humanitaires ne constatent pas un déclin du bénévolat et des enquêtes récentes ont souligné la progression des dons.

## L'apport des recherches

La notion d'exclusion a donc fortement évolué depuis son apparition dans les années 1960. Elle reste encore relativement floue en dépit du sens précis que tentent de lui donner les institutions d'action sociale et certains chercheurs. Le nombre des personnes susceptibles de s'y référer pour penser le monde ou donner un sens à leurs actions est si grand, qu'il est devenu difficile sinon impossible de s'entendre sur une définition acceptable par tous. Il s'agit avant tout, désormais, d'un paradigme social, c'est-à-dire d'un ensemble de représentations de l'ordre social suffisamment concordantes et stabilisées dans la durée pour que s'organise à l'échelon de la société tout entière une réflexion sur ses fondements et ses modes de régulation.

Si l'exclusion est devenue un paradigme social, les chercheurs en sont aussi, au moins indirectement, responsables. Soulignons tout d'abord qu'ils ont contribué à

---

<sup>13</sup> PAUGAM S. et ZOYEM J.P., 1996. – "Pauvreté et transferts sociaux : une dépendance accrue des ménages à bas revenus", *Solidarité Santé*, n° 1, p. 47-65.

une meilleure connaissance des populations en situation de pauvreté. Les chercheurs, qu'ils soient économistes, sociologues ou juristes furent nombreux à participer à la réflexion collective sur le RMI puisqu'ils furent, on le sait, étroitement associés à son évaluation, dont le principe était d'ailleurs clairement énoncé dans la loi elle-même comme une condition de son renouvellement à l'issue de trois années d'expérience. Sans doute faut-il voir dans cette collaboration une des raisons de l'intérêt croissant des organismes de recherche pour l'évaluation des politiques d'insertion et l'étude des trajectoires des populations. La sensibilité actuelle à l'égard de l'analyse longitudinale s'explique en tout cas, au moins partiellement, par l'ambition réciproque des pouvoirs publics et des chercheurs de mieux comprendre l'évolution des situations défavorisées dans le temps et l'effet des actions engagées. Les résultats de ces recherches contribuèrent à modifier progressivement la représentation traditionnelle de la pauvreté. La connaissance des allocataires du RMI, par exemple, permit de se rendre compte de l'hétérogénéité de leurs situations et, en même temps, de constater leur caractère instable et évolutif, ce qui rendait possible une analyse des processus pouvant conduire de la précarité à l'exclusion au sens d'un cumul de handicaps et d'une rupture progressive des liens sociaux. Les analyses quantitatives des trajectoires antérieures et postérieures à l'entrée dans le dispositif du RMI permirent ainsi de vérifier à l'échelon national des travaux plus qualitatifs sur les différentes phases du processus de *disqualification sociale*<sup>14</sup>. Cette évolution dans la perception du phénomène est visible aussi à l'échelon de l'Union européenne. D'une définition statique de la pauvreté fondée sur une approche monétaire, on est passé à une définition dynamique et multidimensionnelle. Pour certains experts d'Eurostat et des programmes communautaires sur les populations défavorisées, la notion d'exclusion a constitué, au début des années 1990, une alternative à l'impasse à la fois méthodologique et conceptuelle dans laquelle les travaux traditionnels de mesure de la pauvreté avaient abouti.

On peut donc dire que l'exclusion, telle qu'on l'entend désormais officiellement, n'a plus grand chose à voir avec la définition qu'en donnait Klanfer dans les années 1960 ou Lenoir dans les années 1970. Il ne s'agit plus de désigner un ou des groupes sociaux caractérisés par une exclusion de fait, mais surtout de souligner l'existence de processus pouvant conduire à ces situations extrêmes. Pour arriver à cette approche, il a fallu faire le détour par l'analyse des situations précaires et y voir l'origine de l'exclusion ou tout au moins une des causes essentielles. Le succès de la notion d'exclusion est, par conséquent, en grande partie, lié à la prise de conscience collective d'une menace qui pèse sur des franges de plus en plus nombreuses et mal protégées de la population<sup>15</sup>.

---

<sup>14</sup> PAUGAM S., 1993. – *La société française et ses pauvres. L'expérience de revenu minimum d'insertion*. – Paris, PUF, 2<sup>e</sup> édition 1995. (Collection Recherches politiques).

<sup>15</sup> CASTEL R., 1991. – "De l'indigence à l'exclusion : la désaffiliation", in : DONZELOT J. (éd.). – *Face à l'exclusion. Le modèle français*. – Paris, Éditions Esprit ; CASTEL R., 1995. – *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*. – Paris, Fayard.



Il subsiste encore pourtant dans le débat social de nombreuses idées reçues que les chercheurs en sciences sociales s'emploient à remettre en question. Ces idées reçues sont entretenues par les médias. Les journalistes sont souvent à la recherche du spectaculaire et ne se soucient pas toujours de la représentativité des exemples qu'ils citent et des images – souvent caricaturales – qu'ils donnent de la réalité.

La solution que les chercheurs ont implicitement adoptée dans un ouvrage collectif récent<sup>16</sup> est de considérer l'exclusion, tout comme l'intégration<sup>17</sup> ou l'identité<sup>18</sup>, comme un "concept-horizon". Ils y ont vu, en effet, à la fois une question fondamentale du fonctionnement de toute société et une limite intrinsèque à l'objet lui-même, qu'il faut repousser le plus loin possible en se donnant d'autres instruments d'analyse. Durkheim ne disait pas autre chose lorsqu'il soulignait que le concept vulgaire peut servir d'"indicateur". C'est par lui que "nous sommes informés qu'il existe quelque part un ensemble de phénomènes qui sont réunis sous une même appellation et qui, par conséquent, doivent vraisemblablement avoir des caractères communs"<sup>19</sup>.

En définitive, la notion d'exclusion correspond à un foyer virtuel qui permet de dire un certain nombre de choses et autour duquel s'organise une partie du savoir des sciences sociales. Il existe en réalité de nombreuses recherches menées sur des objets à la fois proches de cette notion – puisque construits en référence à elle – et en même temps éloignés, au sens où ils ont été élaborés de façon scientifique pour justement ne pas s'y identifier. À cet objet qui reste équivoque dans le débat social, les chercheurs opposent des savoirs issus de procédures d'observation et d'analyse de faits historiques et sociaux préalablement définis de façon rigoureuse.

On peut distinguer deux grandes préoccupations théoriques qui renvoient à la question de l'exclusion et qui se manifestent, chacune d'entre elles, sous la forme d'un rapport dialectique : celle de la reproduction des inégalités et celle du relâchement des liens sociaux.

---

<sup>16</sup> PAUGAM S. (éd.), 1996. – *L'exclusion, l'état des savoirs*. – Paris, La Découverte, 582 p. (Collection Textes à l'appui).

<sup>17</sup> SCHNAPPER D., 1991. – *La France de l'intégration. Sociologie de la nation en 1990*. – Paris, Gallimard. (Collection Bibliothèque des sciences humaines).

<sup>18</sup> LÉVI-STRAUSS C. (éd.), 1977. – *L'identité*. – Paris, Grasset. (Nouvelle édition PUF/Quadrige, 1983).

<sup>19</sup> DURKHEIM E., 1895. – *Les règles de la méthode sociologique*. – Paris, PUF/Quadrige, dernière édition.

## ***La reproduction des inégalités***

Se référer à la notion d'exclusion conduit les chercheurs à mettre l'accent sur les spécificités actuelles des inégalités<sup>20</sup>. Tout en se reproduisant, ces dernières, ainsi que les formes diverses de ségrégation, deviennent plus complexes et nécessitent, par conséquent, d'autres instruments d'analyse. Les situations d'instabilité, qu'elles soient d'ordre professionnel (précarité du statut de l'emploi, chômage), familial (rupture conjugale, recomposition des familles) ou social (difficultés d'accès au logement, etc.), se sont diffusées. Il n'est pas faux de dire que de plus en plus de personnes sont devenues fragiles alors qu'elles étaient – ou auraient été – à l'abri de ce risque au cours de la période des "trente glorieuses". La difficulté consiste alors à analyser les inégalités, non plus de façon statique, c'est-à-dire en identifiant les groupes défavorisés et en recherchant pourquoi leur condition sociale n'évolue pas, mais, au contraire, à repérer dans des trajectoires diverses, les processus qui conduisent certains individus à un cumul de handicaps et d'autres à un cumul d'avantages. Autrement dit, la notion d'exclusion encourage, au moins implicitement, à mettre l'accent à la fois sur l'instabilité des situations et sur les processus par lesquels les inégalités se constituent et se renouvellent. Les travaux de recherche qui portent sur les populations défavorisées ou susceptibles de le devenir aboutissent, en effet, au constat que ce qui semble stable est, en réalité, souvent évolutif. Ainsi, le regard porté sur des groupes sociaux aussi divers que les chômeurs, les handicapés, les immigrés, les jeunes ou les vieux peut changer à partir du moment où l'observation se fonde sur des données longitudinales.

## ***Le relâchement des liens sociaux***

L'idée qui préside à de nombreux travaux est que les liens sociaux se relâchent. Cette idée n'est pas nouvelle. Elle était déjà, on le sait, au centre des préoccupations de Durkheim. Le relâchement des liens sociaux qui se manifeste dans différentes sphères de la vie collective (le travail, la famille, le quartier, l'école) ne doit pas être compris uniquement comme l'essoufflement des solidarités primaires. Il faut y voir tout d'abord les ratés des processus de socialisation qui se traduisent par une remise en question au moins partielle des identités sociales. Le chômage menace de détruire l'identité professionnelle, l'absence de perspectives d'emploi dans certains filières d'enseignement empêche la constitution d'une véritable identité d'étudiant, le divorce ou la séparation fragilise souvent l'identité familiale et provoque parfois un isolement durable, l'éloignement des enfants peut,

---

<sup>20</sup> BALIBAR E., 1992. – "Inégalités, fragmentation sociale, exclusion. Nouvelles formes d'antagonisme de classe ?", in : AFFICHARD J. et FOUCAULD (éds.), 1992. – *Justice sociale et inégalités*. – Paris, Éditions Esprit.

dans certains cas, affecter l'identité parentale, etc. Par ailleurs, si les liens sociaux se relâchent, c'est aussi paradoxalement parce que la société devient, du moins en apparence, plus démocratique. Si la mobilité sociale reste relativement réduite et plus ou moins stable dans le temps et si les inégalités se renouvellent, les frontières entre les groupes sociaux apparaissent aujourd'hui moins visibles qu'au début du siècle ou qu'au milieu de celui-ci. Les aspirations individuelles et collectives peuvent être, de ce fait, plus grandes, d'autant que le niveau global d'éducation et de formation ne cesse de s'élever et que la société dans son ensemble continue à s'enrichir. Le sentiment que certaines barrières sociales s'estompent et le brouillage plus ou moins volontaire des statuts sociaux créés par l'État-providence provoquent une fluidité des identités et, par là même, une difficulté plus grande des individus à organiser leur existence en fonction des attentes collectives de groupes sociaux déterminés. Dès lors, dans "la société des individus", qui reste d'essence méritocratique, la frontière entre les "inclus" et les "exclus" fonctionne en partie sur un mode imaginaire, non pas qu'il n'existe pas de nombreux déshérités cumulant plusieurs handicaps, mais parce qu'en amont de ce seuil fictif impossible à définir de façon scientifique, le problème essentiel pour une partie importante des individus est celui de la menace de perdre la place qu'ils occupent dans la société, c'est-à-dire le lien fragile qui les relie aux autres, épreuve d'autant plus douloureuse qu'elle est vécue le plus souvent comme une expérience individuelle. La question n'est pas celle d'une frange de la population qu'il serait possible d'opposer au reste, mais plutôt celle de la remise en question au moins partielle du processus de construction identitaire qui avait permis à des groupes sociaux de se protéger et de s'organiser dans la lutte collective en fonction d'un avenir prévisible et partagé, ce que les sociologues ont appelé à une époque, une "communauté de destin" en référence au modèle de la classe ouvrière.

## Les réformes en cours et leurs limites

D'aucuns se demanderont peut-être comment traduire en termes opérationnels les résultats de toutes ces recherches. Ces travaux peuvent aider, par exemple, à élaborer des politiques de lutte contre l'exclusion plus adaptées. Celles-ci sont souvent éclatées en autant de dispositifs que l'on définit de problèmes spécifiques à résoudre et leur faiblesse réside, pour une part, dans l'incompréhension plus ou moins profonde des mécanismes sur lesquels elles sont censées agir. Elles sont également tributaires de nombreuses idées reçues. En rappelant que toute représentation de la société conduisant à opposer, de façon statique, les "exclus" au reste de la population est fautive, les chercheurs mettent l'accent sur un obstacle majeur de ce type de politiques. Celles-ci se caractérisent, en effet, trop souvent par une intervention tardive caractérisée par la recherche de solutions d'urgence au bénéfice d'un groupe social que les acteurs sociaux ont l'illusion d'avoir facilement identifié, mais qui se révèle toujours fuyant, parce que globalement instable et

hétérogène. Il est facile de voir, par ailleurs, dans les résultats de ces recherches la nécessité de ne pas opposer la question des inégalités à celle de l'exclusion car elles sont complémentaires. Elles impliquent, l'une et l'autre, l'élaboration de politiques préventives tant à l'échelon de la société tout entière à travers des programmes nationaux dans les domaines du logement, de l'école, de la famille, de l'emploi, de la ville, qu'à travers des actions de développement local tant en milieu urbain que dans le monde rural. C'est à la lumière de ces savoirs accumulés que l'on peut évaluer les orientations gouvernementales en matière de lutte contre l'exclusion.

La loi contre les exclusions votée le 31 juillet 1998, soit dix ans après le vote de la loi sur le RMI, est plus qu'un simple programme d'assistance. Elle semble à première vue éloignée de cette perspective inavouable qui est de maintenir le statut quo social, fonction essentielle que Georg Simmel, au début du siècle, attribuait aux programmes sociaux en direction des pauvres<sup>21</sup>. La loi en question n'est qu'un des éléments d'un programme d'action pour la prévention et la lutte contre les exclusions dont les moyens engagés – plus de 50 milliards de francs – ont fortement contribué à l'accueil positif que lui ont réservé les Français. Il ne s'agit pas de quelques miettes jetées aux pauvres pour se donner bonne conscience. Le gouvernement entend exprimer une volonté politique de rompre avec la gestion traditionnelle de l'assistance souvent focalisée, avec peu de moyens, sur les populations marginales. Il ne s'agit pas non plus d'identifier les "victimes" pour les prendre en charge comme des cas sociaux, mais de rechercher des solutions les plus globales possibles en évitant, chaque fois que cela est possible, le risque de stigmatisation. Puisque l'exclusion correspond, au moins dans le sens le plus répandu, à un processus de cumul de handicaps qui touche des franges croissantes de la population prises dans un engrenage disqualifiant qui altère à la fois leur identité et leurs relations avec autrui, le gouvernement a compris qu'il est désormais vain de vouloir l'enrayer avec les méthodes de l'action sociale des années soixante, conçues en période de plein emploi. C'est la raison pour laquelle l'accent a été mis sur les politiques préventives et sur l'accès aux droits fondamentaux comme le droit au logement et à la santé. La lutte contre l'exclusion ne peut se résumer à l'urgence. Le SAMU social est sans doute une bonne chose, mais il ne saurait répondre à l'ensemble des besoins. Les orientations retenues semblent donc, globalement, à la hauteur du défi que représente désormais l'exclusion pour la collectivité.

Toutefois, pour l'instant, ce projet de loi et le programme qui l'accompagne ne retiennent pas certaines revendications importantes exprimées ces derniers mois et éludent des questions qui sont pourtant au cœur de la réflexion et des recherches sur les mécanismes de l'exclusion.

Notons tout d'abord à la fois le refus d'augmenter le montant des minima sociaux, si ce n'est sous la forme d'une indexation sur les prix, et l'opposition de principe à la possibilité pour les jeunes de moins de 25 ans d'obtenir le RMI. Ces

---

<sup>21</sup> SIMMEL G., 1998. – *Les pauvres*. – Paris, PUF. (Collection Quadrige, 1<sup>ère</sup> édition en allemand 1908, introduction de l'édition française par PAUGAM S. et SCHULTHEIS F., "Naissance d'une sociologie de la pauvreté").

deux revendications sont pourtant toujours très vives chez les chômeurs. Elles ont été rappelées à nouveau lors des dernières manifestations qui ont eu lieu après la présentation du programme gouvernemental. Celui-ci se réfère à l'idée générale qu'il est préférable de favoriser l'emploi et l'insertion plutôt que l'assistance. Si cet argument est fort, il dénature toutefois l'objectif de ces minima sociaux qui expriment, non pas l'idée de charité publique, mais le droit à des conditions de vie convenables, droit au moins aussi essentiel, à titre de prévention de l'exclusion, que le droit à la santé ou le droit au logement. Le montant actuel du RMI, par exemple, est nettement inférieur au seuil retenu pour mesurer la pauvreté<sup>22</sup>. Si l'on entendait vraiment prendre en compte les besoins réels des populations démunies, l'augmentation du RMI s'imposerait, mais puisque l'objectif n'est pas celui-là, mais surtout de réserver à ces allocataires un statut socialement dévalorisé afin qu'ils recherchent activement un emploi, le gouvernement prend le risque de voir les plus défavorisés d'entre eux se maintenir durablement dans la misère. Il faut souligner qu'un montant de revenu minimum trop bas contraint les pauvres à solliciter des aides sociales complémentaires et dépenser beaucoup d'énergie pour survivre tout en étant encore plus dépendants des services sociaux et donc moins performants dans le domaine de l'insertion professionnelle. Dans le prolongement du rapport de Marie-Thérèse Join-Lambert<sup>23</sup> qui préconise certaines améliorations des minima sociaux, il semble en tout cas légitime de ne pas évacuer par principe cette question. Le mécanisme renforcé d'intéressement à l'emploi prévu dans le programme gouvernemental aurait pu d'ailleurs être complémentaire avec une revalorisation importante du RMI et de l'allocation de solidarité spécifique pour les chômeurs de longue durée.

De même, il semble incontournable de débattre véritablement de l'accès au RMI pour les moins de 25 ans. Mis à part les pays du Sud de l'Europe qui n'ont pas tous encore un système national unifié de revenu minimum garanti, la France est le seul pays européen à avoir écarté les jeunes de ce droit. L'argument de la désincitation au travail avancé par plusieurs membres du gouvernement n'est pourtant pas démontré. La France est l'un des pays européens où le risque de chômage des jeunes est le plus élevé. Bénéficier d'un revenu minimum peut faciliter la recherche d'emploi. Ce ne sont pas les jeunes qui font le moins de démarches pour accéder à l'emploi. Le risque de découragement se manifeste à un âge plus avancé. Cette mesure permettrait aussi de réduire les inégalités entre les jeunes qui disposent de nombreux atouts pour s'insérer et ceux qui en sont dépourvus. L'hypothèse de la substitution du RMI aux solidarités familiales n'est pas non plus

<sup>22</sup> L'INSEE se réfère au seuil de 50 % du revenu médian par unité de consommation pour définir la pauvreté monétaire. Ainsi, une personne seule est considérée comme pauvre si son revenu monétaire est inférieur à 3 800 francs par mois, ce qui est nettement supérieur au seuil du RMI. Voir à ce sujet : HOURRIEZ J.M. et LEGRIS B., 1997. – "L'approche monétaire de la pauvreté : méthodologie et résultats", *Économie et statistique*, n° 308-309-310, p. 35-63.

<sup>23</sup> Rapport sur les problèmes soulevés par les mouvements de chômeurs en France remis au Premier Ministre le 25 février 1998.

prouvée<sup>24</sup>. Les recherches concluent plutôt à une complémentarité qu'à une substitution massive et radicale.

Le programme de lutte contre les exclusions apparaît également bien maigre dans le domaine de l'éducation et de la lutte contre l'échec scolaire. Un programme préventif ne peut se contenter d'une relance des zones d'éducation prioritaire et de quelques actions de soutien scolaire. Le problème est bien plus profond. Les recherches montrent que les méthodes d'acquisition du savoir en France restent très élitistes, en grande partie parce qu'elles sont uniformes et fondées principalement sur la réflexion abstraite au détriment du raisonnement pratique. Beaucoup de jeunes aujourd'hui sont dégoûtés de l'école car ils s'y sentent rejetés<sup>25</sup>. Combien d'enseignants sont désemparés et ne savent plus vraiment comment s'y prendre pour éviter l'engrenage qui conduit à privilégier les "meilleurs", ceux que le système en vigueur favorise ? La "meilleure" école ne serait-elle pas, au moins dans le primaire et au collège, c'est-à-dire avant le choix d'une spécialisation, celle qui exclut le moins et propose des méthodes pédagogiques variées permettant à tous les jeunes d'exprimer leurs qualités ? Sans doute est-il utopique de tout transformer, mais la prévention contre les exclusions ne peut écarter ce chantier.

Enfin, en dépit des sommes prévues et de quelques adaptations de bon sens, le programme proposé dans le domaine de l'insertion professionnelle reste très proche des méthodes traditionnelles dont on connaît pourtant l'effet limité. Comment éviter la catégorisation administrative des populations à insérer lorsque les mesures proposées prévoient des quotas et des plafonnements de financement ? Les actions dans ce domaine semblent toujours plus cohérentes sur le papier qu'elles ne le sont dans la réalité quand il faut les appliquer. Elles permettront sans doute à court terme de réduire le chômage, mais ne risque-t-on pas de constituer à la longue avec le renforcement de tous ces dispositifs complexes où se mêlent des objectifs humanitaires et des intérêts économiques une vaste zone de précarité professionnelle ? Cette orientation n'est pas, par ailleurs, associée à une réforme de fond de la formation professionnelle, réforme dont on parle depuis de nombreuses années et qui est toujours repoussée.

En définitive, sur des sujets aussi sensibles que l'exclusion, les sciences sociales et en particulier la sociologie, seront toujours partie prenante du débat social et, par conséquent, susceptible de le faire évoluer, mais leur rôle ne saurait s'y limiter. Il convient, en effet, de comprendre et de tenter d'expliquer avant tout comment chaque société se régit par le rapport qu'elle instaure entre elle et ses "pauvres" ou ses "exclus". Dans les sociétés démocratiques, la pauvreté et l'exclusion sont presque inévitablement, et sous des formes variables selon les lieux et les époques, au cœur de la question sociale. Le débat social apparaît donc comme inévitable, bien plus, c'est une condition même du fonctionnement de la société

---

<sup>24</sup> PAUGAM S. et ZOYEM J.P., 1997. – "Le soutien financier de la famille : une forme essentielle de la solidarité", *Économie et statistique*, n° 308-309-310, p. 187-210.

<sup>25</sup> VAN ZANTEN A., 1996. – "Fabrication et effets de la ségrégation scolaire", in : PAUGAM S., *L'exclusion, l'état des savoirs*. – Paris, La Découverte, p. 281-291. (Collection Textes à l'appui).

moderne. Il appartient aux chercheurs en sciences sociales d'y contribuer sans pour autant se laisser absorber par lui. L'effort de distanciation qui caractérise leur démarche passe par la clarification des concepts. Leur rôle n'est pas de proposer des solutions aux politiques, il est plus modestement de leur suggérer de poser les vraies questions et de réfléchir sur le sens, les inconvénients possibles et les antinomies éventuelles des politiques.

### *Pour en savoir plus*

BOURDIEU P. (éd.), 1993. – *La misère du monde*. – Paris, Le Seuil, 947 p.

ELBAUM M., 1995. – "Justice sociale, inégalités et exclusion", *Revue de l'OFCE*, n° 53, p. 197-247.

PAUGAM S., ZOYEM J.P. et CHARBONNEL J.M., 1993. – *Précarité et risque d'exclusion en France*. – Paris, La Documentation Française. (Documents du CERC, n° 10).

PAUGAM S., 1991. – *La disqualification sociale. Essai sur la nouvelle pauvreté*. – Paris, PUF. (Collection "Quadrige", nouvelle édition 2000).





## *DÉVELOPPEMENT DES SIGLES UTILISÉS*

ACEAR	Atelier central d'études d'aménagement rural
ADEME	Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, Paris
AFD	Agence française de développement
AFRISTAT	Observatoire économique et statistique d'Afrique subsaharienne, Bamako
ALENA	accord de libre échange nord-américain
ANDRA	Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs, Châtenay-Malabry (France)
ANRS	Agence nationale de recherche sur le sida, Paris
BEMFAM	association brésilienne de bien-être familial
BIT	Bureau international du travail, Genève
CAD	Comité d'aide au développement, Paris
CEMAC	Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale, Yaoundé
CEPED	Centre français sur la population et le développement, Paris
CFA	Communauté financière africaine
CICRED	Comité international de coopération dans les recherches nationales de démographie, Paris
CIPD	Conférence internationale sur la population et le développement
CIRAD	Centre international en recherche agronomique pour le développement, Montpellier
CISMA	Conférence internationale sur le sida et les maladies sexuellement transmissibles en Afrique
CNES	Centre national d'études spatiales, Paris
CNRS	Centre national de la recherche scientifique, Paris
CNUEH	Centre des Nations unies pour les établissements humains, Nairobi
CODESRIA	Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique, Dakar
CREDAL	Centre de recherche et de documentation sur l'Amérique latine, Paris
CSP	Conseil supérieur de la pêche
ENSEA	École supérieure de statistique et d'économie appliquée, Abidjan
EUROSTAT	Office statistique des communautés européennes, Luxembourg
FAC	Fonds d'aide et de coopération
FAO	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, Rome
FNUAP	Fonds des Nations unies pour la population
FSTI	Fonds de solidarité thérapeutique international
HCR	Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, Genève
IDH	indice de développement humain
IFD	intégration des femmes au développement
INED	Institut national d'études démographiques, Paris

INERIS	Institut national de l'environnement industriel et des risques, Verneuil-en-Halatte (France)
INSERM	Institut national de la santé et de la recherche médicale, Paris
IPPF	Fédération internationale pour la planification familiale, Londres
IRD	Institut de recherche pour le développement, Paris
ISF	indice synthétique de fécondité
MERCOSUR	marché commun du Sud
MST	maladie sexuellement transmissible
OCDE	Organisation de coopération et de développement économique, Paris
OMS	Organisation mondiale de la santé, Genève
ONC	Office national de la chasse, Paris
ONG	Organisations non-gouvernementales
ONUSIDA	Programme des Nations unies contre le VIH/SIDA
PDLM	programme développement local migrations
PEV	programme élargi de vaccination
PGU	programme de gestion urbaine
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement
PUF	Presses universitaires de France
PVD	pays en voie de développement
UEMOA	Union économique et monétaire ouest-africaine
UNESCO	Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture, Paris
UNICEF	Fonds des Nations unies pour l'enfance, New-York
VIH	virus d'immuno-déficience humaine

## *LISTE DES TABLEAUX*

### **Chapitre 2**

Tableau 1.	Indicateurs du peuplement et de la dynamique démographique (1980-1995) .....	37
------------	------------------------------------------------------------------------------	----

### **Chapitre 7**

Tableau 1.	Indicateurs de santé de la reproduction selon les grandes régions du monde en développement (vers 1995-1999) .....	90
------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----

### **Chapitre 8**

Tableau 1.	Estimation des taux nets de scolarisation, selon le sexe et selon les régions (1995) .....	105
Tableau 2.	Évolution des taux bruts de scolarisation dans l'enseignement du premier degré en Afrique subsaharienne .....	106
Tableau 3.	Espérance de vie scolaire selon le sexe et selon les pays (1992) .....	107

### **Chapitre 10**

Tableau 1.	Estimations et projections des taux de croissance annuels de la population active par période et par région .....	114
Tableau 2.	Taux d'emploi dans le secteur informel et taux de chômage par période et par région. ....	116
Tableau 3.	Population active, taux bruts d'activité et répartition sectorielle par région et période .....	120
Tableau 4.	Évolution de la répartition sectorielle de la population active, en % (1950-1990) .....	121

### **Chapitre 11**

Tableau 1.	Évolution de la pauvreté monétaire (% de population des pays en développement vivant avec moins de 1 dollar par jour) .....	128
Tableau 2.	Indicateurs de scolarisation primaire et de mortalité infantile (en pour mille) .....	129
Tableau 3.	Comparaison des inégalités monétaires par région (coefficient de Gini) .....	130

**Chapitre 15**

Tableau 1.	Entrées permanentes d'étrangers en France par nationalité (en milliers) .....	191
Tableau 2.	Entrées de personnes étrangères dans certains pays de l'OCDE (en milliers) .....	192
Tableau 3.	Entrées de demandeurs d'asile dans certains pays de l'OCDE (en milliers) .....	193
Tableau 4.	Acquisitions de la nationalité française selon le pays d'ancienne nationalité .....	194

## TABLE DES MATIÈRES

<b>Sommaire.....</b>	<b>VII</b>
<b>Préface, par Jean GAEREMYNCK.....</b>	<b>IX</b>
<b>Introduction, par Patrice VIMARD.....</b>	<b>1</b>
La situation actuelle des relations population-développement dans le monde.....	2
<i>Croissance démographique et politiques de développement</i> .....	2
<i>Des progrès marqués à l'accroissement des disparités</i> .....	4
Les principaux enjeux dans les années à venir .....	5
<i>Répondre aux nouveaux défis en matière de santé</i> .....	5
<i>Réduire les inégalités pour assurer à tous la participation au développement</i> .....	6
<i>Répondre à la précarité dans les milieux urbains et ruraux</i> .....	8
<i>S'orienter vers un développement écologiquement et socialement durable</i> .....	9
La France et l'émergence de nouveaux paradigmes.....	10
 <b>Chapitre 1. Population, environnement et développement, par Michel PICOUËT.....</b>	 <b>13</b>
La confrontation de deux précarités humaine et écologique .....	13
La gestion des ressources naturelles dans un contexte de forte croissance démographique.....	14
<i>Utilisation des terres et système agraire</i> .....	15
La forêt est-elle menacée par la croissance démographique ?.....	16
<i>Le facteur décisif : l'eau</i> .....	18
Les dégradations de l'environnement à l'échelle locale et les réponses des populations.....	19
<i>La migration est un élément de réponse immédiat ou de régulation progressive</i> .....	19
<i>Des stratégies familiales très diversifiées</i> .....	20
Les politiques de préservation de l'environnement et le développement durable.....	21
Pour en savoir plus.....	23
 <b>Chapitre 2. Peuplement rural, dynamique agricole et régimes fonciers, par André QUESNEL .....</b>	 <b>25</b>
Introduction.....	25
La dynamique de peuplement des espaces ruraux : elle est instable, structurée par les marchés et caractérisée, à la fois, par une polarisation rurale et urbaine de la population et une dispersion en petits noyaux de peuplement.....	26
<i>"L'installation de la mobilité" dans toutes les formes de peuplement : un élément à prendre en compte en terme de dynamique agricole et d'aménagement des espaces ruraux</i> .....	27

<i>La mobilité des jeunes générations ne permet pas l'émergence d'unités d'exploitation où l'objectif premier serait d'augmenter la production et la productivité.</i>	28
<i>Croissance démographique et mobilité façonnent continuellement les unités domestiques de production agricole, aussi la structure et le cycle démographiques des unités d'exploitation sont-ils des éléments à prendre en compte lors de toute intervention modernisatrice</i>	30
<i>Le développement agricole souffre de l'instabilité du peuplement et de l'engagement précaire des actifs dans la production agricole : la sécurité foncière serait-elle la solution et est-elle possible ?</i>	31
Les positions de principes pour améliorer la production agricole sans marginaliser la population rurale	33
<i>La politique de développement des zones rurales et d'encouragement de la production agricole passe d'abord par une politique territoriale qui viserait à conforter l'assise des pôles ruraux et urbains qui régissent ces zones rurales</i>	34
<i>La nécessaire constitution d'instances de médiation, de gestion et de formation entre l'État et les acteurs locaux : producteurs, migrants, jeunes et femmes</i>	35
Pour en savoir plus	36
<b>Chapitre 3. Croissance urbaine et gestion des villes, par Émile LE BRIS</b>	39
Les faits marquants au cours des années récentes	40
<i>La ville du Sud : un phénomène singulier ?</i>	40
<i>Diversité des Suds</i>	40
<i>Quels sont les ressorts de ce "déferlement" urbain ?</i>	41
<i>Figures spatiales</i>	41
Recompositions sociales et innovation culturelle	43
<i>Politiques urbaines</i>	44
Les questions essentielles	44
Les positions politiques de la France	45
<i>Vertus et limites de l'aide-projet appliquée à l'urbain</i>	45
<i>Coopération urbaine ou "développement institutionnel"</i>	46
<i>Une même trousse à outils pour deux grands programmes internationaux</i>	47
<i>De "l'urbanisme local" au "programme de développement municipal" : un projet français à prétention contre-hégémonique ?</i>	47
Conclusion	48
Pour en savoir plus	49
<b>Chapitre 4. Les migrations internationales, par Hervé DOMENACH</b>	51
Migration versus mobilité : quelles mesures ?	51
La croissance des migrations internationales et leurs causes	52
Les conséquences sur les pays d'origine et d'accueil	53
<i>Les conséquences pour les pays d'origine</i>	53
<i>Les conséquences pour le pays d'accueil</i>	54
Les politiques de régulation des flux	55
La question des réfugiés	56
Conclusion : plus d'interrogations que de réponses !	57
Pour en savoir plus	58

<b>Chapitre 5. Baisse de la fécondité, développement humain et politiques de population, par Maria-Eugenia COSIO-ZAVALA .....</b>	<b>59</b>
L'effet des changements sociaux et économiques.....	60
L'impact des politiques de population et des progrès de la prévalence contraceptive....	63
Le rôle de la crise économique et sociale .....	65
Conclusion .....	66
Pour en savoir plus.....	67
 <b>Chapitre 6. La mortalité des jeunes enfants, par Michel GARENNE .....</b>	<b>69</b>
Rappel historique de la baisse de la mortalité des jeunes enfants dans le monde .....	69
Les principales causes de décès des jeunes enfants.....	70
Les causes de la baisse de la mortalité.....	71
Les tendances récentes.....	72
Renversements de tendance et crises épidémiologiques.....	73
Conclusion .....	73
Pour en savoir plus.....	75
 <b>Chapitre 7. Santé de la reproduction et effets du sida, par Annabel DESGRÉES DU LOÛ .....</b>	<b>77</b>
Le droit à la santé de la reproduction.....	78
Une sexualité sans risque .....	78
L'accès à la planification familiale.....	79
Le recours à l'avortement, indicateur de besoins non satisfaits en planification familiale ? .....	81
Maternité sans risque .....	83
La prévention de la transmission du VIH et ses articulations avec les autres programmes d'amélioration de la santé de la reproduction.....	85
<i>La prévention de la transmission sexuelle .....</i>	<i>85</i>
<i>La prévention de la transmission mère-enfant.....</i>	<i>86</i>
<i>L'application des résultats de la recherche aux programmes de santé publique .....</i>	<i>87</i>
Conclusion .....	89
Pour en savoir plus.....	89
 <b>Chapitre 8. La diffusion du sida et son impact sur la croissance démographique, par Benoît FERRY.....</b>	<b>91</b>
L'évolution de l'épidémie .....	92
Les déterminants de la transmission .....	93
Les dimensions démographiques de la pandémie.....	95
<i>La mortalité.....</i>	<i>95</i>
<i>La fécondité.....</i>	<i>97</i>
<i>La croissance différentielle des populations.....</i>	<i>98</i>
Les conséquences sociales et économiques .....	98
<i>L'impact social ou structurel.....</i>	<i>98</i>
<i>L'impact économique .....</i>	<i>99</i>

De la recherche à la prévention .....	99
<i>La recherche biomédicale</i> .....	99
<i>Les actions de prévention</i> .....	100
Conclusion .....	101
Pour en savoir plus .....	102
 <b>Chapitre 9. Les politiques d'éducation dans les pays du Sud,</b> <i>par Marie-France LANGE</i> .....	103
Introduction .....	103
Croissance démographique, progrès de la scolarisation et développement .....	104
Les inégalités sociales et régionales devant l'école .....	105
Les inégalités selon le sexe et les politiques scolaires en faveur des filles .....	108
Conclusion .....	110
Pour en savoir plus .....	111
 <b>Chapitre 10. Tendances récentes et perspectives de l'emploi,</b> <i>par Jacques Charmes</i> .....	113
La croissance de la population active .....	113
La progression du chômage et du secteur informel .....	115
Les politiques d'emploi .....	116
Pour en savoir plus .....	119
 <b>Chapitre 11. Pauvreté et inégalités : situation et politiques de réduction,</b> <i>par Jean-Luc Dubois</i> .....	123
Introduction .....	123
Différentes formes de pauvreté et d'inégalités .....	124
Qu'appelle-t-on pauvreté ? .....	124
Quel lien avec les inégalités ? .....	126
La situation actuelle .....	127
<i>La pauvreté disparaît-elle ?</i> .....	127
<i>Les inégalités augmentent-elles ?</i> .....	129
Des politiques de réduction de la pauvreté et des inégalités .....	130
<i>Les orientations des politiques internationales</i> .....	131
<i>Les interventions correspondantes</i> .....	132
<i>Peut-on envisager une approche plus spécifiquement française ?</i> .....	133
Conclusion .....	134
Pour en savoir plus .....	135
 <b>Chapitre 12. Genre, population et développement, par Thérèse LOCOH</b> .....	137
Les grands principes... et leur application .....	137
<i>Une réduction des disparités dans la santé et l'éducation</i> .....	137
<i>Des inégalités persistantes dans le domaine économique et l'accès aux prises de décision</i> .....	138
<i>De fortes disparités juridiques malgré quelques avancées</i> .....	138



De "l'intégration des femmes au développement" à "l'analyse en termes de genre" : des avancées théoriques et conceptuelles.....	139
Les recommandations de la Conférence du Caire et l'action du FNUAP au cours des cinq dernières années.....	141
<i>Donner plus de pouvoir aux femmes</i> .....	142
<i>Accorder une attention particulière au statut des petites filles</i> .....	142
<i>Impliquer les hommes et les responsabiliser</i> .....	142
L'action de la France sur la thématique "genre et développement".....	143
<i>Les prises de position dans les instances internationales</i> .....	144
<i>Les programmes de coopération au développement</i> .....	144
Les projets en matière d'éducation et de santé.....	145
<i>Les projets de développement économique</i> .....	146
Les recommandations sur les actions de coopération de la France .....	146
<i>Définir une politique en matière de genre qui refléterait un changement d'approche des rapports hommes/femmes et qui donnerait une priorité à la formation</i> .....	146
<i>Renforcer l'action dans les domaines d'intervention traditionnels : éducation, santé, respect des droits</i> .....	147
<i>Inclure l'analyse de genre de manière systématique dans l'évaluation des programmes et projets de développement</i> .....	147
Les recommandations françaises auprès des institutions internationales .....	148
<i>Recentrer les préoccupations du FNUAP sur les grandes questions actuelles du développement</i> .....	148
<i>Concevoir les programmes de santé de la reproduction dans l'optique de l'égalité de participation des hommes et des femmes aux décisions</i> .....	148
<i>Favoriser l'accroissement de la capacité de décision des femmes</i> .....	148
<i>Développer la collecte d'informations adéquates sur les "systèmes de genre" dans les différentes sociétés</i> .....	149
<i>Développer des programmes de vigilance pour les femmes en situation de risques majeurs</i> .....	149
Pour en savoir plus.....	149

### **Chapitre 13. Les représentations de l'environnement : le point de vue des**

**Français, par Philippe COLLOMB**..... 151

Introduction.....	151
Les relations entre les populations, l'environnement et le développement.....	153
Entre nature et culture.....	154
L'homme en relation dialectique avec l'environnement.....	156
Les dégradations de l'environnement.....	159
L'enquête "Populations-Espaces de vie-Environnements" .....	162
En exergue .....	165
Pour en savoir plus.....	166

### **Chapitre 14. Le vieillissement démographique de la France : enjeux et**

**politiques, par Alain PARANT**..... 167

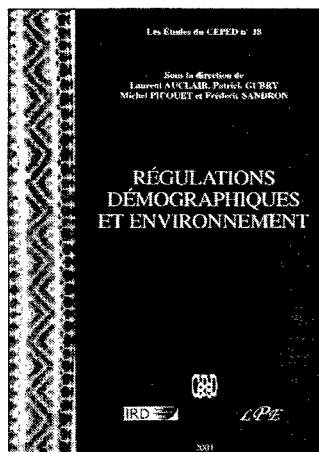
Le passé hérité .....	168
<i>L'héritage démographique</i> .....	168

<i>L'héritage socio-économique</i> .....	169
Les futures démographies .....	170
<i>La croissance future se fera par le sommet de la pyramide des âges</i> .....	171
<i>Le vieillissement sera général</i> .....	172
Les effets économiques du vieillissement démographique .....	173
Faux débats et vrais défis .....	174
<i>Les faux débats</i> .....	174
<i>Les défis à relever</i> .....	176
Pour en savoir plus .....	177
 <b>Chapitre 15. L'évolution des migrations internationales en France,</b>	
<i>par Jean-Pierre GARSON</i> .....	179
Les tendances des flux d'immigration .....	179
<i>L'immigration permanente et les entrées temporaires</i> .....	180
L'immigration et la croissance de la population française .....	182
<i>Les composantes de l'accroissement démographique</i> .....	182
<i>Les naissances étrangères, frein au vieillissement démographique</i> .....	183
<i>Le vieillissement des populations et les migrations</i> .....	183
L'immigration et le marché du travail .....	185
<i>La plus grande vulnérabilité des étrangers au chômage</i> .....	185
L'évolution de la politique migratoire .....	186
<i>L'opération de régularisation de juin 1997</i> .....	187
<i>L'entrée, le séjour, l'éloignement des étrangers et l'asile</i> .....	187
L'intégration des immigrés .....	188
<i>L'acquisition de la nationalité française</i> .....	188
<i>L'intégration économique et sociale</i> .....	189
<i>La réinsertion et le co-développement</i> .....	190
Pour en savoir plus .....	190
 <b>Chapitre 16. Pauvreté et exclusion dans la société française contemporaine,</b>	
<i>par Serge PAUGAM</i> .....	195
La genèse d'un paradigme .....	197
<i>Précarité et nouvelle pauvreté</i> .....	199
<i>Les raisons du succès de la notion d'exclusion</i> .....	200
L'apport des recherches .....	201
<i>La reproduction des inégalités</i> .....	204
<i>Le relâchement des liens sociaux</i> .....	204
Les réformes en cours et leurs limites .....	205
Pour en savoir plus .....	209
 <b>Développement des sigles utilisés</b> .....	211
<b>Liste des tableaux</b> .....	213
<b>Table des matières</b> .....	215
<b>Les publications du CEPED</b> .....	221

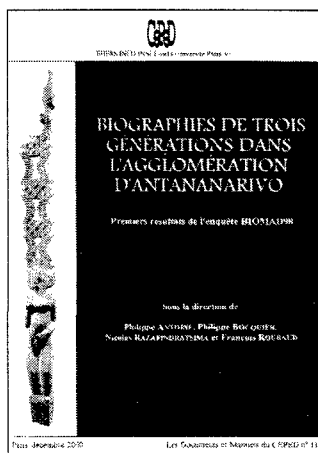
## LES PUBLICATIONS DU CEPED

### Collection *Les Études du CEPED*

- n° 18 : *Régulations démographiques et environnement*, sous la direction de Laurent AUCLAIR, Patrick GUBRY, Michel PICOUËT et Frédéric SANDRON (2001), 289 p.  
France : 121 F ou 18,45 € ; étranger : 128 F ou 19,55 €.
- n° 17 : *Risques de décès associés à différents états nutritionnels chez l'enfant d'âge préscolaire. Étude réalisée à Niakhar (Sénégal) 1983-1986*, par Michel GARENNE, Bernard MAIRE, Olivier FONTAINE, Khady DIENG et André BRIEND (2000), 201 p.  
France : 104 F ou 15,90 € ; étranger : 108 F ou 16,50 €.
- n° 16 : *Faire et défaire les liens du mariage. Évolution des pratiques matrimoniales au Togo*, par Marie-Paule THIRIAT (1998), 295 p.  
France : 121 F ou 18,45 € ; étranger : 129 F ou 19,70 €.
- n° 15 : *Ménages et familles en Afrique. Approche des dynamiques contemporaines*, sous la direction de Marc PILON, Thérèse LOCOH, Émilien VIGNIKIN et Patrice VIMARD (éds.) (1997), 424 p.  
France : 190 F ou 29,00 € ; étranger : 201 F ou 30,65 €.
- n° 14 : *Permanences et changements de l'Afrique rurale. Dynamiques familiales chez les Bwa du Mali*, par Véronique HERTRICH (1996), 570 p.  
France : 221 F ou 33,70 € ; étranger : 237 F ou 36,15 €.
- n° 13 : *Crise et population en Afrique. Crises économiques, politiques d'ajustement et dynamiques démographiques*, par Jean COUSSY et Jacques VALLIN (dir.) (1996), 580 p.  
France : 221 F ou 33,70 € ; étranger : 238 F ou 36,30 €.
- n° 12 : *Sauver les enfants : le rôle des vaccinations*, par Annabel DESGRÈES DU LOÛ (1996), avec la collaboration du Muséum national d'histoire naturelle, 261 p.  
France : 119 F ou 18,15 € ; étranger : 125 F ou 19,10 €.
- n° 11 : *L'économie algérienne à l'épreuve de la démographie*, par Lhaocine AOURAGH (1996), 337 p.  
France : 124 F ou 18,95 € ; étranger : 134 F ou 20,45 €.
- n° 10 : *Les conséquences démographiques du sida en Abidjan : 1986-1992*, par Michel GARENNE, Maria MADISON, Daniel TARANTOLA, Benjamin ZANOU, Joseph AKA et Raymond DOGORÉ (1995), 198 p.  
France : 114 F ou 17,40 € ; étranger : 118 F ou 18,00 €.



- n° 9 : *La maternité chez les Bijago de Guinée Bissau*, par Alexandra DE SOUSA et Dominique WALTISPERGER (collab.) (1995), 114 p.  
France : 108 F ou 16,50 € ; étranger : 108 F ou 16,50 €.
- n° 8 : *La crise de l'asile politique en France*, par Luc LEGOUX (1995), 344 p. (épuisé).
- n° 7 : *L'entrée en vie féconde. Expression démographique des mutations socio-économiques d'un milieu rural sénégalais*, par Valérie DELAUNAY (1994), 326 p.  
France : 113 F ou 17,25 € ; étranger : 122 F ou 18,60 €.
- n° 6 : *La traite des esclaves au Gabon du XVII<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle, essai de quantification pour le XVIII<sup>e</sup> siècle*, par Nathalie PICARD-TORTORICI et Michel FRANÇOIS (1993), 156 p. (épuisé).
- n° 5 : *Croissance urbaine, migrations et population au Bénin*, par Julien GUINGNIDO GAYE (1992), 114 p. (épuisé).
- n° 4 : *Un siècle de démographie tamoule*, par Christophe GUILMOTO (1992), 175 p.  
France : 133 F ou 20,30 € ; étranger : 134 F ou 20,45 €.
- n° 3 : *Mobilité spatiale et mobilité professionnelle dans la région nord-andine de l'Équateur*, par Jean PAPAIL (1991), 87 p.  
France : 86 F ou 13,15 € ; étranger : 86 F ou 13,15 €.
- n° 2 : *Mortal, logiciel d'analyse de la mortalité*, par Jean-Michel COSTES et Dominique WALTISPERGER (1988), 99 p. + disquette (épuisé).
- n° 1 : *De l'homme au chiffre, réflexions sur l'observation démographique en Afrique*, édité par Louis LOHLÉ-TART et Rémy CLAIRIN (1988), 329 p.  
France : 174 F ou 26,55 € ; étranger : 180 F ou 27,45 €.



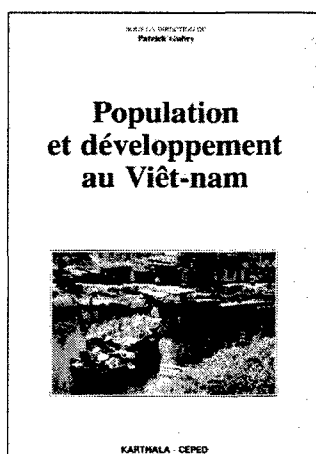
#### **Collection Documents et Manuels du CEPED**

- n° 12 : *Population et développement : les principaux enjeux cinq ans après la conférence du Caire*, coordonné par Alain LERY et Patrice VIMARD (2001), 220 p.  
France : 116 F ou 17,70 € ; étranger : 120 F ou 18,30 €.
- n° 11 : *Biographies de trois générations dans l'agglomération d'Antananarivo. Premiers résultats de l'enquête BIOMAD98*, sous la direction de Philippe ANTOINE, Philippe BOCQUIER, Nicolas RAZAFINDRATSIMA et François ROUBAUD (2000), 141 p.  
France : 110 F ou 16,80 € ; étranger : 111 F ou 16,95 €.
- n° 10 : *État civil et recensements en Afrique francophone*, par Louis LOHLÉ-TART et Michel FRANÇOIS (1999), 564 p.  
France : 220 F ou 33,55 € ; étranger : 236 F ou 36,00 €.
- n° 9 : *Guide d'exploitation et d'analyse des données de recensements et d'enquêtes en matière de scolarisation*, édité par le 7<sup>e</sup> Réseau thématique de recherche de l'UEPA (1999), 112 p. + disquette.  
France : 88 F ou 13,45 € ; étranger : 89 F ou 13,60 €.

- n° 8 : *La société algérienne entre population et développement*, édité par Christophe LEFRANC (1998), 95 p.  
France : 77 F ou 11,75 € ; étranger : 78 F ou 11,90 €.
- n° 7 : *La mortalité à Antananarivo de 1984 à 1995*, par Dominique WALTISPERGER, Pierre CANTRELLE et Osée RALIJAONA (1998), 117 p.  
France : 78 F ou 11,90 € ; étranger : 79 F ou 12,05 €.
- n° 6 : *Les migrations internes au Kenya 1979-1989*, par Valérie GOLAZ (1997), 126 p.  
France : 109 F ou 16,65 € ; étranger : 109 F ou 16,65 €.
- n° 5 : *Genre et développement : des pistes à suivre*, édité par Thérèse LOCOH, Annie LABOURIE-RACAPÉ et Christine TICHIT (1996), 154 p.  
France : 111 F ou 16,95 € ; étranger : 113 F ou 17,25 €.
- n° 4 : *L'analyse des enquêtes biographiques à l'aide du logiciel STATA*, par Philippe BOCQUIER (1996), 208 p. + disquette.  
France : 135 F ou 20,60 € ; étranger : 138 F ou 21,05 €.
- n° 3 : *Manuel de sondages. Applications aux pays en développement*, par Rémy CLAIRIN et Philippe BRION (1997), 108 p. (2<sup>e</sup> édition).  
France : 88 F ou 13,45 € ; étranger : 88 F ou 13,45 €.
- n° 2 : *Clins d'œil de démographes à l'Afrique et à Michel François*, édité par Jacques VALLIN (1995), 244 p. (épuisé).
- n° 1 : *La démographie de 30 États d'Afrique et de l'Océan Indien*, CEPED (1994), 352 p. (épuisé).

## Coéditions

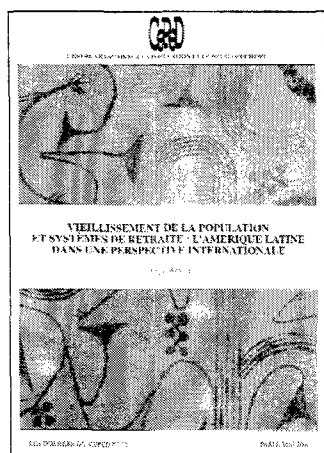
- *Population et développement au Viêt-nam*, sous la direction de Patrick GUBRY (2000), Karthala/CEPED, 613 p.  
France : 264 F ou 40,25 € ; étranger : 280 F ou 42,70 €.
- *Démographie : analyse et synthèse. Causes et conséquences des évolutions démographiques*, CEPED/DSD/FACOLTÀ DI GIURISPRUDENZA, 276 p. (Actes du colloque de Sienne, 22-24 avril 1996, vol. 3).  
France : 180 F ou 27,45 € ; étranger : 184 F ou 28,10 €.
- *Démographie : analyse et synthèse. Causes et conséquences des évolutions démographiques*, CEPED/DSD, 408 p. (Actes du colloque de Sienne, 22-24 avril 1996, vol. 2) (épuisé).
- *Populations et environnement dans les pays du Sud*, sous la direction de Francis GENDREAU, Patrick GUBRY et Jacques VÉRON (1996), Karthala/CEPED, 308 p.  
France : 182 F ou 27,75 € ; étranger : 187 F ou 28,55 €.
- *Le retour au village. Une solution à la crise économique au Cameroun ?*, par Patrick GUBRY *et al.* (1996), CEPED/IFORD/MINREST/L'Harmattan, 206 p.  
France : 135 F ou 20,60 € ; étranger : 138 F ou 21,05 €.



- *Les familles dakaroises face à la crise*, par Philippe ANTOINE *et al.* (1995), IFAN/ORSTOM/CEPED, 209 p.  
France : 96 F ou 14,65 € ; étranger : 101 F ou 15,40 €.
- *Populations africaines et sida*, sous la direction de Jacques VALLIN (1994), CEPED/La Découverte, 218 p.  
France : 165 F ou 25,20 € ; étranger : 166 F ou 25,35 €.
- *La population de l'Afrique. Manuel de démographie*, par Francis GENDREAU (1993), CEPED/Karthala, 463 p.  
France : 213 F ou 32,50 € ; étranger : 224 F ou 34,15 €.
- *Politiques de développement et croissance démographique rapide en Afrique*, édité par Jean-Claude CHASTELAND, Jacques VÉRON et Magali BARBIERI (1993), 314 p. (INED/CEPED/PUF).  
France : 202 F ou 30,80 € ; étranger : 207 F ou 31,60 €.
- *Les spectres de Malthus, déséquilibres alimentaires, déséquilibres démographiques*, édité par Francis GENDREAU, Claude MEILLASSOUX, Bernard SCHLEMMER et Martin VERLET (1991), CEPED/EDI/ORSTOM, 444 p. (épuisé).

### **Collection *Les Dossiers du CEPED***

37 F ou 5,65 € par numéro pour un envoi en France ; 39 F ou 5,95 € par numéro pour un envoi à l'étranger.



Gratuit pour les pays du Sud à l'exception d'un usage commercial.

- n° 62 : *Vieillesse de la population et régimes de pension : l'Amérique latine dans une perspective internationale*, par Jorge BRAVO (2001), 49 p.
- n° 61 : *La politique de planification familiale en Tunisie (1964-2000)*, par Bénédicte GASTINEAU et Frédéric SANDRON (2000), 45 p.
- n° 60 : *La planification familiale en Chine*, par Isabelle ATTANÉ (2000), 56 p.
- n° 59 : *Villes en guerre en Somalie : Mogadiscio et Hargeisa*, par Marc-Antoine PÉROUSE DE MONTCLOS (2000), 65 p.
- n° 58 : *La scolarisation en Angola. Résultats de l'enquête MICS-1996*, par Ndola PRATA (2000), 47 p.
- n° 57 : *Kigali après la guerre : la question foncière et l'accès au logement*, par Marc-Antoine PÉROUSE DE MONTCLOS (2000), 41 p.
- n° 56 : *Genre, éducation et accès au premier emploi : cas de la ville d'Abidjan*, par Aka KOUAMÉ et Abdoulaye GUEYE (2000), 53 p.
- n° 55 : *Famille et procréation au Sud-Est Togo : de nouvelles stratégies. Une analyse textuelle des entretiens de groupe*, par Kodjovi KOUWONOU (1999), 50 p.

- n° 54 : *Causes de décès dans une zone rurale d'Afrique du Sud comparées à deux autres situations (Sénégal et France)*, par Michel GARENNE, Stephen TOLLMAN, Kathleen KAHN et John GEAR (1999), 28 p.
- n° 53 : *La promotion de la planification familiale au Cameroun : analyse de contenu des messages et impact d'une campagne de communication audiovisuelle*, par Gisèle LANGUÉ-MENYE (1999), 48 p.
- n° 52 : *Modernité et comportements démographiques en Guinée*, par Lamine KEITA (1999), 46 p.
- n° 51 : *Crise en économie de plantation ivoirienne et transformation des rapports sociaux. Le dilemme féminin à Sassandra (Côte d'Ivoire)*, par Agnès ADJAMAGBO (1999), 35 p.
- n° 50 : *Le besoin de planification familiale au Viêt-Nam*, par VU Hoang Ngân (1998), 36 p.
- n° 49 : *La baisse de la fécondité en Tunisie*, par Frédéric SANDRON (1998), 56 p.
- n° 48 : *Instruction des parents et survie de l'enfant au Burkina Faso : cas de Bobo Dioulasso*, par Banza BAYA (1998), 27 p.
- n° 47 : *État matrimonial et valeur des enfants au Cameroun*, par Anne-Emmanuèle CALVÈS et Dominique MEEKERS (1997), 35 p. (traduction du CEPED Series n° 3).
- n° 46 : *Migrations et institutions au Sénégal : effets d'échelle et déterminants*, par Christophe Z. GUILMOTO (1997), 42 p.
- n° 45 : *L'émergence des migrations spontanées au Viêt-Nam. Le cas de Vung Tau et de Dong Nai*, par Mau Diep DOAN, Patrick GUBRY, Jerrold W. HUGUET et Khac Tham TRINH (1996), 48 p.
- n° 44 : *Politiques de population et baisse de la fécondité en Afrique sub-saharienne*, par Thérèse LOCOH et Yara MAKDESSI (1996), 47 p.
- n° 43 : *Essai d'utilisation des statistiques d'état civil et sanitaires dans l'analyse de la mortalité à Yaoundé*, par Samuel KÉLODJOUÉ (1996), 43 p.
- n° 42 : *La polyandrie chez les Bashilele du Kasai occidental (Zaire) : fonctionnement et rôles*, par Séraphin NGONDO A PITSHANDENGE (1996), 20 p.
- n° 41 : *La régulation des naissances se généralise*, par Henri LERIDON et Laurent TOULEMON (1996), 19 p.
- n° 40 : *Ho Chi Minh Ville : de la migration à l'emploi*, par Truong SI ANH, Patrick GUBRY, Vu Ti HONG et Jerrold W. HUGUET (1996), 52 p.
- n° 39 : *La population de Cuba : principales caractéristiques et tendances démographiques*, par Sonia I. CATASUS CERVERA (1996), 35 p.
- n° 38 : *Effets de la guerre civile au Centre-Mozambique et évaluation d'une intervention de la Croix rouge*, par Michel GARENNE, Rudi CONINX et Chantal DUPUY (1996), 25 p.
- n° 37 : *Ressources économiques et comportements démographiques des ménages agricoles : le cas des Éwé du Sud-Togo*, par Kokou VIGNIKIN (1996), 35 p.
- n° 36 : *Structure de production et comportement procréateur en Côte d'Ivoire*, par Aka KOUAMÉ et Mburano RWENGE (1996), 31 p.

- n° 35 : *Les migrations comoriennes en France : histoire de migrations coutumières*, par Géraldine VIVIER (1996), 38 p.
- n° 34 : *La transition démographique. Trente ans de bouleversements (1965-1995)*, par Jean-Claude CHESNAIS (1994), 25 p. (2<sup>e</sup> tirage).
- n° 33 : *Pluralisme thérapeutique et stratégies de santé chez les Évhé du sud-est Togo*, par Nadia LOVELL (1995), 20 p.
- n° 32 : *Peut-on échapper à la polygamie à Dakar ?*, par Philippe ANTOINE et Jeanne NANITELAMIO (1995), 31 p. (2<sup>e</sup> tirage).
- n° 31 : *Familles africaines, population et qualité de la vie*, par Thérèse LOCOH (1995), 48 p. (3<sup>e</sup> tirage).
- n° 30 : *La mortalité dans le monde : tendances et perspectives*, par France MESLÉ et Jacques VALLIN (1995), 25 p. (3<sup>e</sup> tirage).
- n° 29 : *Planification sanitaire et ajustement structurel au Cameroun*, par Antoine KAMDOUM (1994), 40 p. (épuisé).
- n° 28 : *Migration et sida en Afrique de l'Ouest, un état des connaissances*, par Richard LALOU et Victor PICHÉ (1994), 52 p. (3<sup>e</sup> tirage).
- n° 27 : *Éducation de la mère et soins aux enfants à Ouagadougou*, par Christine OUEDRAOGO (1994), 37 p.
- n° 26 : *Réflexions sur l'avenir de la population mondiale*, par Jacques VALLIN (1994), 24 p. (4<sup>e</sup> tirage).
- n° 25 : *Facteurs de fécondité en milieu rural forestier ivoirien*, par KOFFI N'GUESSAN (1993), 40 p.
- n° 24 : *Les disparités régionales de la mortalité au Bénin*, par Martin LAOUROU (1993), 36 p.
- n° 23 : *Contribution à l'étude de l'évolution de la population de l'Afrique occidentale française 1904-1960*, par Raymond R. GERVAIS (1993), 50 p.
- n° 22 : *Solidarité dans la crise ou crise des solidarités familiales au Cameroun ?*, par Parfait Martial ÉLOUNDOU-ÉNYÉGUÉ (1992), 40 p. (épuisé).
- n° 21 : *La mortalité des enfants à Luanda*, par Maria Julia VAZ-GRAVE (1992), 39 p. (épuisé).
- n° 20 : *Mortalité maternelle : deux études communautaires en Guinée*, par Pierre CANTRELLE, Patrick THONNEAU et Boubacar TOURE (1992), 43 p.
- n° 19 : *Vingt ans de planification familiale en Afrique sub-saharienne*, par Thérèse LOCOH (1992), 27 p. (épuisé).
- n° 18 : *Les déterminants de la mortalité des enfants dans le tiers-monde*, par Magali BARBIERI (1991), 33 p. (épuisé).
- n° 17 : *La fécondité en Mauritanie*, par KEUMAYE IGNEGONGBA (1991), 39 p. (épuisé).
- n° 16 : *Dix problèmes de population en perspective - Hommage à Jean Bourgeois-Pichat et à Alfred Sauvy*, par Léon TABAH (1991), 31 p. (épuisé).
- n° 15 : *La mesure de l'infécondité et de la sous-fécondité*, par EVINA AKAM (1990), 39 p. (épuisé).



- n° 14 : *Statut de la femme, structure familiale, fécondité : transitions dans le golfe du Bénin*, par Laurent Mensan ASSOGBA (1988), 28 p. (épuisé).
- n° 13 : *Estimer la mortalité maternelle à l'aide de la méthode des sœurs*, par Véronique FILIPPI et Wendy GRAHAM (1990), 29 p. (épuisé).
- n° 12 : *La montée du célibat féminin dans les villes africaines. Trois cas : Pikine, Abidjan et Brazzaville*, par Philippe ANTOINE et Jeanne NANITELAMIO (1990), 27 p. (épuisé).
- n° 11 : *Deux études sur l'emploi dans le monde arabe*, par Jacques CHARMES (1990), 37 p. (épuisé).
- n° 10 : *Facteurs culturels et sociaux de la santé en Afrique de l'Ouest*, par Pierre CANTRELLE et Thérèse LOCOH (1990), 36 p. (épuisé).
- n° 9 : *Éléments du débat population-développement*, par Jacques VÉRON (1989), 48 p. (2<sup>e</sup> tirage). (épuisé).
- n° 8 : *Transformations agraires et mobilités de la main d'œuvre dans la région nord andine de l'Équateur*, par LE CHAU et Jean PAPAIL (1989), 18 p.
- n° 7 : *Prospective des déséquilibres mondiaux – Démographie et santé*, par Pierre CANTRELLE et Francis GENDREAU (1989), 33 p. (épuisé).
- n° 6 : *Les politiques de population en matière de fécondité dans les pays francophones : l'exemple du Togo*, par Thérèse LOCOH (1989), 20 p. (épuisé).
- n° 5 : *Rétention de la population et développement en milieu rural : à l'écoute des paysans Mafa des Monts Mandara (Cameroun)*, par Patrick GUBRY (1988), 24 p. (épuisé).
- n° 4 : *État et besoins de la recherche démographique dans la perspective des recommandations de la conférence de Mexico et de ses réunions préparatoires*, par Jean-Claude CHASTELAND (1988), 23 p. (épuisé).
- n° 3 : *La fécondité en Afrique noire : un progrès rapide des connaissances mais un avenir encore difficile à discerner*, par Thérèse LOCOH (1988), 26 p. (épuisé).
- n° 2 : *Politiques africaines en matière de fécondité : de nouvelles tendances*, par Patrick GUBRY et Mpembele SALA-DIAKANDA (1988), 50 p. (épuisé).
- n° 1 : *La connaissance des effectifs de population en Afrique : bilan et évaluation - Hommage à Rémy Clairin*, par Rémy CLAIRIN et Francis GENDREAU (1988), 35 p. (épuisé).

### **Collection *Los Documentos del CEPED***

44 F ou 6,75 € par numéro pour un envoi en France ; 46 F ou 7,05 € par numéro pour un envoi à l'étranger.

Gratuit pour les pays du Sud à l'exception d'un usage commercial.

- n° 1 : *La mortalidad en el mundo : tendencias y perspectivas*, para France MESLÉ y Jacques VALLIN, 24 p. (Traducido del francés para Maria Celina AÑAÑOS).

## Collection *The CEPED Series*

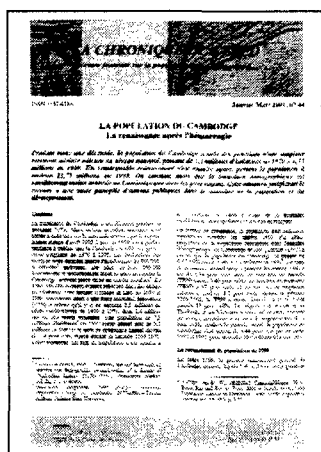
44 F ou 6,75 € par numéro pour un envoi en France ; 46 F ou 7,05 € par numéro pour un envoi à l'étranger.

Gratuit pour les pays du Sud à l'exception d'un usage commercial.

- n° 3 : *The advantages of having many children for women in formal and informal unions in Cameroon*, by Anne-Emmanuèle CALVÈS and Dominique MEEKERS, 38 p.
- n° 2 : *Population policies and fertility decline in Sub-saharan Africa*, by Thérèse LOCOH and Yara MAKDESSI, 43 p. (Translated from French by Fallon M. MOURSUND).
- n° 1 : *Mortality in the world : trends and prospects*, by France MESLÉ et Jacques VALLIN, 24 p. (Translated from French by Isabelle WALLERSTEIN).

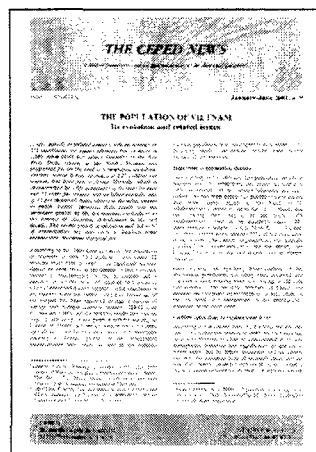
**La Chronique du CEPED**, bulletin trimestriel de liaison du CEPED (40 numéros parus).

Pour les pays du Nord : 10 F ou 1,50 € par numéro ; abonnement annuel : 30 F ou 4,60 €. Gratuit dans les pays du Sud à l'exception d'un usage commercial.



n° 40

*La population du Cambodge :  
la renaissance après l'hémorragie*



n° 9

*The population of Vietnam:  
Its evolution and related issues  
and  
The population of Cambodia:  
Recovery from devastation*

**The CEPED News**, English version of the *Chronique du CEPED*.

15 F ou 2,30 € per issue or subscription 25 F ou 3,80 € per year (2 issues per year).

## **Collection *Données de base sur la population***

10 F ou 1,50 € par numéro pour les pays du Nord.

Gratuit pour les pays du Sud à l'exception d'un usage commercial.

31 brochures réalisées.

Restent disponibles :

Burkina Faso,	Guinée-Bissau,	Seychelles,
Burundi,	Mozambique,	Togo,
Cap Vert,	Niger,	Zaire (actuelle République démocratique du Congo),
Côte d'Ivoire,	Nigeria,	Viêt-nam.
Guinée,	Sao Tome e Principe,	

\* \*

\*

Si vous souhaitez commander l'un de ces titres, adressez votre courrier à :

CEPED-Service de diffusion  
15, rue de l'École de Médecine  
75270 Paris cedex 06 – France

Les commandes par correspondance sont à régler par chèque bancaire ou postal payable en France et libellé en francs français ou en euros à l'ordre du régisseur du CEPED ; ou par virement en francs français ou en euros à la Recette générale des Finances de Paris, compte n° 30081 75000 00003005 771 95 (TVA IRD n° FR 75 18000 6025).

Les prix indiqués ici comprennent les frais d'emballage et d'expédition.

***Le barème de tarification est différent selon le lieu de destination. Avant d'envoyer votre commande, vérifiez que vous avez indiqué le prix correspondant au lieu de destination souhaité.***

Les tarifs pour l'étranger tiennent compte du prix hors taxe et de frais d'expédition plus élevés.

Reproduit en France par INSTAPRINT S.A.  
1-2-3, levée de la Loire – LA RICHE – B.P. 5927 – 37059 TOURS Cedex 1  
Tél. 02 47 38 16 04

Dépôt légal 2<sup>e</sup> trimestre 2001



Patrice VIMARD, démographe, directeur de recherche à l'IRD, conduit des recherches sur les dynamiques démographiques et familiales et sur les politiques de population en Afrique dans une perspective comparative. Il est actuellement directeur de l'unité "Santé de la reproduction, fécondité et développement" et du laboratoire Population-Environnement.

Alain LERY, administrateur de l'INSEE, est actuellement directeur du CEPED. Spécialisé dans les questions relatives aux recensements de la population (conception, collecte, organisation générale, diffusion des résultats), il a également exercé des fonctions à la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (Bangkok) et à la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR, Paris).



Le programme d'action adopté à la Conférence internationale sur la population et le développement du Caire (septembre 1994) a constitué un tournant important dans les politiques démographiques, en prônant l'abandon des politiques organisées comme un mode de contrôle de la reproduction démographique par les États et les institutions internationales, pour une conception plus démocratique visant à apporter à chacun les moyens de maîtriser sa fécondité et de réaliser sa vie reproductive dans un état satisfaisant de santé physique mais aussi social et mental. Mais la mise en œuvre de ce programme s'est trouvée confrontée à un grand nombre de difficultés. Difficultés de financement bien entendu, mais aussi difficultés conceptuelles car l'orientation du programme heurte encore beaucoup d'idéologies religieuses et politiques, et enfin difficultés dans la concrétisation même de principes d'action pour des populations souvent marquées en cette fin de XX<sup>e</sup> par la pandémie du sida, la croissance du nombre de réfugiés, les exclusions et les précarités multiples, obstacles à la santé reproductive et familiale et au développement durable. Aussi, cinq ans après l'adoption de ce programme, la communauté internationale a-t-elle souhaité évaluer, dans le cadre d'une session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies, son avancement et les nouvelles conditions de sa réalisation.

Cet ouvrage rassemble la majeure partie des articles thématiques rédigés par les experts français pour préparer la rédaction de la contribution de la France à cette session. Le lecteur y trouvera tout d'abord une douzaine de chapitres qui traitent des questions majeures en matière de relation population-développement, en essayant de discerner les orientations des politiques à mener : maîtrise des mouvements démographiques, diffusion et impact de l'épidémie de VIH/Sida, éducation et emploi des jeunes, inégalités économiques et sociales, gestion des dynamiques rurales et urbaines sont ainsi successivement abordées. Le lecteur y trouvera ensuite quatre contributions qui, en explorant le cas de la France, éclairent des dimensions fondamentales des interrelations population-développement tout en mettant en évidence les nouveaux paradigmes du débat démocratique français : la relation de l'homme à son environnement, le vieillissement démographique, l'insertion des migrants étrangers dans la société, l'exclusion et la crise du lien social.

Prix : 100 FF TTC